Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE – N° 13594 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine – MERCREDI 12 OCTOBRE 1988

L'allocution du président Chadli après une semaine d'émeutes

Le gouvernement algérien mise sur l'annonce de réformes pour favoriser l'apaisement

Une semaine après le déclenchement des émeutes qui secouent l'Algérie, le président Chadli Bendjedid a promis, lundi soir 10 octobre, de prochaines « réformes politiques » dont il n'a pas précisé le contenu. S'adressant à la nation, lors d'une allocution télévisée, il a d'abord affirmé « qu'il ne laisserait pas le pays livré à l'anarchie ». Mais il a reconnu des « déficiences, même dans le domaine politique », et appelé les Algériens « à faire preuve de courage et de responsabilité ». Les autorités algériennes misent sur l'annonce de réformes pour favoriser l'apaisement.

Cependant, quelques heures avant le discours du chef de l'Etat, l'armée s'est livrée dans le quartier algérois de Bab-el-Oued à un véritable massacre, au cours duquel trente personnes ont été tuées.



Lire page 3 les articles de nos envoyés spéciaux FRÉDÉRIC FRITSCHER et JACQUES DE BARRIN et page 4 les réactions en France

Plus jamais comme avant

Cruel destin que celui du président Chadli, amené à mater une révolte qu'il avait été le premier, dans l'appareil d'Etat, à vouloir prévenir. Celui dont ses adversaires de l'intérieur évoquaient le manque de « charisme » politique, les comportements de simple gestionnaire sans grande capacité intellectuelle, avait senti la lassitude du pays au point de rompre avec l'idéologie du régime pour adopter le simple slogan de la « vie meilleure ». Oubliant que gouverner c'est prévoir, il invoque aujourd'hui la chute des cours du pétrole pour plaider les circonstances atténuantes dans une allocution qui mêle la menace au ton sermonneur d'un paternalisme dépassé.

Par manque d'autorité, le chef de l'Etat n'a pu imposer assez vite les réformes économiques nécessaires. Les promesses non tenues n'ont fait qu'exacerber le mécontentement. Pire, le développement anarchique du secteur privé, nécessaire en soi pour la remise en route de l'économie mais créateur de fortes inégalités sociales, a créé des tensions nouvelles dans un pays où existait au moins un certain égalitarisme dans la pénurie.

Tout en faisant tirer sur la foule, les autorités prennent des mesures pour l'approvisionnement soudain des marchés. Dérisoire concession aux ménagères. La « révolte de la semoule » a pris maintenant une tout autre dimension. Les jeunes gens qui affrontent les mitrailleuses lourdes ne meurent pas pour obtenir du beurre dans les magasins d'Etat. C'est cet Etat lui-même qu'ils rejettent, avec son parti unique, sa presse muselée, son centralisme.

M. Chadli n'a pas dit s'il se présenterait à l'élection présidentielle prévue pour janvier 1989, mais il est déjà évident que celle-ci ne pourra plus être une simple kermesse du parti, comme naguère. On ne voit pas comment un homme traité d'« assassin » par les manifestants ferait paisiblement campagne dans quelques semaines. On n'imagine pas non plus que le parti ose mobiliser les mêmes ténors en faveur de celui qui sera son candidat.

Même si une junte ne profite pas de la situation, même si l'émeute ne balaye pas le régime, plus rien ne sera jamais comme avant en Algérie et dans l'image qu'on se faisait d'elle. Profitant du souvenir laissé dans l'opinion internationale par la guerre d'indépendance, ce pays s'est trop longtemps comporté en donneur de leçons.

Comme paralysée par le sentiment de ses fautes passées, la France a contribué par son silence à encourager cette bonne conscience. Les ministres, de tous les gouvernements, ont fait le pèlerinage à Alger sans se soucier des atteintes aux droits de l'homme, pourtant dénoncées par quelques courageux opposants de l'intérieur. Les intellectuels se sont tus, avant peut-être d'entonner un discours excessif dans la réprobation.

Sur le plan régional, les événements vont perturber les grandes manœuvres pour la construction du Maghreb uni. Ils risquent aussi de retarder la mise en œuvre du processus de paix au Sahara occidental. En théorie, l'affaiblissement de son protecteur met le Polisario en mauvaise position. Mais les dirigeants marocains sont assez conscients des propres problèmes du royaume pour ne pas se réjouir de manière intempestive.

M 0147 - 1012 0 - 4,50 F




3790147004500 10120

Le sommaire complet se trouve en page 48

L'intervention du premier ministre aux Journées prospectives du « Monde »

Réconcilier l'économique et le social

M. Michel Rocard a ouvert, mardi 11 octobre, au palais de l'UNESCO, les premières Journées prospectives organisées par « le Monde ». Dans le contexte d'agitation sociale que l'on connaît, le premier ministre a plaidé en faveur de la reconnaissance du fait syndical et préconisé la généralisation des négociations par branches et interentreprises. Nous publions de larges extraits de cette intervention.

par Michel Rocard

« Réconcilier l'économique et le social est une exigence à laquelle aucune nation moderne ne pourra se soustraire, parce qu'il n'y a pas, au bout du compte, d'efficacité productive sans promotion du monde du travail, sans reconnaissance de ses aspirations et de ses droits. Parce qu'il n'y a pas de liberté de l'entreprise sans liberté dans l'entreprise.

Je porte en moi ces convictions depuis assez longtemps pour que vous compreniez tout l'intérêt que je trouve au thème central des travaux de cette journée. (...)

Le développement du taylorisme et de ses applications a longtemps laissé la majeure partie des ressources humaines des entreprise en jachère. Qui s'avisait alors de considérer les salariés comme une ressource, et leur savoir-faire comme un capital ?

Le statut de producteurs passifs, dans lequel le système taylorien enfermait les salariés, se traduisait par des rapports sociaux fortement hiérarchisés.

Les conditions concrètes de travail et d'emploi étaient rarement négociées. C'était l'époque, pas si lointaine, où les relations contractuelles dans les entreprises de ce pays se caractérisaient par un état de véritable sous-développement, voire de franche misère.

Mais, depuis une vingtaine d'années, on assiste à une remise en cause de ce système et des rapports sociaux qu'il a secrétés. Cette remise en cause, dont le caractère radical commence seulement à être perçu, a une double origine, sociale et économique.

Le mouvement social de mai 1968 et les grandes grèves des OS au début des années 70, ont manifesté avec éclat le refus des salariés de se soumettre indéfiniment aux contraintes du « travail en miettes ».

Depuis lors, les aspirations des salariés à s'affirmer collectivement et individuellement dans leur travail, à concilier vie professionnelle et épanouissement personnel, n'ont cessé de se renforcer. Il s'agit là d'une mutation considérable des comportements, à laquelle l'élévation continue des niveaux d'information et d'éducation des salariés confère un caractère irréversible. (...) Les lois Auroux sont sanctionné, sur le plan juridique, cette évolution, en donnant aux salariés les moyens de devenir des acteurs à part entière de la vie des entreprises. (...)

Les nouvelles exigences du marché contraignent les entreprises à innover dans leur gestion. (...)

Des études internationales comparatives ont mis en évidence que les écarts de compétitivité entre grandes entreprises, à type de productions et de marchés identiques et à degré d'équipements automatisés similaire, sont en grande partie imputables aux différences observées dans les modes d'organisation du travail. (...)

Le développement de la compétitivité des entreprises passe donc par l'effacement du taylorisme. Et, dans cette phase de mutations que l'on a baptisée la *« révolution de l'intelligence »*, les salariés constituent aujourd'hui à l'évidence le capital productif le plus sérieux du pays et des entreprises.

(Lire la suite page 44.)

La visite de Jean-Paul II dans l'est de la France

Le rêve européen du pape

Au quatrième et dernier jour de sa visite dans l'est de la France, Jean-Paul II a défini, dans un discours devant le Parlement européen, les options de l'Eglise pour l'Europe nouvelle : supranationalité, ouverture aux pays de l'Est et soutien au tiers-monde.

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

L'Assemblée parlementaire européenne de Strasbourg a de nouveau justifié, le mardi 11 octobre, sa réputation de tribune. Jamais, comme il l'a fait au dernier jour de sa visite en France, Jean-Paul II ne s'était adressé à un auditoire européen aussi large et politiquement représentatif. Et jamais il n'avait défini, avec autant de précision et de conviction, les contours d'un projet européen qui surprend dans la bouche de ce pape rompant une fois de plus avec les tics de langage et les règles du jeu convenues.

Une autorité politique commune ; un élargissement de la Communauté vers l'Est ; une générosité redoublée envers le tiers-monde : le tryptique proposé par le pape à l'Europe repose sur le diagnostic d'une situation dont il estime, à tort ou à raison, qu'elle n'a jamais été aussi favorable à une relance.

Cette relance, l'Europe se la doit à elle-même, estime un pape impressionné par cette sorte de déclin des valeurs et des idéaux, cet essoufflement spirituel et moral qu'il croit reconnaître dans les mentalités européennes d'aujourd'hui. Elle la doit surtout aux autres : aux pays de l'Est d'abord, avec lesquels, au-delà des frontières religieuses et politiques, l'Europe des Douze partage tant de racines communes ; aux pays du tiers-monde ensuite, victimes plus que bénéficiaires de la concurrence des deux modèles, capitaliste et socialiste, de développement.

Il y a comme un écho entre ce discours de Jean-Paul II au Parlement européen de Strasbourg et celui qu'il avait prononcé lors de sa première visite en France, à l'UNESCO en 1980. Alors, il s'était présenté comme *« le fils d'une nation que ses voisins ont condamnée, mais qui a survécu, a conservé son identité, en s'appuyant sur sa culture. »*

HENRI TINCQ.

(Lire la suite page 12.)

Une « loi Bambuck » contre le dopage

La France, qui avait été une des premières à édicter en 1965 une législation antidopage, va se donner les moyens de lutter encore plus efficacement contre ce fléau du sport. C'est le sens du projet de loi *« relatif à la répression de l'usage des produits dopants à l'occasion des compétitions et manifestations sportives »*, que M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat chargé des sports, soumettra, mercredi 12 octobre, au conseil des ministres.

Ce texte a trois objectifs : élargir la définition du dopage de *façon à faire concorder la réglementation française avec celle du* Comité international olympique ; renforcer la répression à l'encontre des pourvoyeurs et écarter du milieu sportif ceux qui facilitent le dopage ou y incitent ; simplifier la procédure légale d'organisation des contrôles.

Ce dispositif, qui reposera sur le renforcement des moyens du Laboratoire national de lutte antidopage de Clichy, s'insérera dans un ensemble *« visant à la promotion d'un sport propre »*.

Lire page 21, dans notre supplément Sciences et médecine, l'article de FRANCK NOUCHI : « Dopage : l'opium du sport »

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 2 $.

Débats

DICTATURE

L'avenir retrouvé du Chili

par ALAIN TOURAINE

LES dictatures meurent aussi. Et pourtant, elles semblent éternelles : qui ose engager une lutte trop inégale contre les chambres de torture et les camps de concentration ? La perte de liberté ne conduit-elle pas à la passivité ? L'opposition ne se divise-t-elle pas forcément entre réalistes, à la recherche de compromis, et radicaux, prêts à recourir à la violence ? La dictature du général Pinochet semblait plus forte encore depuis que les *protestas* de 1983 avaient échoué à le renverser et qu'une nouvelle politique économique avait remporté, à partir de 1986, d'indéniables succès. Les militants qui scandaient : *« Il va tomber »* ne convainquaient guère plus que ceux qui répétaient depuis 1973 : *« Le peuple uni jamais ne sera vaincu. »* L'année dernière encore, l'opposition était démoralisée et divisée, et certains de ses membres se refusaient même à participer à la campagne du « non » pour ne pas accepter les procédures fixées par une Constitution qu'ils refusaient de reconnaître.

Et pourtant, depuis le début de l'année et la création du Parti pour la démocratie, à l'initiative de Ricardo Lagos, la population a repris confiance tandis que la forteresse du régime se lézardait ; la population s'est lavée du silence et de la peur, et aujourd'hui, c'est dans la joie, la jubilation, que la majorité des Chiliens rompt avec quinze ans de répression, de tortures et de disparitions, quinze ans de perte de liberté et d'accroissement des inégalités sociales.

Comment expliquer ce réveil qu'il a fallu attendre si longtemps ? Pourquoi Pinochet perd-il un plébiscite alors qu'il avait gagné – non sans fraude – celui de 1980 ? En réalité, les dictatures qui ont dominé le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, le Chili depuis vingt ans n'ont jamais porté un projet durable de société. Elles ont pris le pouvoir pour repousser des pressions populistes révolutionnaires ou pour mettre fin à ce qui leur apparaissait comme une crise nationale. Elles ont toujours été tournées vers le passé, non vers l'avenir, et elles ont perdu leur raison d'être à mesure que leurs pays s'éloignaient de la situation qu'ils avaient fait surgir. Pinochet reste obsédé par la lutte contre le marxisme ; il tombe logiquement face à une opposition dans laquelle les communistes, qui ont accumulé les contresens, n'occupent qu'une place marginale et qui est appuyée par la grande majorité des forces vives du pays : étudiants, professionnels, scientifiques, intellectuels. Devant cet épuisement politique de la dictature, une partie de la droite chilienne et les Etats-Unis ont envisagé depuis quelques années de normaliser une situation qui risquait de se détériorer à mesure que l'écart s'accroissait entre la modernisation d'une partie de la société et le maintien d'une dictature toujours hantée par les fantômes du passé.

Sans briser la politique exportatrice

C'est dire qu'en 1988 le problème n'est déjà plus de choisir entre la dictature militaire devenue une façade vide et la démocratie, mais entre la poursuite de la politique actuelle par des moyens civils et le changement de politique. Les dirigeants de l'opposition, socialistes comme démocrates-chrétiens, en ont pleinement conscience : un retour à avant 1973 est exclu et les mots d'ordre révolutionnaires de la jeunesse communiste sont hors de propos. Il faut d'abord convaincre l'armée de tolérer et même d'assurer une transition rapide vers des élections démocratiques, ce que Mme Allende appelle la réconciliation.

Mais il faut aussi préparer le gouvernement de centre-gauche qui correspond à la tendance majoritaire de l'opinion et qui doit, sans briser la politique exportatrice, redresser la consommation populaire et réduire les injustices. Lancer immédiatement des réformes sociales serait s'exposer à une intervention de l'armée liée aux milieux conservateurs. Se limiter à un programme d'élections libres serait courir le risque d'une opposition violente animée par le Parti communiste et regroupant autour d'elle la masse immense des exclus et de ceux que la dictature a enfermés dans la misère. Mais notre regard ne se porte-t-il pas trop loin et n'oublie-t-il pas que la victoire du « non » laisse Pinochet au pouvoir pour un an peut-être et n'empêche pas l'armée d'imposer sa volonté ? Ricardo Lagos, le leader le plus actif de la campagne pour le « non », a dit clairement qu'il fallait négocier avec l'armée la transition vers la démocratie. Mais les dirigeants de l'opposition aussi bien que les chefs militaires savent que la victoire du « non » signifie la rupture de la poutre maîtresse de la dictature et qu'il est impossible à l'armée de nier l'évidence et de s'opposer à ce qui deviendrait vite une montée irrépressible de la pression populaire. Les conservateurs chiliens ont intérêt eux aussi à tourner le dos au passé et à se consacrer entièrement à la création d'une force conservatrice qu'il ne sera pas facile d'organiser. L'évolution vers la démocratie a toutes chances d'être plus rapide qu'on ne le pensait ces derniers mois.

Le Chili se débarrasse de sa dictature cinq ans après l'Argentine et l'Uruguay, et il n'a pas connu le lent processus d'ouverture qui est engagé au Brésil depuis 1974. Il est exclu qu'il puisse se contenter de rétablir des institutions démocratiques ; il sera vite placé devant des choix importants et difficiles. Mais il les abordera dans de bonnes conditions s'il ne laisse pas retomber l'espoir que fait naître la chute de la dictature. Le Chili a pris du retard sur ses voisins ; il va prendre de l'avance sur eux et leur rappeler qu'il est impossible de s'en tenir à des politiques de normalisation politique et de stabilisation économique, qu'il faut aller de l'avant, c'est-à-dire accroître les investissements et plus encore, car là est la priorité absolue, diminuer des inégalités devenues paralysantes, et cela à la fois par la fiscalité, par la création d'un système de sécurité sociale et par des programmes de logement, d'éducation et de santé en faveur de la majorité de la population.

Le discours démocratique n'est pas suffisant ; il ne résiste nulle part longtemps aux déséquilibres économiques et aux frustrations sociales. La chute de la dictature de Pinochet ne doit pas marquer la fin d'une époque, mais plutôt le début d'une politique active de modernisation économique et sociale. Le Chili, parce que ses dirigeants économiques lui ont donné un bon équilibre économique – mais au prix d'injustices sociales sans cesse croissantes – et parce qu'il a une jeunesse d'une qualité remarquable, est bien placé pour s'engager le premier dans cette voie qui doit amener avant la fin du siècle la plus grande partie du continent latino-américain dans la zone des nouveaux pays industriels. Tandis que l'Argentine et le Brésil semblent revenir à leurs anciennes tentations populistes, le Chili peut et doit s'engager résolument dans une politique de modernisation économique et d'ouverture sociale.

La joie immense qu'éprouvent ceux qui n'ont jamais accepté ou même toléré la dictature et qui pensent en ce moment à tous ceux qui sont morts sous la torture ou en exil doit aider le Chili d'aujourd'hui, à l'image de la France de la Libération, à s'engager dans une action collective de reconstruction politique et d'intégration sociale. Le Chili, qui a fait de *l'Hymne à la joie* le chant de résistance à la dictature, retrouve un avenir.

« LA VERTU CIVILE »

Histoire d'héritiers

par JEAN-PAUL JOUARY (*)

DANS une chronique parue dans les colonnes du *Monde*, le 16 septembre, sous le titre « La vertu civile », Pierre Bourdieu vient de développer un singulier paradoxe : les responsables politiques étant enfermés dans *« leurs jeux à huis clos »*, la télévision indiscrète permet au peuple d'en troubler la logique en exerçant un *« droit de regard »* générateur de sens critique. Cette vision des choses me paraît à elle seule défier l'esprit critique : l'audiovisuel manifeste son lien organique avec les forces qui partagent tous les pouvoirs étatiques, avec assez d'évidence pour que cette vision des choses soit finalement plus absurde que paradoxale, et ne puisse à ce titre alimenter que de maigres débats...

En revanche, ce que Pierre Bourdieu en déduit me paraît mériter discussion : appeler les intellectuels et les journalistes (c'est-à-dire, pour Bourdieu, *« ceux qui (...) ont le loisir et les moyens d'exercer leur droit de regard sur le monde politique »*) à sortir de leur silence pour assurer *« l'exercice de la vigilance civique »* relève en effet d'une conception des *« intellectuels »* et de leur rapport au mouvement social qui, pour revenir aujourd'hui en force dans les médias bien pensants, n'en reste pas moins rétro.

Pour commencer, quels intellectuels accuse-t-on d'un tel silence ? La foule des enseignants, ingénieurs, chercheurs, cadres, étudiants, créateurs de toutes disciplines qui tissent au quotidien la vie culturelle de notre pays ? Tous ceux-là font œuvre féconde, et sentent de plus en plus que leurs activités et leurs idéaux sont entravés par l'implacable loi de la rentabilité financière et du profit. Ils participent aux luttes sociales, signent par centaines de milliers la pétition pour que 40 milliards passent du surarmement à l'école, s'opposent depuis 1985 à la logique capitaliste qui émiette notre potentiel audiovisuel, s'indignent que l'on sacrifie nos atouts culturels, artistiques, scientifiques et techniques. On en voit aussi qui mettent leurs connaissances au service de la définition des nouvelles stratégies industrielles que propose le mouvement ouvrier révolutionnaire, chez Renault ou à la SNCF, dans le charbon ou la Navale...

En osmose avec les travailleurs

Ces pratiques sont porteuses d'esprit critique et de nouveauté, en osmose avec celles de millions de travailleurs dont le refus de l'actuelle politique de déclin national s'enracine dans la conception, désormais collective, d'un nouveau type d'efficacité économique et sociale, fondée sur de nouveaux critères de gestion et liée à un processus autogestionnaire.

Certes, cette ouverture sur l'avenir n'encombre pas la télévision dont se satisfait Pierre Bourdieu. Ces pratiques sociales n'en sont pas pour autant *« silencieuses »* : elles façonnent de façon croissante la vie intellectuelle de la France de 1988. L'accession du peuple à la production des idées n'efface pas le rôle des intellectuels qui en font profession : mais elle le réorganise et en modifie le statut.

Allons plus loin : même si l'on devait admettre avec Bourdieu qu'un privilège doive être accordé à ces *« producteurs d'idées »* (comme au dix-huitième siècle ?), de ce que les *« intellectuels »* médiatiques n'ont pas grand-chose à dire, devrait-on déduire un silence des intellectuels en général ? Etant donné que les médias ôtent le titre d'intellectuel à quiconque propose autre chose que l'ordre social existant, il n'est plus pour eux d'intellectuels que diversement conservateurs ; et comme ceux-là se satisfont d'un ordre social dont la faillite est pour le moins spectaculaire, peut-on s'étonner de leur silence ou de la médiocrité de leurs prestations ?

Bref, si l'on admet qu'une idée critique cesse aussitôt d'être une idée, c'est par définition que le paysage idéologique sombre dans la brume. Une fois évanouis les enseignants et les chercheurs, les ingénieurs et les cadres, les créateurs et l'ensemble des travailleurs qui produisent des idées au cœur de leurs pratiques sociales ; une fois volatilisés, dans la foulée, ceux des économistes, philosophes, historiens, écrivains et chercheurs en sciences sociales qui inscrivent leur pensée dans une démarche révolutionnaire ; en un mot : une fois exclus tous ceux qui produisent diversement des idées de portée transformatrice, doit-on s'étonner de l'apparence désertique du paysage que l'on a soi-même désintégré ?

Regards vers les communistes

Cette intervention de Pierre Bourdieu, qui en rejoint bien d'autres ces temps-ci, est à tout prendre un symptôme intéressant : beaucoup des intellectuels qui avaient sincèrement placé leurs espoirs dans des politiques sensées débloquer la société sans bouleverser sa logique profonde, constatent amèrement qu'on les a délibérément trompés. Ils cherchent ou ils attendent (sans renoncer à leurs idéaux et valeurs) que la vie tranche et qu'une perspective nouvelle se dessine. Certains regardent à nouveau et de façon ouverte ce que font et proposent les communistes.

D'autres en croisent la démarche sans toujours le percevoir clairement. D'autres enfin s'affairent pour les en dissuader ; ils tentent à la fois de les flatter comme s'ils étaient le moteur de l'histoire, et de les associer à des politiques qui sacrifient l'investissement dans l'intelligence aux placements en Bourse. On leur promet en quelque sorte le faste de la philosophie des Lumières, à condition d'économiser la prise de la Bastille. Mais outre que les grands intellectuels du dix-huitième siècle n'ont pu contribuer à la Révolution sans développer ce que ce peuple avait créé dans ses pratiques ; outre aussi que ce peuple a acquis bien des moyens d'accéder aujourd'hui à la formulation des idées novatrices (ce qui modifie le statut historique des *« intellectuels »*) ; il est absurde de prétendre faire fleurir l'esprit critique dans la terre sèche de la conservation sociale. Imagine-t-on Rousseau prônant la réconciliation raisonnable des serfs et des aristocrates ?

Pierre Bourdieu est bien placé pour savoir qu'on est toujours l'héritier de quelque chose ou de quelqu'un. On pourra regretter que entre ce qui tente de frayer la voie à la modernité autogestionnaire et ce qui s'efforce de conserver notre vieux système en crise, il ait opté pour ce dernier en faisant sienne au passage une conception de l'intellectuel pour le moins archaïque...

(*) *Rédacteur en chef de Révolution.*

PROPRIÉTÉ

Le Liban et les puissances

Vos lecteurs ont appris qu'au Liban le président de la République était, en réalité, désigné par deux « Grands Electeurs », les Etats-Unis et la Syrie. On se croit revenu au temps du mandat de la Société des nations, où le président était, en fait, nommé par la France, puissance mandataire. Or les Libanais existent et ils ont la volonté de vivre ensemble quelle que soit leur confession. Le moment ne serait-il pas venu pour le gouvernement français de rappeler publiquement que le choix de leur président n'appartient qu'aux Libanais eux-mêmes ?

JEAN MERIC
(Saint-Germain-en-Laye, Yvelines.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE S.A.
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE*

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe
OJD 1987

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN : 0395 - 2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

ABONNEMENTS
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS voie normale
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYER CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐
Nom : ____ Prénom : ____
Adresse : ____
____ Code postal : ____
Localité : ____ Pays : ____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.
BADMO 88

De nouveaux affrontements ont fait trente morts à Alger

Le président Chadli annonce de prochaines réformes économiques

ALGER
de notre correspondant

Quelle impression le président Chadli *aura-t-il donc faite aux Algériens* ? En vingt minutes de discours, aura-t-il su émouvoir, toucher, convaincre ses concitoyens qui attendaient à ce moment crucial de l'histoire de l'Algérie une sorte de miracle ? En tout cas, il s'est exprimé simplement, d'un ton ferme, avec une émotion contenue.

Assis derrière son bureau avec à sa droite le drapeau algérien, les traits tirés, sobrement vêtu d'un complet bleu marine, le président s'est adressé aux Algériens en père de famille, dans un langage qui est le leur, moins démagogique qu'on aurait pu le craindre. Il a d'emblée affirmé qu'il *« ne laisserait pas le pays livré à l'anarchie »* et appelé les Algériens à *« faire preuve de courage et de responsabilité »* pour faire face aux difficultés actuelles.

En ponctuant ses phrases de gestes amples, frappant parfois de la main droite sur son bureau, il a annoncé de prochaines *« réformes politiques »* importantes. *« Nous avons le courage de reconnaître nos déficiences et de réformer, même dans le domaine politique »*, a-t-il dit, sans autre précision. Il a toutefois insisté à plusieurs reprises sur *« la nécessité de respecter la légalité constitutionnelle afin d'établir des traditions dans ce domaine »*.

Il n'a pas évoqué la nature de ces réformes qui devraient affecter le Front de libération nationale (FLN), cible privilégiée des manifestants qui se sont appliqués depuis une semaine à casser tout ce qui peut représenter de près ou de loin le parti unique. Sans envisager encore le bipartisme et encore moins le multipartisme, certains dirigeants souhaiteraient néanmoins entamer le monopole politique et syndical du parti pour redistribuer des parcelles de liberté d'expression aux citoyens.

Le chef de l'Etat a demandé aux Algériens de ne pas *« interpréter son intervention télévisée comme le point de départ d'une campagne électorale pour un troisième mandat »*. A deux mois de la tenue du sixième congrès du FLN qui désignera son secrétaire général, de droit candidat unique à la présidence de la République, l'ambiguïté des propos laisse penser que M. Chadli aurait pris la décision de ne pas solliciter un nouveau mandat.

M. Chadli Bendjedid a longuement insisté sur les difficultés économiques qui frappent le pays : crise internationale, effondrement des rentrées en devises, chute catastrophique du prix du baril de pétrole brut, contrats gaziers en souffrance, dollar faible. Il a rappelé qu'un train de réformes économiques avait été adopté et qu'il devrait entrer en vigueur prochainement.

La courte allocution du président aura-t-elle suffi à refroidir les esprits surchauffés ? On pensait, lundi, que l'annonce de son discours bloquerait toute tentative de démonstration de force. Il n'en fut rien. En dépit des interdictions de se rassembler depuis l'instauration de l'état de siège, quelque 2 000 manifestants ont défilé lundi après-midi, traversant la ville, de Belcourt à l'est à Bab-el-Oued au nord.

Ils s'étaient réunis dans la mosquée de Belcourt pour une prière en plein air, à la mémoire des morts, pour protester contre la non-restitution des corps à leur famille, un télex du commandement militaire aux hôpitaux interdisant à l'administration de rendre les dépouilles mortelles, sauf autorisation expresse.

Massacre à Bab-el-Oued

Après la prière de la mi-journée, les intégristes ont suivi le boulevard Belouizdad, traversé la place du 1er-Mai où des chars en faction tiennent les grandes artères sous leurs canons *à tir rapide et lerus mitrailleuses*. A l'angle des rues Hassiba-Ben-Bouali et Ferroukhi, des soldats postés sur les blindés ont tiré quelques rafales, courtes et sèches, pour inciter les manifestants à se disperser.

Ce fut la débandade vers les petites rues avoisinantes, mais sans bavures. Dans un ordre impeccable, les manifestants reconstituaient leur cortège rue Hamani. Quelques intégristes ouvraient la marche, veillant *à ne pas être débordés*. L'imam Ali Belhadj, l'un des organisateurs, s'était engagé à ce qu'il n'y ait aucun débordement. Il n'y eut en effet aucun incident de parcours et le cortèghe se scindait à la Grande Poste. Une partie se dirigeait vers la Casbah, l'autre suivait le front de mer vers la place des Martyrs. Devant l'Assemblée populaire nationale (APN, l'ancien hôtel de ville), les militaires en faction se retiraient sous les applaudissements des manifestants qui, un peu plus loin, faisaient le signe de la victoire aux fonctionnaires de la wilaya d'Alger (préfecture), tandis qu'un hélicoptère soviétique MI-8 tournoyait au-dessus du cortège pacifique. A l'affiche du Théâtre national d'Alger (TNA), une pièce au titre prémonitoire : *Les martyrs reviennent cette semaine.*

Les manifestants, dont quelques femmes, s'engageaient alors place des Martyrs et se disposaient à emprunter la rue de Bab-el-Oued pour pénétrer dans le quartier populaire. Ils butaient alors sur le dispositif de la direction générale de la sûreté nationale (DGSN) après avoir longé les cinq chars et le cordon de sécurité de la direction du Trésor. Un face-à-face s'engageait qui n'allait pas durer : d'un côté des chars, des gendarmes, des soldats et des commandos de parachutistes armés de kalachnikovs, de l'autre, les *manifestants.*

A plat ventre au milieu de la chaussée, un para avait l'œil rivé sur la hausse de son fusil-mitrailleur RPK. Les Frères musulmans des premiers rangs agitaient les bras en criant *« Allah ou Akbar ! »* (Dieu est grand), un gendarme tirait alors une courte rafale de sommation en l'air et la foule commença à essaimer dans toutes les directions vers les ruelles de la basse Casbah. Mais le para au fusil-mitrailleur choisit ce moment pour ajuster sa première rafale de balles meurtrières : il tenait en enfilade toute la rue de Bal-el-Oued. Des corps tombaient à droite, à gauche.

Les premiers instants de stupeur passés, les corps des victimes étaient déjà chargés à bord de trois ambulances et d'un camion réquisitionné sur-le-champ par les forces de l'ordre. Arrivés très rapidement sur *les lieux, les pompiers s'employaient* énergiquement à laver la chaussée et les trottoirs sous les arcades où trente personnes venaient de trouver la mort.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

Mostaganem ne croit pas que « ça va s'arrêter comme ça »

MOSTAGANEM
de notre envoyé spécial

Avant de s'asseoir devant le *petit écran pour suivre,* depuis Mostaganem, l'allocution du président Chadli, Kader vient d'apprendre qu'à Alger la troupe a tiré sur des manifestants. *« C'est foutu,* commente-t-il d'un ton un peu las, *les choses ont été trop loin. »* Alors, c'est l'engrenage de la violence ? Il le croit.

Une heure plus tard, après avoir écouté *« son »* président, Kader reconnaît que le ton du message était plutôt *« conciliant »,* propre peut-être à ramener le calme dans les esprits. *« Ce n'est pas lui qui est en cause, c'est son entourage »,* indique-t-il, comme s'il voulait sauver la mise du chef de l'Etat, ne pas l'accabler. Les intégristes musulmans se veulent le fer de lance de la contestation : *« Nous non plus, on ne les aime pas »,* admet-il.

« Mosta » avait entendu, perplexe et silencieuse, le message *présidentiel,* qui, de l'avis de certains habitants, avait trop tardé à venir. Dans la ville haute, qui domine le port, beaucoup d'échoppes avaient baissé leurs rideaux. Des groupes d'adolescents tenaient des conciliabules sur le trottoir. Manière de passer le temps lorsque l'on a rien de mieux à faire. Arme à la bretelle, les militaires, en ces temps incertains, gardaient l'hôtel de ville, la poste et le dépôt de carburants. *Volets clos au siège du FLN : « Le poste de commandement du parti a été transféré en lieu sûr »,* précisait un inspecteur de police.

« Ça a chauffé dur la semaine dernière », si l'on en croit « radio-trottoir ». On avance le chiffre de deux cent cinquante morts. Mais quelle valeur accorder à cette statistique, probablement très excessive ? En tout cas, les traces laissées par ces émeutes ne sautent pas aux yeux. Simplement deux stations-services saccagées, des vitrines brisées, entre autres celles de deux « monoprix » (magasins d'Etat), de l'agence d'Air Algérie et de l'Office du tourisme.

« Ils ont exagéré »

« Il y a de l'électricité dans l'air », dit un autochtone. Les militaires, souvent des jeunes du contingent, sont, paraît-il, très nerveux. Beaucoup d'habitants de Mosta ne croient pas que *« ça va s'arrêter comme ça »,* car, à leur avis, *« ils* — ceux qui sont au pouvoir — *ont trop exagéré ».*

Sur un mur de l'ancienne église Saint-Vincent-de-Paul, aujourd'hui transformée en mosquée, un slogan électoral peint à la main — *« Oui pour le candidat du FLN »* — a, en quelques jours, *pris un sérieux coup de vieux...*

Comme Mostaganem, beaucoup de villes de l'Ouest algérien donnent l'impression d'avoir obéi à des mots d'ordre venus de la capitale, l'objectif étant de *détruire les symboles de l'Etat,* d'un Etat honni, qui a trahi sa mission et n'a rien fait pour améliorer le bien-être de la population. Dans la riche plaine du Chelim, par exemple, d'un gros bourg à l'autre, de Khemis-Melyana à Ain-Demla en passant pas Sidi-Lakhdar, ce sont les « monoprix », *« dans lesquels on ne trouvait jamais rien »,* qui ont été la cible favorite, pour ne pas dire la cible exclusive, des émeutiers.

A Ech-Cheliff (ex-Orléansville), les événements ont pris un tour plus dramatique. Aux bâtiments délabrés qui rappellent encore le terrible tremblement de terre d'octobre 1980 s'en ajoutant *aujourd'hui d'autres, qui ont été* mis à mal par des jeunes en colère : préfecture, mairie, palais de justice. Il y aurait eu ici, à en croire la rumeur publique, une trentaine de morts. Les manifestants ont même amené le drapeau national et hissé à sa place, au sommet du mât... un sac de semoule. Tout un programme.

Avec un peu de recul, les habitants d'ici en viennent à regretter *l'époque où le colonel* Boumediène avait en mains les rênes du pouvoir. *« La société était alors plus égalitaire,* notent-ils ; *aujourd'hui, il y a plus de liberté, mais aussi beaucoup plus de profiteurs. »* C'est à l'Etat, qui leur sert de paravant, que les habitants de Mosta ont, eux aussi, lancé un avertissement. Celui-ci sera-t-il entendu ? Kader ne sait pas trop quoi en penser.

JACQUES DE BARRIN.

L'allocution télévisée du chef de l'Etat

Voici les principaux extraits du discours à la Nation prononcé lundi 10 octobre par le président Chadli :

« Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux,

» Citoyens,

» Je m'adresse à vous aujourd'hui alors que le pays traverse de graves difficultés résultant d'actes de vandalisme et de sabotage à l'encontre des institutions économiques, éducatives, sociales, et celles symbolisant l'Etat. Nous posons la question : à qui profitent de tels actes ? Est-ce de cette manière que nous traiterons nos problèmes ? Est-ce de cette manière que nous allons résoudre nos affaires ? Nous disons non. Ma conviction est que tous les citoyens partagent cet avis. Donc, sur la base de la Constitution, j'ai personnellement pris les mesures nécessaires pour préserver le pays, la Révolution et la Nation ».

» (...) J'ai donné, conformément à la Constitution, des instructions aux forces armées et aux services de *sécurité pour protéger* les institutions de l'Etat, son économie et ses citoyens innocents qui rejettent dans leur écrasante majorité ces actes de sabotage. Nous regrettons les pertes humaines et matérielles. Il était de mon devoir en tant que premier responsable de la Nation de prendre, dans le cadre de mes prérogatives constitutionnelles, les mesures nécessaires pour protéger cet Etat et cette Nation, quelles que soient les circonstances et les difficultés.

» (...) Mon frère citoyen n'ignore pas les crises et les catastrophes naturelles survenues dans les années 80 et auxquelles nous avons fait face avec vigueur (...). Il *n'ignore pas également que des* années de sécheresse ont provoqué une baisse dans la production agricole. A cela s'ajoute l'énorme croissance démographique, la crise économique, la baisse des revenus, dont 95 % *proviennent* des hydrocarbures, ainsi que le poids de la dette.

» Je ne dis pas cela pour fuir les responsabilités, mais uniquement pour rappeler les causes de ces problèmes. Nous sommes résolus à faire face à cette situation. Nous la maîtriserons grâce à Dieu et grâce à l'aide et à la mobilisation de tous en posant les problèmes dans un cadre légal (...)

» Des mesures ont été prises au niveau du gouvernement pour contrecarrer la hausse des prix des produits de consommation et assurer leur disponibilité. Ce programme est en cours d'application. Des mesures ont été prises dans tous les domaines au profit des citoyens ayant des bas revenus, ainsi qu'au profit de la jeunesse.

« Le peuple se prononcera »

» (...) Ma conviction est qu'il est temps d'introduire les réformes nécessaires même dans le domaine politique, donc de revoir certaines structures et certains fondements constitutionnels pour les adapter à la nouvelle étape. En effet, on ne peut procéder à des réformes économiques, agricoles, éducatives et administratives sans aborder les réformes politiques (...) A ce sujet, un projet est en cours de préparation sur lequel le peuple se prononcera.

» (...) En tant que citoyens vous devez vous prononcer sur ces réformes politiques qui vous seront soumises prochainement. Ces réformes doivent s'opérer dans un climat de calme et de sérénité afin de dépasser les difficultés que nous connaissons, tant au niveau économique que politique (...).

» (...) Je crois personnellement que les réformes proposées permettront de résoudre beaucoup de nos problèmes politiques et économiques et ouvriront, sans exclusive aucune, la porte aux véritables compétences nationales. Nous éliminerons ainsi le monopole de la responsabilité et permettront aux institutions officielles de l'Etat, qu'il s'agisse du Parlement ou d'autres, de jouer leur rôle dans le contrôle et le suivi.

» Ces mesures ont déjà été prises et devaient être présentées dans les prochaines semaines. Cependant, on ne peut exécuter ces mesures dans une situation d'anarchie et de sabotage poussant le pays à la dérive et mettant en cause l'intérêt de la Nation et de la Révolution.

» (...) D'autres mesures ont été décidées à l'encontre des personnes qui ont nui et n'ont pas été à la hauteur de (leur) responsabilité, et ce, quel que soit leur niveau. »

Soixante-dix journalistes algériens se disent « interdits d'informer »

Alger *(AFP)*. — Un collectif de soixante-dix journalistes algériens a transmis lundi 10 octobre à l'AFP un communiqué dans lequel ceux-ci informent *« l'opinion publique nationale et internationale »* qu'ils *« ont été et sont toujours interdits d'informer objectivement des faits et événements qu'a connus le pays, notamment depuis l'explosion populaire du 5 octobre ».*

Ils dénoncent, d'autre part, *« l'utilisation tendancieuse en ces circonstances graves des médias nationaux, et ce au mépris de toute éthique professionnelle et du droit élémentaire du citoyen à l'information ».*

Ils rappellent avoir déclaré dans différents documents que *« les atteintes de plus en plus graves aux conditions de vie et aux droits sociaux acquis des couches les plus larges du peuple algérien concouraieht à créer les conditions d'une telle explosion populaire, et cela en l'absence de toute possibilité d'expression démocratique ».*

Ils *« condamnent de ce fait l'utilisation violente et meurtrière de la force armée et l'inconséquence avec laquelle l'ordre a tenté d'être rétabli »* (...).

Enfin, les soixante-dix signataires, qui exercent à Alger, demandent *« l'établissement des libertés démocratiques dans leur totalité, seules garantes d'un large débat national dans lequel l'ensemble des masses populaires pourront s'exprimer autour de leur avenir ».*

Subite « abondance » dans les centres commerciaux algérois

Alger *(AFP)*. — *« Mais c'est l'abondance, ici ! »*, s'est exclamé un consommateur incrédule, en entrant lundi 10 octobre dans un des rares centres commerciaux épargnés par la tornade qui vient de secouer Alger : des produits de consommation courante que l'on ne voyait plus depuis des semaines ont fait leur apparition sur les étals comme par *enchantement,* raccontent des témoins qui n'en reviennent pas.

« Fallait-il que l'on passe par là pour trouver sur les marchés de quoi remplir son couffin ? », répétait un père de famille, faisant allusion aux émeutes.

Les queues, que les Algérois appellent les *« chaînes »*, sont désormais moins longues devant les magasins d'alimentation. D'importants stocks ont été mis par les Offices (grossistes de l'Etat) à la disposition des *commerçants,* y *compris des épiciers* privés. Les boulangers ayant reçu dimanche de la farine, il n'y a plus de bousculades devant les boulangeries. Des clients en ressortent parfois avec jusqu'à dix baguettes (la baguette reste le symbole par excellence du pain en Algérie), selon la taille de la famille.

Les autorités ont, de toute évidence, décidé de mettre le « paquet » pour prévenir tout nouveau mécontentement. Des agents de la *préfecture sont même passés* voir des commerçants pour s'enquérir de leurs besoins immédiats. *« Ça ne nous est pas arrivé depuis longtemps),* a commenté l'un d'eux, à El-Harrach (est d'Alger), tout étonné de cette initiative.

Les magasins d'Etat — même ceux touchés par les déprédations — ont été rouverts. Mais les clients y sont admis par les portes de service, les accès publics habituels, dont les portes en vitre comme les devantures ont volé en éclats, étant bouchés par des panneaux de bois. Des policiers sans armes assurent un discret service d'ordre. Par petits groupes, les consommateurs pénètrent dans le magasin dévasté, où l'on a rapidement aménagé un coin de vente de fortune, se servent et paient, avant de prendre la sortie.

On y vend un peu de tout, notamment du beurre, du fromage, de la semoule, des lentilles, du café, du *sucre et du riz, tous produits qui « manquaient »* (selon l'expression locale) ces dernières semaines sur les marchés. Aux prix fixés par l'Etat, c'est-à-dire bien en dessous du prix de revient. Ainsi le beurre, qui se négociait jusqu'à 60 dinars (1 DA = 1,1 FF) au marché noir l'été dernier, s'écoulait lundi à 24 dinars. Il en est de même des autres produits de grande consommation.

Signe de l'*« abondance »* revenue : les *petits revendeurs du* marché noir n'étaient plus visibles aux abords des magasins. Il n'y a guère longtemps, ces petits revendeurs — souvent des exclus du système scolaire et du même âge que ceux qui ont mis le feu aux établissements publics ces derniers jours — étaient les plus habiles à se procurer ce qui manquait sur les marchés et le revendaient au prix fort.

Même ambiance détendue sur les marchés des fruits et légumes : les *étals ne regorgent certes pas de produits* — la sécheresse y est sans doute pour quelque chose — mais on y trouve tout de même le nécessaire. Les prix sont cependant relativement élevés pour la moyenne des familles. Enfin, on ne signale pas de pénurie de viande.

Les seules queues impressionnantes sont celles formées aux arrêts des autobus. La compagnie publique de transports algéroise a en effet payé un lourd tribut à l'émeute : quelques dizaines de bus ont été les premiers à flamber.

Afrique

Les réactions sur la situation en Algérie

Le PS « s'inquiète » mais souhaite que la France « aide » l'Algérie

La classe politique continue de réagir aux événements d'Algérie. M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, a exprimé, lundi, l'« *inquiétude* » de son parti. « *Nous formulons*, dit-il, *le souhait que le président Chadli et le pouvoir algérien sachent trouver les réponses à cette crise, la plus grave que l'Algérie ait connue depuis l'indépendance.* »

Comme on s'étonnait que le PS ne condamne pas également la répression en Algérie et au Chili, M. Queyranne a déclaré que « *les régimes de ces pays ne sont pas comparables* » et que, s'agissant de l'Algérie, « *c'est à l'intérieur du gouvernement qu'une solution doit être trouvée* ». M. Louis Mexandeau, membre du secrétariat national du PS, a ajouté, pour sa part, que « *l'Algérie est un pays ami* », que la France « *doit aider* ».

M. André Lajoinie, secrétaire général du PCF, a qualifié la situation d'« *extrêmement grave* », estimant que l'Algérie « *est encore tributaire de décennies de domination coloniale et que la France ne doit pas s'ingérer dans les affaires algériennes* », il a souhaité que *le « peuple et la jeunesse, mécontents, ne tombent pas dans le piège intégriste* ».

A droite, le CNI regrette de son côté que « *les dirigeants socialistes, en tête de tous les défilés à l'occasion du récent référendum au Chili, parlent maintenant de non-ingérence pour s'abstenir de juger la crise que traverse le régime autoritaire algérien* ».

A l'extrême droite, le Front national a exigé « *l'interdiction de toute manifestation algérienne en France* », alors qu'à l'extrême gauche la Ligue communiste révolutionnaire se déclare « *prête à participer à toutes les manifestations unitaires de solidarité avec le peuple algérien* ».

L'embarras est aussi perceptible parmi les syndicats et les organisations des droits de l'homme. Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) ne veut pas prendre position sur « *cette grave affaire, car il s'agit d'une affaire intérieure* ». SOS Racisme exprime « *sa condamnation de la répression sanglante qui a frappé la jeunesse algérienne* » et demande à la France d'« *aider sans complaisance à la recherche d'une solution aux aspirations de la jeunesse algérienne* ».

M. Ben Bella : « Une cassure s'est faite »

L'ancien président de la République algérienne, M. Ahmed Ben Bella, a estimé, quelques heures après le discours à la nation du président Chadli Bendjedid, qu'« *une cassure s'est faite désormais en Algérie entre tout un peuple et une camarilla de colonels et de militaires qui le dirige* ».

Le discours de M. Chadli, a déclaré M. Ben Bella à TF 1, « *est arrivé trop tard, et pour promettre quoi ? D'éventuelles, d'hypothétiques réformettes, alors qu'il lâche ses sbires militaires, sa soldatesque, qui tire même au canon maintenant* ».

Parlant des membres de l'actuelle équipe au pouvoir à Alger, M. Ben Bella leur a d'autre part dénié le label de « *chefs historiques* » de la révolution algérienne. « *Les chefs qui sont actuellement au pouvoir étaient la plupart du temps de l'autre bord, y compris le chef d'Etat actuel qui était sous-officier dans l'armée française.* »

De son côté, M. Aït Ahmed, ancien dirigeant du FLN, en exil a dit à l'AFP : « *Le peuple algérien a été échaudé. Il ne croit plus aux promesses. Il sait que ces promesses ont été souvent annulées par la logique du système, la logique de la bureaucratie.* » M. Aït Ahmed a souligné toutefois que « *ce serait manquer de bonne foi et de sérénité que d'ignorer les passages* [du discours] *qui parlent de mettre fin au monopole politique, d'ouvrir le pays à toutes les compétences* ».

« *Nous attendions du chef de l'Etat qu'il annonce vigoureusement sa volonté de mettre fin à la répression, de renvoyer l'armée dans les casernes, car la répression, au lieu de résoudre les problèmes, ne fait que les exacerber. C'est à l'engrenage de la violence qu'il convient de mettre fin* », a-t-il conclu.

Génération beur : « La France ne peut rester indifférente aux douloureux événements actuels »

M. Nordine Cherif, président de Génération beur, nous adresse la réaction suivante aux événements d'Algérie.

Les événements actuels prouvent qu'un malaise réel secoue ce pays, notamment du fait des problèmes économiques très importants qu'il rencontre dans un monde en déséquilibre. La communauté beur regrette les méthodes de répression utilisées par les autorités militaires algériennes.

Pays de nos parents, l'Algérie doit désormais faire l'apprentissage de la démocratie politique. Le pouvoir ne peut rester concentré entre les mains d'un parti unique. Le drame qui éclate si subitement aujourd'hui prend à notre sens une dimension d'autant plus terrible qu'il n'existe aucun représentant du mouvement social local qui se développe en tant qu'interlocuteur à part entière des pouvoirs publics.

Les Beurs, citoyens de France attachés aux valeurs de démocratie et de justice sociale, tiennent à ce que l'Algérie, terre de leurs racines, retrouve le chemin de la sagesse. Seul le dialogue entre les autorités officielles et les protagonistes du mouvement social actuel pourra amener l'apaisement et ouvrir la voie de la démocratie réelle. La France qui accueille près d'un million d'Algériens ne peut rester indifférente aux douloureux événements. Dans ce cadre la communauté beur, membre à part entière de la communauté nationale française, sera solidaire des soutiens que le gouvernement français ne manquera pas d'apporter au peuple algérien.

● **Rapatriés : appel à la fermeté.** — M. Jacques Roseau, porte-parole du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés), préoccupé par la situation des trois mille pieds noirs résidant toujours en Algérie, a lancé, lundi 10 octobre, « *un appel solennel au premier ministre pour lui demander d'intervenir énergiquement auprès du gouvernement algérien afin d'assurer leur totale sécurité et de leur permettre, dès le retour au calme, de quitter l'Algérie en disposant de leurs biens et de leurs avoirs, comme cela avait été à plusieurs reprises convenu par des accords officiels mais malheureusement jamais appliqués* ».

Le RECOURS a, d'autre part, décidé de supprimer tous les voyages qu'il organise traditionnellement en Algérie à l'occasion de la Toussaint.

● **Mille manifestants à Paris.** — Un millier de personnes environ, en majorité des ressortissants algériens, ont tenté en vain et à deux reprises, dans la soirée du lundi 10 octobre, de manifester à Paris entre la place du Trocadéro et l'ambassade d'Algérie. Réunis sur l'esplanade du Trocadéro à l'appel d'un collectif « Halte aux massacres », constitué dimanche à Paris, les manifestants ont tenté une première fois de se former en cortège. Quelques minutes plus tard, ils étaient arrêtés en chemin par un barrage de policiers. Une demi-heure plus tard, ils ont fait une nouvelle tentative, avortée par un cordon de CRS. Aux cris de « *Chadli assassin* », « *Libertés démocratiques en Algérie* », « *Halte aux massacres* » et « *FLN trahison* », les manifestants se sont de nouveau retrouvés sur l'esplanade du Trocadéro où ils ont observé une minute de silence à la mémoire des victimes tuées lors des manifestations en Algérie.

● **Un journaliste algérien parmi les victimes.** — Sid Ali Benmechiche, journaliste et rédacteur en chef spécialisé, chargé des reportages au sein de l'agence Algérie Presse Service, a trouvé la mort pendant les récentes émeutes en Algérie, a annoncé l'APS, le mardi 11 octobre. L'agence officielle ne précise pas les circonstances de la mort du journaliste de trente-trois ans, indiquant seulement qu'il est brutalement décédé « *en accomplissant son devoir lors des récents événements* ».

Dans la presse française

Le silence en question

LE FIGARO : indignation sélective

« *Mais où sont passés les intellectuels français ? C'est la question que posent avec tristesse les Algériens qui manifestent dans les rues de France en criant : « Chadli assassin ! »*

» *Bonne question*, affirme Franz-Olivier Giesbert. *Rares sont les intellectuels qui, ces derniers jours, ont osé élever la voix contre la répression sanglante qui sévit en Algérie. Brusquement indifférents aux bains de sang et sourds aux cris des foules mitraillées, ils ont presque tous adopté, sur les massacres de Chadli, le même profil bas. (...)*

Chadli-Pinochet, même combat ? « Ici, c'est pire que le Chili », répètent les « émeutiers » d'Alger à tous les envoyés spéciaux. Comme les Yougoslaves ou les Lettons, ils ne veulent que du pain — et la démocratie. Pourquoi les intellectuels ne prendraient-ils pas leur parti ? »

FRANCE-SOIR : le silence des intellos

« *Y aurait-il de bons morts et de mauvais disparus ? Existerait-il une violence de droite et une violence de gauche ?*

» *On est tenté de le croire*, écrit Philippe Bouvard, *en constatant le silence de nos intellectuels, tellement accrochés aux basques de Pinochet qu'ils n'ont même pas remarqué qu'à une heure et demie d'avion de la France un gouvernement faisait mitrailler des enfants. (...) Ne se trouvera-t-il aucune association humanitaire pour offrir un aller-retour Paris-Alger à M. Yves Montand ?* »

LIBÉRATION : dictature en service minimum

« *Le répertoire des chefs d'Etat acculés par une fronde populaire, dictature ou pas, ne brille guère par sa variété*, souligne Gérard Dupuy. *Soyez sages, on » s'occupe de vous. D'un certain » point de vue, vous n'avez pas » tort de trouver quelque matière » à irritation. Mais nous avons » raison de vous taper dessus... et nous continuerons. » (...) Le président Chadli, visiblement mal à l'aise, s'est contenté du service minimum pour cette variation obligée. (...) Après avoir tardé à réagir, il a totalement raté une éventuelle incarnation d'homme fort que ses partisans pourraient rallier et ses ennemis redouter.* »

LE QUOTIDIEN : trop peu, trop tard

« *Chadli, aussi timide soit-il, s'est montré parfois, en public, capable de grandes colères dénonciatrices. Il pouvait condamner l'anarchie*, écrit Jean-Marc Kalflèche, *mais, en même temps, tous ceux qui ont fait en sorte qu'on la préfère à une caporalisation mortelle. Qu'il ne l'ait pas fait risque de persuader les Algériens qu'il n'était pas libre de son discours et qu'on le tient plus que jamais en laisse. La répression à Bab-el-Oued, lundi après-midi, a peut-être été froidement préméditée.* »

Le conflit de l'Afrique du Sud-Ouest

Des divergences importantes opposent toujours les négociateurs sur le retrait cubain d'Angola

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

« *Il n'y a pas d'accord définitif, car les parties ont des opinions très divergentes sur les modalités précises du retrait* [cubain d'Angola], *notamment en ce qui concerne la nature exacte des réductions à opérer dans les premiers mois.* » Le diplomate, très proche des négociateurs, qui commente ainsi les informations parues le lundi 10 octobre dans le quotidien *New York Times*, affirme que « *le médiateur* [les Etats-Unis] *a demandé un délai de réflexion, afin de parvenir à unifier les trois propositions* » et qu'« *une nouvelle réunion sera sans doute convoquée à Brazzaville* ». Cependant, les sources diplomatiques concernées ont confirmé que les trois parties (Cuba, Angola, Afrique du Sud) sont disposées à envisager un retrait dans vingt-quatre à trente mois à partir de la signature définitive de l'accord. Ce serait là le principal résultat de la réunion quadripartite tenue de jeudi à dimanche dans le plus grand secret dans un hôtel à New-York.

Selon le quotidien, les quatre gouvernements seraient convenus de permettre l'application du plan des Nations unies pour la Namibie à partir du 1er novembre prochain tandis que l'Afrique du Sud aurait accepté qu'une partie des troupes cubaines demeure en Angola après l'indépendance du territoire, prévue en principe pour la fin de l'année prochaine.

« *Je ne saurais souscrire à la manière imaginative dont le quotidien américain a rendu compte des résultats de la réunion, car nous n'avons toujours pas trouvé une formule acceptable pour le calendrier des modalités du retrait et nous n'avons fixé aucune date pour la reprise des négociations* », nous a affirmé lundi à New-York le vice-ministre cubain des Affaires étrangères, M. Ricardo Alarcon, qui a confirmé que son pays exigeait toujours un délai de trente mois et que l'Afrique du Sud s'en tenait, pour le moment, à vingt-quatre mois. D'autre part, M. Alarcon a pratiquement exclu tout retrait massif des forces cubaines dans les premiers mois de l'application de l'accord.

CHARLES LESCAUT.

● **SOUDAN : pas de date fixée pour une rencontre entre gouvernement et rebelles.** — La radio des rebelles sudistes de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) a démenti, samedi 8 octobre, qu'une date ait été fixée pour une rencontre entre le premier ministre soudanais, M. Sadek El Mahdi, et le chef de l'APLS, le colonel John Garang, comme l'avaient indiqué Kampala et le quotidien de Khartoum *El Ayam* (*le Monde* du 8 octobre). — *(Reuter.)*

● **ZAMBIE : neuf arrestations pour activités subversives.** — Les autorités zambiennes ont annoncé, le vendredi 7 octobre, l'arrestation de neuf personnes, dont six officiers, pour activités subversives présumées. L'annonce a été faite par un communiqué du secrétaire d'Etat à la défense et à la sécurité, M. Alex Shapi, qui n'a précisé ni l'identité des détenus ni le lieu de leur détention. Cette annonce intervient à deux semaines environ des élections législatives et présidentielle, prévues le 26 octobre prochain. En 1980, un groupe de Zambiens avaient été arrêtés pour complot contre le régime du président Kaunda. Plusieurs avaient été condamnés à mort, dont un juriste connu, M. Edward Shamwana, qui est toujours détenu. — *(AFP.)*

Asie

PHILIPPINES

Accord de principe sur les bases américaines

Manille. — Les Etats-Unis et les Philippines sont parvenus à un accord de principe prévoyant des compensations économiques accrues pour Manille en échange de l'utilisation par les forces américaines de bases stratégiques dans le pays, a-t-on appris, mardi 11 octobre, de sources gouvernementales philippines. Les Etats-Unis conservent de plus l'usage « libre d'entrave » de la base aérienne de Clark et de la base navale de Subic pour le transit de leurs avions et navires équipés d'armes nucléaires, selon les mêmes sources.

Après sept mois et demi de négociations souvent tendues, les détails ne sont toutefois pas encore réglés. Le chef de la diplomatie philippine Raul Manglapus, qui se trouve aux Etats-Unis depuis cinq semaines, a prolongé son séjour à Washington pour parvenir à un accord final avec les responsables du département d'Etat, confirme-t-on à Manille.

Situées au nord, à moins de 100 kilomètres de Manille, les deux bases, auxquelles s'ajoute une puissante station d'écoute électronique, permettent le contrôle de la circulation maritime et aérienne en Asie et sont à mi-chemin entre la Californie et le Golfe. Cet accord, qui doit être approuvé par les présidents Ronald Reagan et Corazon Aquino, ne concerne toutefois que les deux dernières années (1990 et 1991) du bail consenti aux Etats-Unis pour l'usage des bases.

Les deux pays doivent entamer d'ici là des discussions sur le renouvellement du bail, qui constitue la pièce maîtresse de l'accord de défense entre les Etats-Unis et leur ancienne colonie et l'un des maillons les plus importants de la présence américaine dans la Pacifique.

Bien que les détails ne soient pas réglés, les Etats-Unis se sont engagés, selon des sources officieuses, sur des aides militaires et économiques directes de 456 millions de dollars par an en 1990 et 1991. Jusqu'à présent, ils s'étaient engagés officiellement sur 180 millions de dollars par an. En réalité, Washington a fourni plus de 400 millions de dollars annuellement sous forme d'aides et de crédits bonifiés depuis l'arrivée au pouvoir de Mme Aquino.

Manille a abandonné sa revendication initiale qui s'élevait à 1,2 milliard de dollars, que Washington avait rejetée d'emblée en arguant de ses problèmes budgétaires. Mais les Philippines ont obtenu des concessions annexes qui concerneraient un refinancement partiel de la dette extérieure de 29 milliards de dollars, des quotas garantis d'exportations de textiles philippins aux Etats-Unis, ou des contrats d'approvisionnement des bases américaines dans le monde en produits philippins. — *(AFP.)*

● **AFGHANISTAN. — Chute de deux capitales provinciales.** — La résistance a affirmé, mardi 11 octobre, avoir pris, ces derniers jours, Asadabad, chef-lieu de la province du Kunar (nord-est) et Sharan, chef-lieu du Paktika (est). D'autre part, les derniers bombardements à la roquette de villes afghanes (Kaboul, Jalalabad, Kandahar et Farah) ont fait au moins cinquante morts du 8 au 10 octobre. — *(AFP, AP.)*

Proche-Orient

EGYPTE

Inauguration du nouvel opéra du Caire

LE CAIRE
de notre correspondant

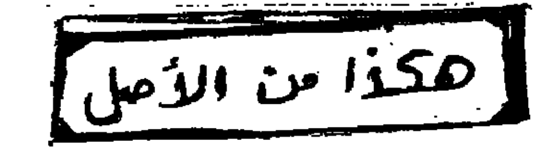
Feux d'artifice et fanfares ont accueilli l'inauguration du nouvel opéra du Caire par le président Moubarak, lundi 10 octobre. Dix-sept ans se sont écoulés depuis l'incendie, en octobre 1971, de l'ancien opéra qui avait été inauguré par le kédive Ismaïl en novembre 1869, à l'occasion des festivités marquant l'ouverture du canal de Suez à la navigation.

En cent dix-neuf ans, les choses ont beaucoup changé. Le *Rigoletto* d'origine a été remplacé par un spectacle de kabuki venu du pays du Soleil-Levant. Ce sont en effet les Japonais qui ont financé et construit le nouveau Centre culturel national. La législation japonaise interdisant au gouvernement nippon de faire des donations destinées aux loisirs, les experts venus de Tokyo ont donc construit un complexe culturel.

L'édifice, d'un style islamico-pharaonique, a coûté 33 millions de dollars. Situé sur l'île de Guezireh, sur le Nil, il occupe 13 000 mètres carrés et comprend sept étages. Il est composé d'une salle principale (opéra) de 1 300 places, d'une salle secondaire de 500 sièges et d'un théâtre en plein air pouvant accueillir 600 spectateurs. Le centre, dont la construction a duré trois ans et qui a été livré clés en main, comprend aussi des salles de répétition, une librairie, un musée et des ateliers.

L'inauguration de l'opéra a été accueillie comme le principal événement culturel des vingt dernières années. Le programme de la saison inaugurale comprend plusieurs ballets, dont celui de l'Opéra de Paris. Une seule chose manque encore : qu'un vrai opéra soit mis au programme.

ALEXANDRE BUCCIANTI.



هكذا من الأصل

Europe

La visite de M. Vassiliou à Paris

Le président chypriote plaide pour un accroissement des relations économiques avec la France

En visite officielle à Paris, le président de la République de Chypre, M. Georges Vassiliou, devait s'entretenir mardi 12 octobre à Paris avec le premier ministre, M. Michel Rocard, et le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas. La première journée de la sa visite, lundi, avait été principalement consacrée à des entretiens à l'Elysée avec le président Mitterrand et à l'examen des relations économiques bilatérales avec le ministre français des finances, M. Bérégovoy.

S'adressant à la presse à l'issue d'un entretien en tête à tête avec son visiteur, le président Mitterrand a souligné que *« le facteur de l'unification européenne »* pourrait avoir des *« conséquences heureuses »* sur un règlement de la question chypriote.

Demande d'adhésion à la CEE

Evoquant les efforts en cours sous l'égide des Nations unies pour débloquer la situation, il a rappelé que Paris soutient dans cette affaire *« des principes très simples, ceux du droit international »*.

Outre le problème chypriote, les deux présidents ont abordé la question des relations de Nicosie avec la Communauté européenne, a-t-on appris de source chypriote. Chypre est liée à la CEE par un accord d'union douanière et envisage à terme de déposer une demande d'adhésion.

Au cours de sa rencontre avec M. Bérégovoy, le président chypriote a émis le souhait de voir se développer des relations économiques jugées encore trop modestes – la France n'occupe que 5 % du marché chypriote, – en particulier dans le domaine du tourisme. Chypre souhaite également réduire un déséquilibre commercial important avec la France en accroissant notamment ses exportations de produits agricoles.

URSS : « manque de démocratisation »

Plusieurs directions locales du parti sont mises en accusation

MOSCOU
de notre correspondant

La vieille garde évincée du burau politique, ce sont maintenant les directions locales et régionales du parti qui sont sommées de se mettre sans délai à l'heure de la « pérestroïka ». Amorcée lundi par la *Pravda* sous le titre de *« Secouer les indifférents »*, une véritable campagne est en effet en train de se développer contre les résistances au changement dans les instances intermédiaires de l'appareil.

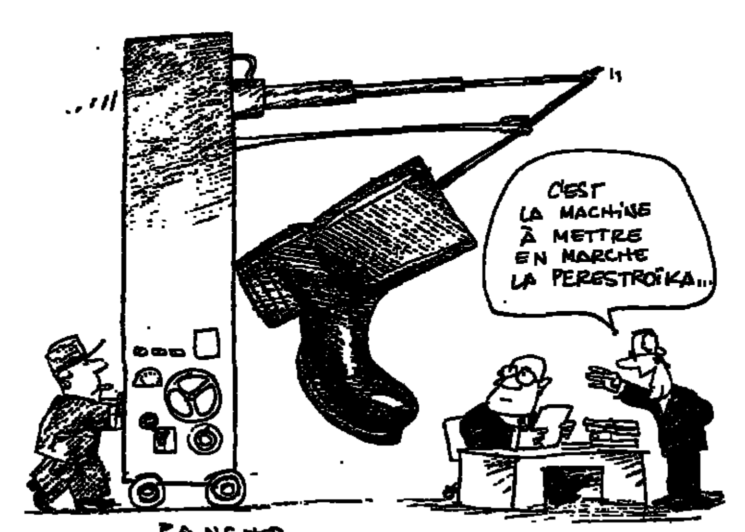
Gorbatchévienne par excellence, la méthode en est simple : on fait donner la presse pour dénoncer à coups de reportage l'immobilisme de tel ou tel comité de ville ou d'arrondissement. Ces articles soulignent les vertus de la mobilisation politique des simples citoyens, membres ou non du parti, et parallèlement les éditoriaux contribuent à ce que l'impulsion donnée ne puisse échapper à personne. Mardi matin 11 octobre, la *Pravda* enfonce ainsi le clou en tirant à la une la leçon de récentes réunions de plusieurs directions locales du parti.

Résultat de cette analyse : *« Il y a quelques progrès, mais beaucoup de ceux qu'on avait eu l'intention de faire en sont restés au stade des bonnes intentions* [et] *le manque de démocratisation (...) entrave sérieusement le développement de l'initiative des organisations de base. »*

« Les communistes s'inquiètent », ajoute l'organe du comité central, de la manière dont *« certains »* s'ingénient à vider la « perestroïka » de sa substance, manient la démocratisation au compte-gouttes et justifient leur incapacité à s'adapter au pluralisme par la difficulté à diriger les hommes.

« Non, on ne peut pas confier la direction des organisations du parti à de tels restructurateurs », conclut la *Pravda*, en soulignant la nécessité absolue pour les comités de faire preuve d'*« esprit critique »*.

Cela s'appelle de la subversion par le haut, et les conséquences de cette pression étaient parfaitement visibles dès lundi en Ukraine dont les dirigeants semblent désespérément essayer de se faire porter l'un l'autre la responsabilité des difficultés économiques et des retards dans les réformes politiques.



Après que le premier ministre eut critiqué dimanche l'insuffisance de l'*« 'ampleur »* de la « perestroïka » dans la République, c'est en effet le premier secrétaire, M. Chtcherbitski, qui a, le lendemain, repris ce thème à son compte devant le plénum du comité central ukrainien.

Seul des vétérans du bureau politique à avoir survécu au coup de balai donné par M. Gorbatchev, M. Chtcherbitski avait presque là des airs de jeune Turc tonnant contre la *« lenteur »* des changements économiques, prenant nommément à partie plusieurs des dirigeants locaux, dont le premier ministre, et déclarant tout de go que *« l'économie de la République continuait souvent à se développer de façon extensive et à fonctionner, pour l'essentiel, à perte »*.

Cette sortie du premier secrétaire paraît avoir délié les langues, puisque, à en croire l'agence Tass, un concert de plaintes s'est ensuivi sur les difficultés d'approvisionnement en viande, produits laitiers, farine, huile, poisson, etc. On a appris au passage que la récolte de céréales s'avérait en Ukraine aussi *« plus faible que celle de l'an passé »*, et M. Chtcherbitski, décidément peu soucieux de passer la main, a chaudement appuyé M. Gorbatchev en déclarant qu'il était *« logique et rationnel, à cette époque de perfectionnement du système politique, que le secrétaire général ait été élu président du Soviet suprême »*.

Pour l'instant, les journaux centraux n'ont rien repris de ces informations sur lesquelles le service international de Tass fait également le silence. Le plénum ukrainien poursuivant ses travaux mardi, peut-être attend-on pour en parler de pouvoir annoncer ses résultats. Les organisations de Kirghizie, de Sverdlovsk et de Novossibirsk ont en revanche, d'ores et déjà, eu droit aux critiques de la presse.

Est-ce un hasard ? Le chef de file des conservateurs, M. Ligatchev, a longtemps été numéro un à Novossibirsk, tandis que le héros malheureux des réformateurs les plus radicaux, M. Eltsine, l'a été pour sa part à Sverdlovsk. Un coup à gauche, un coup à droite, et l'Estonie a droit à de longs articles documentés dans *Industrie socialiste*.

BERNARD GUETTA.

A TRAVERS LE MONDE

Haïti

Le « prophète » Aristide est muté par la hiérarchie catholique

Le Père Jean-Baptiste Aristide, figure de proue de l'Eglise « engagée » haïtienne, a reçu l'ordre de quitter Haïti avant le lundi 17 octobre, nous indique notre correspondant en République dominicaine. Dans une lettre qu'il a adressée à la station catholique Radio-Soleil, l'ecclésiastique précise qu'il a reçu des supérieurs de l'ordre des salésiens à Rome sa mutation au Canada.

En conclusion de son message, diffusé, lundi, sur les ondes de Radio-Soleil, le Père Aristide prie ses fidèles de rester calmes. Un appel qui risque de ne pas être entendu dans les bidonvilles du bas de la capitale, où le père Aristide est devenu un leader très populaire. A plusieurs reprises au cours des dernières semaines, ses jeunes partisans se sont mobilisés pour défendre celui qu'ils nomment le « prophète ». Le 30 septembre dernier, ils avaient organisé une longue marche jusqu'à la résidence du nonce apostolique, Mgr Paolo Romeo, qu'ils accusent d'être le principal responsable de l' « exil » du Père Aristide. Après l'attaque de l'église de la paroisse Saint-Jean-Bosco, le 11 septembre dernier – une vingtaine de personnes avaient été massacrées pendant l'office, – il avait été mis « au secret » par le nonce. De nouvelles tensions étaient réapparues ces derniers jours : la hiérarchie avait accusé l' « Eglise populaire » de prêcher la violence et la lutte des classes et de défier ainsi l'autorité du pape.

Par ailleurs, un ancien candidat à la présidence, opposant extrémiste au régime en place, M. Luc Innocent, a été tué le 8 octobre alros qu'il tentait de traverser clandestinement la frontière dominico-haïtienne à la tête d'un petit groupe armé. Réfugié à Saint-Domingue depuis le début de l'année, il avait appelé plusieurs fois le peuple haïtien à prendre les armes. Originaire de Cap-Haïtien, il avait passé vingt-trois ans en exil.

RDA

Manifestation contre la censure de la presse religieuse

Plus de cinquante personnes, dont un pasteur, ont été interpellées, lundi 10 octobre au cours d'une marche silencieuse dans les rues de Berlin-Est organisée en signe de protestation contre la censure de la presse religieuse en RDA.

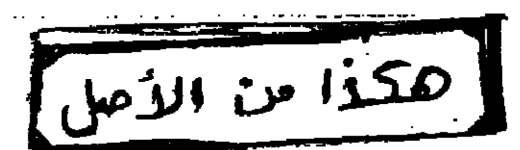
Plusieurs journaux confessionnels ont été interdits cette année pour avoir consacré des articles à des conférences de l'Eglise protestante où les orateurs réclamaient une extension de la « perestroïka » à la RDA.

Les manifestants voulaient se rendre au siège de l'église protestante de Berlin-Brandebourg jusqu'à l'office de presse auprès de la présidence du conseil, responsable des mesures de censure. La marche de protestation a été arrêtée brutalement par des policiers en uniforme et des membres de la STASI (service de sécurité) en civil.

Un journaliste de la deuxième chaîne de télévision ouest-allemande ZDF, M. Michael Schmitz, qui a voulu filmer la manifestation, a été jeté par terre et roué de coups de pieds. D'autres journalistes de télévision ont été également empêchés sans ménagements de filmer. – *(AFP, Reuter.)*

● **GRÈCE : M. Papandréou a quitté l'hôpital, à Londres.** – Le premier ministre grec, M. Andréas Papandréou, a quitté lundi après-midi 10 octobre l'hôpital de Harefield (ouest de Londres) où il a subi, le 30 septembre, une opération au cœur, a-t-on indiqué à l'ambassade de Grèce à Londres. De même source, on ajoute que M. Papandréou passera une dizaine de jours de convalescence à l'hôtel Grosvenor, dans la capitale britannique, avant de rentrer en Grèce. – *(AFP.)*





هكذا من الأصل

TURQUIE : froid, risques d'épidémie, nourriture insuffisante...

Le sort des réfugiés kurdes s'aggrave

YUKSEKOVA
de notre envoyé spécial

Plaques blanches accrochées aux versants des montagnes, les glaciers qui dominent la plaine de Yuksekova, à 2 000 mètres d'altitude, font craindre le pire, à un mois des premières neiges, aux dix-huit mille cinq cents réfugiés kurdes, dont deux tiers d'enfants, des deux camps de Suustu et de Uzunsirt.

Tout souligne, dans ces deux camps, le caractère provisoire qu'on a voulu leur donner, dans l'espoir d'un retour rapide des réfugiés en Irak, amorcé pour deux mille d'entre eux depuis quatre jours, ou d'un départ vers l'Iran.

Il y a tout juste une couverture par personne, et le bois que les femmes ramassent à 10 kilomètres à la ronde ne suffit pas à protéger du froid nocturne lorsque la température approche de zéro. Selon un médecin, l'absence d'équipements sanitaires durables, en contraste avec les réalisations des camps de Mardin ou de Diyarbakir, fait courir le risque d'épidémies, malgré la campagne de vaccinations menée à terme sur les enfants. Déjà, la mortalité ici est beaucoup plus élevée que dans les autres camps.

Sujet fréquent de plaintes des réfugiés : l'insuffisance et la mauvaise qualité de la nourriture. L'arrivée à expiration du premier train de crédits de 2 millions de francs alloué à ces deux camps a réduit les portions aux féculents et limité aux enfants la distribution de produits laitiers. Les quelques économies des réfugiés ne suffiront pas longtemps à l'achat de riz dans la cantine mise à leur disposition, ou de viande.

La solidarité de la population s'est, elle aussi, ralentie, malgré l'arrivée récente de 300 000 francs de vivres et couvertures envoyés par des commerçants d'Istanbul. La mission de la Croix-Rouge internationale a proposé au gouvernement son aide matérielle immédiate pour régler, en collaboration avec le Croissant-Rouge turc, les problèmes de nourriture et de froid, afin que les réalisations — « *magnifiques et d'une remarquable efficacité, lors de l'arrivée des réfugiés, en regard de ce qui a été fait ailleurs* », aux dires de Francis Amar, chef de la mission — n'aient pas été vaines. L'offre a été poliment déclinée. L'assistance en nature est rejetée comme inutile et ressentie comme blessante pour l'amour-propre national. La Turquie s'en tient à sa demande d'une aide internationale en espèces de 300 millions de dollars.

Un statut ambigu

Pourtant, l'ambiguïté du statut actuel des réfugiés, aux yeux des autorités, rend difficile la mise en place des canaux internationaux d'attribution de fonds qui ne manquent sans doute pas ; à preuve, les 2 millions de couronnes dégagés par le Danemark. Soucieux de se tenir à l'écart de toute complication politique avec ses voisins, Ankara se refuse à voir en ceux que les médias officiels continuent à appeler « *les gens du nord de l'Irak qui se sont mis provisoirement à l'abri en Turquie* » des réfugiés, dont une institution internationale — tel le Haut-Commissariat aux réfugiés — pourrait gérer la situation.

Outre ses aspects politiques, une telle gestion serait perçue comme une amorce d'enlisement d'un problème qui n'est pas nouveau : dans la petite préfecture de Hakkari, on rencontre, dans un camp de fortune ou dans les hôtels les moins chers — en dehors des nouveaux réfugiés kurdes, — près de deux cents réfugiés irakiens, iraniens ou même afghans qui ont fui la guerre, totalement démunis. Avec les Iraniens entrés en situation régulière et restés en Turquie, en particulier à Istanbul, où ils ont fait leur un des vieux quartiers, les sources internationales estiment à un million le nombre de ces réfugiés, qui pèsent, malgré les restrictions dont ils sont l'objet, sur un marché du travail peu élastique.

C'est vers l'Iran que pourraient partir prochainement six mille réfugiés qui font la queue dans les deux camps de Juksekova pour remplir les formulaires de départ. Selon les autorités, dix-huit mille réfugiés, sur un total de cinquante mille, seraient candidats au départ vers ce pays. Mais Téhéran, dans l'attente également d'une aide occidentale, n'a toujours pas assorti de propositions concrètes ses promesses d'accueil.

Un nouvel exode serait un pis-aller acceptable pour Mollah Ahmed, membre de l'Union des hommes de religion du Kurdistan irakien, et, à soixante-dix ans, une des personnalités les plus écoutées du camp d'Uzunsirt : « *Il y a dans le régime iranien une violence qui n'existe pas dans l'islam, mais, au moins, c'est un pays musulman. Ce n'est pas le cas du régime séculier et raciste de Saddam Hussein.* »

Cette perspective, par contre, ne réjouit pas le docteur Kendal : à vingt-sept ans, diabétique, il est un de ces diplômés d'université qui ont rejoint la lutte du PDKI, « *sans idéologie, avec seulement mon arme et mon stéthoscope* ». Il se voit mal « *retourner au quinzième siècle* » en Iran et souhaiterait obtenir l'asile en Europe, comme plusieurs centaines d'autres réfugiés.

Sans l'annoncer officiellement, pour ne pas donner l'impression d'accepter le fait accompli, les autorités ont selon la presse pris leurs dispositions pour réinstaller vingt-cinq mille réfugiés dont il est admis que le séjour en Turquie se prolongera : séparés en petits groupes, ils seraient réinstallés dans des villes du sud et de l'intérieur du pays. Ils ne resteraient en tout cas pas dans une région que la densité des liens familiaux qui les unissent à la population locale rend politiquement très sensible.

L'insertion des réfugiés kurdes en Turquie ne se fera sans doute pas sans problème : vivant depuis des années en dehors des contraintes d'un Etat policé, les peshmergas (combattants kurdes) sont aussi peu habitués aux méthodes disciplinaires des services de sécurité que les autorités turques à admettre que l'on transforme les poteaux électriques en bois de chauffage ou que le boycottage des repas et l'enlèvement — même bref — d'un fonctionnaire d'autorité constituent des moyens normaux d'expression des doléances.

MICHEL FARRÈRE.

Dans un camp presque... privilégié

DIYARBAKIR
de notre envoyé spécial

Un keffieh noué en turban autour de la tête, une serviette autour des reins : c'est la fête pour les peshmergas (combattants kurdes) ruisselants d'eau qui inaugurent les douches chaudes du camp de réfugiés de Mardin. En quinze jours, celui-ci *s'est transformé : le contraste* est vif entre l'abandon, la misère des tentes de Yuksekova, et le soin apporté ici par les familles à construire un muret de protection, à balayer les tentes.

Les autorités ont beau assurer que la même politique est appliquée partout, l' « *amélioration de jour en jour* » relevée en privé par les réfugiés de Diyarbakir souligne davantage, en contraste, à quel point la détérioration de la situation dans les camps, bientôt invivables pour cause de froid, de Yuksekova est une incitation voilée au départ. Du jamais vu dans un pays souvent paralysé par sa bureaucratie : dans le bureau de l'adjoint *du préfet installé dans le camp,* se règlent dans l'instant les différents problèmes techniques se posant aux réfugiés.

L'accueil de la population

La collaboration entre l'administration et les six jeunes Kurdes du comité élu par les réfugiés a même permis, selon ces derniers, de supprimer, sur leur demande, une présence policière qui dérangeait les femmes. Les demandes de certains réfugiés restent toutefois irréalisables : par exemple, Shakespeare en arabe est introuvable au marché de Mardin...

A Diyarbakir, quatre peshmergas en permission de sortie nous invitent au salon de billard, un jeu qu'ils n'ont pas pratiqué depuis plus de dix ans. Tous les jours, deux cents d'entre eux vont au marché compléter, à leur frais, en fruits et légumes, les lentilles, haricots et pois chiches distribués aux familles. Contents de l'accueil de la population, ils sont néanmoins inquiets parce qu'« *on ne tiendra pas au-delà de deux mois avec nos économies* ».

M. F.

Europe

Les conflits ethniques en Yougoslavie

Les nationalistes serbes face au « drame du Kosovo »

PRISTINA
de notre envoyé spécial

« Voilà l'œuvre de la contre-révolution, mais s'ils avaient su que nous allions reconstruire le bâtiment comme cela, ils n'y auraient jamais mis le feu ! » Le gardien du monastère de Pec, au Kosovo, haut lieu de l'archevêché et du patriarcat de Serbie pendant des siècles, et où furent intronisés tous les patriarches de l'Eglise orthodoxe serbe depuis la fin de la Grande Guerre, montre d'un doigt impitoyable le *« konak »*, la résidence des moines, ravagée par un incendie en 1981 et restaurée ensuite.

Pas l'ombre d'un doute dans son esprit : les auteurs de ce sinistre étaient des *« séparatistes albanais »*. *« Des Albanais qui, il y a sept ans, voulaient déjà comme aujourd'hui nous chasser du Kosovo et revendiquaient le statut de république au sein de la fédération yougoslave »*, ajoute-t-il. La *« contre-révolution »* séparatiste avait provoqué des émeutes principalement à l'université de Pristina, capitale de la province, et une intervention massive de la milice. Bilan : neuf morts, des dizaines de blessés, des centaines d'arrestations. Les rapports entre les deux communautés du Kosovo, déjà tumultueux au cours de cinq cents ans d'histoire commune, ne s'en améliorèrent pas.

La flambée nationaliste du printemps 1981, *« inspirée*, dit-on officiellement, *par les idées du PC albanais »*, a effrayé de nombreux Serbes qui ont décidé de quitter leur terre natale pour s'installer dans d'autres régions de la République de Serbie et de la Yougoslavie. En sept ans, on estime que vingt-sept mille d'entre eux ont choisi l'exode. Actuellement, ils ne sont plus que deux cent mille sur une population totale de moins de deux millions d'habitants. Certes, ils n'ont jamais été majoritaires dans la province, mais jamais non plus les Albanais de souche n'ont représenté comme aujourd'hui 90 % de la population. Compte tenu de l'explosion démographique qui se produit parmi ces derniers — le taux de natalité y est le plus élevé d'Europe et les familles de douze enfants ne sont pas rares, — le déséquilibre ne peut que s'accentuer dans les années à venir.

Les Serbes ont peur de perdre « leur Kosovo ». La byzantine Constitution yougoslave de 1974, œuvre de Tito, faisait de cette région et de la Voïvodine des provinces autonomes de la République de Serbie. Depuis, elles se sont largement émancipées et Belgrade se plaint de ne pouvoir y exercer ses pleins pouvoirs d'Etat. *« Le Kosovo nous échappe, il faut absolument faire quelque chose ! »* Ce sentiment, le chef de la Ligue des communistes de Serbie, M. Slobodan Milosevic, quarante-sept ans, a su l'exploiter à fond ces derniers mois en s'appuyant sur le Comité d'organisation de meetings de solidarité avec les Serbes et les Monténégrins du Kosovo. Depuis début juillet, des manifestations de masse « spontanées » sont organisées dans diverses villes du Kosovo, de Voïvodine, de Serbie et du Monténégro : quarante mille, cent mille, trois cent mille personnes parfois participent à ces rassemblements impressionnants souvent chargés d'émotion. Toutes les générations sont représentées et il n'est pas difficile de mobiliser les foules pour cette cause nationaliste. *« Le Kosovo, c'est la Serbie. »* Soudain, les anciens se rappellent que c'est Tito, un Croate, qui décida d'atomiser ainsi leur République pour mieux l'affaiblir. Une Serbie trop puissante était à ses yeux une menace pour l'équilibre de la fédération. Les vieilles rancunes se réveillent.

Persécutions, crimes, « génocide »

« Nous sommes victimes des persécutions incessantes des musulmans albanais, on ne peut pas rester les bras croisés face à ces courants fascistes. L'émigration forcée, c'est pire que la mort, c'est l'acte final. De nombreux villages sont totalement abandonnés. » Cette réflexion du rédacteur en chef de *Jedinstvo* (l'Unité), le quotiden serbe de Pristina, illustre bien l'état d'esprit quelque peu excité de nombreux Serbes à l'heure actuelle. La presse belgradoise, très agitée, dresse quotidiennement la liste des *« crimes »* commis par les nationalistes : cimetières et églises profanés, terres incendiées, fenêtres et portes de fermes brisées, viols, tracasseries d'enfants serbes à l'école, cercueils exhumés, monuments historiques endommagés, etc. Dans l'inquiétant climat de fièvre qui règne ici cet automne, la moindre dispute d'écoliers dans un préau est présentée comme un *« génocide »* et provoque le boycottage des cours. Des unités de la milice fédérale, quatre cents hommes environ, ont été déployées dans vingt-deux localités de la province pour *« assurer l'ordre »*.

A Pristina, on n'a pas l'impression pourtant que les deux communautés soient au bord de la guerre civile. Certes, mais ce n'est pas nouveau, Serbes et Albanais préfèrent emprunter des trottoirs ou fréquenter des cafés différents, surtout le soir. Ces *« habitudes »* sont davantage respectées depuis quelques mois *« à cause de la situation politique »*, mais il y a peu de présence policière dans les rues. *« Toutefois*, explique M. Bequir Hoti, membre du comité central, *il est clair que les rapports intercommunautaires se sont refroidis car les gens ne se reconnaissent pas dans le tableau que la presse serbe brosse de la situation chez nous. Résultat : ils se referment sur eux-mêmes, ils font attention à ce qu'ils disent et se sentent menacés. Dans les usines, les relations entre collègues n'ont pas changé ; en revanche, dans les milieux intellectuels, elles sont plus tendues. »* M. Hoti, qui est également rédacteur en chef du quotidien de langue albanaise *Rilindja* (Renaissance), ne nie absolument pas l'existence de conflits linguistiques, religieux ou de propriété ni les excès albanais *« intolérables »* contre les Serbes, mais il ne veut pas parler non plus de persécutions systématiques : *« Depuis 1981, selon nos statistiques, il y a eu cinq heurts majeurs entre les deux communautés, deux Albanais et trois Serbes ont été tués. Nous avons recensé cent trente cas de viols ou tentatives de viol, dix-sept ont été commis par des Albanais contre des femmes serbes, deux par des Serbes contre des Albanaises, cent onze ont été perpétrés entre Serbes ou entre Albanais. »*

Ces chiffres *« officiels »* ont le don de faire bondir les foules des *« meetings de solidarité »* qui dénoncent le laxisme, l'incompétence ou la corruption des autorités policières et politiques du Kosovo. Selon leur version, les violences physiques (assassinats, coups et blessures, délits sexuels) sont autrement plus nombreux et se sont accrus depuis le début de l'année. Où est la vérité ? Qu'en est-il également de l'immigration clandestine au Kosovo de ressortissants d'Albanie ? Sept cent quatre personnes au total, si l'on en croit les statistiques que l'on nous présente à Pristina. Trois cent mille au moins ont acquis illégalement des terres dans la région, affirment de leur côté certains Serbes.

Les Kosovars d'Allemagne

Le dimanche est le jour des mariages dans cette province qui est la plus déshéritée de Yougoslavie : deux cent quarante mille habitants ont un emploi, cent trente mille sont au chômage, dont seize mille Serbes et Monténégrins. Sur la route qui mène de Pristina à Istok, d'interminables convois automobiles vont chercher la mariée à son domicile. Toujours en tête du cortège, un vieil autocar orné de drapeaux rouges frappés de l'aigle d'or des Kosovars. Une voiture sur trois est une Mercedes ou une BMW immatriculée « D » ou « CH ». Les Kosovars d'Allemagne ou de Suisse sont rentrés au pays pour les noces. La campagne ressemble ici à un vaste chantier de construction de maisons en brique rouge que les musulmans entourent aussitôt d'un mur de clôture qui fait rager les Serbes. Ces habitations sont financées par les deutschemarks et les francs suisses gagnés à l'étranger. Dans un village proche d'Istok, sept frères se sont bâti sept pavillons parfaitement identiques de part et d'autre de la route !

Ici, aucune trace d'animosité contre les voisins serbes. On ne se fréquente pas particulièrement souvent, mais on se salue. En revanche, Slobodan Milosevic, le chef du PC de Serbie, qui entend limiter l'autonomie du Kosovo, n'est guère apprécié. *« Il peut aller se faire... Tout ces meetings de solidarité ne sont que des farces »*, nous dit un paysan albanais. *« C'est vrai*, ajoute-t-il, *que les Serbes s'en vont, mais pas seulement à cause des prétendues persécutions ; ils partent aussi pour des raisons économiques. La région est pauvre et ailleurs les perspectives sont meilleures. Souvent, ils plient bagages avec beaucoup d'argent dans les poches car ils vendent leurs terres un bon prix aux « Kosovars-deutschemarks ». Il ne faut pas oublier que dix mille Albanais ont, eux aussi, émigré ces dernières années vers d'autres régions de la Yougoslavie. »* Inutile de dire que cette version de l'exode fait bondir une fois de plus les Serbes, qui expliquent volontiers que leurs terres, après leur départ forcé, ont été confisquées par les Albanais.

Selon les autorités, le nationalisme albanais a tendance à gagner du terrain. Les plus durs de ses militants rêvent d'un Kosovo *« ethniquement pur »*, voire du rattachement à l'Albanie voisine. D'autres revendiquent une *« République albanaise »* au sein de la fédération. Le 21 septembre, quarante-deux séparatistes, dont vingt-deux étudiants, ont été arrêtés au Kosovo par la police qui a saisi des armes. Ils avaient imprimé et diffusé des tracts appelant à *« la lutte armée contre les Serbes »*. Depuis 1981, nous dit-on à Pristina, mille cinq cents peines d'emprisonnement ont été prononcées, neuf mouvements illégaux et quatre-vingt-dix groupuscules « irrédentistes » ont été démantelés. *« Mais le nationalisme serbe, qui s'est développé ces derniers mois, est aussi condamnable que le nationalisme albanais »*, constate M. Bekir Hoti, d'accord ici avec les responsables d'autres Républiques de la Yougoslavie, comme la Slovénie et la Croatie. *« Certains panneaux qui sont brandis dans les meetings de solidarité serbes, du genre : « On a perdu Tito, on ne perdra pas le Kosovo ! » « Nous voulons des armes ! » « On va tuer les Albanais ! » « Nous exigeons la révocation des cadres dirigeants ! », sont franchement inacceptables »*, ajoute-t-il.

En encourageant ces manifestations, M. Milosevic, *« Slobo »* pour ses centaines de milliers de partisans, joue un jeu à l'issue incertaine. Pour régler le *« drame du Kosovo »*, il réclame une réforme rapide de la Constitution qui permettrait à la Serbie de récupérer ses prérogatives dans le domaine de la justice, de la police et de la défense sur son *« berceau historique »*. Mais cette offensive nationaliste, qui a créé un climat de psychose et d'inquiétude sur l'avenir au Kosovo, risque aussi de fortifier les extrémistes albanais et de provoquer ainsi une vague de violences. L'effet boomerang.

ALAIN DEBOVE.

La Yougoslavie compte 23,3 millions d'habitants. Des six Républiques de la Fédération, la Serbie, et ses deux provinces autonomes — la Voïvodine et le Kosovo, — est la plus vaste et la plus peuplée avec 9,3 millions d'habitants.

Au Monténégro

Les dirigeants annoncent un assouplissement du programme d'austérité

Les dirigeants du Monténégro ont tenté, lundi soir 10 octobre, de désamorcer la crise qui agite depuis quelques jours leur République en annonçant une série de mesures répondant en grande partie aux revendications avancées par des dizaines de milliers de manifestants.

Reconnaissant la légitimité du mécontentement social, ils ont annoncé l'augmentation du salaire minimum, l'annulation d'une hausse des loyers et une diminution de la hausse de l'électricité, au cours d'une réunion extraordinaire des présidences du parti et de la République.

Ils ont promis en outre une production accrue de « pain populaire » — celui dont le prix est le plus bas — ainsi qu'un meilleur approvisionnement en denrées alimentaires.

Arrestation de douze personnes

Les dirigeants du Monténégro, qui avaient refusé de se démettre sous la pression des manifestations de rue des derniers jours, ont décidé de soumettre leur politique au jugement du comité central du PC monténégrin, qui doit se réunir le 14 octobre.

Le mouvement de protestation qui s'est poursuivi à Niksic — en dépit des mesures d'urgence en vigueur depuis dimanche au Monténégro — n'a donné lieu, lundi, à aucun incident particulier, alors que douze personnes avaient été arrêtées la veille et treize autres blessées, dont cinq policiers.

Les présidences du parti et de la République de Serbie ont protesté vigoureusement lundi soir contre les accusations directes ou indirectes impliquant dans les événements de Titograd les partisans du chef du PC serbe, M. Slobodan Milosevic.

Ces accusations, d'abord avancées par les dirigeants monténégrins, ont été successivement reprises de façon plus ou moins voilée par la présidence du PC de Yougoslavie, le chef de l'Etat et les dirigeants des partis de Croatie, de Slovénie, de Bosnie et de Macédoine.

La direction de la Ligue des communistes de Serbie, qui apparaît désormais isolée au sein de la fédération yougoslave, a convoqué mardi matin 11 octobre un plénum de son comité central. — *(AFP.)*

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le discret départ de M. Lubomir Strougal, premier ministre

Après dix-huit ans de bons et loyaux services à la tête du gouvernement tchécoslovaque, M. Lubomir Strougal aura fait une sortie discrète, le jour de son soixante-quatrième anniversaire : l'agence officielle CTK a consacré lundi soir 10 octobre quatre lignes à l'annonce de son départ, à la fin du compte rendu fleuve du discours du numéro un, M. Milos Jakes, devant le plénum du Comité central. Annonçant de son côté que M. Strougal quittait à la fois ses fonctions de premier ministre et de membre du présidium (bureau politique) du Parti, la télévision n'a même pas jugé utile de montrer un portrait du partant. Il est vrai qu'à Prague la nouvelle a été accueillie dans l'indifférence générale, de même que celle de la démission d'un des vice-premiers ministres, M. Peter Colotka, qui était aussi chef du gouvernement de Slovaquie.

M. Strougal, que l'on disait sur le départ depuis près d'un an, a-t-il réellement demandé à être libéré de ses fonctions, suivant la formule consacrée, ou bien a-t-il été tout simplement limogé par l'aile la plus conservatrice du Parti ? Aucune explication n'a encore été fournie de source officielle à Prague, où les travaux du plénum devaient se poursuivre mardi. M. Jakes s'est apparemment contenté de quelques mots de remerciements pour le travail accompli par M. Strougal pendant ces dix-huit années, et notamment pendant celles de la « normalisation ». Quant à l'intervention de M. Jan Fojtik, secrétaire chargé de l'idéologie et donc auteur du rapport présenté devant ce plénum théoriquement consacré à l'idéologie, elle ne sera publiée que mercredi dans *Rude Pravo*, l'organe du PCT, a-t-on annoncé lundi soir.

D'autres démissions ou nominations pourraient donc intervenir. Mais il semble bien que M. Jakes, arrivé au pouvoir en décembre 1987 en remplacement de M. Gustav Husak, sorte encore renforcé de cette réunion : il n'est un secret pour personne à Prague que MM. Jakes et Strougal ne se vouaient pas une amitié indéfectible et le départ du premier permet d'éliminer un personnage qui passait ces derniers temps pour « le » réformateur de l'équipe au pouvoir en Tchécoslovaquie, désormais réputé d'un des pays les plus conservateurs du bloc socialiste.

Ainsi, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, s'était déclaré frappé, après s'être longuement entretenu avec M. Strougal à Prague en septembre dernier, par les prises de position affichées par ce dernier en faveur de l'inéluctabilité des réformes. Le premier ministre tchécoslovaque avait aussi reconnu devant M. Dumas le *« problème de crédibilité »* de son gouvernement auprès de la jeunesse.

Il est vrai que ce genre de déclarations éclairées était surtout destiné à la consommation occidentale et ne trouvait que peu d'échos dans les médias tchécoslovaques. M. Strougal a d'ailleurs toujours su s'accommoder des différents rythmes de la réforme au gré des vicissitudes politiques de son pays. Le choix de son successeur sera donc important au regard des intentions de M. Jakes. S'il se confirme, comme la rumeur en circule à Prague, que ce pourrait être M. Ladislav Adamec, actuellement chef du gouvernement régional tchèque, les orientations du gouvernement tchécoslovaque ne devraient pas fondamentalement différer : M. Adamec, soixante-deux ans, passe pour un partisan de la ligne Strougal, même s'il affiche moins ouvertement ses opinions.

Mais on n'a pas parlé lundi du départ de M. Vasil Bilak, le plus « dur » des membres du présidium et celui qui incarne le mieux la vieille garde, alors qu'on le donnait également partant, de même que M. Alois Indra, lui aussi un ancien, et qui serait très malade.

Si le plénum maintient dans leurs fonctions ces représentants de l'orthodoxie, il confirmera du même coup la ligne suivie depuis décembre par M. Jakes : celle d'une politique qui ne rompt pas avec celle de M. Husak, et qui ne donne aucun signe pour l'instant de vouloir s'aligner sur les réformes de M. Gorbatchev à Moscou. M. Strougal, disait-on, était peut-être le seul partisan de M. Gorbatchev au sein de la direction praguoise. Et rien n'a été fait pour dissiper la mauvaise impression causée à Moscou par un article publié en août dans une revue littéraire tchèque, *Kmen*, par l'épouse de M. Fojtik, Mme Eva Fojtikova, qui constituait une sévère critique des nouvelles orientations soviétiques. Mieux, M. Jakes a encore réaffirmé lundi qu'il fallait s'inspirer des différents modèles socialistes en tenant compte des spécificités nationales.

SYLVIE KAUFFMANN.

Le spécialiste de l'autocritique

« L'incapacité de réaliser des réformes en Tchécoslovaquie est ce qui caractérise le mieux les dix-huit années que j'ai passées à la tête du gouvernement. » M. Lubomir Strougal, qui faisait cet aveu en janvier dernier à un groupe de journalistes ouest-allemands, était en quelque sorte devenu un spécialiste de l'autocritique.

Petit à petit, cet homme de soixante-quatre ans à l'allure discrète s'était forgé une image de réformateur lucide et malheureux. Bien qu'il ait effectivement dirigé le gouvernement tchécoslovaque depuis 1970, c'est-à-dire à travers les plus belles années de la « normalisation » qui suivit le printemps de Prague, un élément de sa biographie politique aurait pu lui attirer la sympathie de l'intelligentsia : au moment de l'invasion soviétique, le 21 août 1968, il signa une lettre au président Svoboda, alors à Moscou, condamnant l'occupation comme *« illégale, inconstitutionnelle et sans fondement »*, puis endossa les conclusions du quatorzième congrès du PCT tenu dans la clandestinité.

En fait, M. Strougal sut vite faire montre des talents de souplesse et d'adaptation qui l'avaient caractérisé jusque-là et rentra dans le rang. Jusqu'à ce lundi 10 octobre 1988, jour de son anniversaire, Lubomir Strougal réussit à passer au travers de toutes les épurations successives.

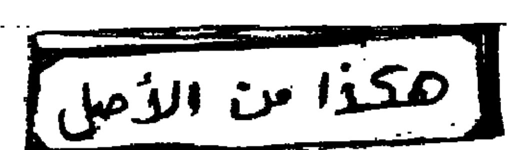
Né en 1924 en Bohême du Sud, il adhère au Parti communiste en 1945 et, après des études de droit à l'université Charles de Prague, devient membre du comité central en 1958. Rapidement, c'est l'ascension : ministre de l'agriculture et des forêts, puis ministre de l'intérieur, de 1961 à 1965, en remplacement du rival de Novotny, Rudolf Barak, qui vient d'être arrêté.

M. Strougal traverse très discrètement la crise de 1967-1968 et y laisse son poste de secrétaire du comité central. Mais il ne perd pas sur tous les plans, puisqu'en avril 1968 on le retrouve comme vice-premier ministre dans le gouvernement de M. Cernik — auquel il succédera en 1970. C'est en 1968 qu'il se fait connaître comme un partisan de la réforme économique, en particulier de celle élaborée sous la houlette du professeur Ota Sik.

Très malade en 1983, au point de disparaître de la scène publique pendant trois mois, M. Strougal était redevenu ces dernières années un personnage de premier plan, un moment présenté comme le dauphin de M. Gustav Husak. Mais c'est finalement Milos Jakes qui l'emporta, en décembre dernier, dans la lutte pour la succession du numéro un. Il ne restait plus à Lubomir Strougal qu'à se lamenter, devant les visiteurs occidentaux, de la lenteur de la réforme et des brutalités policières à l'égard des dissidents.

S. K.





A l'Assemblée nationale

Les députés socialistes imposent au gouvernement une pratique plus souple du RMI

Les députés ont commencé, lundi 10 septembre, l'examen, article par article, du projet de loi relatif au revenu minimum d'insertion (RMI). La discussion, qui a porté, tard dans la nuit, sur le lien qui devra unir le versement de l'allocation au projet d'insertion contracté par le bénéficiaire, a provoqué une certaine confusion dans les rangs socialistes.

Les députés PS, sous l'œil goguenard ou critique de l'opposition, ont fait en séance publique un travail de retouche qui aurait dû trouver sa place en commission. Le ministre de la solidarité, M. Claude Evin, entre deux entrevues avec les infirmières en grève, a tenté de défendre l'équilibre général de son projet entre une obligation trop forte d'insertion, qui pourrait entraîner de nouvelles exclusions, et un versement laxiste de l'allocation, qui tournerait rapidement à l'assistanat.

Devant la pression des élus socialistes, il a dû céder du terrain dans le sens d'un plus grand assouplissement du lien entre revenu minimum et insertion.

Des amendements oraux, sous-amendés oralement ; un président de séance (M. André Billardon, PS, Saône-et-Loire), se démenant comme un beau diable pour tenter d'introduire quelque clarté dans un débat devenu abscons ; un président de la commission des lois, M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine), jouant les « Monsieur bons offices » pour produire à la minute des amendements de synthèse entre les thèses du gouvernement, celle du président de la commission des affaires sociales, M. Jean-Michel Belorgey (PS, Allier), et le rapporteur pour avis, M. Jean-Pierre Worms (PS, Saône-et-Loire) ; des députés de l'opposition dénonçant le « *dépeçage* » d'un texte désormais « *dénaturé* »...

La discussion en séance de nuit aura au moins prouvé une chose : dès que l'on abandonne les grands principes pour entrer avec précision dans le mécanisme concret d'application du RMI, les choses deviennent infiniment délicates. Et plus d'un député souscrivait lundi soir à la proposition faite par M. Jean Le Garrec (PS, Nord) d'examiner les premiers résultats de la mise en place du RMI dès 1989, et non dans trois ans comme le souhaite le gouvernement.

Il faudra aux commissions locales d'insertion des troupes nombreuses et sans doute une grande patience pour faire en sorte que cette idée généreuse débouche effectivement sur une amélioration sensible du sort des plus pauvres et des plus exclus.

M. Claude Evin, qui a montré tout au long de la discussion son souci d'écouter la représentation nationale et de tenir compte de ses suggestions — ce n'est pas si fréquent, — a essayé de tenir la balance parfaitement égale entre les tenants d'une insertion quasiment obligatoire (l'opposition) et ceux défendant l'idée que le RMI était avant tout un droit non subordonné strictement (du moins dans un premier temps) à une obligation de résultat du bénéficiaire en matière d'insertion.

Les élus socialistes ont toutefois adopté des amendements, contre l'avis du gouvernement, qui font pencher le fléau de la balance sensiblement de leur côté. A tel point que M. Hervé de Charette (UDF, Maine-et-Loire) a menacé de revoir la position favorable de son groupe sur ce projet.

Les amendements socialistes (notamment de ceux de M. Worms) ont tendu à exclure le droit de regard de la commission locale d'insertion sur l'attribution du RMI, alors que l'opposition souhaitait au contraire le renforcer.

Le processus devrait donc se mettre en place en trois étapes : tout d'abord, dès la demande de RMI, l'allocation est attribuée automatiquement par le préfet pour une durée de trois mois. Il s'agit de parer au plus pressé et de permettre à la commission locale d'insertion de préparer un « projet d'insertion », (le terme de contrat a été supprimé).

Ensuite, le problème qui se pose est celui de la prorogation (pour une durée de trois mois à un an) du droit à l'allocation. Le gouvernement souhaitait avec l'opposition que cette prorogation par le représentant de l'Etatse fasse sur proposition de la commission locale d'insertion au vu du contrat d'insertion personnalisé établi avec l'intéressé.

M. Evin était prêt à faire un pas en direction du groupe socialiste en transformant « sur proposition » (compétence liée) par un simple « avis » de la commission. Les députés socialistes sont allés plus loin : il n'est plus fait du tout mention, à ce stade, de la commission d'insertion locale.

Laisser du temps aux intéressés

Au bout de trois mois, c'est au vu du contrat que le préfet décidera seul de proroger ou non le versement de l'allocation. Un amendement de M. Worms précise en outre que, malgré le défaut de communication au préfet du projet d'insertion, il n'y a pas interruption du versement de l'allocation ; que cette absence de communication soit due à la commission elle-même, suite à des problèmes administratifs, ou au bénéficiaire. Dans l'esprit des élus socialistes, il était indispensable de laisser du temps à l'intéressé pour s'inscrire dans un processus d'insertion. L'opposition, notamment MM. Hervé de Charette, Adrien Zeller (UDF, Bas-Rhin) et Jean-Yves Chamard (RPR, Vienne), a protesté contre cette modification : « *Il est indispensable que la commission locale participe à la décision d'attribution* », ont-ils dit en accusant le gouvernement de faire preuve de frilosité en matière de décentralisation. Enfin, dernière étape, le renouvellement : il reviendra cette fois à la commission locale d'apprécier si le projet d'insertion à bien été réalisé.

D'autre part, les députés ont adopté — également contre l'avis du gouvernement — un amendement de M. Zeller permettant au maire de la commune de résidence du demandeur d'être informé par le secrétariat de la commission locale d'insertion de l'instruction d'un dossier de RMI. M. Zeller estimait que les communes ayant vocation à l'aide sociale, il était important qu'elles fussent tenues au courant. M. Evin n'y était pas favorable, au motif que cela alourdirait la procédure.

Par ailleurs, un certain nombre d'amendements du gouvernement ont été adoptés dans l'après-midi. Ils prévoient l'extension du droit à RMI aux moins de vingt-cinq ans ayant charge de famille (environ vingt-cinq mille ménages seront touchés par cette mesure) et aux étrangers ayant une carte de résident de trois ans. Le projet initial ne prévoyait que les titulaires d'une carte de dix ans. M. Belorgey a plaidé une nouvelle fois, en vain, pour la prise en compte des étrangers qui ont droit à la carte de dix ans, mais qui se heurtent à l'administration, et pour les non-expulsables, non reconductibles à la frontière. Le RMI sera revalorisé deux fois, au lieu d'une fois, de façon à tenir compte de l'évolution des prix.

M. Evin a également précisé, s'agissant du calcul des ressources (le RMI est un revenu différentiel), que les enfants à charge de plus de seize ans seront pris en compte pour l'attribution du RMI, si leurs ressources sont inférieures à 25 % du SMIC. La discussion se poursuivait mardi et devrait s'achever mercredi soir.

PIERRE SERVENT.

1335 francs par mois en moyenne

Qui seront les bénéficiaires du revenu minimum et combien recevront-ils ? Le ministère de la solidarité et de la protection sociale et la mission interministérielle se sont efforcés de répondre à ces questions.

Selon les dernières estimations, 570 000 ménages (dont 25 000 moins de vingt-cinq ans chargés de famille) devraient recevoir une allocation : 270 000 adultes isolés (dont 135 000 sans enfant et 67 000 avec deux enfants ou davantage) et 300 000 couples (dont 108 000 sans enfants et 117 000 avec deux enfants ou davantage). Enfants compris, cela ferait 1 520 000 personnes, soit 3 % de la population française.

Beaucoup toutefois dont déjà de petits revenus et ne toucheront donc qu'une faible allocation : l'allocation moyenne se situerait à 1 335 francs par mois (16 000 francs par an). Ce qui coûterait cependant 9,12 milliards de francs à l'Etat en année pleine.

Ce calcul prend notamment en compte les aides au logement. Le gouvernement a considéré que tous les titulaires d'un RMI devraient en bénéficier, ce qui amènera à en verser à 80 000 ménages de plus qu'aujourd'hui. La somme prise en compte dans les ressources des bénéficiaires potentiels du RMI pour calculer le montant de leur allocation sera limitée à 240 francs pour une personne seule, de 480 pour un couple et de 594 pour un couple avec un ou plusieurs enfants. On comptera la même somme pour ceux qui n'ont pas de charges de logement : les propriétaires, ou les personnes logées gratuitement.

Ce calcul devrait assurer un revenu disponible maximum, une fois déduites les charges de logement, de 1 594 francs pour une personne seule, de 2 335 francs pour un couple, de 2 815 francs pour un couple avec un enfant, de 3 410 avec deux : soit respectivement 53 %, 76,66 %, 86,27 % et 86,33 % du SMIC. Mais ces proportions ne sont que des points de repère : le gouvernement entend bien ne pas fixer le RMI, destiné à satisfaire les besoins les plus immédiats des bénéficiaires, en pourcentage d'un revenu d'activité. Ainsi le RMI sera-t-il revalorisé deux fois par an en fonction de l'évolution des prix, comme les allocations familiales, et non comme le SMIC, qui peut recevoir des « *coups de pouce* ».

En revanche, le gouvernement a été sensible aux demandes de nombreuses associations (familiales, caritatives ou de chômeurs) qui ont souligné l'importance de l'aide au logement dans la lutte contre la pauvreté et la précarité. Une des tâches des commissions locales d'insertion sera ainsi d'améliorer la situation des bénéficiaires du RMI habitant dans des logements insalubres ou surpeuplés. L'attribution de l'aide au logement devrait rassurer les propriétaires, notamment les organismes HLM.

Parallèlement, la création du revenu minimum devrait être l'occasion d'une extension (le « *bouclage* ») des aides au logement (beaucoup de personnes isolées ou de couples sans enfant n'en bénéficient pas encore).

Ce « *bouclage* » prévu sur quatre ans pour les personnes habitant dans les « logements sociaux » (essentiellement les HLM) par la loi de finances pour 1988 doit être accéléré.

G. H.

La préparation du référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Le RPR et l'UDF, divisés sur le vote à formuler expriment des réserves communes sur la procédure

A défaut de pouvoir s'accorder sur une consigne de vote pour le référendum du 6 novembre sur la Nouvelle-Calédonie, les délégations du RPR et de l'UDF, conduites respectivement par M. Jacques Chirac et M. Valéry Giscard d'Estaing, ont souligné, lundi après-midi 10 octobre, au terme de leur réunion au Palais-Bourbon, leurs convergences sur les réserves que leur inspire le recours à la procédure référendaire et sur l'avenir du territoire. Le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, a estimé que *« la réponse à donner le 6 novembre ne sera qu'une péripétie qu'on oubliera vite »*.

Le vice-président du CDS, M. Bernard Stasi, partisan du *« oui »*, a repris cette expression à son compte en indiquant que les deux délégations avaient, en effet, *« considéré le référendum comme une sorte de péripétie »* tout en étant d'accord pour souhaiter qu'au-delà de cette échéance *« la Nouvelle-Calédonie puisse poursuivre son évolution économique et sociale dans le cadre de la République... »*

Le communiqué commun publié par les deux formations indique d'ailleurs que les échanges de vues n'ont pas été limités à la préparation du référendum : « Les deux délégations, résume ce texte, ont tout d'abord procédé à un examen des problèmes politiques d'actualité. Elles ont exprimé leur préoccupations devant la dégradation significative du climat social et les graves perturbations qu'elle entraîne pour la vie quotidienne des Français.

» Elles ont souligné les bons résultats de l'opposition unie aux élections cantonales, concrétisés par l'élection de 71 présidents de conseil général appartenant à l'opposition.

» L'UDF et le RPR ont examiné le projet de référendum sur le statut de la Nouvelle-Calédonie. Profondément attachés à la paix civile dans le territoire, l'UDF et le RPR approuvent l'esprit des accords intervenus entre le RPCR et le FLNKS. Ils rappellent que, lors du référendum du 13 septembre 1987, la population néo-calédonienne a, à une large majorité, confirmé son appartenance à la République française.

» Ils expriment de manière commune des réserves fondamentales sur l'utilisation, le 6 novembre prochain, de la procédure du référendum. Ils contestent la constitutionnalité de certaines dispositions du projet de loi référendaire. Un examen de ce texte par le Parlement aurait été préférable.

» Les instances nationales de l'UDF et du RPR se prononceront respectivement les 14 et 15 octobre sur la réponse qu'elles donneront à la question soumise au référendum. Quelles que soient les positions prises, le RPR et l'UDF réaffirment pour l'avenir leurs objectifs communs : que le vœu des populations soit respecté et que le territoire de la Nouvelle-Calédonie puisse poursuivre son évolution économique et sociale au sein de la République française.

» Les deux délégations ont désigné par ailleurs les responsables des quatre groupes de travail, dont la constitution avait été décidée lors de leur réunion du 28 juillet dernier : François Bayrou et Michèle Alliot-Marie pour « l'adaptation de notre système éducatif » ; Philippe Séguin et Michel d'Ornano pour « la croissance économique et l'emploi » ; Alain Madelin et Christian de La Malène pour « la préparation de la France à l'échéance européenne de 1992 » ; Michèle Barzach et Adrien Zeller pour « la recherche d'une plus grande solidarité ».

» L'UDF et le RPR ont procédé à un premier examen des perspectives politiques des prochaines élections municipales et décidé de confier à la commission des élections animée par Jean-Claude Gaudin et Alain Juppé la préparation des investitures »

● **Le « oui » de Mme Missoffe.** — Mme Hélène Missoffe, sénateur RPR du Val-d'Oise, explique dans *le Figaro* du mardi 11 octobre qu'elle votera « oui » au référendum du 6 novembre sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Elle explique notamment : « *On ne voit pas, en toute bonne foi, comment ne pas faire confiance à ceux qui, sur le terrain, ont décidé d'un commun accord de mettre un terme à des affrontements sans issue.* »

Pour Mme Missoffe, « *s'abstenir, c'est reconnaître son incompétence à l'égard du problème posé ; c'est aussi refuser sa confiance au président de la République et à son gouvernement. (...) En l'occurrence, le président de la République a le droit constitutionnel d'utiliser la voie référendaire.* » Le sénateur RPR conclut : « *En votant oui, c'est aux Néo-Calédoniens que je penserai et non pas au président de la République.* »

A Canala

Regain de tension

Selon l'Agence kanake de presse (AKP, organe du FLNKS), la région de Canala enregistre un regain de tension. « *A l'origine du conflit*, indique l'agence, *la manière dont les gendarmes mobiles s'y sont pris pour récupérer des matériaux abandonnés et démolir certaines installations d'un ancien campement militaire situé sur une propriété privée revendiquée par les Kanaks, qui sont en train de l'acheter pour le compte d'un groupement.* »

La même source précise : « *Le comptoir dans lequel les militaires s'étaient installés au cours des événements du printemps appartenait à la société Ballande. En juin, les soldats se sont retirés, et le groupement Faawiro — personnalité morale reconnue par la loi — a entrepris des négociations avec la société Ballande pour acheter la propriété revendiquée. L'accord était intervenu et les formalités d'achat étaient en cours. L'ancien propriétaire avait même donné son accord pour que les Kanaks occupent dès maintenant les locaux afin d'en reprendre l'exploitation commerciale. C'est dans ce contexte que les gendarmes sont intervenus pour récupérer du matériel que les militaires avaient abandonné sur place. Mais ils l'ont fait en détruisant le reste des installations. Cela n'était pas prévu et a déclenché la colère des nouveaux usagers.* »

L'AKP n'exclut pas « *que Canala soit de nouveau mobilisée* ».

Exclue du Front national

Mme Piat affirme que M. Le Pen « s'emploie à tirer son parti vers le bas »

Mme Yann Piat n'est plus membre du Front national. Elle ne rendra pas ses mandats de député du Var et de conseiller régional à son mouvement. Non seulement elle votera pour le projet de loi sur le revenu minimum d'insertion (RMI), mais elle choisira un bulletin « oui » à l'occasion du référendum sur la Nouvelle-Calédonie. L'histoire commune de la « filleule » de M. Jean-Marie Le Pen avec le mouvement d'extrême droite s'est achevée le lundi 10 octobre (*le Monde* du 11 octobre).

Au cours de sa réunion hebdomadaire, le matin, le bureau politique du Front « *décide à l'unanimité* » l'exclusion de l'unique député rescapé du groupe de 1986, qui siège déjà chez les non-inscrits. L'exécutif du parti d'extrême droite formule quatre griefs : refus de « *verser les cotisations dues au mouvement par tous ses élus* » ; désertion de « *toutes les manifestations du FN* », accompagnée d'une absence réitérée d'explication devant le bureau politique, création d'un « *trouble, surtout auprès des sympathisants et des électeurs du Var* » par la critique publique et persistante « *des positions du mouvement et de son président* » ; « *absence lors du vote sur la Nouvelle-Calédonie* » à l'Assemblée nationale doublée d'une « *approbation de l'extension aux étrangers du revenu minimum d'insertion* ».

En clair, Mme Piat a trahi en long, en large, en travers. Et à défaut de bûcher, on lui indique le chemin de la porte. Comme ce fut le cas successivement avec MM. Bruno Chauvierre, Yvon Briant, Olivier d'Ormesson et Guy Le Jaouen, démissionnaires du FN après avoir été élus sur ses listes à l'Assemblée nationale ou à l'Assemblée européenne, la direction du parti demande à Mme Piat « *de rendre ses mandats de député et de conseiller régional aux électeurs du Var* ».

En prime, M. Jean-Marie Le Chevallier, parlementaire européen et directeur de cabinet du président du Front national, est nommé chargé de mission exceptionnel pour le Var afin « *de soumettre, dans les meilleurs délais, aux instances dirigeantes du mouvement une nouvelle organisation de la fédération du Var* ». Il est 11 heures, Mme Piat a déjà annoncé une conférence de presse à 16 heures au Palais-Bourbon.

« *Ces quatre arguments sont petits, petits et tous plus minables les uns que les autres* », s'empresse de répondre l'exclue devant les journalistes. Mme Piat affirme qu'elle voulait conduire le FN « *vers le haut* » alors que, selon elle, M. Le Pen « *s'emploie à le tirer vers le bas* ». Elle se montre « *touchée par cette exclusion* » car « *on ne passe pas quelques années de sa vie dans un mouvement sans garder quelques attaches* ». Elle reproche au bureau politique de choisir « *la politique du pire* », et en particulier de « *marginaliser un peu plus le Front national en pratiquant une politique d'auto-exclusion* », ce qui, pour elle, conduira les électeurs à l'abandonner. Au passage, elle dénonce « *la stratégie d'un pseudo-bureau politique qui a atteint son niveau d'incompétence* ».

« Une différence de stratégie »

Après un rapide historique de ses désaccords (sa condamnation du calembour « *Durafour-crématoire* » de M. Le Pen, son appel en faveur d'un candidat de droite au second tour des cantonales dans le Var et sa prise de position favorable au RMI), Mme Piat explique que « *les vraies raisons* » de son exclusion résident dans « *une différence de stratégie* » qui l'oppose à son mouvement. « *Je m'appuie*, dit-elle, *sur trois piliers : fermeté de conviction, dialogue et non ultimatum, union de la droite sans exclusion.* » Concernant ce dernier point, elle annonce qu'elle conduira une liste « *pratiquement composée* » d'union de la droite « *sans restriction politique* » aux élections municipales à Hyères (Var).

Dans la soirée, le bureau du FN de ce département, réuni en assemblée extraordinaire, a réaffirmé son soutien à M. Le Pen.

N'ayant de « *devoir que devant mes électeurs* », a-t-elle dit, Mme Piat a annoncé qu'elle conservait ses mandats électifs. Quant à savoir si, effectivement, elle avait oublié d'acquitter ses cotisations à son mouvement, elle s'est contentée de répondre qu'elle avait donné « *plus de* [son] *temps et de* [son] *argent que bien d'autres* », en précisant que « *dans l'état-major de M. Le Pen, il y en a qui n'ont jamais versé un seul centime* ». Pour achever cette lessive, elle a déclaré : « *Celui auquel je pense habite encore chez maman.* »

Enfin, un malheur n'arrivant jamais seul, un nouveau secrétaire départemental du Front, Mme Rose-Marie Eon-Bazin, responsable dans la Manche, a annoncé, lundi, son intention de rejoindre le Centre national des indépendants (CNI) de M. Yvon Briant.

En revanche, il est « *hors de question* » pour Mme Piat de rejoindre « *actuellement une autre formation politique* », et le CNI en particulier.

O. B.

Politique

Tandis que M. Pasquini (RPR) approuve le gouvernement

L'Assemblée de Corse débat d'une motion nationaliste

BASTIA
de notre correspondant

« La chance de la Corse, aujourd'hui, c'est qu'un gouvernement nouveau, après trois mois d'existence seulement, décide de mobiliser régulièrement des ministres sur les problèmes d'une seule région. C'est capital. C'est la chance de la Corse ! »

L'homme qui s'exprimait ainsi devant les journalistes, samedi 8 octobre à Bastia, n'est pas un élu socialiste, mais M. Pierre Pasquini, député RPR de la Haute-Corse, qui a publiquement salué la mise en place du comité interministériel consacré au développement économique, culturel et social de la Corse, dont la première réunion a été organisée à l'hôtel Matignon, jeudi 6 octobre (*le Monde* du 8 octobre).

Selon M. Pasquini, la décision de M. Rocard doit inciter tous les Corses à dialoguer. *« Cette décision de créer un comité interministériel coïncide avec une trêve – prolongée – de l'ex-FLNC. Quelles que soient les raisons – que je veux ignorer – de cette coïncidence, je veux apporter ma contribution à la possibilité de prolongation de la trêve... Que chacun ici fasse de même. Moi je suis prêt à discuter avec tous ceux qui voudront bien dialoguer... Tout est négociable, sauf la violence et l'indépendance. »*

M. Pasquini a choisi son moment pour parler publiquement. *« Non seulement la suspension des actions militaires de l'ex-FLNC est prolongée, mais le gouvernement fait des gestes significatifs. »* Le député RPR dit encore qu'il a le souci de prendre position *« avant »* le débat que l'Assemblée corse entame, mardi 11 octobre, sur la motion en dix points adoptée le 20 juillet, le jour de la première visite en Corse de M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur (qui a en charge le dossier corse), par les élus du groupe nationaliste A Cuniolta naziunalista.

Dans toute l'île, on attend ce débat que les soixante et un conseillers régionaux ont unanimement accepté d'avoir. Les questions essentielles qui animent les discussions et les initiatives de dialogue que la Corse connaît depuis cet été y sont contenues, notamment la reconnaissance du peuple corse (1), la moralisation de la vie publique, la refonte des listes électorales ou l'élaboration d'un plan de développement global de la Corse, etc.

Clarification

Chacun sait aussi que ce débat est un des éléments d'appréciation que l'ex-FLNC a retenu pour juger de l'*« essentiel »* ou de l'*« illusoire »*. *« Nous écouterons avec grande attention ce que diront les uns et les autres »*, a précisé le porte-parole du Front en annonçant la prolongation de sa trêve le 30 septembre, tout en saluant l'*« opportunité »* de l'initiative des élus d'A Cuniolta naziunalista.

Le débat à l'Assemblée de Corse permettra aussi aux nationalistes de préciser leur propre conception des thèmes contenus en termes génériques dans leur motion.

Ce sera sans doute le cas pour le thème de la refonte des listes électorales. L'actualité des fraudes dénoncées à propos des nombreux votes par procuration contestés à Bastia le 25 septembre, au cours du premier tour des élections cantonales (et qui ont motivé une plainte contre X du préfet de Haute-Corse et de M. Max Siméoni), devrait permettre aux nationalistes de clarifier leur identité de vues avec M. Joxe sur l'*« utilisation exceptionnelle du vote par procuration »*. Les nationalistes devraient aussi avancer une distinction entre *« nationalité corse et citoyenneté corse »*, l'une étant la communauté de droits et de destin issue de la Corse ou qui y vit, l'autre étant réduite à l'exercice des droits électoraux.

« La démocratie, c'est de voter là où l'on réside », avait dit le ministre de l'intérieur lors de son dernier voyage en Corse. Les nationalistes pourraient donc avancer des propositions d'inscription, après refonte des listes, fondées sur les seuls critères du domicile, excluant ainsi du droit à l'inscription sur les listes électorales insulaires les Corses du continent. *« La notion de peuple corse n'est pas en fonction d'une liste électorale ! »*, disent certains responsables nationalistes. *« Nous ne sommes pas plus corses que nos compatriotes installés sur le continent, mais leur attachement à la Corse ne devrait pas se mesurer à un bulletin de vote »*, précisent-ils, sachant que *« ceux qui défendent avec romantisme la diaspora sont ceux qui profitent de votes dociles de l'extérieur, c'est-à-dire les clans. »*

Le débat qui s'engage aujourd'hui à l'Assemblée corse pourrait être l'occasion pour les nationalistes – mais aussi pour les socialistes et certains élus de droite qui ont suivi les « dialogues de l'été » ou qui, comme M. Pasquini, s'interrogent sur le fond – de distinguer entre citoyenneté et nationalité... Une façon peut-être d'aborder un *« règlement progressif de la question corse »* que préconise l'ex-FLNC et de dégager le *« large consensus en Corse »* que M. Joxe a évoqué sur l'île *« pour que le gouvernement puisse favoriser la démocratie en Corse »*.

MICHEL CODACCIONI.

(1) A la sortie du comité interministériel, M. Joxe avait déclaré, à propos du *« peuple corse » : « Le président de la République lui-même en a parlé, tout le monde sait qu'il existe.* (...) *Plus que dans d'autres régions de France, les problèmes de culture, les caractères spécifiques des Corses sont reconnus. »*

La préparation des élections municipales

Le PCF ne veut pas d'accord national avec le PS

M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, a indiqué, le lundi 10 octobre, au cours de son point de presse hebdomadaire, que le bureau exécutif du PS sera saisi, le 12 octobre, d'un projet de lettre du premier secrétaire, M. Pierre Mauroy, à la direction du Parti communiste, demandant une *« clarification »* des relations entre les deux partis dans la perspective des élections municipales. Ce texte devait être soumis, au préalable, aux responsables des différents courants du PS. M. Mauroy devait y indiquer que M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS, chargé des élections, prendra de premiers contacts avec les dirigeants communistes pour étudier la question des élections municipales.

M. André Lajoinie, membre du secrétariat du comité central du PCF, a déclaré, lundi soir, au cours de l'émission « Face au public », sur France-Inter, que les communistes sont prêts à rencontrer les socialistes, mais que *« le contrat municipal a été conclu entre les municipalités – les listes d'union – et les électeurs locaux »*. *« Ce n'est pas un contrat national »*, a affirmé M. Lajoinie. Pour l'ancien candidat communiste à la présidence de la République, les problèmes d'alliances et de composition des listes PS-PCF *« doivent être réglés au niveau local »*. *« Nous refusons,* a-t-il ajouté, *au niveau national, de trancher à la place des responsables locaux.* (...) *Pas de « Yalta » municipal autour d'une table. »*

La position du PCF est différente de ce qu'elle avait été pour les élections municipales de 1983. Dès juin 1982, en effet, les communistes s'étaient prononcés, lors d'une conférence nationale de leur parti, pour *« un accord avec l'ensemble des forces de gauche »*, accord finalement scellé, avec le PS, six mois plus tard, au terme de plusieurs rencontres entre les responsables nationaux des deux partis.

Plan et emploi

M. Joxe a reçu les préfets de région

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, a invité, lundi 10 octobre, M. Michel Rocard et quatre ministres à une réunion des vingt-deux préfets de région consacrée au Plan et à l'emploi. M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, a traité du développement économique local avec la mise en œuvre de l'*« opération-pilote de développement industriel dans les bassins d'emplois »*. Les autres participants ont fait le point sur les contrats de plan Etats-régions : M. Jacques Chérèque, ministre chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, a évoqué l'état d'avancement de leur élaboration ; M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du Plan, a insisté sur les nécessaires cohérences entre ces contrats et le Xe Plan : M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, a exposé le rôle du FRILE (Fonds régionalisé d'aide aux itiatives locales), susceptible de s'intégrer dans les futurs contrats de plan.

L'élection des présidents de conseils généraux

Gironde : M. Madrelle (PS) mieux élu que prévu

BORDEAUX
de notre correspondante

C'est un socialiste, M. Philippe Madrelle, qui, comme prévu, a été élu le 10 octobre président du conseil général de la Gironde.

La surprise ne tient pas à cette élection. Le refus de siéger de la droite, le 7 octobre, l'a simplement retardée de trois jours, faute de quorum (*le Monde* daté 9-10 octobre). Elle vient du score de M. Madrelle. Il recueille, en effet, trente-cinq voix, alors qu'il ne pouvait légitimement en espérer que trente-deux, correspondant aux trente-deux sièges (29 PS, 3 PC) détenus par la gauche girondine contre trente et un par la droite.

Ces trois voix « clandestines » sèment la suspicion dans les rangs de l'ancienne majorité départementale, déjà fort secouée par la défaite. Elle se divise désormais en quatre groupes : RPR, CNI, UDF et Entente républicaine et libérale. Sous couvert, cependant, d'un intergroupe des démocrates et libéraux.

Lundi, sous la pression de cet intergroupe, les dirigeants du RPR ont dû modifier leur stratégie. Ils avaient envisagé de ne pas prendre part à l'élection du président, ni des autres membres du bureau, et surtout de ne pas présenter de candidat. Mais le débat à huis clos ne fut pas des plus tendres et en définitive, M. Jacques Valade, président RPR sortant, a présenté sa candidature contre M. Madrelle, et il n'a recueilli que vingt-huit voix.

Les premiers soupçonnés d'avoir « trahi » sont les élus qui avaient constitué, le 7 octobre, un groupe autonome d'Entente républicaine et libérale à l'intérieur de l'ancienne majorité (2 PR, 1 CDS, 1 UDF, 1 radical). Ils s'en défendent avec la plus grande vigueur.

Ne s'agirait-il pas plutôt, demande l'un d'entre eux, M. Alain Cazabonne (CDS), d'une *« opération dirigée contre nous qui tendrait de surcroît à suggérer une division pour mieux faire éclater un groupe à peine constitué? »*

D'aucuns, à droite, ne voient dans ces trois suffrages que l'expression d'un *« ras-le-bol »* dirigé contre M. Valade et émanant de trois élus isolés. A l'appui de cette thèse, une fois passée l'élection du président, et hormis un bulletin blanc lors de l'élection du premier vice-président socialiste, la droite a, comme un seul homme, refusé de prendre part au vote.

Reste l'hypothèse d'une ouverture en sous-main des socialistes. M. Madrelle, dans son discours inaugural, a plaidé pour *« la tolérance et le respect mutuel »*. D'autre part, le PS a offert d'office trois places à l'opposition au sein du bureau départemental. Ces trois sièges sont toutefois restés vacants à l'issue de la séance. *« Pas question de participer au bureau. Nous nous situons dans une opposition vigilante et constructive »*, affirme M. Yves Lecaudey, président de l'Entente libérale et républicaine.

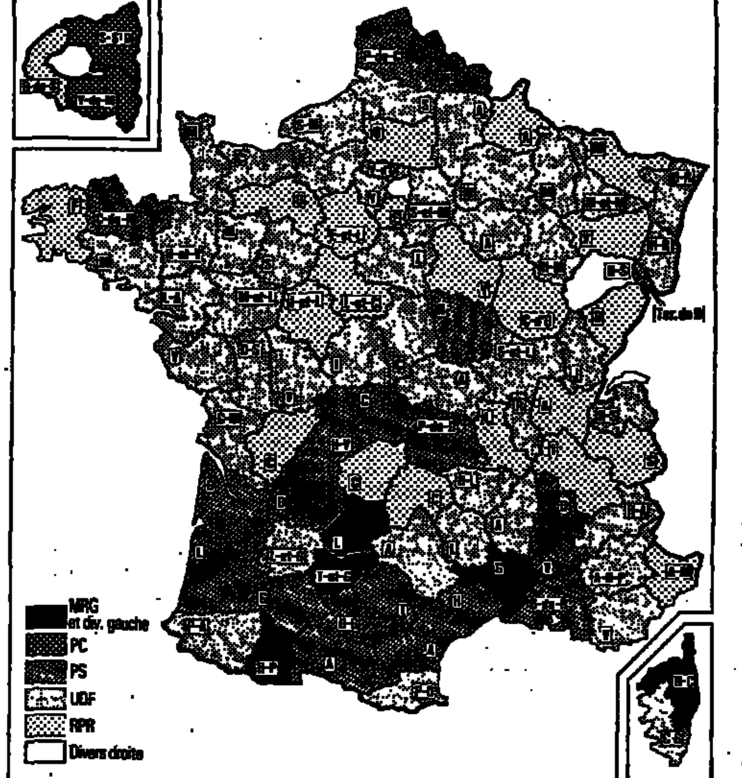
En outre, le Parti socialiste a rempli ses engagements vis-à-vis du Parti communiste, lui accordant une vice-présidence et un poste de membre du bureau. Les socialistes détiennent ainsi, avec le président, dix vice-présidences et deux postes de questeur. Ils ont également cinq postes de secrétaire et un poste de membre du bureau.

GINETTE DE MATHA.

[Né le 21 avril 1937 à Saint-Seurin-de-Cursac (Gironde), M. Philippe Madrelle, diplômé de la faculté de lettres de Bordeaux, est enseignant. Conseiller municipal d'Ambarès en 1965, il le demeure jusqu'en 1973, date à laquelle il se fait élire à Carbon-Blanc, où il est maire de cette commune depuis 1969. Président de l'assemblée départementale en 1976, au sein de laquelle il perd la majorité en 1985, il est remplacé par M. Jacques Valade (RPR). Il entre à l'Assemblée nationale en novembre 1968 en remplacement de René Cassagne, socialiste, décédé. Réélu en 1973 et 1978, M. Madrelle abandonne le Palais-Bourbon en septembre 1980, après son élection au Sénat. Elu en 1981, il préside le conseil régional d'Aquitaine jusqu'en avril 1985, et il y est alors remplacé par M. Jacques Chaban-Delmas.]

● **EURE : Dépôt d'un recours contre l'élection de M. Loncle.** – M. Pierre Zucconi (UDF-PR), battu de deux voix, sur 4 394 suffrages exprimés le 2 octobre dernier, par M. François Loncle (PS), député, dans le canton de Brionne, où le sortant, M. Philippe Pontet (UDF-PR), ne se représentait pas, a déposé un recours auprès du tribunal administratif visant à l'annulation du scrutin. – *(Corresp.)*.

● **PUY-DE-DOME : L'opposition refuse l'ouverture.** – L'opposition minoritaire au conseil général (vingt-cinq sièges sur soixante et un) a refusé les deux sièges au bureau que lui a proposés la majorité de gauche (32 PS, 1 app. PS et 2 PC), considérant cette offre *« comme une aumône au regard de sa représentativité »*. Devant ce refus, ces deux sièges ont été *« gelés »*. – *(Corresp.)*



Les présidents des conseils généraux

L'échéance européenne de 1992

M. Debré demande une renégociation de l'Acte unique

M. Michel Debré vient de créer une Association pour la défense et le rayonnement du droit français en Europe. A l'occasion d'un colloque, en mai 1989, l'ancien premier ministre veut lancer une campagne tendant à obtenir la renégociation de certaines clauses de l'Acte unique européen. Il s'agit, selon lui *« de défendre la personnalité de la France, représentée par son droit public et privé, et d'éviter qu'il soit bouleversé pour être soumis aux traditions des autres Etats. Il s'agit d'une question de souveraineté »*.

M. Debré, au cours d'une conférence de presse le 10 octobre à Paris, a affirmé qu'aucun juriste, allemand, italien ou anglais, n'accepte que le droit communautaire soit supérieur au droit et aux Constitutions nationales. Or la France a tendance à adopter la position inverse. L'ancien premier ministre adresse ces reproches non seulement au conseil des Communautés, mais aussi à la Cour de justice européenne de Luxembourg, qui s'est arrogée les pouvoirs d'une véritable cour suprême nationale, alors qu'elle ne devait être qu'un organe de régulation. Il estime aussi que les tribunaux français ont trop tendance à poser à la Cour de Luxembourg des *« questions préjudicielles »* qui poussent celle-ci à prendre de véritables décisions juridictionnelles s'imposant aux Etats.

L'académicien cite quelques exemples : les brasseurs allemands refusent toujours l'entrée des bières françaises sur leur territoire, malgré une décision de la Cour, car ils estiment que la législation européenne ne peut s'imposer à celle de l'Allemagne.

En revanche, M. Debré proteste contre une décision de la Cour de justice qui impose à la caisse d'allocations familiales de Savoie de verser les allocations familiales françaises à un ouvrier étranger travaillant en France, mais dont la famille réside à l'étranger. Il affirme qu'*« une telle décision nous interdirait toute politique familiale française et nous contraindrait à financer la natalité des autres pays »*.

« L'Europe de la fraude »

Il assure également que, si aucune précaution n'est prise pour la libre circulation des capitaux, *« c'est une Europe de la fraude qui sera créée »*. M. François Goguel, ancien membre du Conseil constitutionnel, souligne que l'article 99 du traité de Rome modifié par l'Acte unique donnant de nouveaux pouvoirs au conseil des Communautés est en contradiction absolue avec l'article 34 de la Constitution française qui définit le domaine de la loi. Pour lui *« la France est donc en état de légitime défense face au droit de veto général et permanent que l'Europe s'est donné sur les législations et même sur les Constitutions des Etats membres »*.

M. Michel Aurillac (RPR), ancien ministre, devenu avocat international, juge qu'il faut mettre en garde contre *« tout ce que cache l'Acte unique avant son application pour éviter que le droit européen chasse le droit français »*. Il souhaite que soit créé un organisme de contrôle et d'alerte et appelle de ses vœux à une plus grande concertation des juristes français représentant l'Etat ou les particuliers devant les instances judiciaires européennes. Les amis de M. Debré estiment que *« la prise de conscience de la soumission de la législation nationale aux dispositions européennes risque de provoquer une révolte et une contestation de la construction européenne »*.

Un combat solitaire

LA prise de position de M. Michel Debré ne va pas sans rappeler l'attitude qu'il avait eue lors de la première élection de l'Assemblée européenne de Strasbourg au suffrage universel en 1979. L'ancien premier ministre avait, en janvier 1977, fondé le Comité pour l'unité et l'indépendance de la France en Europe. Il se situait ainsi dans sa ligne politique constante qui avait toujours été fondée sur le refus de la supranationalité.

Partisan résolu de l'Europe des nations, selon la formule prêtée au général de Gaulle, M. Debré estimait et estime toujours que la construction européenne ne peut se faire qu'à partir d'une coopération entre les Etats. Il avait réussi en 1979 à faire valoir – sinon prévaloir – ses vues auprès de ses amis politiques du RPR et il avait imposé une direction bicéphale – lui-même et M. Chirac – pour la conduite d'une liste au titre qui le satisfaisait : Défense des intérêts de la France en Europe (DIFE).

« Légitime défense »

Neuf ans après, l'ancien député de la Réunion, devenu membre de l'Académie française reprend avec la même foi le même combat. Mais, aujourd'hui, il l'aborde par un biais plus technique et plus concret à la fois. Cette contestation judiciaire permet à M. Debré de dénoncer le comportement nationaliste, pour ne pas dire égoïste, des différents pays européens qui agissent en ordre dispersé.

Ainsi, il constate que l'Italie, l'Allemagne ou la Grande-Bretagne n'acceptent pas de se soumettre aux arrêts de la Cour de justice européenne lorsque ceux-ci vont à l'encontre de leur droit interne ou de leur Constitution. Il estime en conséquence que la France est en état de *« légitime défense »* contre une jurisprudence qui contrarie sa personnalité et qui lui imposera des obligations que le législateur national ou le gouvernement de Paris n'auront pas voulues. Allant au terme de sa logique, M. Debré va donc demander une renégociation de certains articles de l'Acte unique européen.

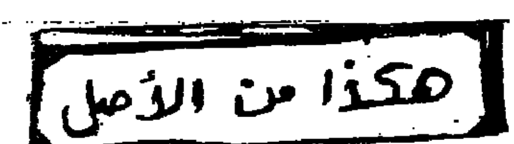
Deux questions se posent dès lors : l'ancien premier ministre a-t-il les moyens politiques d'aboutir ? – Ne siégeant plus au Parlement, n'ayant qu'une autorité atténuée sur le RPR, il peut seulement espérer faire prendre conscience par les « décideurs » de la gravité du danger qu'il dénonce ; l'ancien premier ministre agit-il au nom d'autres forces ? – Son initiative qui n'était pas connue du RPR n'a pas reçu la caution de ce dernier. M. Chirac qui était premier ministre, au moment de la ratification de l'Acte unique européen, n'a jamais demandé la renégociation des clauses contestées par le maire d'Amboise. La présence à ses côtés de M. Aurillac, devenu avocat international, depuis son échec aux élections législatives, ne saurait engager à elle seule le RPR ni même le Club 89 qu'il préside. L'ancien ministre s'est d'ailleurs montré moins catégorique que M. Debré, souhaitant surtout que les positions françaises soient mieux défendues dans le prétoire de Luxembourg.

Toutefois lors des élections européennes de 1989 le RPR défendra un principe voisin de celui de M. Debré : *« Faire l'Europe sans défaire la France. »*.

Il apparaît ainsi que M. Debré poursuit avec obstination un combat solitaire en étant convaincu, comme il le fut naguère pour d'autres croisades – telles que la démographie ou la guerre économique – qu'il aura eu raison trop tôt.

ANDRÉ PASSERON.





Société

JUSTICE

Au congrès de l'Union syndicale des magistrats

M. Arpaillange confirme le statut de juge unique du juge d'instruction

L'Union syndicale des magistrats (majoritaire et modérée), réunie en congrès à Lille du 7 au 9 octobre sur le thème « Etre juge en 1992 », a accueilli le garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange. Celui-ci a assuré qu'au cours du vote du budget des indemnités allaient être débloquées pour les magistrats et a confirmé qu'il n'était pas question dans un avenir proche d'instaurer une collégialité des juges d'instruction.

LILLE
de notre envoyée spéciale

La rencontre entre ces magistrats sages que sont les membres de l'USM (1) et le garde des sceaux Pierre Arpaillange aurait pu être grinçante. Fâchés de ne trouver aucun des leurs dans l'entourage direct du ministre, place Vendôme, mécontents du prochain budget qui prévoit la suppression de deux cents postes de greffiers et de fonctionnaires des tribunaux et oubli des promesses de M. Chalandon sur un relèvement des indemnités de magistrat, inquiets du projet de suppression du collège des magistrats qui désigne les représentants du corps à la commission d'avancement et à la commission de discipline, les magistrats de l'USM étaient *a priori* d'humeur assez ronchonne. Mais soucieux de ne pas en rajouter, à un moment où les prisons donnaient à leur ministre tant de soucis dont il se serait volontiers passé, et guidés par leur naturelle courtoisie, les magistrats de l'USM n'ont pas engagé de polémique. D'autant que M. Pierre Arpaillange a tenu à les rassurer sur les points qui leur tenaient à cœur.

Ainsi, le premier ministre – dont le garde des sceaux a lu une lettre aux congressistes – a assuré que, malgré la rigueur, des sommes seraient débloquées au cours du vote du budget pour permetre une légère révision des indemnités des magistrats. Les projets de MM. Badinter et Chalandon en matière d'instruction ne seront pas repris, le juge d'instruction, pour la période à venir, restant un juge unique : le projet de loi que le garde des sceaux vient de remettre au gouvernement à partir des travaux de la commission Delmas-Marty ne prévoyant, en effet, pas de toucher aux prérogatives du juge d'instruction, ni de l'entourer de deux collègues pour décider des mises en détention. Ce texte joue plutôt sur le racourcissement des délais pour tenter de faire baisser le nombre des détenus provisoires. Toutefois, l'avenir de ce projet de loi, dont on commence à dire qu'il ne sera pas examiné à cette session, reste incertain. Enfin, la suppression du collège des magistrats a été abandonnée.

Au cours d'un long exposé, le ministre de la justice a défini sa conception de la répression, qui *« ne doit être guidée ni par une excessive volonté de générosité sociale, qui ne serait pas payée de retour, ni par une volonté de rigueur inutile, mais bien par un principe d'utilité sociale »*. Soucieux de raccourcir les délais de jugement, malgré un manque criant de moyens pour moderniser les tribunaux, le garde des sceaux ne désespère pas de laisser sa marque sur le fonctionnement de la justice. Il a ainsi annoncé qu'il projetait de réformer la procédure de révision des procès, qu'il voulait améliorer le fonctionnement de la commission d'indemnisation des personnes détenues à tort, et cherchait à réduire le nombre de jugements par défaut.

Quant à l'Europe judiciaire, qui, après tout, était le thème du congrès, le garde des sceaux estime que le corps des magistrats y est insuffisamment préparé, ce qui devrait, avec une formation mieux adaptée, pouvoir s'arranger. Si les magistrats de l'USM n'ont pas manifesté d'enthousiasme après ce discours, ils n'ont pas fait montre d'hostilité, ce qui en ces périodes de turbulences pouvait être considéré comme l'expression d'une certaine sympathie.

AGATHE LOGEART.

(1) L'USM a élu un nouveau conseil syndical, qui doit fixer la composition de son bureau le 22 octobre prochain. Ne souhaitant pas renouveler son mandat, le président, M. Jean-Jacques Gomez (tribunal de grande instance de Paris) sera remplacé par M. Michel Joubrel, l'actuel secrétaire général (magistrat à la chancellerie) ; M. Jean-Luc Sauron (juge d'instruction à Pontoise) doit être élu secrétaire général.

Au tribunal de Paris

Un hold-up pour mourir...

Perdre son emploi la veille de Noël et apprendre, le Jour de l'an, que sa fiancée a décidé de rompre suffiraient à entamer le moral de l'homme le plus désabusé. C'était donc bien plus que ne pouvait en supporter Patrick Rozé, vingt-six ans, que les *experts présentent comme un* être fragile et vulnérable souffrant d'un *« malaise existentiel »*.

Le 5 janvier 1988, Patrick, caviste à Reims, tente sa dernière chance. Muni d'un bouquet de fleurs, il essaie de convaincre Valérie de renouer avec lui. Sans succès. Alors il veut mourir, mais d'une manière étrange.

Le jour même, il achète un pistolet à amorce chez un marchand de jouets et un briquet simulant une grenade. Puis il prend un billet pour Paris, un aller simple. Arrivé dans la capitale, il se rend sur les Champs-Elysées et pénètre dans une agence du Crédit lyonnais, l'arme au poing.

Kamikaze de la détresse

A l'employée interloquée, il demande *« trois paquets d'argent »* sans préciser de somme et la prie d'inscrire *« Pour les restos du cœur »* sur le premier, *« Pour la Croix-Rouge »* sur le second et *« Pour l'Association Perce-Neige »* de Lino Ventura sur le troisième. Devant la stupéfaction du directeur qui s'étonne de tant d'abnégation, il prend un quatrième paquet et dicte deux lettres : l'une est destinée à sa mère, l'autre est adressée à Valérie.

Il demande de l'excuser avant de lui confier : *« J'espère que l'on va me tirer dessus, mais le policier n'aura fait que son devoir. »*

Le piège qu'il pensait s'être ainsi à lui-même tendu n'a pas fonctionné. Les policiers ont dialogué. Le substitut de la section criminelle du parquet, à l'époque M. Laurent Davenas, a obtenu sa reddition. C'est pourquoi Patrick Rozé comparaissait donc lundi 10 octobre devant la dixième chambre correctionnelle de Paris pour répondre du délit de *« tentative de vol avec violences et séquestration arbitraire »*, après avoir frôlé un renvoi devant la cour d'assises.

« Vous pouvez remercier les policiers de leur sang-froid », lui a lancé le président, M. Jean-François Périé. Ce n'était pas l'avis de l'employée de banque : *« J'ai eu beaucoup plus peur des policiers qui se prenaient pour des cow-boys. J'avais peur qu'ils ne tirent »*, a déclaré M[me] Lefèvre. Le propos a manifestememt déplu au magistrat : *« Ne faites pas d'appréciations personnelles ! C'était pour votre sécurité ! »*

Libre après avoir subi trois *mois de détention provisoire*, Patrick, malgré ses vingt-six ans, a gardé une allure d'adolescent. A l'audience, il n'a murmuré que quelques vagues explications avant de fondre en larmes pendant la plaidoirie de M[e] Caroline Guillemin qui évoquait son désespoir. De son côté, M[e] Bernard Prévost suggéra que la justice envisage une dispense de peine ou tout au moins une sanction originale pour ce *« kamikaze de la détresse »*. En vain.

Le tribunal s'est borné à diminuer légèrement les réquisitions du ministère public en infligeant à Patrick Rozé une peine, non amnistiable, de dix-huit mois de prison, dont quinze avec sursis et 2 000 F de dommages et intérêts au Crédit lyonnais, condamnation qui sera inscrite à son casier judiciaire.

MAURICE PEYROT.

FAITS DIVERS

Iparretarrak revendique trois attentats au Pays basque français

Dans une communication téléphonique au bureau de l'AFP à Bayonne, *un correspondant* anonyme a revendiqué, lundi 10 octobre à 17 h 30, au nom d'Iparretarrak (organisation clandestine autonomiste basque) les attentats commis dans la nuit de dimanche à lundi (*le Monde* du 11 octobre). *« L'organisation révolutionnaire Iparretarrak revendique les attentats de la nuit dernière »*, a déclaré en basque une voix masculine ajoutant : *« Les prisonniers dehors. Le pays doit vivre. »*

Deux bombes de fabrication artisanale avaient explosé, la nuit précédente, devant les bureaux de l'agence nationale pour l'emploi à Bayonne et la poste d'Hasparren. Un troisième engin avait été caché *dans une poubelle devant la* perception de Saint-Jean-de-Luz, et avait explosé pendant le ramassage des ordures.

D'autre part, dans un communiqué publié lundi, M[e] Denis Langlois, *avocat à Paris, indique qu'une délé*gation d'élus basques, de prêtres, de parents de détenus et d'avocats avait été « éconduite », samedi matin 8 octobre, alors qu'elle demandait à être reçue au ministère de la justice à Paris. Selon l'avocat, *« la délégation venait dans un but de dialogue et d'apaisement afin de trouver une solution à la situation dramatique des détenus basques dont certains sont en grève de la faim »*.

De leur côté, les services de la chancellerie ont précisé qu'un rendez-vous avait été fixé au 25 octobre entre la délégation et M. Philippe Chemithe, conseiller technique aux affaires pénitentiaires. *Quatre des treize Bsques en* grève de la faim depuis le 10 septembre ont recommencé à s'alimenter, précisait-on de même source.

Arrêtés aux Antilles néerlandaises

Deux Français soupçonnés de trafic de drogue sont extradés

Deux ressortissants français et un yougoslave qui étaient détenus depuis le mois de mai dans l'île de Curaçao aux Antilles néerlandaises viennent de faire l'objet, à la demande de la France, d'une mesure d'extradition et sont arrivés à Paris *via* Pointe-à-Pitre. Il s'agit, pour les Français, de William Perrin, cinquante-huit ans, et Maxime Toscanio, trente ans. Ils avaient été arrêtés en compagnie de Franck *Groznic, trente et un ans*, dans la partie hollandaise de l'île franco-hollandaise de Saint-Martin, située au nord de la Guadeloupe. Trois autres personnes appréhendées en même temps avaient rapidement fait l'objet de mesures d'expulsion.

Différents éléments avaient été retenus contre William Perrin, Maxime Toscanio et Franck Groznic. Ils se trouvaient d'abord en possession d'une importante somme d'argent en dollars américains. De faux passeports français ainsi que des passeports vierges avaient été saisis sur eux. Ces éléments, communiqués aux autorités françaises, permirent à celles-ci de considérer que les trois hommes étaient impliqués dans un trafic de drogue important entre les Etats-Unis, les Caraïbes et l'Europe, ce qui justifiait leur extradition.

Les trois hommes ont quitté Cura*çao dans la journée de samedi* 8 octobre. Après une escale à Saint-Martin, ils sont parvenus à l'aéroport international de Raizet en Guadeloupe et sont arrivés sous escorte à Paris dans la journée de dimanche 9 octobre.

EN BREF

● **Une lycéenne violée à Roubaix.** – Une jeune fille de dix-sept ans, interne au lycée Maxence-Van-Der-Meersch de Roubaix, a été violée, le vendredi 7 octobre. La lycéenne a été agressée dans l'enceinte même de l'établissement scolaire, peu après l'heure du dîner, vers 20 h 30, par un homme dont le visage était masqué par un bas. Sous la menace d'un couteau, l'homme a *entraîné* le *jeune* fille dans un terrain vague situé derrière le lycée. Violée, la lycéenne a été violemment frappée au visage et souffre d'une estafilade au sein droit. Les responsables de la sûreté urbaine de Roubaix tentent d'établir un lien éventuel entre cette agression et *plusieurs* autres commises dans des établissements analogues dans la banlieue de Roubaix ainsi qu'à Loos.

● **Une automobiliste inculpée et écrouée pour conduite en état d'ivresse peu après la mort d'un policier.** – M[me] Julia Pesce, trente-cinq ans, qui, au volant de sa voiture, avait renversé, dans la nuit du 8 au 9 octobre, un policier de la brigade de Sanary (Var), le sous-brigadier Alain Jolivet, quarante-cinq ans, père de deux enfants, qui fut mortellement blessé, a été inculpée, le lundi 10 octobre, d'homicide involontaire et écrouée à Toulon. Julia Pesce accusait, au moment de l'accident, un taux d'alcoolémie de 1,93 grammes.

A Saint-Tropez

Le directeur de la police municipale impliqué dans une affaire d'escroquerie

TOULON
de notre correspondant

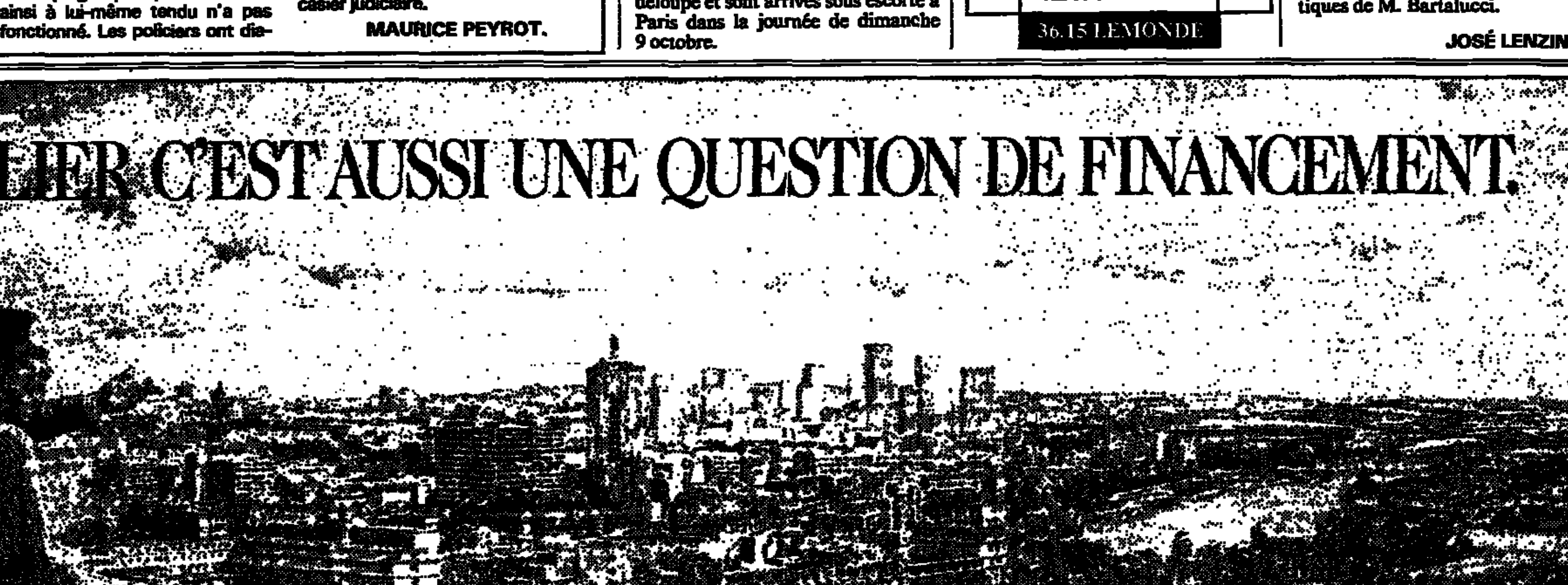
Dans le cadre d'une information ouverte pour escroquerie, des inspecteurs de la police judiciaire ont longuement interrogé, à *la fin de la* semaine dernière, M. René Bartalucci, chef de la police municipale de Saint-Tropez (Var) jusqu'en juillet dernier et qui a été inculpé au tribunal de Toulon et laissé en liberté sous contrôle judiciaire. Les enquêteurs de la brigade financière, qui opéraient sur commission rogatoire, ont entendu aussi M. Gérard Aïm, directeur de Radio-Saint-Tropez, un proche de la municipalité, qui a également été placé sous contrôle judiciaire. Une femme, dont *l'identité* n'a pas encore été révélée, était mardi 11 octobre, en garde à vue.

Ancien inspecteur de police et responsable du service local des renseignements généraux, en poste à Draguignan (Var), René Bartalucci avait quitté ses fonctions à la fin de l'année 1983 pour devenir directeur du cabinet de M. Jean-Michel Couve, maire de Saint-Tropez. Il jouissait d'une grande estime à ce poste, dont il devait cependant démissionner en juillet dernier, comme pour la façon dont il dirigeait la police municipale. Il avait fondé une association des hauts responsables des polices municipales, *dont il était le président national*. Le siège social en avait été pourtant installé de façon curieuse dans les locaux de Radio- Saint-Tropez. René Bartalucci aurait ainsi perçu des cotisations de membres bienfaiteurs de la part de nombreux commerçants tropéziens, soucieux d'assurer de bons rapports avec les policiers municipaux de la ville. En échange, M. Bartalucci leur offrait des cartes de l'association barrées de tricolore.

Quant à M. Aïm, il avait été mandaté par M. Bartalucci pour constituer un réseau de démarcheurs en vue de collecter des annonces publicitaires à paraître ultérieurement dans les revues professionnelles. Aucun encart publicitaire n'avait jamais été publié, et certains commanditaires floués avaient déposé des plaintes entraînant une enquête judiciaire. Lors de leurs investiga*tions, les enquêteurs de la brigade* financière n'ont retrouvé aucune trace des dons ou des commandes publicitaires, ce qui a conduit à une inculpation de M. Bartalucci pour escroquerie et M. Aïm complicité *d'escroquerie*.

L'affaire agite fort Saint-Tropez, compte tenu des solides amitiés politiques de M. Bartalucci.

JOSÉ LENZINI.



Société

La fin du voyage du pape dans l'est de la France

A Metz et Nancy, le pape appelle à la solidarité avec les immigrés et les chômeurs

Pour la quatrième et dernière journée de sa visite en Alsace et en Lorraine, le mardi 11 octobre, le pape devait prononcer un important discours devant les députés du Parlement européen à Strasbourg. Puis le pape devait se rendre en pèlerinage au mont Sainte-Odile pour rencontrer des prêtres et des religieuses. La dernière étape, l'après-midi, devait avoir lieu à Mulhouse. A l'aréoport mardi soir, c'est M. Michel Rocard, premier ministre, qui devait prendre congé du pape. Jean-Paul II a passé la journée du lundi 10 octobre en Lorraine, à Metz et à Nancy.

NANCY
de notre envoyé spécial

Sur sa chaise de bois, à l'intérieur de la cathédrale baroque, son prénom seul était inscrit : Louis. Détenu à la maison centrale de Toul, il purge une peine pour meurtre de vingt ans. Converti en prison, il était ce lundi 10 octobre au milieu des 273 laïcs, membres normalement élus du synode du diocèse de Nancy qui recevait le pape.

Plus qu'à cette participation quasi-anonyme, Louis avait rêvé à une véritable rencontre de quelques « paroissiens », comme lui de la prison de Toul, avec Jean-Paul II. Ce n'est qu'au dernier moment que les services de sécurité du voyage du pape et l'administration pénitentiaire ont reculé. Informé de l'échec de ce projet, Jean-Paul II a adressé un message à tous ses *« frères et sœurs »* détenus : *« Ma mission est de dire et redire aux hommes à la suite du Christ, que la vie a un sens parce que nous sommes tous aimés de Dieu. »*

Les minorités ont été à l'honneur au cours des rassemblements autour du pape à Metz et à Nancy, de nouveau traversés par quelques moments d'émotion. Devant les quarante mille personnes réunies sur la place Carnot à Nancy, où une quarantaine de nationalités étaient représentées, le pape a improvisé dans sa langue natale un long appel à la solidarité envers les travailleurs immigrés. Il avait déclaré peu avant en français : *« La foi inspire la façon d'accueillir les étrangers, de respecter les travailleurs immigrés de leur ménager une place équitable dans la vie sociale et professionnelle. »*

Dans le même discours à Nancy, comme il l'avait fait le matin à la cathédrale de Metz, Jean-Paul II a aussi fortement souligné les drames sociaux et humains provoqués par la crise de la sidérurgie et l'ampleur des reconversions industrielles dans une région lorraine qui a perdu, en dix ans, trente-cinq mille emplois. *« Si la loi ne dicte pas de réponses toutes faites,* a déclaré le pape (...) *elle suggère de réévaluer le travail humain conformément à la dignité de la personne. Elle invite à soutenir tous ceux qui, aujourd'hui, sont les plus touchés, les déshérités de toute sorte, les nouveaux pauvres dans les divers milieux sociaux. »*

Coup de pouce aux synodes diocésains

Mais l'événement marquant de cette journée du pape en Lorraine aura été le coup de pouce donné à l'une des formes les plus originales de collaboration nouvelle entre l'évêque, le clergé et les laïcs, à savoir le synode diocésain, une institution qui remonte aux premiers âges de l'Eglise et que le concile Vatican II a remise en valeur.

Un synode est une assemblée de prêtres, de religieux, de laïcs élus par les paroisses, les mouvements, les services d'Eglise. Il a comme mission de dégager des orientations pour l'avenir du diocèse, à charge pour l'évêque de les approuver ou de les rejeter. Une vingtaine de synodes en France ont déjà eu lieu (Limoges, Le Mans, Angoulême, Perpignan...) ou, comme à Nancy, sont en cours. Les évêques de ces diocèses étaient presque tous présents à la cathédrale de Nancy autour du pape.

« Le synode est avant tout une grande réunion de croyants responsables, a dit, Jean-Paul II. *Ce n'est pas un forum acceptant toutes sortes d'opinions ou de discussions. »* De même, a-t-il ajouté, *« une Eglise particulière ne peut jamais être une communauté fermée sur elle-même »*. Ces conseils de prudence mis à part, le pape a encouragé les diocèses de France à poursuivre dans cette voie de la concertation qui illustre particulièrement *« la complémentarité des rôles et des ministères dans l'Eglise, notamment celui des clercs et celui des laïcs, hommes et femmes »*.

Ironie de la situation les laïcs du synode de Nancy n'ont eu droit qu'à deux petites minutes pour s'exprimer devant le pape. Et encore le texte de leur interventiion avait-il été au préalable soumis à la lecture du Vatican.

H. T.

Le passage lorrain

NANCY
de notre envoyé spécial

Le peuple de Dieu, lundi 10 septembre, avait un foulard à la main, un pliant à l'autre et convergeait sagement vers la place Carnot. Le peuple de Dieu, venu des banlieues de Nancy et de toute la Lorraine, faisait un peu comme si c'était dimanche, ne boudant pas sa fête et l'invitation de *« Jean-Paul »*.

A quoi tiennent les impressions ? Les Strasbourgeois, samedi et dimanche, étaient apperus majoritairement indifférents et blasés envers le pape. Les Lorrains, eux, semblaient heureux et confiants, ragaillardis par une visite brève comme un après-midi d'automne. Mais le soleil était là, assez vif pour chauffer les ors des grilles de la place Stanislas, deux fois empruntée par la « papamobile » à un train de sénateur, assez encourageant pour arrêter les curieux sur son parcours.

Il faut imaginer une grosse place de ville de province, une place bien rectangulaire. Voilà la place Carnot. Il est 14 heures lorsque les premiers groupes de fidèles y arrivent tout gonflés d'attente. Les policiers ont vite fait de les diriger vers les enclos dressés à leur intention, à grands renforts de barrières métalliques. Ce sont de vieilles dames serrées dans des imperméables étroits, les cheveux couverts par des fichus tristes, des groupes de mômes sous l'uniforme scout ; plus tard, viendront les collégiens, les amoureux, ceux qui s'interrogent sur la *« cohabitation juvénile »* et ceux pour qui c'est tout réfléchi, les hommes de quarante ans, dont on dit pourtant qu'ils ont déserté les églises...

Sécurité oblige, tout le monde est « badgé ». Les paroisses, depuis plus d'un mois, ont distribué quelque quarante mille invitations. Lentement, les sas de protection sont franchis ; et, sous la conduite d'un maître des cérémonies, la foule, livret en main, s'exerce à un sans-faute en chantant par avance : *« Oui, Seigneur, nous croyons. Fais grandir en nous la foi. »*

Il y a là des Polonais en plusieurs strates d'immigration, des pauvres et des riches, des jeunes et des handicapés, groupés au pied d'un podium au toit de lin blanc. Ils attendent. Pour le voir, le toucher des yeux, donner surcroît de vie à un visage si souvent contemplé. *« C'est quelqu'un de très chaleureux, de très souriant,* assure une lycéenne. *Nous avons eu l'impression qu'il se passait quelque chose. » « Je l'ai vu à moins de 10 mètres,* dit l'un, catholique pratiquant ; *il a l'air sympathique, même si cela ne veut pas dire grand-chose. On sait que, derrière sa bonhomie, il y a de la fermeté. »*

La foule en foulards

Le voir ou l'écouter, bien sûr, pour des centaines de jeunes *« sensibilisés par leurs aumôneries »*. Mais, lundi, c'était aussi la récréation. Monsieur le maire, André Rossinot, radical et libre penseur, avait fait les choses en grand : quartier libre pour les écoles et petits fanions aux couleurs du Vatican sur tous les autobus. Qui prétendra que les autorités municipales, mais aussi le département, la préfecture et jusqu'à l'armée, les forces vives de la laïcité en somme, n'ont pas tout fait pour que cette *« célébration de la parole »*, soit un succès franc et massif ?

Une région entière s'était mobilisée pour le pape et le bon maire de Nancy pouvait bien rappeler qu'il l'avait invité dès 1983. Jean-Paul II, dont tous les observateurs soulignent qu'il a perdu de son allant depuis une année, semblait alors avoir retrouvé un tonus à éclipses. C'est de sa voix grave de Slave qu'il a interpellé un peuple dévot et curieux en citant l'Evangile : *« Pourquoi avoir peur, hommes de peu de foi ? »*

Aux fidèles agitant pieusement leurs foulards jaunse, verts, rouges, au-dessus de leurs têtes en chantant *« Alleluia »*, il a parlé chômage et sous-emploi. Aux victimes d'une sidérurgie naufragée, il a fait remarquer qu'il fallait néanmoins respecter et accueillir les travailleurs immigrés. A tous il a aussi rappelé que *« la foi ne se résout pas en laisser-aller des mœurs »*.

Les simples curieux, cantonnés tout au loin et devinant à peine la silhouette du pape, commencèrent alors à rentrer chez eux. Mais tous les autres — ces religieuses et ces Lorrains, ces chevaliers de l'ordre du Saint-Sépulcre en cape blanche de plus bel effet — restèrent groupés autour de Jean-Paul II l'apôtre.

LAURENT GREILSAMER.

Le discours au Parlement européen

« Nul n'imagine qu'une Europe unie puisse s'enfermer dans son égoïsme »

Dans son discours au Parlement européen, Jean-Paul II a déclaré notamment :

« Notre rencontre se situe à un moment privilégié de l'histoire de ce continent, alors qu'un long chemin, non exempt de difficultés, a déjà été parcouru et que s'annoncent de nouvelles étapes décisives qui vont hâter, avec l'entrée en vigueur de l'Acte unique européen, le processus d'intégration patiemment mené au cours des dernières décennies.

» L'Europe d'aujourd'hui peut certainement accueillir comme un signe des temps l'état de paix et de coopération définitivement installé entre les Etats membres, qui pendant des siècles avaient épuisé leurs forces à se faire la guerre et à rechercher l'hégémonie les uns sur les autres.

» Signe des temps encore, la sensibilité accrue aux droits de l'homme et à la valeur de la démocratie, dont votre Assemblée est l'expression et veut aussi être le garant. Cette adhésion est d'ailleurs toujours à confirmer pour que prévale en toutes circonstances le respect du droit et de la dignité de la personne humaine.

» Signe des temps aussi, croyons-nous, le fait que cette partie de l'Europe, qui a jusqu'ici tant investi dans le domaine de sa coopération économique, soit de plus en plus intensément à la recherche de son âme, et d'un souffle capable d'assurer sa cohésion spirituelle. Sur ce point, me semble-t-il, l'Europe que vous représentez se trouve au seuil d'une nouvelle étape de sa croissance, tant pour elle-même que dans sa relation avec le reste du monde.

» L'Acte unique, qui entrera en vigueur à la fin de 1992, va hâter le processus de l'intégration européenne. Une structure politique commune, émanation de la libre volonté des citoyens européens, loin de mettre en péril l'identité des peuples de la Communauté, sera plus à même de garantir plus équitablement les droits, notamment culturels, de toutes ses régions (...)

» D'autres nations pourront certainement rejoindre celles qui aujourd'hui sont ici représentées. Mon vœu de pasteur suprême de l'Eglise universelle, venu de l'Europe de l'Est et qui connaît les aspirations des peuples slaves, cet autre « poumon » de notre même patrie européenne, mon vœu est que l'Europe, se donnant souverainemnt des institutions libres, puisse un jour se déployer aux dimensions que lui ont données la géographie et plus encore l'histoire. Comment ne le souhaiterais-je pas, puisque la culture inspirée par la foi chrétienne a profondément marqué l'histoire de tous les peuples de notre unique Europe, grecs et latins, germaniques et slaves. Malgré toutes les vicissitudes et par-delà les systèmes sociaux et les idéologies ?

» Les nations européennes se sont toutes distinguées dans leur histoire par leur ouverture sur le monde et les échanges vitaux qu'elles ont établis avec les peuples d'autres continents. Nul n'imagine qu'une Europe unie puisse s'enfermer dans son égoïsme. Parlant d'une seule voix, unissant ses forces, elle sera en mesure, plus encore que par le passé, de consacrer ressources et énergies nouvelles à la grande tâche du développement des pays du tiers-monde, spécialement ceux qui entretiennent déjà avec elle des liens traditionnels (...). »

« Ce qui est à César... »

« Monsieur le président, le message de l'Eglise concerne Dieu et la destinée ultime de l'homme, questions qui ont au plus haut point imprégné la culture européenne. En vérité, comment pourrions-nous concevoir l'Europe privée de cette dimension transcendante ?

» Depuis que, sur le sol européen, se sont développés, à l'époque moderne, les courants de pensée qui ont peu à peu écarté Dieu de la compréhension du monde et de l'homme, deux visions opposées alimentent une tension constante entre le point de vue des croyants et celui des tenants d'un humanisme agnostique et parfois même « athée » (...).

» Chez certains, la liberté civile et politique, jadis conquise par un renversement de l'ordre ancien fondé sur la foi religieuse, est encore conçue comme allant de pair avec la marginalisation, voire la suppression de la religion, dans laquelle on a tendance à voir un système d'aliénation. Pour certains croyants, en sens inverse, une vie conforme à la foi ne serait possible que par un retour à cet ordre ancien, d'ailleurs souvent idéalisé. Ces deux attitudes antagonistes n'apportent pas de solution compatible avec le message chrétien et le génie de l'Europe. Car, lorsque règne la liberté civile et que se trouve pleinement garantie la liberté religieuse, la foi ne peut que gagner en vigueur en relevant le défi que lui adresse l'incroyance, et l'athéisme ne peut que mesurer ses limites devant le défi que lui adresse la foi.

» Devant cette diversité des points de vue, la fonction la plus élevée de la loi est de garantir également à tous les citoyens le droit de vivre en accord avec leur conscience et de ne pas contredire les normes de l'ordre moral naturel reconnues par la raison.

» A ce point, il me paraît important de rappeler que c'est dans l'humus du christianisme que l'Europe moderne a puisé le principe — souvent perdu de vue pendant les siècles de « chrétienté » — qui gouverne le plus fondamentalement sa vie publique : je veux dire le principe, proclamé pour la première fois par le Christ, de la distinction de « ce qui est à César » et de « ce qui est à Dieu » (...).

» Toutes les familles de pensée de notre Vieux Continent devraient réfléchir à quelles sombres perspectives pourrait conduire l'exclusion de Dieu de la vie publique, de Dieu comme ultime instance de l'éthique et garantie suprême contre tous les abus du pouvoir de l'homme sur l'homme.

» Notre histoire européenne montre abondamment combien souvent la frontière entre « ce qui est à César » et « ce qui est à Dieu » a été franchie dans les deux sens. (...)

» D'autres continents connaissent aujourd'hui une symbiose plus ou moins profonde entre la foi chrétienne et la culture, qui est pleine de promesses. Mais, depuis bientôt deux millénaires, l'Europe offre un exemple très significatif de la fécondité culturelle du christianisme qui, de par sa nature, ne peut être relégué dans la sphère privée. Le christianisme, en effet, a vocation de profession publique et de présence active dans tous les domaines de la vie. Aussi mon devoir est-il de souligner avec force que si le substrat religieux et chrétien de ce continent devait en venir à être marginalisé dans son rôle d'inspirateur de l'éthique et dans son efficacité sociale, c'est non seulement tout l'héritage du passé européen qui serait nié mais c'est encore un avenir digne de l'homme européen — je dis de tout homme européen, croyant ou incroyant — qui serait gravement compromis (...) »

Le rêve européen

(Suite de la première page.)

On ne peut pas comprendre, en effet, le rêve européen de Jean-Paul II sans se souvenir de cet héritage spécifiquement polonais et de sa situation sans précédent de « pape slave parmi les Latins et latin parmi les Slaves ».

« C'est la culture qui fonde l'identité et la stabilité d'une nation », disait-il, il y a huit ans, à l'Unesco. *« C'est par sa culture aussi, menacée de dissolution ou d'éclatement, que l'Europe, au seuil du troisième millénaire, trouvera son salut »*, vient-il d'affirmer à Strasbourg.

Le christianisme a une place privilégiée dans ce défi à relever. La mémoire des sources religieuses communes aux peuples du Vieux Continent est un facteur d'unité. Jean-Paul II souligne aussi la fécondité culturelle du christianisme, dépositaire d'un héritage moral et garant d'une norme transcendante. Il alerte les Douze sur les risques qu'il y aurait à la reléguer dans la sphère de la vie privée, à *« exclure Dieu de la vie publique comme ultime instance de l'éthique »*. Certains progrès scientifiques et médicaux, par exemple, sont pour lui mortels.

Le projet européen de Jean-Paul II est-il alors celui d'une restauration chrétienne ? L'histoire du christianisme en Europe ne compte pas que des pages édifiantes. Par ailleurs, l'identification forte en Pologne entre l'Eglise, la nation et la société, n'est pas facilement exportable ailleurs, en France, par exemple, où le régime de la séparation apparaît encore comme une conquête qui date de moins d'un siècle.

Pour autant, l'Eglise n'a plus guère les moyens de revenir à ses situations de pouvoir antérieures. Son autorité morale, aujourd'hui, est le fruit de sa nouvelle liberté. Le combat que mène Jean-Paul II n'est pas politique, mais éthique et culturel. De ce point de vue, dit-il, le chef de l'Eglise n'outrepasse pas son rôle. Il est même tout à fait à sa place quand il rappelle que l'Europe qui se fait à Strasbourg, à Bruxelles, à Luxembourg, n'est pas toute l'Europe et que la jeunesse ne se mobilisera pas pour une idée qui a enflammé ses pères si on ne donne pas à l'avenir européen un contenu autre que celui des marchandages monétaires et des files de chômeurs.

HENRI TINCQ.

DÉFENSE

Quatre garnisons outre-Rhin pour la brigade franco-allemande

Le général de brigade Jean-Pierre Sengeisen a pris ses fonctions de commandant de la brigade franco-ouest-allemande qui vient officiellement d'être créée et qui stationnera dans quatre garnisons principales outre-Rhin. La constitution de cette unité avait été décidée au début de cette année par le chancelier Helmut Kohl et M. François Mitterrand.

Pour les besoins de cette formation, la France détachera deux régiments et l'Allemagne fédérale prélèvera des effectifs à partir de la 55e brigade territoriale, qui ne dépend pas du commandement militaire intégré de l'OTAN.

Les garnisons choisies sont situées dans le sud de l'Allemagne. A Böblingen, à une vingtaine de kilomètres au sud-ouest de Stuttgart, seront installés l'état-major mixte de la brigade, un bataillon d'infanterie allemand et un escadron d'éclairage français.

A Donaueschingen, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Fribourg-en-Brisgau, seront cantonnés un régiment d'infanterie et un régiment blindé français et une compagnie du génie ouest-allemande. A Stetten, à quatre-vingts kilomètres au sud de Stuttgart, seront basés un bataillon mixte de commandement et des services, une compagnie ouest-allemande de chasseurs de chars et un centre d'instruction français.

Enfin, à Horb-sur-Neckar, à soixante-dix kilomètres au sud-est de Strasbourg, sera implanté un bataillon ouest-allemand d'artillerie.

Mis en place depuis une dizaine de jours, les premiers éléments de la brigade conjointe sont sous les ordres d'un officier général français, le général de brigade Sengeisen, qui est assisté d'un colonel ouest-allemand.

En principe, la formation franco-ouest-allemande devrait être complète pour l'été 1990 afin, ensuite, d'expérimenter des formules d'entraînement, de coopération et d'interopérabilité (la possibilité de manœuvrer ensemble sur le terrain sans avoir, nécessairement, des matériels standardisés) en Centre-Europe.

Outre l'escadron d'éclairage, qui est équipé actuellement de jeeps Peugeot P4 avec des radars RASIT pour des missions de reconnaissance, la France fournira un régiment d'infanterie (monté sur des véhicules de l'avant blindés ou VAB) et un régiment blindé (sur chars AMX-10 RC à roues).

REPÈRES

Intempéries

Pluies record dans le nord de l'Isère

D'abondantes pluies d'orage sont tombées sur le nord du département de l'Isère dans la nuit du 9 au 10 octobre : 107,8 millimètres, alors que la moyenne régionale est de 87 millimètres pour tout le mois d'octobre. Les eaux boueuses ont envahi des écoles, des caves, des garages, des usines et des maisons notamment à Bourgoin-Jallieu, La Tour-du-Pin et Saint-Victor-de-Cessieu.

Dès la matinée du 10 octobre, la circulation routière est redevenue normale, en revanche, à 16 heures, une seule voie de la ligne Grenoble-Lyon entre Bourgoin-Jallieu et La Tour-du-Pin était ouverte au trafic ferroviaire. *« Il n'y a pas eu de plan de secours particulier, car ces innondations n'ont rien à voir avec ce qui s'est passé à Nîmes »*, a précisé la préfecture de l'Isère.

Environnement

Explosion dans une usine chimique du Rhône

Sept personnes ont été hospitalisées à Lyon, lundi 10 octobre, pour avoir respiré des « substances nocives » à la suite d'une explosion survenue dans l'usine chimique Roussel-Uclaf de Neuville-sur-Saône (Rhône). La surpression du réacteur responsable de l'accident, signalée par le service de sécurité peu avant 15 heures, avait provoqué un dégagement de vapeurs acides au-dessus de l'usine. Une vingtaine de personnes travaillant dans l'atelier situé à proximité du réacteur avaient alors été évacuées, en attendant la dispersion du nuage chimique par des rideaux d'eau mis en place par les pompiers de l'entreprise. Six des sept employés de l'usine incommodés par les vapeurs toxiques étaient encore hospitalisés lundi soir, mais leur état n'inspire pas d'inquiétude. L'usine Rousel-Uclaf de Neuville-sur-Saône, qui emploie neuf cent cinquante personnes, est spécialisée dans la chimie fine à destination pharmaceutique et agro-vétérinaire. — *(AFP.)*

Paris

La « nouvelle ambition » pour la Défense de Michel Rocard

Le premier ministre veut que le quartier de la Défense, près de Paris, ne soit *« pas seulement un quartier d'affaires »*. Dans une lettre de mission qu'il adresse à M. Emile Biasini, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture, M. Michel Rocard souhaite que s'engage une réflexion d'ensemble qui donne à ce secteur une *« nouvelle ambition »*. Le premier ministre fixe deux lignes directrices.

D'une part, la Défense doit pouvoir continuer d'accueillir les sociétés internationales en quête de surfaces importantes de bureaux ; d'autre part, il est indispensable, avant de lancer de nouvelles opérations à dominante de bureaux, *« de définir les grandes infrastructures de transport qui éviteront la paralysie de ce secteur »* ; indispensable aussi d'*« être capable de lancer simultanément de nouvelles opérations d'habitat, permettant d'éviter un déséquilibre entre l'habitat et l'emploi à l'ouest de Paris »*. M. Biasini devra remettre ses propositions avant la fin mars 1989.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Société

Demandant 1 milliard de francs supplémentaire

M. Gillibert lance un plan d'action en faveur des handicapés

Si les cinq millions de handicapés que compte la population française se sentaient amoindris, exclus de la vie économique et même parfois rejetés par une société où la réussite professionnelle, la santé et le culte du corps sont des valeurs dominantes, ils devraient être rassérénés. Eux-mêmes, leurs familles et leurs associations sont « à la une ».

Les manifestations médiatiques se succèdent. Mercredi 5 octobre, ils étaient vingt-cinq mille à manifester gaiement dans Paris. Le lendemain, « leur » ministre, M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat chargé des accidentés de la vie et des handicapés, répondait à leurs revendications. Il dévoilait devant la presse l'ambitieux plan d'action qu'il avait présenté la veille au conseil des ministres. Deux « premières » coups sur coup après tant d'années de silence honteux et de souffrances cachées ; voilà un retour dans la vie publique comme il n'osait en rêver.

Car c'est bien une « première » que la création, en juin dernier, de ce secrétariat d'Etat. Après que les projecteurs se furent successivement *braqués sur les chômeurs*, les *étrangers*, les emprisonnés, les nouveaux pauvres et les victimes de catastrophes en tout genre, les handicapés se sentaient injustement oubliés. Ils sont désormais reconnus, pris en charge.

C'est une autre première que d'avoir fait entrer un handicapé dans l'équipe gouvernementale. Le premier ministre semble avoir misé juste. Agé de quarante-trois ans, père de trois enfants, diplômé d'une école de marketing britannique, M. Michel Gillibert a été victime en 1979 d'un accident d'hélicoptère qui l'a privé de l'usage de ses jambes et partiellement de celui de ses bras. Mais ce tétraplégique est un battant. Il a fondé un Mouvement de défense des accidentés de la vie qui lui a fait rencontrer la plupart des hommes politiques français. Elégant, télégénique, il sait ce que plaider veut dire pour avoir assuré lui-même durant des mois une émission quotidienne sur Europe 1.

Aujourd'hui, avec ses dossiers de militant et une équipe de vingt conseillers techniques, il est installé dans un ancien hôtel particulier du XVI[e] arrondissement dont les majestueux escaliers ont été gommés pour lui par des rampes et des ascenseurs. Le voilà surtout propulsé à la tête d'un réseau de fonctionnaires de terrain, compétents, dévoués et dotés d'un budget annuel dépassant 18 milliards de francs.

Leur bible est la loi-cadre de 1975, complétée en 1987. Elle pose le droit à l'éducation, au travail et à l'autonomie sociale pour tous les Français handicapés. Mais l'application de ces textes est entre les mains de trop nombreux services publics.

La décentralisation n'a pas non *plus simplifié les choses. Les beaux* principes restent encore, pour beaucoup, à mettre en œuvre.

Une politique dynamique

Autrement dit, M. Gillibert doit réveiller les énergies, coordonner les actions, imaginer des solutions concrètes, combler bien des lacunes. Bref, substituer aux pesanteurs administratives et au coup par coup une politique d'ensemble dynamique et à long terme.

Telle est la philosophie des mesures qu'il a fait adopter par le gouvernement. Elles sont sous-tendues par une idée simple. Les handicapés et les accidentés de la *vie sont des citoyens à part entière.* Mais chaque instant de leur existence pose un problème spécifique. Leur éducation, leur formation professionnelle, leur santé, leur travail, leurs transports, leur logement et même leurs loisirs demandent des solutions adaptées. Une politique en faveur des handicapés ne peut être sectorielle. Elle est nécessairement horizontale. Aussi bien le plan d'action en dix points de M. Gillibert mobilisera-t-il, outre ses propres services, au moins treize ministères différents.

Appui massif des associations

C'est donc l'ensemble du gouvernement qui se trouve « embarqué » dans une aventure dont le secrétaire d'Etat dit qu'elle ne peut échouer car elle soulève déjà trop d'espérances. « *Je mesure mon écrasante responsabilité,* avoue-t-il. *En arrivant au ministère, je trouve chaque matin cinq cents lettres ; autant d'appels et de manifestations d'espoir qui nous condament à réussir.* »

Outre l'appui massif et souvent l'aiguillon des centaines d'associa*tions qui œuvrent déjà et depuis* longtemps pour les handicapés, M. Gillibert peut compter sur de puissants moyens financiers. Si l'on additionne son propre budget et la part de celui du ministère du travail qui est consacrée aux handicapés, le « *nerf de la guerre* » dont il disposera devrait représenter en 1989 – s'il est voté par le Parlement – 21 milliards de francs, en augmentation de 5 % sur celui de cette année. Dix mesures d'urgence, 1 milliard supplémentaire, des idées pour le *long terme et un formidable potentiel* d'énergies réveillées, M. Gillibert n'a pas manqué son démarrage.

MARC AMBROISE-RENDU.

Les dix mesures

Voici les dix mesures du « plan Gillibert » :

- Mise en route par l'INSERM de recherches sur les « misères quotidiennes » des handicapés (escarres, infections, contractures, etc.), sur l'adaptation des thérapeutiques classiques aux maladies chroniques invalidantes, sur les aides techniques et les appareillages spéciaux ;
- *Formation du personnel* des maternités pour détecter et juguler précocement les conséquences des malformations congénitales ;
- Développement des services de soins et d'éducation *spécialisés à domicile pour les* enfants handicapés : modernisation des thérapeutiques et de la pédagogie des établissements médicaux éducatifs (cent treize mille enfants concernés) ;
- Aménagement des postes *de travail pour handicapés dans* les services publics ; augmentation de mille cent à mille sept cents du nombre des places créés annuellement dans les centres d'aide par le travail (CAT) ;
- Possibilité pour les appelés de faire leur service militaire dans un organisme ou une association *d'aide aux handicapés ;*
- Publication d'un guide-barème permettant de mieux évaluer les handicaps des adultes ; *réforme* des commissions d'orientation et de reclassement professionnel (COTO*REP) ;*
- Aide financière immédiate aux victimes d'accidents corporels graves et accélération du versement des indemnités ;
- Contrôle systématique des permis de construire de manière à faire appliquer la législation prévoyant que toute construction de plus de quatre étages doit être accessible aux handicapés ;
- Lancement dans toute les écoles d'une campagne de prévention des accidents ;
- Organisation prochaine d'une exposition internationale d'œuvres de handicapés.

Les négociations pour un règlement du conflit des infirmières sortent de l'impasse

Cette semaine pourrait être décisive pour le règlement du conflit des infirmières. Avenue de Ségur, à Paris, les discussions progressent à bonne allure pour trouver une solution de compromis qui satisfasse au mieux les revendications des infirmières et s'orientent vers une refonte de la grille indiciaire dont l'application s'étalerait sur plusieurs années, accompagnée d'une reévalorisation immédiate de la prime « Veil ».

Dans les hôpitaux, les infirmières, mais aussi d'autres catégories du personnel, s'installent dans la grève. Le lundi 10 octobre, on comptait 90 % d'infirmières en grève à l'assistance publique à Paris. En fait, la province ne devait entrer que progressivement, à partir de lundi, dans le mouvement, et le jeudi 13 octobre devrait être le temps fort de la semaine, puisque la coordination et tous les syndicats ont appelé à la grève pour ce jour-là. Cependant les manifestations se feront en ordre dispersé : 11 heures, place de la Bastille pour la coordination et la CGT, à 14 heures, porte de Versailles, pour la CFDT, la CFTC, FO et la CGC.

Les négociations, qui piétinaient vendredi 7 octobre, ont repris lundi sous la forme de groupes de travail entre de hauts fonctionnaires du ministère et des délégations syndicales réduites. Ce mode de fonctionnement, qui permet d'étudier sans engagement de part et d'autre plusieurs solutions, a significativement débloqué la situation. Trois groupes ont été formés : le premier, réuni le lundi, a abordé la question des grilles des salaires ; le second devait se retrouver ce mardi 11 pour étudier les conditions de travail. Le der*nier s'occuper mercredi de la forma*tion initiale et continue.

A côté des premières propositions du gouvernement visant à une augmentation de la prime, une bonification d'un an et demi d'ancienneté et un déplafonnement de la grille des infirmières (*le Monde* du 8 octobre), s'est donc dessiné lundi, une autre solution qui a l'avantage de recueillir, les faveurs de la plupart des syndicats. Elle consiste en une refonte de la grille des salaires des infirmières : hausse globale sur l'échelle indiciaire et tassement de la grille sur une carrière réduite à dix-sept ans.

L'intention est cette fois de faire progresser rapidement sur l'échelle des salaires les infirmières dont la durée de vie professionnelle est actuellement en moyenne de huit ans. Pour les plus anciennes on envisagerait un « chevronnement », c'est-à-dire un glissement sur la grille des surveillantes et surveil*lantes-chefs, mais cela* dans une proportion bien déterminée.

Parallèlement, la prime « Veil », qui est actuellement de 100 F pour l'échelon 1 (première année d'embauche) et de 250 F pour les autres échelons, serait fixée à 350 F *pour tout le monde. Dans cette* hypothèse, le chiffre avancé serait une hausse immédiate de salaire d'environ 550 F brut, mais pour le premier échelon seulement. La mise en place de cette nouvelle grille se ferait sur plusieurs années, de façon à ne pas grever trop sévèrement le budget de l'Etat : préoccupation du gouvernement et du chef de l'Etat lui-même, qui a de nouveau, lundi 10 octobre, évoqué les conflits sociaux actuels en soulignant qu'il fallait donner « *quelques années au gouvernement* » pour apporter des solutions sinon les « *équilibres de la France* » risqueraient d'être détruits.

Lundi soir, la plupart des syndicats parlaient d'avancées intéressantes méritant d'être approfondies ; certains soulignaient cependant le *flou* concernant les infirmières spécialisées ainsi que les surveillantes et les surveillantes-chefs. La situation des aides-soignantes a, en revanche, été étudiée. Les syndicats proposaient une intégration de plusieurs primes au salaire de base, ce qui permettrait aux aides-soignantes d'obtenir une retraite plus importante. Inquiet des conséquences d'une telle mesure que les quatre millions de fonctionnaires, le ministère a écarté cette idée pour privilégier une solution qui permettrait aux aides-soignantes en fin de carrière de dépasser leur grille pour entrer dans le groupe 4 et même le groupe 5 suivant un quota à fixer.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Culture

ARTS

Octobre à Lyon

Depuis cinq ans, Lyon propose un octobre des arts plastiques que chapeaute le Musée Saint-Pierre art contemporain, et auquel participent chaque année toujours plus d'institutions et de galeries. Coïncidence : c'est aussi cet automne que la Fondation nationale de la photographie fête son dixième anniversaire.

Une exposition-phare : « L'expérience du monochrome »

La couleur mise à nu

Du musée Saint-Pierre à l'Espace lyonnais d'art contemporain en passant par la basilique de Fourvière, une grande exposition éclatée fait parler la peinture monochrome. Stimulant.

Si l'on croit qu'une peinture sans image apparente, faite de l'étendue d'une seule couleur, ne peut qu'engendrer l'ennui et donc que deux cents peintures répondant à cette définition (provisoire ?) ne sauraient que multiplier cet ennui par deux cents, alors il faut aller à Lyon voir l'exposition qui, sous le titre « La couleur seule, l'expérience du monochrome », montre tout le contraire. On doit cette exposition-phare d'Octobre des arts – à qui elle donne cette année une incontestable dimension internationale – à Maurice Besset (1), qui avait envie de la faire depuis longtemps mais n'avait pas trouvé preneur. Il lui a donné une tournure d'inventaire, de Malevitch, dont le *Carré blanc sur fond blanc* est venu du Moma, jusqu'aux jeunes représentants de la « Radical Painting » américaine.

On s'y perd un peu. L'exposition est éclatée en cinq lieux et huit espaces, sans que chacun d'eux traite d'un aspect particulier de la peinture monochrome, sans qu'une chronologie des œuvres soit respectée vraiment, bien que l'on progresse dans le temps au moins dans les trois salles du Musée Saint-Pierre qui, avec son voisin le Musée des beaux-arts, recèle de grandes richesses monochromatiques.

L'exposition est formidable parce qu'elle rassemble beaucoup d'œuvres exceptionnelles, dont des ensembles forts (Klein, Ryman, Kelly, Richter) ; passionnante parce que l'aventure du monochrome est passionnante, qui pousse la peinture dans ses derniers retranchements pour la rendre manifeste ou la mettre en réserve en temps de crise de la création, comme un bien aussi précieux que le feu pour l'homme de la Préhistoire. Quelque chose pourtant ne va pas. Soit que la définition du champ de l'expérience du monochrome est trop large, qui accepte des peintures tendant vers la monochromie (Rothko) et dans ce cas fait trop d'impasses. Soit qu'elle est trop étroite : elle rejette ce qui est trop conceptuel et pas assez pictural, comme d'ailleurs le monochrome figuratif (sauf Warhol). Sont aussi lancées quelques pointes du côté de la sculpture monochrome (Arp, Kapoor) sans que soient montrés les minimalistes.

Enfin, on pourrait sûrement discuter de cette proposition de situer la peinture monochrome dans une sorte de descendance de Monet, *via* le *all over* de Pollock. Ce qui vaut peut-être pour les Américains : Kelly en 1952 peint un vert, en revenant du jardin de Giverny, mais ne vaut pas forcément pour Fontana, Klein ou Manzoni.

Un rêve d'unité

Cela dit, il se peut que l'ensemble de ces « défauts » soit justement ce qui fait qu'on ne décroche pas tout au long du parcours. Une exposition sur le monochrome dur et pur était peut-être impossible. Comme au peintre il est impossible de s'y tenir vraiment, à très peu d'exceptions près, autrement qu'en passager tenté par cette peinture limite quand besoin il y a de se repenser, de faire table rase, de reprendre contact avec la réalité matérielle de la peinture, avec ses ingrédients, les pigments, le support, le format, les dimensions, de s'interroger sur l'acte de peindre la couleur – interrogation qu'il nous fait partager, d'ailleurs – ou quand devient irrépressible le désir de réaliser avec le tableau un rêve d'unité, de couleur dans l'espace, d'échappée du tableau, d'immatériel. Le monochrome ou la peinture de bas en haut, du concret à la transcendance, de la sensation colorée à la métaphysique, d'un maximum d'énergie colorée à l'atone.

Le monochrome passe par toutes les couleurs du spectre, en tout cas dans un premier temps, celui des conquêtes, de la recherche de nouveauté. C'est d'abord l'affaire des Russes de la révolution de 1917. Et l'on ne peut que regretter que, en pendant au carré de Malevitch, les trois Rodtchenko nommant séparemment le bleu, le rouge et le jaune n'aient pu venir comme souhaité. Car déjà là on mesurerait les formidables divergences qui peuvent amener les artistes à faire de la peinture monochrome. Puis, passé quelque intuitif comme Miro, qui peint en 1924 un *Petit Bleu* à la mesure des ses grands rêves, il faut attendre les années 50 pour que le monochrome devienne pratique plus courante : en réaction bien sûr au trop-plein de gestualité de la peinture antérieure.

Et c'est Rauschenberg qui, en 1952, l'année du vert de Kelly, fait des *Black Paintings* et des *White Paintings*, mais lui ne s'installera pas dans le monochrome alors que Kelly en jouera brillamment, combinant ses couleurs énergétiques à des formats qui cassent l'idée de tableau et renvoient la couleur dans l'espace comme de grands découpages. Matissiens ? Dans la chapelle du Musée des beaux-arts, les Ryman leur tournent le dos, se confondant presque à la blancheur des murs. Comble de délicatesse et de silence. Présence de l'absence et, quoi qu'ait pu en dire le peintre, ses blancs relèvent d'une mystique. Telles sont la force et la faiblesse du monochrome : se charger ou se vider, indépendamment des intentions de l'auteur.

Le vrai vide, on le trouve beaucoup autour des années 60, quand le monochrome se répand à travers l'Europe ; dont on n'a trop que faire parfois, sauf pour rappeler le phénomène du degré 0 de tous les langages. Et faire apprécier d'autant mieux l'œuvre tendue de Richter, qui, partant du gris comme seule couleur ne « représentant rien », ne laisse aucune chance au monochrome d'être perçu autrement que comme une présence concrète et matérielle de la peinture (et non plus de la couleur) avec pour faire image le désespoir et la vanité de la peinture.

Le chef-d'œuvre inconnu

Entre l'ELAC et la crypte de la basilique de Fourvière sont réparties les nouvelles générations. A Fourvière, ce serait plutôt le monochrome kitsch, avec couleur lourde et enflure des représentants de la radical painting américaine (Thursz, Hafif, Marioni, Sims) mais on y trouve aussi une pointe de rouge de Bertrand, comme un sacré-cœur dans sa châsse de plomb, et une proposition intellectuellement amusante de Remi Zaugg, avec recouvrement de surfaces marron boueux, douteux, laissant apparaître dans un coin le titre de chacun des tableaux : *Peinture d'après le portrait d'un peintre d'après el Greco de Picasso*. Par la dérision, il nous donne une certaine idée du chef-d'œuvre inconnu.

A l'ELAC, les propositions sont plus diversifiées. Le monochrome est surtout donné comme aire de jeu de déconstruction de la surface plane, et de regroupements de fragments. Le monochrome s'émiette : avec Cragg et Mac Collumn. C'est un tas de charbon avec Venet (dont c'est une pièce ancienne). Un pénétrable de Soto (autre pièce ancienne). Georges Brecht nomme le vert dans un tableau rouge et le rouge dans un tableau vert. Kabakov peint un bleu en réservant les coins pour écrire dans l'un que c'est un ciel, dans l'autre que c'est une mer, dans le troisième que c'est un lac. Le monochrome est démystifié.

GENEVIÈVE BREERETTE.

(1) Directeur de l'Institut d'histoire de l'Art de Genève.

★ « La Couleur seule, l'expérience du monochrome », Musée Saint-Pierre art contemporain, 16, rue E.-Herriot, salles 1, 2, 3 (jusqu'au 5 décembre).

★ Palais des beaux-arts, place des Terreaux, salles 4, 5 (jusqu'au 5 décembre).

★ Crypte de la basilique de Fourvière, salle 6 (jusqu'au 25 novembre).

★ Maison de Lyon (environnement de Gerhardt Merz), salle 7 (jusqu'au 5 décembre).

★ ELAC, centre d'échanges de Perrache, salle 8 (jusqu'au 25 novembre).

Trois photographes

Etats du corps

D'un maître américain peu connu à deux jeunes créateurs lyonnais, la mise en présence complémentaire de trois visages du corps.

Malgré la fermeture, voici un an, de leur galerie Le Réverbère, Catherine Derioz et Jacques Damez continuent de défendre quasiment sans moyens des jeunes créateurs français et étrangers. Ils présentent dans des lieux adaptés aux œuvres trois volets complémentaires d'une réflexion sur le corps menée par des auteurs différents.

Mort en 1975, le Californien Wynn Bullocq a disparu trop tôt pour pouvoir défendre et imposer une œuvre énigmatique et singulière, mal connue de la jeune génération. Ami de Weston, qui l'incita à délaisser ses recherches personnelles, Bullocq se disait philosophe et photographe. Prônant l'éphémère comme une valeur existentielle, explorant la nature des relations entre le temps et l'espace, son univers est bâti sur l'unité des contraires. Et tout entier guidé par l'intuition. « *J'ai une vie normale*, disait-il, *excepté pour une chose. Je semble avoir un don spécial à l'égard des gens et pour voir des choses que les autres ne voient pas.* »

Rendre l'invisible perceptible à l'œil, matérialiser l'irréalité des apparences, est l'enjeu de ces images étranges non événementielles, mais tourmentées par l'évanescente présence d'une vie secrète. Sa série la plus connue, réalisée de 1950 à 1957, est celle des nus de femmes et d'enfants couchés dans la nature. Parmi celles-ci, *Child in forest*, figurée par sa propre fille Barbara et qui fut reprise en 1955 par Steichen dans *Family of man*.

En coproduction avec la Fondation nationale, Jacques Damez expose dans l'espace modulable de l'auditorium Maurice-Ravel, le travail accompli en 1987 dans une ancienne pointerie de Vierzon. Ce cadre contraignant sert de décor à un cérémonial où le corps en tension utilise l'espace comme une scène. Silhouette estompée, crucifiée, suspendue, érigée en icône, le corps nu se fond dans la matière. Fuyant l'image de sa représentation, l'effigie évanouie du corps avalé par le mur se mue en pure empreinte dont la photographie fixe l'apparence. Recherche sur la transparence et la mémoire, cette réflexion sur l'insaisissabilité complète idéalement le projet de Bullocq qui voulait « *photographier le passage du temps avec les yeux de l'esprit* ». Arielle Bonzon, trente-trois ans, Lyonnaise, ancienne libraire à Mâcon, tente de lier trois moyens d'expression : photo, écriture et dessin. Juxtaposant grattage, griffures et incisions, ce corps-à-corps des techniques, plus graphique que proprement photographique, aboutit à une image globale fragmentée. Entre le croquis, le faux texte et l'œuvre achevée, ce travail très fin, sensiblement élaboré, tire la photo sur le versant de l'expression plastique. Exposé en mini-fresques, icônes entoilées, carnet sur charnières compulsable et réversible, il trouve un cadre adéquat dans cette sorte de vaste appartement bourgeois qu'est la Maison des avocats, logée au cœur du vieux Lyon.

PATRICK ROEGIERS.

★ Wynn Bullocq, trente-cinq vintages des années 50 et 60, Elac, salle Mermillon, centre d'échanges de Perrache, Lyon-2e, jusqu'au 29 octobre.

★ Jacques Damez, « Contraintes par corps, 1986-1987 », présenté avec la Fondation nationale de la photographie, auditorium Maurice-Ravel, 149, rue Garibaldi, Lyon-3e, jusqu'au 23 octobre.

★ Arielle Bonzon, Maison des avocats, 60, rue Saint-Jean, Lyon-5e, jusqu'au 29 octobre.

VENTES

Dessins et lettres de Baudelaire

Pour une fois, Paris vole la vedette à Londres ou à New-York avec la vente « Baudelaire » qui se tiendra à Drouot le mercredi 12 octobre. On se souvient de la dispersion de quelques deux cent-vingt lettres de Baudelaire il y a six ans, provenant de la collection d'Armand Godoy, un poète d'origine cubaine vivant en Suisse. La Bibliothèque nationale avait préempté plus de 40 % des pièces. Celles qui seront dispersées par Me Buffetaud proviennent du même fonds. Elles sont exceptionnelles : un ensemble considérable de poèmes, lettres et dessins de l'auteur des *Fleurs du mal*. En particulier, le manuscrit de *Mon cœur mis à nu*, clou de la vente, estimé à 2 millions de francs. La Bibliothèque nationale sera certainement sur les rangs pour acquérir ces 93 feuillets. En effet, il n'existe pas, en dehors de celui-ci, de manuscrit complet de Baudelaire. Celui des *Fleurs du mal* et du *Spleen* ont sans doute été détruits après publication.

Les dessins du poète, maintes fois publiés, seront également convoités, comme cet autoportrait satirique à l'encre de Chine où il se caricature louchant désespérément sur un sac de 10 millions de francs qui s'envole à tire d'ailes. Il devrait trouver preneur pour 60 000 francs. Autoportrait encore, tout aussi célèbre, annoté de sa main : « *Tout le bas du visage, mauvais, pas assez d'ampleur. Le menton pas assez galoche. Trop de hachures* ». Son prix : près de 250 000 francs. Portraits de Jeanne Duval (entre 50 000 et 250 000 francs), sa compagne créole, et la « Petite folle monstrueuse aux yeux verts » du poème *La soupe aux nuages*, qui sera également vendu autour de 30 000 F.

Seuls quinze poèmes manuscrits des *Fleurs du Mal* sont à l'heure actuelle connus, alors que Baudelaire en a écrit plus de cent cinquante. Ceux qui nous sont parvenus ont été envoyés par l'auteur à ses amis ou à la presse. « Le Vin des chiffonniers », inspiré des dessins de Daumier, a été retrouvé dans les papiers du créateur de Ratapoil après sa mort. Il est aujourd'hui évalué à près de 100 000 F. Baudelaire, toujours en mal d'argent, essayera sans relâche de faire publier ses œuvres dans des magazines. « Portraits de maîtresses » (30 000 F), « Assommons les pauvres » (25 000 F), « Mademoiselle Bistouri » (35 000 F), tous tirés du *Spleen de Paris*, aucun n'a été publié dans les revues de son vivant. Il ira même jusqu'à poser sa candidature à l'Académie française. Gustave Flaubert, peu convaincu du bien fondé de sa demande, interviendra pour lui. « *Le premier devoir d'un ami est d'obliger son ami. Donc, sans rien comprendre à votre lettre, je viens d'écrire à Sandeau en le priant de voter pour vous* » écrit-il. Et d'ajouter : « *Malheureux, vous voulez donc que la coupole de l'Institut s'écroule. Je vous rêve entre Villemain et Nisard* ». Cette lettre pourrait partir pour 15 000 F. Baudelaire, finalement, retirera sa candidature.

Victor Hugo, que Baudelaire jugeait sévèrement, est également représenté dans cette vente avec un précieux carnet de notes et d'ébauches, qui lui servira pour la rédaction des *Misérables*. Il y consigne des notes sur les barricades, Waterloo et Cambronne, ses réflexions sur la souveraineté de l'homme, du peuple, sur les droits de la femme, des esquisses sur le personnage de Fantine et, plus prosaïquement, des comptes personnels. La Bibliothèque nationale, qui possède déjà un frère jumeau de ce carnet, pourrait compléter sa collection déjà riche. Son prix : entre 150 000 et 200 000 F.

Même si le marché des autographes et manuscrits demeure confidentiel, principalement en raison de leur fragilité, il n'en a pas moins connu un succès grandissant auquel le mythe de l'inédit a été sacrifié. Mais « *Ce qui intéresse les gens aujourd'hui, ce ne sont plus deux lignes et une signature, mais une œuvre significative* », explique Me Buffetaud. Les amateurs français et les grandes institutions internationales comme le centre Baudelaire de Vanderbilt, à Nashville, Tennessee, devront jouer mercredi une partie serrée avec la Bibliothèque nationale et le Louvre.

ALICE SEDAR.

César à la Croix-Rouge

Après bien des déboires, le *Centaure* du sculpteur César a enfin reçu l'hospitalité du carrefour de la Croix-Rouge, à Paris. L'œuvre, assemblage de pièces métalliques fondu en bronze, a été inaugurée le lundi 10 octobre en présence du ministre de la culture, M. Jack Lang, et de Mme de Panafieu, adjointe au maire de Paris chargée de la culture. Le *Centaure* devait initialement trouver place au pied de la tour Montparnasse, puis avait été installé devant le Grand Palais avant de trouver une adresse que l'on peut espérer définitive.

Les dix ans de la Fondation nationale de la photographie

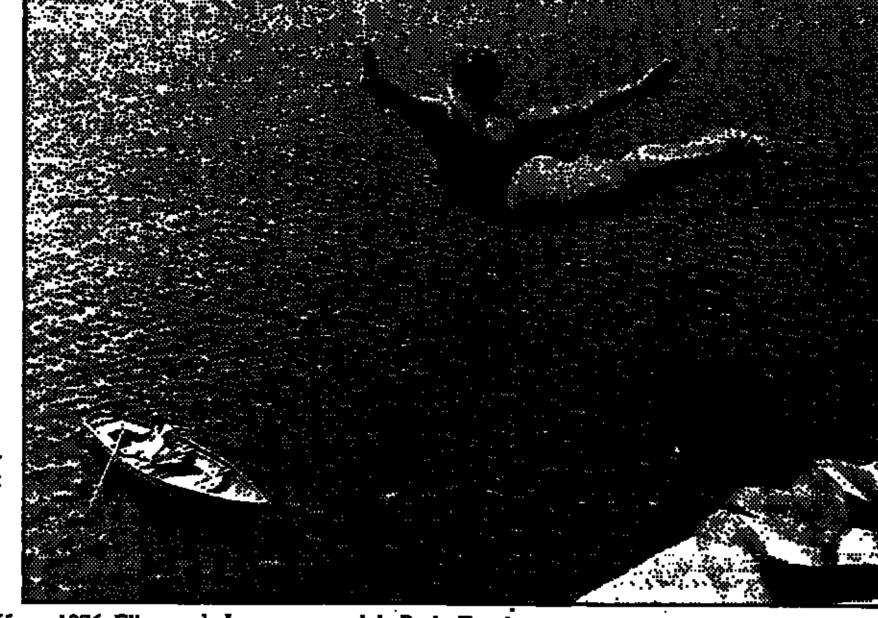
Lumière sur les années 50

Ouverte, chaleureuse, amicale, la Fondation nationale de la photographie à Lyon souffle ses dix bougies et fait le point sur ses activités.

Logée dans la maison même d'Antoine Lumière, père d'Auguste et de Louis, toute en fresques, vitraux, lambris et bois cirés, la Fondation nationale de la photographie est l'un des endroits les plus accueillants consacrés à l'image fixe.

La grande salle du rez-de-chaussée (400 mètres carrés) a reçu près de trois cent mille visiteurs en dix ans. Une collection de deux mille sept cents pièces a été constituée. La trentaine de catalogues et monographies publiées sont consultables à la bibliothèque (trois mille ouvrages), abritée avec la médiathèque dans l'ancien atelier monumental.

Malgré cette abondance de chiffres et de noms, l'identité de la Fondation reste floue. Son action est mal connue. A cela, deux raisons majeures. D'abord, la minorisation de Lyon au regard de Paris. Ensuite, la vocation même de la Fondation qui est de privilégier les hommes avant les œuvres. Et surtout de défendre la photographie française classique, de 1930 à 1960. C'est à Lyon qu'ont été (re)découverts Denise Colomb, Fernand Michaud, Roger Pic, René-Jacques, Maurice Tabard, Emmanuel Sougez, Alexandre Trauner, Raymond Voinquel, Pierre Boucher, Ito Josué, tous ces artisans photographes dont les travaux jalonnent à des titres divers l'évolution de la photo française.



« Plongeuse » par Lothar Rübelt

Michel Guy l'a créée en 1976. Elle a été inaugurée deux ans plus tard avec l'exposition « La lumière et la couleur ». Première institution officielle de ce type, son action porte d'abord sur la défense du patrimoine et l'aide à la création sous forme de bourses et de commandes passées à de jeunes photographes.

En dix ans, la Fondation, que préside Bertrand Eveno, a présenté quatre-vingt-douze expositions. Des grands noms (Klein, Kertesz, Lartigue, Brassaï, Ronis) aux panoramas collectifs (Viva, L'école de Paris, Life, la DATAR, l'agence Vu), en passant par les ensembles thématiques (autochromes, photos de théâtre, calotypes) et les jeunes créateurs (Tosani, Garrell). Nombre d'entre elles circulent en France et à l'étranger.

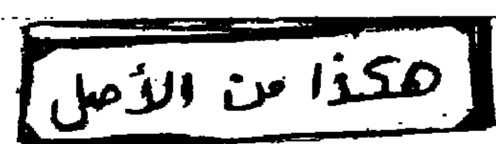
Avec des bas et des hauts, la Fondation a assuré cette mission avec patience et passion, sans éclat, sans tapage, sans esprit de concurrence. Mais, à l'image de la période du passé qu'elle défend, son action est indispensable. Il est donc injuste de la pénaliser alors que commence à être connue l'importance de ceux qu'elle a tirés d l'ombre. Pourtant, depuis cinq ans, la Fondation ne doit sa survie qu'au volontarisme de Sonia Bove. Réparti entre l'Etat (70 %) et la Ville (30 %), son budget actuel est de 1 430 000 francs. Il a été amputé de moitié en 1985 et 1986. « *Je demande la reconnaissance du travail réalisé*, dit Sonia Bove. *Nous avons une originalité. La décentralisation doit exister. Je souhaite avoir les moyens de développer notre action. Ma revendication est simple : retrouver le budget de 1982, soit 2 400 000 francs.* »

Preuve de dynamisme, la Fondation organise pour son anniversaire une exposition tonique, et très publique, centrée sur un sujet peu exploré : le sport. Tant pour leur valeur documentaire qu'esthétique, Jean-Claude Gautrand a réuni deux cent-trente œuvres et quarante-huit auteurs, prises entre 1920 et 1960. Sautant du ballon libre à la course landaise, elle comporte une foule d'inédits de Brassaï, Kertesz, Boucher, Lothar Rübelt ou Lothar Jeck. Ce copieux ensemble sera présenté à Paris en 1989 par la Mission photographique du patrimoine.

P. R.

★ « Visions du sport », photographies 1920-1960, Fondation nationale de la photographie, 25, rue du Premier-Film, Lyon, juqu'au 4 décembre.





هكذا من الأصل

Culture

ARTS

Garouste au Centre Pompidou et à la Fondation Cartier

Le syndrome fin-de-siècle

Qui est Garouste ?
Le restaurateur de la grande peinture ou son contempteur le plus habile et le plus séduisant ?

Il y a un mythe Garouste, celui d'un artiste à l'intelligence critique hors du commun – c'est très vrai, – d'un décorateur extrêmement adroit et recherché – c'est vrai – et d'un peintre qui se serait imposé comme le champion de sa génération sur le marché – c'est assez vrai. Il y a une doctrine « officielle » sur Garouste : il aurait entrepris de restaurer la « grande peinture » et de réhabiliter le « métier ». Et puis il y a la peinture et la sculpture, de Garouste. Danger : *le mythe et la* flatteuse réputation de l'artiste nuisent à leur contemplation. Il se pourrait même qu'une faveur publique trop pressée ne demande plus aux œuvres que d'être « des Garouste », fragments matériels de la gloire de leur auteur qui renvoient à sa légende et récapitulent les éléments de son style. Autre danger.

Car il existe une manière de Garouste, dont la rétrospective parisienne narre elliptiquement l'histoire et dont l'exposition de Jouy-en-Josas réalise l'apothéose brillante et théâtrale. *Un peintre* fait ses débuts à la fin des années 60 dans un genre curieusement plus proche du surréalisme que de l'abstraction alors de rigueur. On le retrouve à la fin des années 70, après un intermède « conceptuel ». Il peint à nouveau, *il revient à la figure, dit-on*. Ses toiles d'alors sentent le baroque, Chirico et le symbolisme. Puis les formes se dissolvent et le dessin s'évanouit à mesure que la matière picturale prend du poids et de l'évidence. Les Garouste récents, tableaux ou indiennes, toiles ten*dues ou compositions sur toile flot*tante, ont en commun souplesse de trait et complexité d'élaboration.

Audace des couleurs

Tout cela fait grand effet. Ces morceaux de bravoure luisent d'un bel éclat. Magnifique travail, en vérité. Pâtes, demi-pâtes, jus, transparences, glacis, vernis, coulures qui tombent juste, imperfections parfaitement au point, feinte désinvolture : quel talent, cher maître ! On ne « triturait » pas mieux la matière au joli temps de Gustave Moreau et de Paul Baudry. Et quelle audace de couleurs ! Ce ne sont que variétés de bruns, du brun roux au brun noir, vieux roses tirant sur le mauve, verts amande, *bleus changeants, couleurs toutes* difficiles à manier et à marier.

Fort bien, mais après ? *L'*œuvre en elle-même, pourquoi l'a-t-on peinte, dans quel dessein qui ne soit pas de pures virtuosité et démonstration de force ? Quelques allusions à d'érudites mythologies, un peu de *Divine Comédie* transposée, c'est bien peu pour intéresser, quoi qu'en dise l'artiste lui-même. Des esquisses de monstres incomplets, des visions qui évoquent plus souvent Dali que Füssli, cela ne fait pas une inspiration, mais, tout au plus, un système de *référence* entre symbolisme et surréalisme. L'indécision des lignes, le brouillage de la construction, l'effacement des figures par les frottis, qui ont leur élégance, ont aussi la vertu plus douteuse d'évacuer tout essai de sens. Deux solutions alors, qui ne sont pas incompatibles : Garouste, quoi qu'il se veuille, est un décorateur et non un peintre, ou, qu'il le veuille ou non, un conceptuel paré des velours du « grand peintre ».

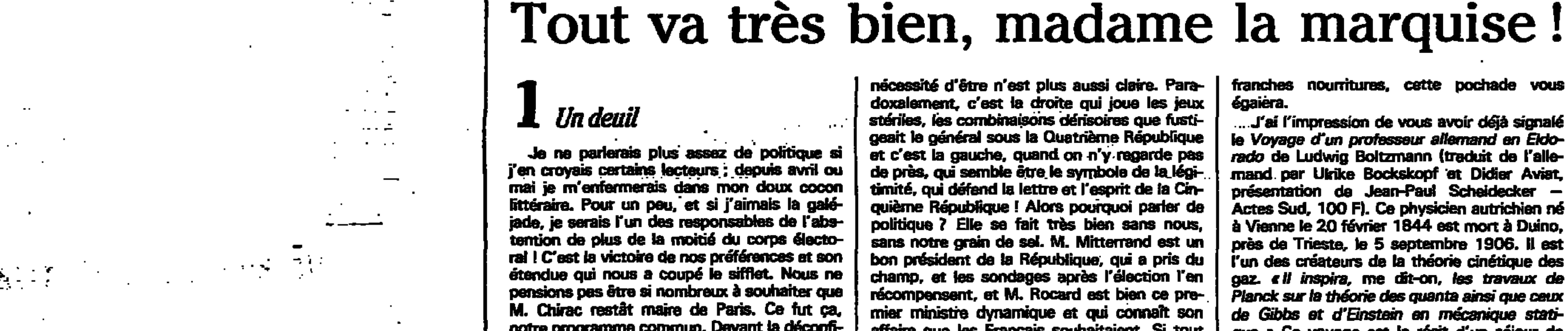
Dans le premier cas, il ne peut échapper à la fatalité de l'adresse. Metteur en scène, peintre de rideaux, toiles de fond et plafonds, il cède à l'entraînement de sa facilité, qui est évidente, et frôle le pompiérisme. Cette interprétation a le mérite d'expliquer l'immense succès de sa peinture, qui « flatte » l'œil, comme on dit, et ne dérange *pas l'esprit. Rien ne serait plus ins*tructif, et sans doute plus souhaitable, que de lui confier la représentation du *Vaisseau fantôme* et de *Capriccio*. Comme Derain, auquel il fait tant songer par ses procédés, Garouste triompherait à l'opéra.

A moins que son œuvre ne soit habitée, comme celle de Derain encore, par la certitude qu'elle n'est qu'artifice. La virtuosité, l'exhibitionnisme maniéré du savoir-peindre avoueraient alors par la parodie et l'excès le malaise d'un artiste essentiellement scepti*que. Ses icônes ne seraient si* ornées que parce qu'elles seraient dédiées au vide, vide irrémédiable et définitif. Peinture conceptuelle, peinture duchampienne, si l'on peut dire. Ces pompes seraient funèbres et Garouste l'ordonnateur solennel d'une messe à la mémoire *de la peinture morte qui aurait les* musées pour théâtre et ses tableaux pour faire-part.

Mais quelle peinture est morte ? Toutes ? Sûrement pas. Les pavanes de Garouste célèbrent un deuil qui est essentiellement celui de leur auteur. En attendant autre chose ou faute de mieux ?

PHILIPPE DAGEN.

★ Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, jusqu'au 27 novembre. Et Fondation Cartier, Jouy-en-Josas, jusqu'au 18 décembre.



DIGRESSIONS, par Bernard Frank

Tout va très bien, madame la marquise !

1 *Un deuil*

Je ne parlerais plus assez de politique si j'en croyais certains lecteurs ; depuis avril ou mai je m'enfermerais dans mon doux cocon littéraire. Pour un peu, et si j'aimais la galéjade, je serais l'un des responsables de l'abstention de plus de la moitié du corps électoral ! C'est la victoire de nos préférences et son étendue qui nous a coupé le sifflet. Nous ne pensions pas être si nombreux à souhaiter que M. Chirac restât maire de Paris. Ce fut ça, notre programme commun. Devant la déconfiture de cette droite que les électeurs tentent de consoler avec les moyens du bord, mais il semble *aujourd'hui, tant le mal est profond,* que même la majorité des voix n'arriverait pas à la requinquer, nous ne pouvons que garder un relatif silence comme devant un deuil. Oui, la France se sent veuve de sa droite, qu'elle soit extrême ou modérée.

Il fallait être M. Chirac flanqué de Balladur et Pasqua pour transformer un trois sans atout qui semblait dans la poche en 1986 en un contrat lourdement chuté. Le taux record des abstentions vient surtout de là, et non de la multiplication des scrutins. Quand dans un tournoi l'un des challengers joue à ce point mal, et quelles qu'en soient les raisons, le public finit par se désintéresser du jeu. En plus de sa maladresse, M. Chirac a souffert d'être le chef d'un parti qui n'a plus de raisons d'être. On ne peut pas prétendre gouverner la France au nom du général de Gaulle lorsqu'on est né en 1932 et que l'on avait huit ans au moment de l'Appel du 18 juin 1940. Et ce ne sont pas les deux acolytes déjà cités ni M. Séguin, ni M. Chaban-Delmas - toujours prêt – ni M. Juppé, ni M. Noir, ni l'amiral de Gaulle, ni les petits-enfants du général qui peuvent remédier à cet état de fait. Il me semble qu'avant de claironner qu'à l'aube du vingt et unième siècle, la gauche et la droite sont des notions périmées, on pourrait plutôt s'étonner qu'il y ait encore un RPR près de *vingt ans après la mort du général.*

Faut-il que nous soyons conservateurs, que nous aimions nos caves et nos greniers et les cartes postales jaunies et les vieilles bouteilles vides pour qu'un Français sur cinq vote pour un rassemblement dont le programme est de préserver des situations acquises à l'ombre du grand homme. Et que Paris, la ville-lumière, soit une capitale « gaulliste ». Imagine-t-on un Londres où les élus, le lord-maire seraient « churchilliens » ? Ce n'est pas le souvenir de de Gaulle qui nous irrite dans le RPR, c'est que Chirac et les siens se soient servis, se servent du nom du général comme d'un *plus* pour prendre leur revanche sur le clan qui leur avait chipé la magistrature suprême en 74 et la présidence du gouvernement en 76. La droite a perdu les élections qui comptent et elles les perdra encore tant qu'elle se crêpera le chignon pour la présidence de la République. Au fond, elle ne se fait pas d'illusions : elle se dit qu'aucun de ses candidats n'est digne d'être président et elle préfère les envoyer bouler à tour de rôle plutôt que de voir l'un l'emporter sur l'autre.

Depuis que le Parti communiste n'est plus dans la course, ce parti qui par la peur qu'il inspirait était à l'origine de rassemblements frileux, la droite a perdu sa seule idée, et sa nécessité d'être n'est plus aussi claire. Paradoxalement, c'est la droite qui joue les jeux stériles, les combinaisons dérisoires que fustigeait le général sous la Quatrième République et c'est la gauche, quand on n'y regarde pas de près, qui semble être le symbole de la légitimité, qui défend la lettre et l'esprit de la Cinquième République ! Alors pourquoi parler de politique ? Elle se fait très bien sans nous, sans notre grain de sel. M. Mitterrand est un bon président de la République, qui a pris du champ, et les sondages après l'élection l'en récompensent, et M. Rocard est bien ce premier ministre dynamique et qui connaît son affaire que les Français souhaitaient. Si tout marchait en France aussi bien que le gouvernement, il n'y aurait plus de problèmes, plus de chômeurs, plus de déficit, nous serions la nation la plus heureuse du monde. Pour le moment, sans valoir notre merveilleux tandem, nous ne sommes pas la plus malheureuse.

Quant aux esprits chagrins, je leur conseille la lecture de *Paysages de campagne* de Phi*lippe Alexandre (Grasset, 78 F). L'éditorialiste* de RTL ne partage pas l'optimisme relatif de ses compatriotes. Ce qu'il sait de nos hommes politiques, qu'ils soient dans l'opposition, au gouvernement ou ailleurs, ne lui inspire guère de confiance. Le président par exemple est un homme de soixante-douze ans forcément enivré par la victoire, qui dispose de tous les pouvoirs et qui est coupé du pays par une cour de flatteurs. Les chefs de l'opposition ont montré avec éclat leurs limites. Bref, à l'exception peut-être de l'éditorialiste de RTL, Philippe Alexandre ne se fait plus d'illusions sur personne. Mais son livre se lit facilement.

2 *Vertus de l'amateur*

Si l'on voulait vraiment être un bon critique littéraire – et je crois que mes confrères seraient assez de mon avis – il faudrait être tout le temps en vacances, ne lire que pour son plaisir et ne parler de ses lectures que le moins possible. Autrement dit les protéger, et avant tout de son propre commentaire. Ce qui nuit à la lecture, c'est de savoir qu'elle n'est pas innocente, que l'on va devoir en parler. Les idées qui vous viendraient naturellement, qui viennent à tout lecteur qui n'est pas critique, s'évanouissent dès qu'on les attend en *professionnel.*

Remarquez, c'est la même chose pour un écrivain. Quels bons livres n'aurait-il pas écrits, son imagination en fourmille, s'il n'avait pas eu la fâcheuse idée de transformer en métier, en devoir, ce qui était la pente naturelle de son esprit. Pendant un mois, j'ai eu la chance de recevoir des livres, d'en lire beaucoup sans me dire que j'avais des comptes à vous rendre. C'est de ce chétif mois, de son souvenir, que me viendra tout le savoir de l'année.

Je vous dois bien des bribes. De Brice Couturier et Guy Konopnicki, *j'ai lu Réflexions sur la question gay* (Lieu commun – 85 F), qui est une plaisante idée qui doit beaucoup à Sartre comme l'indique le titre. L'idée m'a semblé meilleure que son exploitation. Mais si vous n'êtes pas ennemi des brasseries et de leurs franches nourritures, cette pochade vous égaiera.

...J'ai l'impression de vous avoir déjà signalé le *Voyage d'un professeur allemand en Eldorado* de Ludwig Boltzmann (traduit de l'allemand par Ulrike Bockskopf et Didier Aviat, présentation de Jean-Paul Scheidecker – Actes Sud, 100 F). Ce physicien autrichien né à Vienne le 20 février 1844 est mort à Duino, près de Trieste, le 5 septembre 1906. Il est l'un des créateurs de la théorie cinétique des gaz. *« Il inspira,* me dit-on, *les travaux de Planck sur la théorie des quanta ainsi que ceux de Gibbs et d'Einstein en mécanique statique. »* Ce voyage est le récit d'un séjour de Boltzmann en Californie à l'université Berkeley. Il ne dure malheureusement qu'une quarantaine de pages, le reste étant consacré (une centaine de pages) à des sujets plus savants : sur les principes de la mécanique, sur l'importance de la théorie, sur l'aéronautique, sur les rayons de Röntgen ou à des hommages à d'éminents disparus tels que Loschmidt (autre physicien autrichien) ou Joseph Stefan (id.), *enfin à une conférence donnée à* Vienne en 1905 devant la société des philosophes et qu'il aurait voulu intituler *« Où il est démontré que Schopenhauer n'est rien d'autre qu'un philosopheux ignorant, de peu d'esprit, un fauteur d'inepties qui, par un fatras de paroles vides de sens, a indéniablement, et de fond en comble, détraqué les cervelles ».* Ces mots, Ludwig Boltzmann les a recopiés dans un texte de Schopenhauer, mais en l'occurrence il s'adressait à un autre philosophe !

On l'a compris, Boltzmann, tout physicien qu'il soit, est un esprit savoureux qui a le mérite de transformer tous les sujets qu'il traite en prose fruitée, en idées claires. Il s'est d'ailleurs suicidé à l'âge de soixante-deux ans, ne se croyant entouré, nous dit Scheidecker, que d'ennemis. Et c'est vrai que son francparler ne lui avait pas valu que des amis dans le monde des sciences et de la philosophie. L'on n'avait pas découvert, à son grand dam, les vertus des sels du lithium qui régularisent nos humeurs. Il ne me reste plus qu'une trentaine d'ouvrages à vous signaler, croyez bien que j'y manquerai pas.

3 *Une fine fourchette*

Roger Pourteau qui est mon voisin de banlieue et souvent mon camarade de table dans les meilleurs restaurants de France, vient de publier *les Fins Mets de l'histoire* (préface de Joël Robuchon. Dessins de Joan Schatzbert. Editions de *l'Humanité* Messidor, 130 F). De la soupe au dessert, *« au chapitre des douceurs, je vais rester extrêmement discret car je suis de ces gourmands dont Grimod de la Reynière disait qu'ils ont toujours achevé le dîner avant leur dessert, et ce qu'ils mangent pardelà n'est que politesse »,* nous remontons avec lui l'histoire de la gourmandise française. C'est un livre succulent qui vous fera monter l'eau à la bouche. Il en faut du talent pour dénicher dans l'un des premiers romans de Mauriac, *la Robe prétexte,* cette phrase plaisante et qui sert d'épigraphe : *« Je supposais que l'orgie consistait à manger des huîtres et des écrevisses, à boire du champagne jusqu'à n'en pouvoir plus et à verser le reste dans le piano à queue. »*



Culture

JAZZ

Ahmad Jamal au Grand Rex

L'art subtil du silence

Ahmad Jamal, Johnny Griffin, James Moody et Diane Shuur au même programme, chacun entouré des meilleures « pointures ». En jazz, les tournées des stars sont un vieux rêve.

Ils sont deux dans l'histoire du piano moderne à être frappés d'une légende tenace : Ahmad Jamal et Phineas Newborn. Pas pour les *mêmes raisons d'ailleurs, mais avec* les mêmes résonances : un rien d'émotion, un poil d'incertitude, l'ombre de la folie, quelques disparitions, une biographie curieusement trouée. La vie des musiciens de jazz...

Pittsburgh sur l'Ohio, en Pensylvanie, est une pépinière de musiciens. Mystères de la métallurgie et de la sidérurgie... Art Blakey, Ray Brown, Paul Chambers, Kenny Clarke sont nés à Pittsburgh. Mais la ville a surtout été prolifique en pianistes : Earl Hines, Errol Garner, Mary Lou Williams, Dodo Marmarosa et Horace Parlan viennent de Pittsburgh. Ahmad Jamal aussi, qui y est né en 1930.

En trio, Ahmad Jamal a inventé un style d'échange mystérieux, une délicatesse très elliptique et un équilibre des voix sans précédent. Certains de ses disques, comme *But Not For Me*, ont connu un succès considérable dans le jazz. Son exigence rythmique, les orages qu'il fait naître et retomber en inversant le rôle des mains, son art subtil du silence annonçaient un des musiciens de prédilection de Miles Davis. Curieusement, il est aussi devenu très vite un sujet de polémiques (ainsi, certains artistes plus que d'autres...). Il a déclenché des passions. Et il a traversé des périodes plus noires que la musique.

Une nuit de juillet 1973 consacrée aux plus grands pianistes du moment (Piano Night au Festival de Newport à New-York), un homme seul, les cheveux coiffés à l'afro – c'était la mode, – d'épaisses lunettes noires sur le nez, campait sur les marches de Carnegie Hall. En protestation silencieuse, il tenait une pancarte qu'il avait rédigée lui-même : *« Une nuit de piano sans Ahmad Jamal ? Il y a des relents de Watergate dans le business de la musique. »*

FRANCIS MARMANDE.

★ Tournée Philip Morris : Ahmad Jamal ; Johnny Griffin, Bobby Hutcherson, George Mraz, Kirk Lightsey et Kenny Washington ; James Moody, Curtis Fuller, Hank Jones, Dave Holland et Billy Higgins ; Diane Shuur. Au Grand Rex, le 13 octobre, à 20 h 30. A Bordeaux, le 14 octobre, à 21 heures. Au Zénith de Montpellier, le 15 octobre, à 21 heures.

VARIÉTÉS

Renaud au Zénith

La fraternité exigeante

Le chanteur offre son plus beau spectacle entre trois saluts à Johnny Clegg (Jonathan), *Coluche* (Putain de camion) *et sa fille Lolita* (Il pleut).

Renaud est de retour au Zénith avec comme décor de son nouveau spectacle un arbre géant comme ces chênes centenaires plantés au milieu d'une clairière mystérieuse bordée par des coquelicots. Renaud revient « nature » avec une dynamique intacte, ses coups de cœur, ses coups de gueule et une insolence qui, plus que jamais, sous-tend la fraternité. Renaud prend de nouveau plaisir à jouer avec la spontanéité, la fantaisie, à multiplier les libres propos, à livrer des gags d'humour froid avec ses complices musiciens qu'il appelle les « croque-notes ».

Rien n'est ici truqué, calculé. Le chanteur qui se définit dans un rire comme *« rien-du-toutiste »*, renoue constamment avec la vie dans un mouvement sans fin, avec une exigence à l'égard de soi.

Amoureux fou de la chanson depuis toujours, Renaud a exploré le patrimoine au gré de coups de foudre, de rencontres avec un auteur dont il a alors fait le « tour » : après Aristide Bruant, Montéhus, Fréhel, il a ainsi découvert, il y a dix ans, le Trenet de *la Folle Complainte* et de *Débit de lait, débit de l'eau*, et il connaît par cœur le répertoire de Georges Brassens. Mémoire vivante de la chanson populaire, il a été, paradoxalement, d'autant plus à l'aise pour s'envoler de ses propres ailes, marquant seulement cette connaissance passionnée par un éclectisme musical, donnant à ses chansons la forme d'une valse, d'une java, d'une gigue ou d'une ballade plus ou moins rockifiée.

Renaud frappe vite et touche juste. Ses chansons sont comme les branches du chêne : sans le moindre nœud, riches de sève et propres à résister aux modes et au temps. Elles sont si authentiques, si raisonnables dans leur délire parce qu'elles traduisent à la perfection les contradictions de notre vie. Elles portent la chronique d'un événement *(les Charognards)*, tracent un portrait *(Jonathan)*, un pamphlet (hier *Miss Magie*, aujourd'hui *Triviale poursuite : « Question littérature : /Qui a écrit que les hommes naissent libres, égaux ? / Libres mais dans le troupeau / Egaux mais devant les bourreaux ? / J'en sais rien, j'donne ma langue au chagrin / Si tu sais, toi, / Souffle-moi / Souffre-moi »)*, une caricature *(Chanson dégueulasse)*, un monologue *(Il pleut, Me jette pas)*, un dialogue *(Pierrot)* ou une interpellation à l'ami disparu *(Putain de camion*, écrite au lendemain de la mort de Coluche).

Renaud imagine ses chansons comme de petits scénarios, avec une tension dramatique et une chute inattendue, parfois en forme de pirouette. Il joue avec les mots, le non-sens, bouscule la syntaxe, invente des expressions (hier encore *Laisse-béton, Marche à l'ombre* ; aujourd'hui *ma langue au chagrin)* et s'astreint à des règles de construction rigoureuse jusqu'à aboutir à un miracle, à une évidence.

Nouvelles chansons *(Rouge-gorge, Jonathan, Triviale poursuite, Me jette pas)* et anciens succès *(Doudou s'en fout, Mistral gagnant* et la somptueuse ballade *Morgane de toi)* forment le répertoire d'un chanteur en pleine maturité, heureux de se retrouver sur une scène superbement éclairée par les fines harmonies de couleurs de Jacques Rouveyrollis.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Zénith, 20 h 30.

Communication

Changement à la tête de la rédaction de FR 3

La valse des responsables va-t-elle s'arrêter ? Cette question hante tous les couloirs de FR 3. La démission-surprise, samedi 8 octobre, de Gérard Saint-Paul, directeur adjoint de l'information nationale, a été suivie par la nomination, tout aussi inattendue, lundi, de Gérard Decq au poste de directeur de la rédaction nationale. C'est-à-dire de « Soir 3 », du « 19-20 » et de l'agence d'images Info Vidéo 3 que Gérard Decq dirigeait jusqu'ici. Dans la foulée, Jean-Claude Perpère, rédacteur en chef de « 19-20 », a été contraint de laisser sa place à Yves Dubois, hier encore rédacteur en chef du bureau régional d'information de Lorraine.

Reste un grand point d'interrogation : le maintien ou le départ de l'actuel directeur de l'information de FR 3. *« M. Christian Bernadac reste en fonctions »*, commente-t-on officiellement au siège de la chaîne. Mais nul n'ignore que le président de celle-ci, M. René Han, a cherché à plusieurs reprise à prendre langue avec un ancien de la société, passé depuis à Antenne 2, Henri Sannier. Joint au téléphone, ce dernier *« se refuse à tout commentaire »*.

C'est dans ce contexte que devait se tenir, mardi 11 octobre, un comité central d'entreprise consacré notamment à l'emploi et au mode de fonctionnement d'une chaîne en pleine crise d'identité. Doit-elle accélérer sa mutation culturelle entreprise depuis son mariage de raison avec la SEPT ou retrouver sa vocation régionale, comme le souhaitent nombre de ses responsables ? Une vocation qui n'est pas exempte d'ambiguïté comme le souligne une enquête, menée de Strasbourg à Toulouse en passant par Limoges, sur les multiples visages de la télévision régionale.

A quoi sert la télévision régionale ?

Dans son village du nord de l'Alsace, la mère de Joseph Bonnewitz, le curé de Saverne, ne manquerait le journal régional pour rien au monde. Dialectophone depuis sa naissance, Mme Bonnewitz, quatre-vingts ans, comprend à peine le français, mais elle surprend là les rares images de son « pays ». Il lui suffit d'ailleurs de patienter quelques instants pour entendre la langue maternelle qui lui est familière : à 19 h 30, alors que toutes les stations régionales de France, à l'exception de FR 3-Corse, relaient à nouveau les programmes de Paris, FR 3-Alsace garde jalousement l'antenne pour une demi-heure d'émission en dialecte. Belle victoire pour une langue quasiment bannie à la fin de la deuxième guerre mondiale, pour cause de racines aléméniques !

Est-ce là la vocation de FR 3, cette *« télévision de proximité »* dont parlent abondamment tous les documents de la chaîne ? Certainement, répond Georges Traband, un des seuls directeurs de station à officier dans sa région d'origine. *« La TV est un média actuel*, plaide-t-il. *Il serait aberrant que FR 3 ne s'exprime pas dans le parler significatif de l'Alsace. Après tout, le dialecte a droit de cité dans la rue. Pourquoi ne l'aurait-il pas à la télévision. »*

Certains font malgré tout grise mine. Alsaciens d'adoption, ils ont pris goût à la région sans pour autant en apprendre la langue et dénoncent à mi-voix ce « patriotisme » local qui frise parfois l'exclusion. Est-ce bien là, disent-ils, la politique *« ouverte »* et *« dynamique »* que prônent les stations de FR 3. Les dialectophones eux-mêmes s'irritent parfois de ce miroir *« alsaco-alsacien »* que leur tend FR 3. *« Les émissions en dialecte me font penser à du folklore de bas étage ! »*, tonne Jean-Paul Hamman avec un fort accent alsacien. *« Elles donnent une image fausse et rétrograde de la région. »*

Président de la chambre d'agriculture d'Alsace, Jean-Paul Hamman est également maire d'Ittenheim, une petite bourgade située à 12 kilomètres de Strasbourg. Là-bas, tout le monde ou presque parle le dialecte, mais on ne se reconnaît pas, affirme Jean-Paul Hamman, dans les saynètes *« caricaturales »* de ces émissions. *« Essayez de conduire un tracteur avec le costume régional !*, lance-t-il en riant. *Il faut soit enlever le costume, soit descendre du tracteur. Et moi, je préfère rester sur le tracteur. »* C'est vrai, FR 3 a parfois mauvaise presse au sein de sa propre région. Une réputation faite de valses de responsables, de parti pris politiques, de *« TV-sabots-paille »*, et de folklore passéiste. L'image brouillée, et sans doute un peu vieillotte, d'une télévision régionale de papa.

Rien que pour la météo

Et pourtant tous y tiennent. Farouchement. Les déclarations de Françoise Giroud dénonçant en FR 3 un *« boulet dont les gouvernements n'osent pas se débarrasser »* en ont fait bondir plus d'un. Paris, encore Paris. Ignorance et mépris. La présence d'une télévision régionale ? *« C'est tellement évident »*, lâche dans un soupir Claude Souchaud, le président du Centre régional des jeunes agriculteurs (CRJA) du Limousin. Un silence. Que dire de plus ? FR 3 fait partie du paysage. *« A Paris, je vois les hommes politiques nationaux. Très bien. Mais ici il nous faut voir aussi les hommes politiques de la région, comme les problèmes économiques de la région. C'est une simple question de bon sens. »* Tous reconnaissent d'ailleurs aisément à FR3 des qualités. Economiques pour le secrétaire général de la chambre régionale du commerce et de l'industrie du Limousin-Poitou-Charentes, Dominique Demartial, qui salue l'effort de diffusion des informations en provenance des entreprises réalisées par FR 3. *« La station contribue à développer une culture économique locale*, souligne-t-il. *Aujourd'hui, les messages industriels ou agricoles passent incontestablement mieux. »*

Philippe Avril, réalisateur de films indépendant à Strasbourg, distant, au départ, vis-à-vis de cette télévision *« pantouflarde et routinière »*, admet volontiers que les temps ont changé. FR3-Alsace n'a-t-elle pas accepté de produire un *« portrait inhabituel de Strasbourg à l'aube du deuxième millénaire »*, tourné – à des heures impossibles – par Alain Willaume et Georges Pasquier, qui utilisaient le matériel Bétacam de la station en toute liberté. *« Il s'agit d'un film original aux images nocturnes et bleutées, qui est parfois un peu surprenant. FR 3 a pourtant joué le jeu jusqu'au bout. On ne peut que s'en réjouir. »*

La météo, à elle seule, suffit à faire l'unanimité en faveur des télévisions régionales. Entendre pour la dixième fois de la journée qu'il pleut alors qu'ici il fait un temps superbe, tout cela parce que le présentateur est à Paris, voilà qui insupporte Eric Fabre, conseiller régional communiste et directeur d'une agence de communication. *« Cela paraît idiot, mais c'est très important. »* Certains taux d'écoute soulignent également, s'il le fallait, le besoin d'informations régionales : « Quercy Rouergue actualités » (QRA), le journal diffusé tous les jours par FR 3-Midi Pyrénées, franchit régulièrement le seuil des 30 % d'audience (1). *« Il y a une attente réelle*, souligne Jean-Marie Belin, le directeur de la station *sans FR 3, toute cette population serait privée d'informations concernant sa région. »*

L'évidence disent-ils. Chaque nation a sa télévision. Chaque région peut donc faire de même. Une simple question d'échelle. *« Les gens ont besoin de voir leurs maires, leurs entreprises, leurs paysages »*, ajoute Dominique Demartial, le secrétaire général de la chambre régionale de commerce et d'industrie de Limousin-Poitou-Charentes. *« Ils vivent ici. Ils veulent donc qu'on leur parle de chez eux. »*

Et voici résumée en quelques mots la *« TV de territoire »* définie par le turbulent directeur des programmes de FR 3-Midi-Pyrénées, Izy Morgensztern. *« Il faut se placer dans une optique d'aménagement du territoire »*, explique-t-il. *« Nous avons l'eau, le gaz, l'électricité, il nous faut la télévision ! Qu'on le veuille ou non, les gens habitent quelque part. C'est sur cette notion de territoire purement géographique qu'il faut s'appuyer. »*

Le « régionalisme » est bien loin, dans la tête d'Izy Morgensztern comme dans celle de bien d'autres. FR 3-Midi-Pyrénées a une émission en occitan, FR 3-Limousin-Poitou-Charentes un animateur, Panazo, qui s'exprime parfois en patois, mais l'essentiel est ailleurs. La culture, l'histoire régionale ? Soit. Mais pas forcément pour exalter avec force le passé commun de toute une population. Nulle trace, dans la plupart des émissions de FR 3, de ce « passéisme » un peu vieillot dont on accuse souvent les régionalistes purs et durs. Il s'agit tout bonnement de faire connaître une région à ses habitants. Qu'ils viennent d'ici ou d'ailleurs.

Voyez « Par monts et par vaux », une séquence de trois minutes diffusée tous les jours, entre 12 et 13 heures, par FR 3-Limousin-Poitou-Charentes. L'équipe sillonne les sept départements des environs à la découverte d'itinéraires nouveaux ou de lieux mal-connus. Sans pour autant faire vibrer la fibre régionaliste locale. *« Evitons de chercher notre identité seulement dans le passé »*, note Eric Fabre, à Limoges. *« La télévision doit puiser dans l'histoire, certes, mais elle doit surtout être un élément bâtisseur des nouvelles identités régionales. C'est elle qui peut nous parler du quotidien des habitants, de l'avenir de la région, de ses changements. Et c'est elle qui contribuera à sa manière à nous raconter l'histoire récente d'une région au temps de la décentralisation. »*

L'instrument de la décentralisation

Une télévision à l'égal des autres institutions, emportée dans un tourbillon qui comprend aussi bien l'aménagement du territoire que les réelles responsabilités locales, ou la décentralisation économique. Le hasard des découpages, qui n'en est sans doute pas un, a d'ailleurs bien fait les choses. La surperficie couverte par FR 3-Limousin-Poitou-Charentes correspond parfaitement aux frontières de certaines des institutions régionales : la Sécurité sociale, les Eaux et forêts, les douanes, la caisse régionale d'assurance maladie du Centre-Ouest, ou la chambre régionale de commerce et d'industrie. *« FR 3, le vrai regard sur la région »*, proclament les affiches de FR 3-Midi-Pyrénées qui ont envahi Toulouse. Peut-être ce « vrai » regard émane-t-il tout simplement de ces frontières, qui, selon le mot de Jean-Marie Belin, donne naissance à une télévision faite *« par et pour les gens d'ici »*.

Certains sont malgré tout frappés d'impatience ; irrités, avec Jean Cabot, le directeur du centre régional d'information jeunesse (CRIJ) de Toulouse, par cette télévision régionale *« en tranches »* servie tous les soirs à 19 h 10, au beau milieu du « 19-20 » de FR 3. *« Nous sommes cantonnés dans notre petit horaire, et il ne faut plus en bouger »*, lance-t-il. *« Je n'arrive pas à le digérer. J'ai parfois l'impression que nous sommes enfermés dans un ghetto comme s'il nous était interdit de regarder au-delà de nos frontières régionales. »* La hantise du repli sur soi taraude certains. Pourquoi, disent-ils, ne pas sortir de nos murs ? La télévision serait-elle moins régionale pour autant ? *« Nous disposons d'une capacité de production »*, souligne Marc Belit, le directeur du Parvis, un centre de développement culturel installé à Tarbes. *« Il faut la féconder. Que ce soit par l'intérieur ou par l'extérieur, peu importe ! C'est ici que les choses se passeront, et c'est ainsi que nous créerons une véritable télévision régionale. »*

Sortir de ses frontières

Car la marque d'une telle station ne se reconnaîtra ni aux costumes régionaux, ni aux références historiques, ni au parler du patois. On peut sortir de ses frontières et rester soi-même, note d'ailleurs Izy Morgenesztern, qui n'aime guère s'embarrasser de régionalisme. *« Regardez les télévisions étrangères »*, dit-il. *« Lorsque nous avons vu les premières émissions de la 5 qui étaient enregistrées en Italie, nous avons tous eu un sentiment d'étrangeté. Il n'y avait rien de particulièrement italien, on parlait français, et pourtant ces émissions « faisaient » terriblement italien. Les programmes que nous fabriquons ici, dans la région Midi-Pyrénées, nous ressemblent malgré nous. Que nous parlions de la Chine ou du rugby. »* Et de plaider en faveur d'une Europe des télévisions régionales amorcée, à FR 3-Midi-Pyrénées, à travers des émissions telles que *« TBM »* (Toulouse-Barcelone-Montpellier), réalisée en collaboration avec la chaîne catalane TVE, la Radio-Télévision belge francophone (RTBF) et la télévision yougoslave, ou « Pyrénées-Pirineos », un magazine mensuel trilingue (français, catalan, castillan) coproduit par six télévisions françaises et espagnoles.

FR 3-Alsace fait de même en travaillant régulièrement avec Südwestfunk, la télévision du land de Bade-Wurtemberg toute proche. Une recomposition audiovisuelle de cet « espace rhénan » auquel les Alsaciens tiennent tant. « Hewe un Drewe », diffusée tous les soirs sur les deux chaînes, est ainsi définie comme *« une émission dialectale tranfrontalière »*. Le parler du pays de Bade n'est en effet pas très éloigné du dialecte alsacien.

Mais les prophètes de cette télévision régionale dite de territoire prêchent parfois dans le désert. Qui, en région, se soucie réellement du devenir européen de FR 3 ?

La station est là, bien sûr. Ils s'en félicitent, c'est vrai, mais leur attente reste confuse, brouillée, souvent insaisissable. Faut-il transformer le découpage actuel de FR 3 ? Quelle place offrir à cette « expression régionale » qui suscite tant de malentendus ? Les stations doivent-elles demeurer des chaînes généralistes de service public ? Faut-il modifier l'importance des productions nationales faites en région ? Toutes questions qui laissent les décideurs des régions vaguement indifférents. Ils ne souhaitent jamais voir disparaître FR 3, mais son destin leur importe peu : le sort des stations régionales paraît abandonné aux spécialistes des médias ou aux dirigeants de la chaîne. Les télévisions régionales répètent pourtant qu'elles décèlent sans peine un besoin, une attente, qui fait de FR 3 une station en laquelle les habitants des régions se reconnaissent. Sans pour autant la défendre ou l'interroger.

ANNE CHEMIN.

(1) Sondage par téléphone effectué en temps réel du 22 février au 2 mars 1988 sur les huit départements de Midi-Pyrénées ; avec l'aide de l'INSEE et de la Sofres.

Le 68e congrès du Syndicat national des journalistes

La formation des journalistes et la protection des sources au cœur des débats

TOURS
de notre correspondant

Au seuil de l'acte unique européen, la formation des journalistes français représente pour le Syndicat national des journalistes (SNJ) une des priorités de la profession, un véritable plan de bataille, a estimé le syndicat, au cours de son 68e congrès national réuni du 6 au 8 octobre à Amboise (Indre-et-Loire), doit être mis en œuvre pour combler le retard accusé dans ce domaine sur certains pays européens.

Il passe à la fois par la concertation avec les organisations syndicales représentatives des différents pays de la CEE et la prise en compte de leurs propositions par les autorités européennes. L'acte unique pour le SNJ constitue l'occasion pour la profession d'instituer un code déontologique commun à tous les journalistes de la CEE. Tâche immense lorsqu'on constate le gouffre qui sépare les statuts des journalistes d'un pays à l'autre.

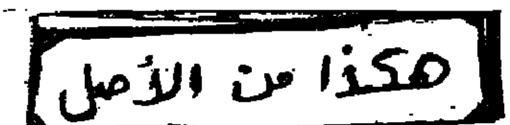
Les langues étrangères sont au cœur du débat. En 1993, il ne suffira pas à un journaliste de maîtriser parfaitement une langue pour travailler dans le pays de son choix, ont aussi indiqué au congrès les représentants des écoles de journalistes et Jean Germain, directeur du cabinet d'André Laignel, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle. La maîtrise des langues devra s'accompagner d'une connaissance des cultures locales. Le Centre de formation des journalistes (CFJ) de Paris s'efforce déjà de mettre en place des études européennes qui pourraient être sanctionnées par un *master* européen de journalisme.

Le congrès a mis aussi l'accent sur une nécessaire législation accordant aux journalistes la protection de leurs sources. Mais sans en faire pour autant des citoyens au-dessus de la loi. M. Michel Debré, maire d'Amboise, qui a rendu une visite surprise aux congressistes, a indiqué ne pas être opposé au vote d'un tel texte.

Le rattrapage des salaires, autant que les conditions d'exercice du métier (dans le climat *« d'affairisme »* introduit dans l'audiovisuel par la privatisation) ont aussi occupé les travaux du SNJ. Les syndicalistes ont salué la grève des journalistes du service public de l'audiovisuel et dénoncé la *« starisation »* d'un système salarial qui aggrave les inégalités, y compris dans la presse écrite. Ainsi, pour le SNJ, la grève récente du *Journal du Centre* a illustré l'abus des emplois précaires (pigistes, contrats à durée déterminée), qui avait notamment justifié le refus de signature de la révision de la convention collective.

Le congrès a renouvelé ses instances et confirmé à sa tête François Boissarie *(le Figaro)* au poste de premier secrétaire ; les secrétaires généraux sont Pierre Delimange *(le Havre Libre)*, Claude Durieux (retraité, ancien journaliste au *Monde* ; Jean-Pierre Garnier (FR 3 Bretagne) et Daniel Gentot (FR 3 Midi-Pyrénées).

ALEXIS BODDAERT.



Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

A TA SANTÉ, DOROTHÉE. Renaissance (42-08-18-50).

L'EX-FEMME DE MA VIE. Splendid Saint-Martin (42-08-21-93) 20 h 30.

SUPER MATHIEU ! Edgar III (43-20-85-11), 21 h 30.

AH ! ÇA RIRA, ÇA RIRA, ÇA RIRA !... Caveau de la République (42-78-44-45), 21 h.

MÈRE COURAGE ET SES ENFANTS. Boulogne-Billancourt, Théâtre de Boulogne (46-03-60-44), 20 h 30.

KILOWATT. Palais des Glaces (Petit Palais) (48-03-11-36), 20 h 15.

VOYANCE. Essaïon de Paris (42-78-46-42), 21 h.

SOPHONISBE. Théâtre national de Chaillot. Théâtre Gémier (47-27-81-15), 20 h 30.

LA DAME DE BAYREUTH. Théâtre moderne (43-59-39-39), 20 h 30.

RÉVEILLE-TOI, PHILADELPHIE. Théâtre national de la Colline. Grande salle (43-66-43-60), 20 h 30.

LES DÉLICES DU BAISER. Comédie italienne (43-21-22-22), 20 h 30.

L'ANNONCE DE MATTHIAH. Essaïon de Paris. Salle II (42-78-46-42), 21 h.

LOUIS JOUVET, LE PATRON. Palais-Royal (42-97-59-81), 14 h 30.

LE PANTALON. Epinay-sur-Seine (Espace Lumière) (48-26-86-86). 20 h 30.

L'OMBRE DE LA VALLÉE. Centre Mandapa (45-89-01-60), 21 h.

LES TROIS SŒURS. Spectacle en langue allemande. Nanterre. Théâtre des Amandiers (47-21-18-81).

HENRY BRULARD : MA VIE. *Cité internationale universitaire. La* Resserre (45-89-38-69).

MINETTI. Bobigny. Maison de la Culture. Petite salle (48-31-11-45).

LE PLUS HEUREUX DES TROIS. Poche Montparnasse (45-48-92-27).

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Bulle ou la voix de l'océan : 20 h 30.

ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉATRE) (45-89-43-22). ◊ *Le Motil* et la Crique : 20 h.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). Le Timide au palais : 20 h 30.

ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23). ◊ Les Enfants du Soleil : 20 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). Baby Boom : 21 h.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard. Souvenirs assassins : 18 h 30. Salle Louis Jouvet. Simplement compliqué, Festival d'automne à Paris 1988 : 19 h.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Une absence : 20 h 30.

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). Notes en duo : 20 h. ◊ Bars (La Trilogie du mythe) : 22 h.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). Théodore : 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-61). L'Augmentation : 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). Trakiniaï : 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle I. Cami, drames de la vie courante : 20 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Ah ! Ca rira, ça rira, ça rira !... : 21 h.

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). ◊ L'Ombre de la vallée : 21 h.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). L'Orage : 20 h 45.

CIRQUE D'HIVER (42-66-20-75). Astérix : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). La Galerie. La Seconde Surprise de l'amour : 20 h 30. La Resserre. ◊ Henry Brûlard : ma vie : 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). *Reviens dormir à l'Elysée* : 21 h.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies : 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). ◊ Les Délices du baiser : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. ◊ Le Legs suivi par le Jeu de l'amour et du hasard : 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Masure : 21 h.

DEUX ANES (46-06-10-26). Le Coït du père François : 21 h.

DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). Le Gardien : 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Glengarry Glen Ross : 21 h.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42). Salle I. Voyance : 21 h. Salle II. Paroles d'or : 18 h 30. ◊ L'Annonce de Matthiah : 21 h.

FONTAINE (48-74-74-40). L'Homme prudent : 21 h.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Nocturnes : 20 h 45.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51). Signal *Man's Apprentice (les Aiguilleurs)* : 21 h.

GAVEAU-THÉATRE (SALLE GAVEAU) (45-63-20-30). ◊ Le Naufragé : 19 h.

GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06). Le Merle blanc : 20 h 30.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). ◊ Eux seuls le savent : 18 h 45. Délire à deux : 20 h 30.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). *L'Ange gardien* : 20 h 30.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30.

LA BASTILLE (43-57-42-14). Temporairement épuisé : 19 h 30. Le Criminel, Festival d'automne à Paris 1988 : 21 h.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Les Armoires : 21 h.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Valardy : 20 h 15.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 20 h. Mort à crédit : 21 h 30. Théâtre rouge. Contes érotiques arabes du XIVe siècle : 20 h. Pour un oui, pour un non : 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). La Foire d'empoigne : 21 h.

MAISON DE L'AMÉRIQUE LATINE (42-22-97-60). ◊ *Les Cent Ans d'Azul* : 18 h 30.

MAISON DE LA POÉSIE (42-36-27-53). ◊ Pierre Gamarra lectures rencontres : 20 h 30.

MARAIS (42-78-03-53). Le Grand Invité : 20 h 30.

MARIE STUART (45-08-17-80). Le Monte-Plats : 18 h 30. Sept Contes cruels : 22 h.

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). Si c'est pas Montagné, j'en veux pas : 21 h.

MATHURINS (42-65-90-00). La Femme à contre-jour : 21 h.

MICHEL (42-65-35-02). Pyjama pour six : 21 h 15.

MICHODIÈRE (47-42-95-23). Ma cousine de Varsovie : 20 h 45.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Le Secret : 21 h.

NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). Paris accordéon Fêtes d'automne du Ve arrondissement : 20 h 30.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Le Grand Standing : 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32). Les Exilés : 20 h 30.

Mardi 11 octobre

ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). Toile de fond : 18 h 30.

ŒUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas Rappaport : 20 h 45.

OFFICE NATIONAL SUISSE DU TOURISME (47-42-45-45). La Prose du Transsibérien et de la petite Jehanne de France : 10 h, 14 h 30 et 20 h 15.

OPÉRA - PALAIS GARNIER (47-42-53-71). ◊ Jules César : 19 h 30.

PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (48-03-11-36). Kilowatt : 20 h 15. ◊ Les Vamps : 21 h 30.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). ◊ Louis Jouvet, le patron Rencontres du Palais-Royal : 14 h 30. Et le spectacle continue ! Raymond Devos : 20 h 30.

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle I. ◊ Le plus heureux des trois : 21 h.

PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). Ténor : 20 h 30.

RANELAGH (42-88-64-44). L'Etrange Mister Knight : 21 h.

RENAISSANCE (42-08-18-50). A ta santé, Dorothée : 20 h 45.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). Le Lavoir : 20 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle de couple : 20 h 45.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). L'Ex-Femme de ma vie : 20 h 30.

SQUARE RÉJANE (43-79-90-90). Baroque *II : 20 h 30.*

THÉATRE DE DIX HEURES (42-64-35-90). ◊ Paradiseurs, suivi de Va donc mettre au lit tes ratures : 20 h 30. Brassens, Brel : 22 h.

THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). La Résistible Ascencion d'Arturo Ui : 20 h 30.

THÉATRE DE L'OMBRE QUI ROULE (43-26-29-61). Le Monologue de Molly Bloom, d'après Ulysse : 21 h.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle II. ◊ Salomé : 20 h 30.

THÉATRE DU BEL AIR (43-46-91-93). Les Eaux et Forêts : 20 h 30.

THÉATRE MODERNE (43-59-39-39). ◊ La Dame de Bayreuth : 20 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Théâtre Gémier. ◊ Sophonisbe : 20 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. ◊ Réveille-toi, Philadelphie : 20 h 30.

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Grande salle. Le Retour au désert, Festival d'automne à Paris 1988 : 20 h 30.

TINTAMARRE (48-87-33-82). Barthélémy : 19 h. Les majorettes se cachent pour mourir : 21 h 30.

TOURTOUR (48-87-82-48). Identités : 19 h.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Rififoin dans les labours : 21 h.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). Le Saut du lit : 20 h 30.

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

Retour à l'aube (1938), d'Henri Decoin, 16 h ; The First of the Few (1942, v.o.), de Leslie Howard, 19 h ; la Révolte des Pêcheurs (1934, v.o.s.t.f.), d'Erwin Piscator, 21 h 15.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29)

Relâche.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (40-26-34-30)

Paris : un arrondissement par jour : 17e arrondissement : Périphérique : Couverture du périphérique (1984) de Chantal Machet, Laisse béton (1984) de Serge Le Perron, 14 h 30 ; 18e arrondissement : En *haut de la butte : Sheila chante Petite fille* de Français moyen (1968) de E. Matalon, Montmartre en couleur (1946) de Jean-Claude Bernard, Petite Fuite en froid (1966) de J. Dasque, les Bottes de sept lieues (1971) de F. Martin, 16 h 30 ; 19e et 20e arrondissements : Gosses de Belleville : Jour de classe (1972) de Jouf, Un gosse de *la butte (1963) de M. Delbez, 18 h 30 ; la* Villette : le Sang des bêtes (1948) de Georges Franju, Ouverture de la Cité des sciences (1986) de Jean-Pierre Dougnac, Cité Pass (1987) d'Henri Poirier, Passage de Flandre (1978) d'Alain Rémond, le Pont du Nord (1980) de Jacques Rivette, 20 h 30.

Les exclusivités

A GAUCHE EN SORTANT DE L'ASCENSEUR (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

ADA DANS LA JUNGLE (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LES ANNÉES SANDWICHES (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

LA BÊTE DE GUERRE (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) : Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71).

BIG (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

BIRD (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

BONJOUR L'ANGOISSE (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

CHOCOLAT (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

COLORS (*) (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

LA COMMISSAIRE (Sov., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

LE COMPLOT (Fr., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; v.f. : George V, 8e (45-62-41-46) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

DE BRUIT ET DE FUREUR (**) (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

LA DERNIÈRE TENTATION DU CHRIST (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

EMMANUELLE 6 (**) (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

ENCORE (*) (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

FRANTIC (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

GOOD MORNING VIETNAM (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; George V, 8e (45-62-41-46).

LA GUERRE D'HANNA (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52).

HAIRSPRAY (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

HOMEBOY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

L'HOMME QUE J'AI TUÉ (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

HOTEL TERMINUS (Fr., v.o.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

IRONWEED (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

LA LECTRICE (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; *Sept Parnassiens, 14e* (43-20-32-20) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA LOI DU DÉSIR (*) (Esp., v.o.) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

MASQUERADE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; *Publicis Champs-*Elysées, 8e (47-20-76-23).

MÈRE TERESA (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

MIDNIGHT RUN (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; *UGC Danton,* 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; *UGC Opéra, 9e* (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

LES MODERNES (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

NICKY ET GINO (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

NUIT ITALIENNE (It., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

OEUF (Hol., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34).

LA PETITE AMIE (Fr.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82).

PIÈGE DE CRISTAL (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).

PRESIDIO (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

PUBLIVORE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

QUELQUES JOURS AVEC MOI (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06).

SALAAM BOMBAY ! (Indo-Fr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

SAMMY ET ROSIE S'ENVOIENT EN L'AIR (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

SAVANNAH (Fr.) : Utopia Champollion, *5e (43-26-84-65).*

TERRE SACRÉE (Fr., *v.o.*) : Latina, 4e (42-78-47-86).

TROIS SŒURS (It.-Fr.-All., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

UN MONDE A PART (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e *(45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13e (43-*36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

UN PRINCE A NEW YORK (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; *v.f. :* Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

L'ANNÉE DERNIÈRE A MARIENBAD (Fr.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

ASSASSINS ET VOLEURS (Fr.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).

AUTOPSIE D'UN MEURTRE (A., v.o.) : *Utopia Champollion, 5e* (43-26-84-65).

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

BAMBI (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA *BELLE* ENSORCELEUSE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

BIENVENUE MR CHANCE (A., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

BIRDY (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71).

BRADDOCK (*) (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LES COMPÈRES (Fr.) : Club, 9e.

CRUISING (**) (A., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

LES DAMNÉS (*) (It.-A., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

DIRTY DANCING (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

DOCTEUR FOLAMOUR (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

DOUZE HOMMES EN COLÈRE (A., v.o.) : Reflet Médicis Logos, 5e (43-54-42-34).

LES FILMS NOUVEAUX

L'AUTRE NUIT. Film français de Jean-Pierre Limosin : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

DROLE D'ENDROIT POUR UNE RENCONTRE. Film français de François Dupeyron : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

DROWNING BY NUMBERS. Film britannique de Peter Greenaway, v.o. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; *Escurial, 13e* (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

L'ETUDIANTE. Film français de Claude Pinoteau : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Rex, 2e *(42-36-83-93) ; 14 Juillet Odéon, 6e* (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, *14e* (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

L'INCESTE, LA CONSPIRATION DES OREILLES BOUCHÉES. Film français de Carole Roussopoulos, v.o. : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

LE REPAS DU DRAGON. Film allemand de Jan Schütte, v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

STORMY MONDAY. Film anglo-américain de Mike Figgis, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE TEST. Film franco-suisse d'Ann Zacharias, v.o. : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

LE TOCSIN DE TCHERNOBYL. Film soviétique de Rollan Serguienko, v.o. : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

UNE AFFAIRE DE FEMMES (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22 46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

UNE ETOILE POUR L'EXEMPLE (Fr.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

Les grandes reprises

AGUIRRE, LA COLÈRE DE DIEU (All., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

HITLER, UNE CARRIÈRE (All., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LE JUSTICIER BRAQUE LES DEALERS (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LE LIVRE DE LA JUNGLE (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

MANON DES SOURCES (Fr.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

REBECCA (A., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34).

SANS PITIÉ (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

SEULS LES ANGES ONT DES AILES (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LA SOURIS QUI RUGISSAIT (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

ZELIG (A., v.o.) : Accatone (ex *Studio* Cujas), 5e (46-33-86-86).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 12 OCTOBRE

« Le symbolisme et les peintres mondains », Musée d'Orsay, étage médian, 13 h 30 (Mme Caneri).

« Picasso dans un palais du Marais », 14 h 15, 5, rue de Thorigny (Paris et son histoire).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Rues, maisons du Moyen Age autour de Saint-Paul », 14 h 30, métro Sully-Morland (Paris pittoresque et insolite).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, devant les grilles (Christine Merle).

« Les rois maudits : la Sainte Chapelle », 15 heures, 2, boulevard du Palais (Tourisme culturel).

« Les salons de l'hôtel de Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou (Mme Cazes).

MONUMENTS HISTORIQUES

« Le théâtre de l'Odéon : extérieur et intérieur », 15 heures, devant le théâtre, place de l'Odéon.

« Saint-Denis du Saint-Sacrement et sa Pieta de Delacroix », 15 heures, 70, rue de Turenne.

« A la découverte d'un temple bouddhiste », 15 heures, entrée de l'Institut international bouddhique, 40, route de Ceinture-du-Lac-Daumesnil.

POUR LES JEUNES

« *Les chemins d'un tableau* » (plus de dix ans), 14 h 30, 11, avenue du Président-Wilson (Musée d'art moderne).

« Séance de contes » (cinq-sept ans), 14 h 30, avenue Winston-Churchill (Petit Palais).

CONFÉRENCES

3, rue Rousselet, 14 h 30 : « A la découverte des hiéroglyphes » : 19 heures : « Le siècle de Rubens » (Arcus).

18, rue de Varenne, 18 h 15 : « Les fêtes juives austères », avec le rabbin Maurice Nezri (Fraternité d'Abraham).

35, rue des Francs-Bourgeois, *18 h 30 : « L'*Europe et la crise globale », par Christopher Layton (Maison de l'Europe).

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 11 octobre

TF 1

20.40 Cinéma : le Cavalier électrique ■■ Film américain de Sydney Pollack (1979). Avec Robert Redford, Jane Fonda, Valérie Perrine. *Un ancien champion de rodéo est devenu l'homme-enseigne d'une marque de céréales et s'exhibe dans des spectacles publicitaires. Un jour, à Las Vegas, il s'aperçoit que le cheval qu'il doit monter a été drogué. Il s'enfuit avec lui vers les montagnes et les plaines de l'Utah. Un sujet très original, un ton sarcastique et amer.* **22.40 Magazine : Ciel mon mardi !** Présenté par Christophe Dechavanne. Invité : André Dussolier. **0.10 Journal et Météo. 0.20 Magazine : Livres en tête. 0.40 Documentaire : Histoire des inventions. 1.30 Feuilleton : Les Moineau et les Pinson. 1.55 Documentaire : Les ateliers du rêve. 2.45 Documentaire : Histoires naturelles. 4.35 Musique. 4.40 Documentaire : Histoires naturelles.**

A 2

20.35 Cinéma : Mon oncle Benjamin ■ Film français d'Edouard Molinaro (1969). Avec Jacques Brel, Claude Jade, Rosy Varte. *En 1750, à Clamecy, un médecin de campagne, ami des pauvres, ennemi des riches, amateur de bon vin et de jolies filles, essaie d'échapper au mariage et s'attire une mauvaise affaire avec un marquis. Adaptation sous forme de récit picaresque d'un roman de Claude Tillier.* **22.10 Flash d'informations. 22.15 Documentaire : Brel, quinze années d'amour.** De Claudine Kirgener et André Sallée. Hommage au chanteur mort il y a dix ans. **23.15 Informations : 24 heures sur la 2. 23.35 Magazine : Strophes.** De Bernard Pivot. **23.50 Magazine : Du côté de chez Fred** (rediff.).

FR 3

20.30 Cinéma : la Loi selon Harry ■ Film américain de Bruce Geller (1973). Avec James Coburn, Michael Sarrazin, Trish Van Devere. *Un jeune voleur débutant et la jeune fille qu'il a essayé de dépouiller deviennent les élèves de deux pickpockets professionnels qui leur apprennent tous les trucs du métier. Ce curieux film, à la fois « documentaire » et fable sociale sur l'Amérique des années 70, est resté, jusqu'ici, inédit en France.* **22.20 Journal. 22.45 Télévision régionale.**

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Association de malfaiteurs ■■ Film français de Claude Zidi (1986). Avec François Cluzet, Christophe Malavoy, Jean-Pierre Bisson. **22.10 Flash d'informations. 22.15 Cinéma : l'Année du dragon ■■** Film américain de Michael Cimino (1985). Avec Mickey Rourke, John Lone, Ariane (v.o.). **0.25 Cinéma : Fou à tuer □** Film américain de David Schmoeller (1986). Avec Klaus Kinski, Talia Balsam, Barbara Whinnery. **1.45 Document : Julio Iglesias, le séducteur.**

LA 5

20.30 Cinéma : Ah, les belles bacchantes ! □ Film français de Jean Loubignac (1954). Avec Louis de Funès, Jacqueline Maillan, Robert Dhéry. *Un commissaire de police, un plombier et son épouse, perturbent les tableaux d'une revue de music-hall. Un spectacle burlesque de Robert Dhéry et sa troupe transposé au cinéma par un réalisateur nullissime, ce qui nuit aux acteurs.* **▶ 22.20 Série : Le retour de Mike Hammer. Des diamants et des dégâts. 23.10 L'inspecteur Derrick** (rediff.). **0.00 Journal de minuit. 0.05 L'inspecteur Derrick** (suite). **0.15 Capitaine Furillo** (rediff.). **1.05 Journal de la nuit. 1.10 Les Boussardel** (rediff.). **2.40 Janique aimée** (rediff.). **3.05 Seule à Paris** (rediff.). **3.30 Voisin, voisine** (rediff.). **4.30 Feuilleton : Le clan Beaulieu. 4.55 Série : Voisin, voisine.**

M 6

20.35 Téléfilm : Le cri du loup. De Dan Curtis, avec Peter Graves, Clint Walter. *Cinq meurtres ont été commis par une étrange créature mi-homme, mi-bête.* **21.50 Série : Le Saint.** L'argent ne fait pas le bonheur. **22.45 Journal. 23.00 Magazine : M6 aime** (rediff.). **23.55 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **0.40 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Sexy clip** (rediff.). **2.30 Série : Le Saint** (rediff.). **3.20 Magazine : Adventure** (rediff.). **3.45 Magazine : Le glaive et la balance** (rediff.). **4.10 Magazine : M6 aime** (rediff.). **5.00 Magazine : Adventure** (rediff.). **5.30 Magazine : Le glaive et la balance** (rediff.). **6.00 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. Nos ancêtres étaient-ils cannibales ? **21.30 Les femmes et l'Eglise : une nouvelle donne ? 22.40 Nuits magnétiques.** Architectes et bâtisseurs. 1. Immeubles intelligents. **0.05 Du jour lendemain. 0.50 Musique : Coda.** Ailleurs de l'Europe. World music.

FRANCE-MUSIQUE

20.15 Intégrale Schubert (1). Quatuor à cordes nº 1 en si bémol majeur D 18, Quatuor nº 10 en mi bémol majeur, op. 125, D 87, de Schubert ; Mouvement(s), quatuor à cordes, de Daniel ; Quatuor à cordes nº 13 en la mineur, op. 29, D 804, de Schubert par le Quatuor Chilingirian. **22.30 Récital.** Christophe Boulier, violon, et Miklos Schon, piano. sonate pour violon et piano en ut majeur, op. 59, de D'Indy ; Sonate pour violon et piano en la majeur de Franck. **0.00 Club d'archives.** Symphonie en si bémol majeur, de Benda ; Concerto pour clavier et orchestre nº 1 en ré mineur, BWV 1052, de Bach. **1.00 Karcheisz, Stockhausen.**

Mercredi 12 octobre

TF 1

13.30 Météo et Bourse. 13.40 Feuilleton : Côte Ouest. 14.35 Club Dorothée après-midi. 17.45 Série : Chips. 18.35 Avis de recherche. 18.50 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.20 Jeu : La roue de la fortune. 19.50 Tirage du Tac-O-Tac. 20.00 Journal, Météo et Tapis vert. 20.40 Tirage du Loto. 20.45 Variétés : Sacrée soirée. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. **22.35 Documentaire : De Gaulle ou l'éternel défi.** De Jean Labib, d'après l'œuvre de Jean Lacouture. 5. Déchirures algériennes. **23.35 Journal et Météo. 23.55 Variétés : Wiz qui peut. De 0.40 à 6.27 Rediffusions 0.40 Documentaire : Histoire des inventions. 1.30 Feuilleton : Les Moineau et les Pinson. 1.55 Documentaire : Les ateliers du rêve. 2.50 Documentaire : Histoires naturelles. 4.30 Musique. 4.50 Documentaire : Histoires naturelles.**

A 2

13.45 Feuilleton : Jeunes docteurs. 14.30 Magazine : Chauds les glaçons. 17.15 Magazine : Graffitis 5-15. 17.55 Série : L'homme qui tombe à pic. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.05 INC. 19.10 Sagarmatha 88. Opération Everest, présentée par Didier Régnier et Alain Valentini. **19.30 Flash d'informations. 19.35 Plaisir de rire : La baby-sitter. 20.00 Journal et Météo. 20.35 Téléfilm : Monte-Carlo.** D'Anthony Page, avec Joan Collins, George Hamilton (2e partie). **22.05 Flash d'informations. 22.10 ▶ Magazine : Elle.** De Dominique Lempereur et Elisabeth Couturier. Présenté par Elle Mac Pherson. **0.00 Informations : 24 heures sur la 2. 0.15 Magazine : Figures.** De Jacques Chancel. Invité : Le baron Armel de Wismes.

FR 3

13.30 Feuilleton : Allô ! Tu m'aimes ? 13.57 Flash d'informations. 14.00 Magazine : Une pêche d'enfer. 14.30 Flash d'informations. 14.33 Jeu : Cherchez la France. 15.00 Questions au Gouvernement à l'Assemblée nationale. 17.00 Flash d'informations. 17.03 Dessin animé : Petit ours brun. 17.05 Dessin animé : Petzi. 17.10 Dessin animé : Diplodo. 17.15 Dessin animé : Mister T. 17.40 The Muppets babies. 18.00 Magazine : Drevet vend la mèche. 18.30 Feuilleton : Guillaume Tell (8e épisode). **19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, le journal de la région. **19.53 Dessin animé : Il était une fois la vie.** La naissance. **20.02 Jeux : La classe. 20.30 Théâtre : Les petits oiseaux.** Pièce d'Eugène Labiche et Delacour, mise en scène par René Dupuy. Avec Henri Tisot, Marthe Mercadier, Georges Beller, Pierre Destailles. **22.10 Journal et Météo. 22.30 Magazine : Océaniques.** 1. Cycle Glenn Gould. Fugue en mi bémol majeur, de Bach ; 32 variations en ut mineur, de Beethoven ; Sonate opus 1, de Berg. 2. Portrait de créateurs : Marithé et François Girbaud. **23.30 Musiques, musique.** Coronach nº 4, op. 52, de Schubert, par la maîtrise de Radio-France.

CANAL PLUS

13.30 Téléfilm : Faut-il tuer Dan Malone ? 15.00 Série : La malédiction du loup-garou. 15.25 Téléfilm : Le droit de choisir. 17.10 Documentaire : L'oasis dans les glaces. 17.37 Dessin animé : Virgul. 17.40 Cabou Cadin. 18.30 Dessins animés : Ça cartoon. 18.45 Flash d'informations. 18.49 Top 50. 19.30 Magazine : Nulle part ailleurs. 19.35 Football. Les coulisses. **20.00 Football.** France-Grèce. Finale (match retour) du Championnat d'Europe des espoirs. **22.10 Flash d'informations. 22.15 Série : Paire d'as. 23.00 Cinéma : Spirale. ■** Film français de Christopher Frank (1987). Avec Richard Berry, Claire Nebout, Tcheky Karyo. *Un homme, directeur d'un laboratoire photographique, est ravagé par un amour fou pour une femme mystérieuse, qu'il a rencontrée sur la Côte d'Azur, entourée d'une faune bizarre. Les révélations progressives d'un récit par retours en arrière ne font pas honneur à l'imagination de Christopher Frank. Ce film aux images raffinées a tout du roman-photo. On peut le voir pour Claire Nebout, actrice singulière, irréprochable personnage qui traîne dans son sillage le néoromantisme de la passion fatale.* **0.30 Cinéma : Ma nuit chez Maud. ■■** Film français d'Eric Rohmer (1969). Avec Jean-Louis Trintignant, Françoise Fabian, Marie-Christine Barrault. **2.15 Magazine : Cinémode.**

LA 5

13.30 Série : Supercopter. 14.25 Série : K 2000. 15.25 Série : Shérif, fais-moi peur. 16.25 Pollyanna. 16.50 Susy aux fleurs magiques. 17.15 Les aventures de Claire et Tipoune. 17.40 Magazine : En route pour l'aventure. 18.05 Série : Captain Power. 18.30 Dessin animé : Olive et Tom, champions du foot. 18.55 Journal images. 19.00 Jeu : La porte magique. 19.30 Boulevard Bouvard. 20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : Profession mannequin. *Quand un modèle décide de devenir photographe...* **22.20 Série : La loi de Los Angeles. 23.20 Supercopter** (rediff.). **0.00 Journal de minuit. 0.05 Supercopter** (suite). **0.25 K 2000** (rediff.). **1.20 Les Boussardel** (rediff.). **2.50 Journal de la nuit. 2.55 Janique aimée** (rediff.). **3.20 Seule à Paris** (rediff.). **3.45 Voisin, voisine** (rediff.). **4.45 Feuilleton : Le clan Beaulieu. 5.10 Voisin, voisine.**

M 6

13.20 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire. 14.15 Jeu : Fan de... 15.00 M6 Express. 15.05 Variétés : Frequenstar. 15.45 Hit, hit, hit, hourra ! 16.00 M6 Express. 17.05 Série : Hawaï police d'Etat. 18.05 Série : Daktari. 19.00 Série : Les routes du paradis. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Cosby show. 20.35 Téléfilm : Destacatyl, la statuette maléfique. 22.00 Magazine : Libre et change. De Michel Polac. Sur le *thème : Les pourritures terrestres (démocratie ou corruption).* Invités : Pierre Péan (L'argent noir) ; Claude Roire (D. comme Dailly) ; André Postel-Vinay, inspecteur général honoraire des finances ; Gérard Delteil, journaliste, co-auteur avec Yonnel Liégeois de Dossier Viande. **23.15 Journal. 23.30 Série : Le Saint. 0.25 Magazine : Club 6. 1.10 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Magazine : Charmes** (rediff.). **2.30 Série : Le Saint** (rediff.). **3.20 Magazine : M 6 aime** (rediff.). **4.10 Magazine : Adventure** (rediff.). **4.35 Magazine : Le glaive et la balance** (rediff.). **5.00 Magazine : M 6 aime** (rediff.). **6.00 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue. L'étymologie. **21.30 Correspondances.** Des nouvelles de la belgique, de la Suisse et du Canada. **22.00 Communauté des radios publiques de langue française.** L'histoire du blues. **22.40 Nuits magnétiques.** Architectes et bâtisseurs. 2. L'intérieur vaut l'extérieurs. **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.** Ailleurs de l'Europe. World music.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 17 juillet 1988, lors du Festival de Comminges) : Œuvres de Monteverdi, Bernardi, Grandi, Frescobaldi, Berio, Chaumont, Couperin, Darasse, Bach, Purcell, par Greta de Reyghere, soprano et Bernard Foccroulle, orgue. **23.07 Jazz club.** En direct du Méridien de Paris : la chanteuse brésilienne Leny Andrade, avec Joao Carlos Coutinho, piano Heber Calura, basse, Ubaldo de Oliveira, batterie.

Audience TV du 10 octobre 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 193 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	50.1	Santa-Barbara 22.2	Sagarmatha 4.0	Actual. région. 13.6	Top 50 4.1	Porte magique 2.9	Routes paradis 2.8
19 h 45	57.8	Roue fortune 31.8	Loft Story 7.3	Actual. région. 8.1	Nulle part 3.1	Boulev. Bouvard 3.1	Routes paradis 3.5
20 h 16	69.0	Journal 38.4	Journal 11.5	La classe 9.5	Nulle part 1.7	Journal 4.1	Cosby show 3.1
20 h 55	67.6	Hemingway 21.8	Fausse suivante 5.5	Chiens de guerre 28.3	Fletch 2.3	La cible 7.8	Picone 4.2
22 h 8	57.8	Hemingway 20.9	Fausse suivante 2.5	Chiens de guerre 24.7	Flash info 1.4	La cible 5.7	Picone 2.6
22 h 44	26.2	Santé à la une 11.2	Fausse suivante 2.4	Océanique 3.3	Bobogalloot 0.8	Spencer 5.1	Le Saint 3.1

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 11 octobre à 0 heure et *le dimanche 16 octobre à 24 heures* UTC.

Les pressions resteront basses toute la semaine sur le proche océan, ce qui maintiendra un temps perturbé sur l'Europe occidentale.

Après une accalmie mercredi, les perturbations suivantes affecteront surtout la moitié ouest du pays alors que les conditions plus anticycloniques qui s'établiront de l'Italie à la Scandinavie déborderont sur nos régions de l'Est.

Mercredi : averses et orages fréquents, éclaircies sur l'Ouest.

Le matin, de la Lorraine et de l'Alsace à la Provence-Côte d'Azur, aux Alpes et à la Corse, le temps restera gris et pluvieux. Les précipitations seront particuliuèrement fortes dans le Sud-Ouest où des orages éclateront.

Nuages, éclaircies et averses localement orageuses se partageront le reste du territoire.

Des nuages prédomineront du Cotentin au Nord où il pleuvera.

En cours de journée, de belles éclaircies se développeront de la Bretagne à l'Aquitaine, au Midi-Pyrénées, au Massif Central et au golfe du Lion.

Des averses orageuses seront encore à craindre du Nord au Centre, au Lyonnais et à la Lorraine.

Le temps couvert et pluvieux se maintiendra de l'Alsace aux Alpes, à la Côte d'Azur et à la Corse.

Le vent sera généralement modéré de secteur sud-est. Mistral et tramontane modérés s'établiront près du golfe de Lion.

Jeudi 13 : aggravation par l'Ouest.

Le matin, le ciel sera généralement nuageux et pluvieux près des Côtes atlantiqueset de la Manche. Il le sera également sur les Alpes et la Corse où quelques ondées pourront encore se produire. Les pays méditerranéens resteront ensoleillés, tandis que sur les autres régions les brumes et brouillards laisseront place à quelques passages nuageux.

En cours de journée le ciel couvert et pluvieux s'étendra à l'intérieur du pays pour atteindre les régions du Nordà l'Ile-de-France aux pays de Loire, au Centre, au Massif Central et à l'Aquitaine, les pluies s'étendront à l'étage moyen vers le nordest.

Les vents sud modérés souffleront sur l'ensemble des régions.

Vendredi 14 : beaucoup de nuages.

Le matin, le ciel sera très nuageux sur la plupart des régions. Seul le quart Sud-Est sera ensoleillé. Les pluies auront un caractère intermittent et affecteront surtout les régions allant de l'Aquitaine au Nord-Est et au Nord de la France par l'ouest.

Dans la journée, ces pluies pourront atteindre les régions du Nord-Est. Les nuages resteront très abondants de l'Aquitaine aux Région du Nord. D'épais nuages voileront le ciel sur les régions méditerranéenes, et des orages éclateront *sur les Cévènes* en soirée.

Les vents de sud souffleront encore sur la plupart des régions.

Samedi : légère amélioration.

Le matin le ciel sera généralement dégagé sur les régions de la moitié est, mais les brumes et brouillards seront nombreux dans le Nord-Est. Sur la moitié ouestles passages nuageux resteront importants et des pluies pourront affecter la Bretagne.

Dans la journée, des éclaircies se développeront à l'ouest. mais le soleil aura du mal à s'imposer sur la Bretagne, la Normandie, les pays de la Loire et l'Aquitaine où des orages pourront éclater.

Les régions du pourtour du golfe du Lion resteront nuageuses et des cellules orageuses pourront encore se développer dans l'intérieur.

Toujours des vents de sud sur le pays tournant au sud-est en Méditerranée et en se renforçant.

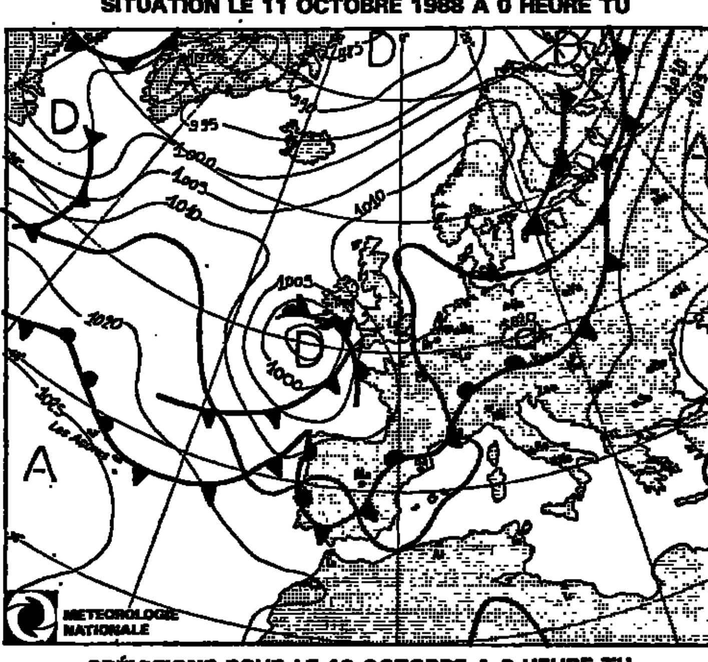
Dimanche 16 : passages nuageux à l'Ouest, plus ensoleillé à l'Est.

Sur les régions allant du nord-est aux Alpes, les quelques brumes ou brouillards matinaux laisseront place à de belles éclarcies.

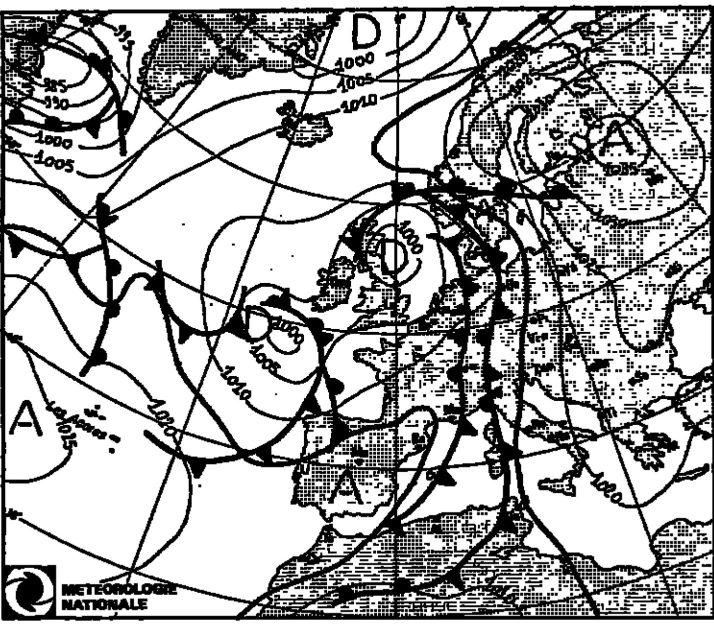
Sur le pourtour Méditerranéen des nuages côtiers pourront progresser dans l'intérieur.

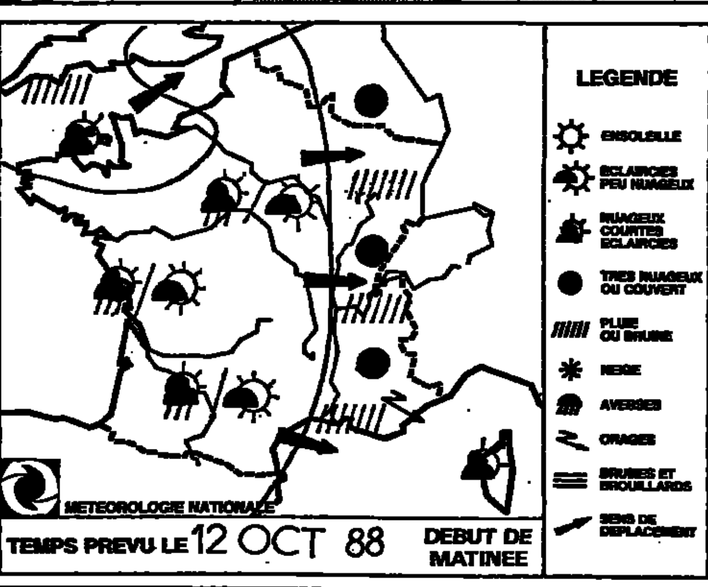
Plus à l'Ouest, les passages nuageux seront importants tout au long de la journée et pourront être accompagnés en fin de journée d'une évolution orageuses.

SITUATION LE 11 OCTOBRE 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 13 OCTOBRE A 0 HEURE TU





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 10-10-1988 à 6 heures TU et le 11-10-1988 à 6 heures TU — le 11-10-1988

FRANCE			
AJACCIO	25	15	N
BIARRITZ	15	14	D
BORDEAUX	15	13	P
BOURGES	16	10	P
BREST	15	10	P
CAEN	14	6	C
CHERBOURG	14	7	N
CLERMONT-FERR.	12	11	P
DIJON	13	10	P
GRENOBLE St-M-H	15	12	P
LILLE	11	4	C
LIMOGES	12	10	P
LYON	14	11	P
MARSEILLE-MAR.	24	19	P
NANCY	16	6	P
NANTES	17	11	P
NICE	22	17	P
PARIS-MONTS.	15	11	D
PAU	14	13	D
PERPIGNAN	25	15	C
RENNES	16	10	P
ST-ÉTIENNE	13	10	P
STRASBOURG	16	9	P
TOURS	15	10	P
TOULOUSE	18	13	P
POINTE-A-PITRE	32	22	D

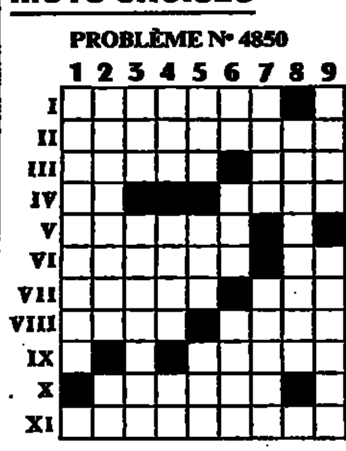
ÉTRANGER			
ALGER	31	19	C
AMSTERDAM	14	4	B
ATHÈNES	23	15	D
BANGKOK	30	24	C
BARCELONE	26	18	C
BELGRADE	24	14	N
BERLIN	16	3	N
BRUXELLES	13	4	N
LE CAIRE	30	17	D
COPENHAGUE	15	3	D
DAKAR	30	26	D
DELHI	31	19	D
DJERBA	33	20	D
GENÈVE	13	11	P
HONGKONG	28	25	P
ISTANBUL	18	9	D
JÉRUSALEM	24	15	D
LISBONNE	21	16	P
LONDRES	14	4	D
LOS ANGELES	35	17	D
LUXEMBOURG	12	5	C
MADRID	26	15	P
MARRAKECH	26	15	D
MEXICO	24	10	B
MILAN	16	14	C
MONTRÉAL	13	0	A
MOSCOU	15	10	C
NAIROBI	39	19	N
NEW-YORK	19	9	C
OSLO	10	0	D
PALMA-DE-MAL.	26	18	B
PÉKIN	26	15	C
RIO-DE-JANEIRO	23	20	C
ROME	24	15	N
SINGAPOUR	33	24	O
STOCKHOLM	12	1	N
SYDNEY	21	11	D
TOKYO	24	15	N
TUNIS	32	17	D
VARSOVIE	19	7	N
VENISE	20	16	C
VIENNE	15	10	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4850



HORIZONTALEMENT

I. Perte d'équilibre. – II. Pousse à s'intéresser de plus près aux faits et gestes d'autrui. – III. Aussi nuisibles que le choléra. Elément d'un « berceau ». – IV. *Préposition.* Sans os. – V. Un spécialiste des artifices. – VI. Sont en mesure de nous faire regretter de leur avoir porté la main dessus. Met un pied devant l'autre. – VII. Décide de l'issue d'un combat. C'est du pareil au même à des kilomètres à la ronde. – VIII. Trou de flûte. Peut servir à tracer. – IX. Faire en sorte de dissiper le brouillard. – X. Compte parmi ses représentants des ours aussi bien que des moutons. – XI. Parties d'un sabot.

VERTICALEMENT

1. Rend nécessaire l'usage d'un buffet. – 2. Court ainsi moins le risque d'être écrasé. Est plutôt mou sur les bords. – 3. Suffit parfois pour bâtir. Faire entrer dans une cage. – 4. Incite à rompre les rangs. L'esprit d'équipe y est souhaitable. Note. – 5. Intéresse la médecine. Ajoute au charme d'une province autrichienne. A la peau bicolore. – 6. Lettres de crédit. Sont déjà nombreux quand vient l'hiver. Est bien connu de celui qui file à l'anglaise. – 7. Persifleur. Aller sans but ou avec un but précis. – 8. Mauvaise mère. – 9. Fut chargée de faire un tour d'horizon. Places d'honneurs.

Solution du problème nº 4849

Horizontalement

I. Montagnes. – II. Idiome. – III. Sottement. – IV. Erronés. – V. Rien. En. – VI. If. Stupre. – VII. Cep. Axis. – VIII. Orant. Lev. – IX. Rat. Eue. – X. Dniestr. – XI. Eton. Eaux.

Verticalement

1. Miséricorde. – 2. Odoriférant. – 3. Nitre. Patio. – 4. Totons. En. – 5. Amen. Tâtes. – 6. Gémeaux. Ute. – 7. Es. Pilera. – 8. Erse. – 9. Satiné. Voix.

GUY BROUTY.



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

ons « services »

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Déluges de Nîmes

La cité, réputée sèche et torride, a, plusieurs fois au cours des siècles, failli être emportée par les eaux.

DANS le dixième livre de ses *Centuries*, Nostradamus prédit : *« Nîmes, eaux si hautement déborderont qu'on croira Deucalion renaître. Dans le colosse, la plupart fuiront. »*

Ce colosse, c'est sans doute la tour Magne, qui est le point culminant de la ville. Ainsi donc cette cité, qui apparaît au premier abord comme sèche, sinon torride l'été, cette cité qui n'a ni fleuve, ni rivière, porte en elle depuis des siècles la légende de l'annonciation et de la menace des eaux. Comme si une sorte de mémoire collective connaissait les réseaux hydrauliques qui cernent la ville et qui courent sous elle.

Ce n'est pas par hasard que Nîmes tient son nom de Nemausus, divinité celte, sans doute guérisseuse, à laquelle sa fontaine est consacrée. La source de la fontaine, pour Nîmes, c'est la vie : sans elle, pas de ville primitive ; sans elle, pas de sanctuaires romains importants ; sans elle, du Moyen Age au dix-huitième siècle, pas d'industries textiles ; et sans elle, pas de jardin de la Fontaine, dont Voltaire disait qu'il était l'un des plus beaux lieux d'Europe. Mais sans *elle aussi, point de saccage.*

Tout s'organise autour de ce paisible bassin d'eau verte au pied d'une colline, elle-même dernière avancée du plateau calcaire qui occupe tout le nord de Nîmes. Rien de mystérieux : il s'agit d'une source de type vauclusien, en relation avec le bassin de retenue souterraine et un vaste réseau de galeries enfouies, qui recueillent les pluies des garrigues sur 10 à 15 kilomètres au nord et au nord-ouest de la ville.

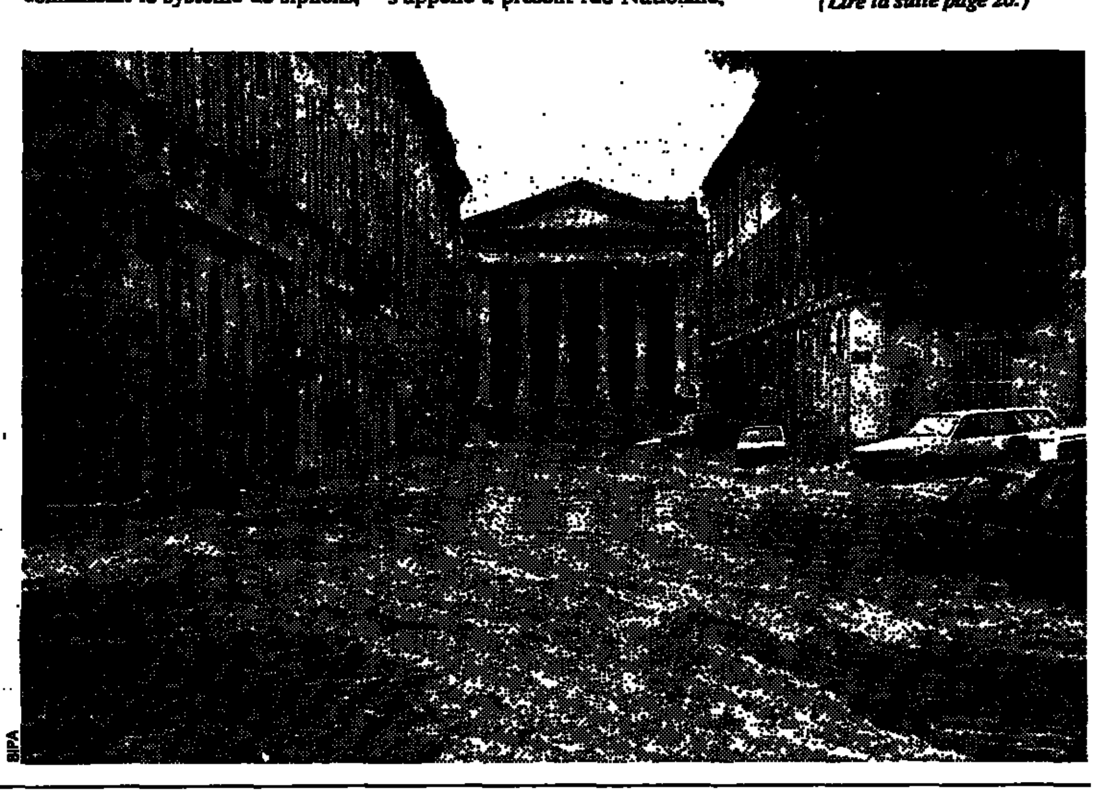
Dès le dix-huitième siècle, on connaissait le système de siphons, de fissures plus ou moins larges et d'avens qui l'alimentent. Il y a moins d'un mois, une partie de ce système avait été asséchée pour permettre aux Gardois de visiter les entrailles de leur dieu, le temps d'un week-end.

Cette source a donc un débit directement lié aux précipitations les plus proches. Il peut varier d'une heure à l'autre, au gré des orages. Dans ces occasions, les Nîmois ont coutume d'aller se pencher au-dessus des parapets pour voir si *« la Fontaine est arrivée »*. C'est grâce à cette source aussi que purent s'installer le long du cours d'eau, dans une rue qui s'appelle à présent rue Nationale, les teinturiers, les cardeurs, les fileurs de laine, de coton, de chanvre et de soie. L'eau de la source fut pendant longtemps l'énergie même de la ville et permit l'établissement des grandes fortunes textiles et la montée d'un capitalisme nîmois en majorité protestant.

Plus secrètement, la source alimente en profondeur un réseau de puits et envahit parfois les caves de certains commerçants du boulevard Victor-Hugo ou de la rue *Générale-Perrier.*

CHRISTIAN LIGER.

(Lire la suite page 20.)


SIPA

LES GÈNES NOURRICIERS DE L'INRA

L'INAUGURATION en présence du président de la République du nouveau centre de biotechnologies de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) à Jouy-en-Josas (Yvelines), vendredi 7 octobre, a été le point d'orgue d'un projet *né il y a cinq ans dans* le cadre du programme mobilisateur national « Essor des biotechnologies ». « Jouy 2000 », dont la construction et l'équipement ont coûté près de 100 millions de francs, accueillera dans ses laboratoires près de deux cent cinquante personnes. Réparties pour une petite moitié en chercheurs, pour l'autre en techniciens et ingénieurs, toutes bénéficieront d'une technologie de pointe : synthétiseurs d'acides nucléiques et de peptides, microscopes électroniques, trieur de cellules, pour ne citer que les appareils les plus sophistiqués.

L'objectif ? Comme le précise M. Guy Paillotin, directeur général adjoint de l'INRA, il s'agit avant tout de mettre en œuvre *« un véritable esprit d'entreprise dans l'animation de l'ensemble des laboratoires ».* Ce pour *« stimuler l'innovation »* en regroupant, autour de l'utilisation des micro-organismes, des cellules ou de leurs constituants que sont les biotechnologies, des équipes appartenant à des disciplines très différentes. Bref, dynamiser la recherche en production animale, avec en ligne de mire la maîtrise des grandes fonctions biologiques, reproduction et alimentation.

Ce nouveau centre de l'INRA privilégiera très nettement la recherche fondamentale. A commencer par l'étude des fonctions physiologiques de la reproduction, *un pôle de recherche* traditionnel à Jouy-en-Josas, et que le génie génétique éclaire aujourd'hui sous un angle nouveau. En pénétrant au cœur même des cellules, les sondes moléculaires permettent en effet d'accéder directement aux gènes qui contrôlent la synthèse et la libération des hormones impliquées dans la reproduction, ou encore de décrypter le fonctionnement des récepteurs cellulaires sur lesquels ces hormones viennent se fixer.

Un autre terrain d'étude

Toujours grâce aux progrès de la biologie moléculaire, la recherche et l'identification des gènes *présentant un intérêt* pour l'agronomie, comme par exemple la prolificité, la qualité de la viande porcine, ou encore les caractéristiques et les proportions des protéines du lait, sont aujourd'hui possibles. Se profile ainsi la création future d'animaux « transgéniques », c'est-à-dire aux gènes manipulés et transmissibles à leur descendance. En collaboration avec des industriels français et étrangers, les chercheurs de l'INRA tentent notamment de transformer les glandes mammaires *en...* usines *biologiques* pour les rendre capables de produire, à la place des protéines du lait, d'autres molécules d'intérêt alimentaire ou pharmaceutique.

Enfin, les scientifiques ont mis à leur programme le contrôle génétique de la résistance aux maladies infectieuses et la mise au point de vaccins, dirigés contre les parasites et les virus intestinaux des animaux d'élevage. La recherche en génétique bactérienne, quant à elle, sera renforcée par l'arrivée *à Jouy-en-Josas de nouvelles* équipes, répondant ainsi au vœu exprimé par de nombreux professionnels de l'agro-alimentaire. Une manière de souligner que l'INRA n'oublie pas les impératifs des agriculteurs et des industriels, même si les recherches menées dans son nouveau centre se situent résolument en amont de leurs préoccupations directes.

CATHERINE VINCENT.

Le deuxième souffle du cœur artificiel

Les Américains relancent leurs travaux sur le cœur artificiel, selon eux « techniquement et cliniquement nécessaires ».

par Didier Lapeyre (*), O.H. Frazier (**) et P. Marion (***)

IL y a six ans, nous avions annoncé l'utilisation imminente *des premières prothèses* cardiaques en chirurgie humaine, et nous avions avancé les projections raisonnables que l'on pouvait faire, en l'état des recherches, quant à l'avenir à court terme de cette nouvelle possibilité thérapeutique.

Nous avons entendu quelques réactions critiques. A l'aube de l'an 2000, Prométhée n'était-*il* pas en train de se déchaîner et de préparer à l'humanité accablée par le progrès une nouvelle horreur technologique ? Ces prévisions ont pourtant été confirmées par ce que nous avons vu, et depuis lors, avec une rapidité surprenante, le concept du remplacement de la fonction cardiaque par un système mécanique prothétique s'est banalisé.

La première implantation du cœur Jarvik 7 sur Barney Clarke par William De Vries en décembre 1982 a suscité dans le public un grand espoir et a eu une immense répercussion médiatique. Elle était le résultat de vingt-cinq années de recherche et d'un travail expérimental considérable qui démontrait la faisabilité du cœur artificiel. Malgré un succès technique indiscutable, le matériel utilisé devait cependant montrer très vite ses limites chez les cinq malades appareillés de façon définitive.

En effet, dans cette configuration d'utilisation permanente, la morbidité s'avérait lourde, faite d'hémorragies, d'embolies, d'infection, d'insuffisance rénale et de défaillance polyviscérale, sans compter les contraintes psychologiques majeures liées à un mode d'activation externe encombrant et bruyant qui enlevait au malade toute espérance de réhabilitation véritable.

A point nommé, la transplantation cardiaque allait donner une autre justification à *l'utilisation* du cœur artificiel. En effet, à peu près au même moment, cette technique retrouvait un second souffle du fait de la meilleure *maîtrise du rejet immunologique* (1).

Depuis lors, la qualité des résultats s'améliore régulièrement. Les listes d'attente s'allongent. Les équipes de transplantation déplorent que des malades meurent parce qu'un donneur n'a pas pu être trouvé à temps. Le support temporaire de la fonction cardiaque par le cœur artificiel devient dans ces cas une possibilité thérapeutique de sauvetage.

Au cours de ces quatre dernières années, la plupart des équipes de transplantation cardiaque n'ont donc pas hésité à l'utiliser. A ce jour, on relève déjà plus de cent cinquante observations cliniques dans le monde, et il est *donc déjà possible de faire un premier* bilan.

Tout d'abord, le concept même de remplacement temporaire de la fonction cardiaque par le cœur artificiel dans l'attente d'une greffe paraît, d'ores et déjà, discutable pour une question de fond. Les malades arrivés au stade où le support mécanique de la circulation sanguine devient indispensable pour leur survie sont dans un état précaire. Ces malades ne peuvent être transplantés avec une chance réelle de succès que si l'on parvient à améliorer leur état. Si le cœur artificiel permet souvent de rétablir une condition circulatoire satisfaisante, malheureusement son fonctionnement expose aux complications déjà citées, dont le risque augmente avec la durée d'application. Les résultats de la transplantation cardiaque après utilisation du cœur artificiel sont donc beaucoup moins bons que ceux que l'on observe lorsque la transplantation a pu être faite en première intention.

Certes, sur la dernière série mondiale, un tiers des malades ont pu être sauvés grâce au cœur artificiel. Les deux tiers qui sont morts ont emporté cependant avec eux de façon prématurée un organe précieux, et la perte d'un cœur greffé signifie aussi la mort d'un autre malade en attente qui aurait pu pourtant en profiter de façon plus avantageuse. Il existe là pour les transplanteurs un dilemme : la survie possible de quelques cas désespérés entraîne implicitement la mort de quelques autres qui le sont moins ou qui risquent de le devenir... Au bout du compte, et tous transplantés confondus, l'utilisation temporaire du cœur artificiel diminue le nombre des bons résultats.

En attendant le cœur artificiel idéal, les cliniciens seront donc amenés à réserver son utilisation à des situations exceptionnelles, *notamment à des malades qui* figurent déjà sur une liste d'attente de transplantation et chez lesquels n'a été décelée aucune affection extra-cardiaque pouvant compromettre le succès de la greffe.

La réalisation de cœurs artificiels plus performants à utilisation *temporaire n'est cependant* pas la solution adaptée au problème du manque de donneurs. Tout au plus pourrait-elle conduire à l'embouteillage sur les listes d'attente, à des délais de plus en plus longs et, à la limite, à une situation absurde où la transplantation cardiaque ne pourrait plus être faite qu'en deuxième intention et dans de moins bonnes conditions.

En effet, une étude récente du National Institute of Health, organisme américain de la santé, montre que la transplantation cardiaque ne pourra jamais couvrir tout au plus que 15 % à 20 % des besoins. Le maximum des transplantations possibles pour les Etats-Unis se situerait autour de 2 500 par an, chiffre qui devrait déjà être atteint en 1991. Il manquerait donc au minimum 12 500 donneurs par an dans ce pays.

La transplantation d'organes d'animaux — veaux, porcs ou singes — pose un problème immunologique gigantesque. Le professeur Jean Dausset, prix Nobel de médecine, le rappelait récemment. En dehors de ce problème immunologique, il faut aussi noter que la durée de vie de ces animaux est plus courte que celle de l'homme. Cette durée de vie est commandée par la programmation *génétique. Même si tous ces* problèmes biologiques fondamentaux pouvaient un jour être élucidés et maîtrisés, il n'est pas certain que cela soit une solution moins onéreuse et plus élégante *que l'utilisation d'un cœur artificiel* permanent.

Au cours de ces quinze dernières années, les organismes fédéraux de la santé aux Etats-Unis ont donné la priorité à une solution séduisante qui consiste non pas à remplacer le cœur mais à l'aider par un ventricule mécanique d'appoint implanté dans l'abdomen, raccordé au cœur malade par deux tubes prothétiques et qui prend en charge en le court-circuitant une partie ou la totalité du travail du ventricule gauche.

Il apparaît aujourd'hui que ce concept d'assistance ventriculaire gauche repose sur des bases physiopathologiques incertaines et que, dans la meilleure des hypothèses, *il ne peut s'appliquer qu'*à un petit nombre de malades. En effet les récentes données physiologiques et expérimentales montrent que le fonctionnement cardiaque est plus complexe qu'on ne le pensait lorsqu'il fut imaginé dans le début des années 70.

Dans le muscle cardiaque les deux ventricules sont intégrés en une seule entité fonctionnelle. La nature n'a conçu qu'un seul cœur, et non pas deux ventricules séparés capables de fonctionner indépendamment l'un de l'autre.

(Lire la suite page 21.)

(*) Directeur du programme Cœur artificiel, Texas Heart Institute, Houston.

(**) *Directeur du programme de* transplantation cardiaque, Texas Heart Institute, Houston.

(***) Professeur honoraire à l'université de Lyon, ancien président de l'Académie de chirurgie.

(1) La cyclosporine, de façon inattendue, a bouleversé le traitement du rejet immunologique des greffes.

Criquets : l'Afrique dévorée

L'invasion généralisée des acridiens, fléau prévisible et redouté, se répand sur la moitié nord de l'Afrique.

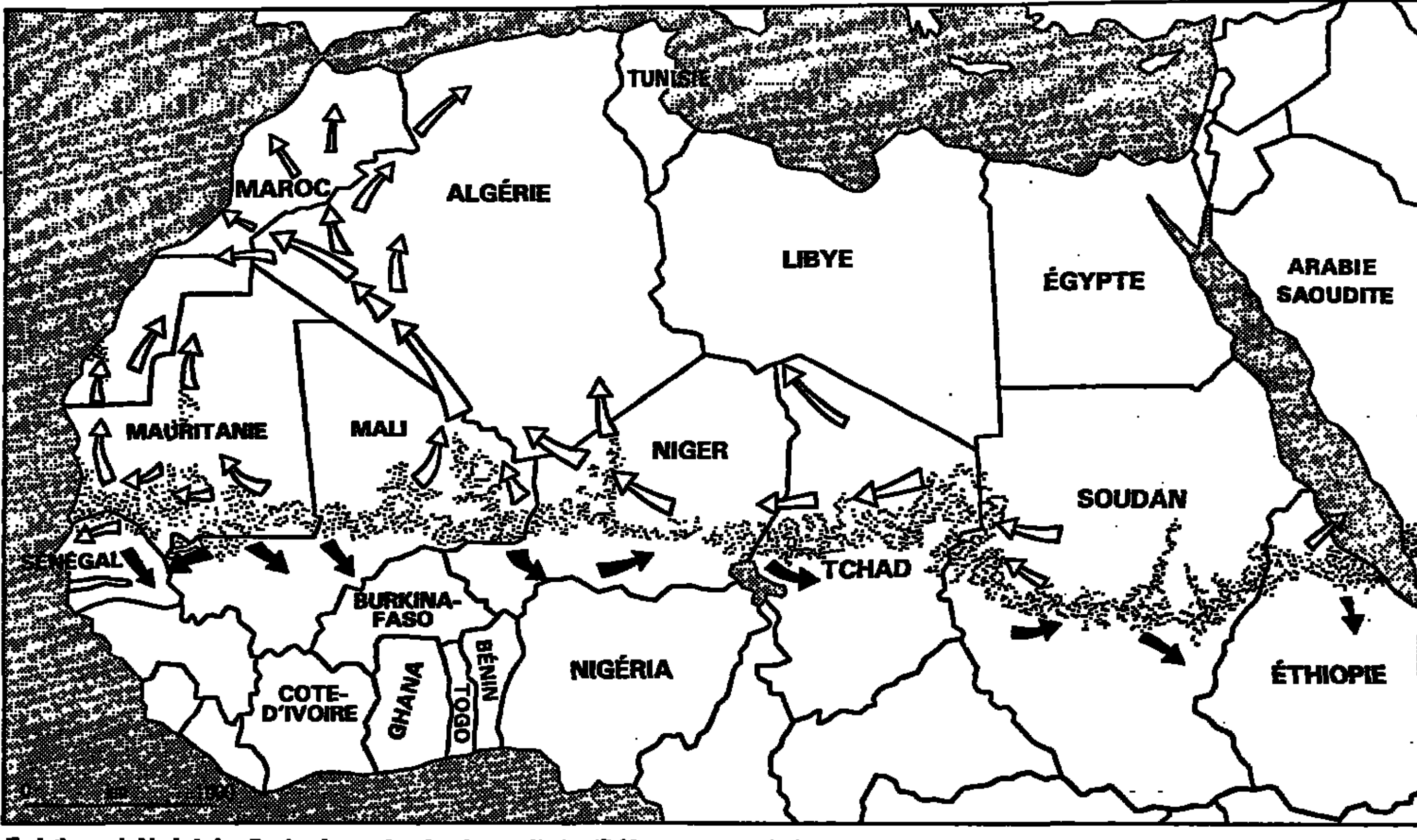
IL y a un mois, *« toutes les conditions étaient réunies pour que l'invasion généralisée de la moitié nord de l'Afrique par les criquets pèlerins* (Schistocerca gregaria) *commence très prochainement » (le Monde* du 13 septembre). Cette prédiction des experts français du PRIFAS (1) est en train de se réaliser. Depuis quelques jours, le Soudan, la Mauritanie et le Sénégal, sur lesquels s'abattent des essaims voraces, ont lancé des appels à l'aide. Le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye, le Nigéria et l'Arabie saoudite se préparent à une invasion qui risque d'être plus grave que celle que la plupart de ces pays ont subie pendant l'automne de 1987.

Bien que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le PRIFAS aient tiré la sonnette d'alarme depuis 1986, la communauté internationale vient seulement d'admettre que les criquets pèlerins sont, à des stades différents, présents un peu partout dans la moitié nord de l'Afrique et qu'il faut vite passer d'une stratégie ponctuelle à une stratégie générale, seule apte à prévoir – éventuellement – le cours des choses. Les 13 et 14 octobre, au siège de la FAO à Rome, les pays donateurs vont se réunir pour définir une stratégie cohérente face à une situation qui devient de plus en plus complexe.

La situation actuelle est, en effet, très différente de celle de l'année dernière. En 1987, les criquets pèlerins, qui avaient pullulé en Ethiopie au tout début de l'été, étaient passés au Soudan, puis dans les massifs montagneux sahariens. A l'automne, ils étaient au Niger, au Mali, dans le sud de l'Algérie et du Maroc, en Mauritanie. En février 1988, ils parvenaient dans le Maghreb. En mai dernier, ils sont « redescendus » vers le Sahel puis sont revenus au Tchad, au Soudan et dans le nord de l'Ethiopie. Pendant tout leur périple, ils ont laissé derrière eux des individus et des œufs en nombre important.

Actuellement, deux zones – on pourrait dire deux fronts – sont particulièrement menaçantes : celle du Sahel où les criquets pèlerins en sont à leur deuxième cycle de reproduction depuis le début (vers juin) d'une saison des pluies particulièrement abondante ; celle du Maghreb où les insectes vont arriver et se multiplier dans les quinze jours grâce aux pluies d'automne. En outre, dans un ou deux mois, le Burkina-Faso et le nord des pays riverains du golfe de Guinée (Côte-d'Ivoire, Bénin, Togo, Nigéria) pourraient, à leur tour, être touchés.

Toutefois, l'abondance de la végétation au Sahel pourrait, paradoxalement, constituer un piège où se prendrait une partie des criquets pèlerins. Les insectes sont, pour le moment, dans la zone des pâturages qui tapissent le nord du Sahel. L'herbe étant omniprésente, les essaims ont explosé en petits groupes couvrant quelques hectares ou quelques dizaines d'hectares, soit – peut-être – seulement 10 % du territoire concerné. Sur ces cibles, très dispersées, on compte plusieurs milliers de larves et plusieurs centaines d'individus ailés par mètre carré. Ces cibles pourraient être traitées une par une par hélicoptère ou petit avion. Surtout pas par des avions gros-porteurs qui « arroseraient » forcément toute la zone, exempte de criquets pèlerins à 90 %, rappelons-le.



Evolution probable de la localisation des essaims de criquets pèlerins *(Schistocerca gregaria)* à la fin de septembre 1988. Localisation des ailés (première génération du Sahel) et des larves (deuxième génération du Sahel). Flèches blanches : Déplacements probables des ailés disponibles (première génération) en octobre 1988. Flèches noires : Déplacements possibles des ailés disponibles (deuxième génération) à partir de novembre 1988 et pendant les mois suivants. *Source :* PRIFAS.

Le garde-manger du Sahel

En outre, il faut espérer qu'une bonne partie des criquets pèlerins, prospérant dans le Sahel des pâturages, resteront sur place, où ils ont à manger à satiété, et n'émigreront pas ailleurs. De toute façon, si des criquets pèlerins s'envolent dans un mois ou deux vers le Sahel du Sud, celui des cultures, celles-ci seront alors récoltées et la saison sèche sera très dommageable aux essaims.

En revanche, il est quasi certain qu'une partie des insectes ailés du Sahel vont s'envoler pour le Mahgreb dans une dizaine de jours. Au passage, ils s'ajouteront à ceux qui sont nés en Mauritanie. On en a d'ailleurs déjà vu dans l'extrême Sud marocain. D'autres iront aussi vers le Maghreb *via* le Mali et le Niger. Si les essaims ne sont pas trop nombreux, les pays du Maghreb, bien équipés, devraient être en mesure de les détruire en partie. Rappelons que, l'année dernière, ces pays ont combattu les criquets pèlerins avec une bonne efficacité.

Malheureusement, une partie des criquets pèlerins soumis au meilleur traitement possible en réchappent toujours. On aura donc dans les prochains mois à faire face à une situation très diffuse beaucoup plus difficile à contrôler que celle où on a affaire à des concentrations d'insectes bien localisées. Il faut éviter à tout prix le saupoudrage – dans tous les sens du terme – des zones infestées. Or il est difficile aux pays donateurs et à la FAO de ne pas saupoudrer lorsque les demandes d'aide affluent de tous côtés. Certes, il est très urgent d'agir. Mais la FAO et les pays donateurs doivent impérativement et très rapidement réfléchir avant de choisir sur quelle stratégie globale ils doivent fonder leur action.

YVONNE REBEYROL.

(1) Anciennement Programme de recherches interdisciplinaires français sur les acridiens du Sahel, actuellement Acridologie opérationnelle – Ecoforce internationale, une des unités de recherche du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD). Malgré le changement de nom, le sigle PRIFAS continue à être utilisé pour désigner cette unité de recherche.

Demain

L'ENZYME « VERTE »

Des chercheurs de l'Institut de biologie moléculaire et du département de chimie et de biochimie de l'Université de Californie, à Los Angeles, viennent de déterminer la structure moléculaire tridimensionnelle de l'enzyme dénommée RuBisCO. Cette enzyme, dont le nom entier est « ribulose-1,5-biphosphate carboxylase-oxygenase » est fondamentale car elle déclenche le processus de photosynthèse. Il a fallu à l'un des chercheurs, David Eisenberg, dix-huit ans d'efforts pour élaborer la structure de cette enzyme, découverte en 1947, et composée de 37 792 atomes. La photosynthèse, que l'on a appelée le *« moteur de la vie »*, est un processus chimique par lequel les plantes vertes synthétisent du sucre glucose à partir du gaz carbonique de l'air. Sucre qui est la source d'énergie de tous les organismes vivants de la biosphère.

La connaissance de la structure intime de l'enzyme RuBisCO peut avoir d'importantes répercussions sur l'agriculture. Par des moyens de génie génétique susceptibles de modifier sa structure, il serait possible d'améliorer le rendement de la photosynthèse, donc d'augmenter la vitesse de croissance des plantes. Ce qui permettrait de combler peut-être une partie des besoins alimentaires d'une humanité toujours en expansion.

Déluges de Nîmes

(Suite de la page 19.)

L'un des paris et l'une des difficultés de la construction de la médiathèque-Musée d'art contemporain, conçue par Norman Foster face à la Maison carrée, fut de vaincre ce tissu hydraulique omniprésent ; et l'une des imprudences d'autres promoteurs fut de creuser, plus près encore du canal principal, un parking, qui prétendait endiguer la poussée constante des eaux primitives. Les deux chantiers sont à présent noyés et pleins comme des bols.

Le cours historique des eaux

Le grossissement soudain de la source n'explique cependant pas à lui seul le cataclysme. Un autre phénomène s'y est ajouté, qui est celui des cadereaux. Un cadereau, c'est un lit de rivière à travers les garrigues : rivière sans eau et sans source, qui n'est là que pour recueillir occasionnellement les pluies d'orage. C'est le système des oueds : secs la plupart du temps, comme un vulgaire fossé, il peut, en quelques minutes, devenir un torrent boueux qui, d'affluent en affluent, dévale vers la plaine. Nîmes – la Nîmes du dix-neuvième siècle – était encadrée de deux cadereaux principaux à l'ouest et à l'est ; celui de la route d'Alès et celui de la route d'Uzès. Lorsqu'un violent orage éclate sur les garrigues du nord, une partie des eaux s'engouffre dans les fissures et avens, va alimenter la source, et l'eau dégringole vers la plaine par les cadereaux qui, dans leur état naturel, traversaient vignes et olivettes sans grand dommage.

L'urbanisation, les murs des villas, les contreforts des périphériques, les buses par lesquelles on les a forcés à passer il y a trente ans, lorsque la ville s'est étendue, ont changé tout cela : lors d'orages ordinaires, le système suffit à absorber l'essentiel des eaux. Ce 3 octobre 1988, on a eu affaire à un orage arrêté pendant huit ou neuf heures au-dessus de la ville et de ses garrigues. La source de la Fontaine a grossi très largement : ce ne pouvait être cependant catastrophique. Mais les cadereaux arrivés aux limites de Nîmes se sont trouvés engorgés, étranglés ; ils sont sortis des voies prévues, ont cherché leur chemin naturel vers la plaine. Mais, cette fois-ci, à travers des villas, puis des rues et des avenues. Le cadereau de l'ouest a dévasté le cimetière protestant, refusé d'entrer dans les buses, pris deux avenues majeures, emportant jusqu'à des semi-remorques. C'est lui qui, en dégringolant dans la Fontaine, en a arraché les parapets et y a précipité des dizaines de voitures en grossissant les eaux de la source. Ensemble, cadereaux et sources ont dégringolé dans les canaux, les ont fait sauter et se sont répandues dans le centre-ville, retrouvant, là encore, des pentes médiévales : l'eau a descendu le boulevard Victor-Hugo vers les ruines, comme elle le faisait avant le long des remparts et de la rue Nationale où elle avait fait la prospérité des artisans nîmois.

Le pire est que, de l'autre côté, à l'est, un autre cadereau se précipitait dans les mêmes conditions et pour les mêmes raisons, sur les rues les plus populaires et les plus pauvres : le quartier Richelieu. Et pis encore : ces deux courants se rejoignaient, noyant le quartier de la route d'Arles.

La catastrophe nîmoise est atterrante, bouleversante mais elle n'est pas étonnante. Cette menace de l'eau sur une ville sèche s'est historiquement renouvelée plusieurs fois. En 1403, *« les pluies et les débordements des eaux firent des dégâts et un ravage considérable dans le pays. On s'en ressenti à Nîmes si fortement que la consternation y était générale »*. En 1557, le parallélisme avec le phénomène actuel est frappant : mêmes cours d'eau, mêmes dégâts. *« Le 9 octobre, il tomba une si grosse pluie, mêlée de grêle, d'éclairs et de tonnerre, depuis une heure ou deux après 8 heures du matin, que la ville fut presque inondée. On croit même qu'elle aurait été ruinée de fond en comble si cette pluie avait duré six ou sept heures de plus. L'impétuosité des eaux, qui venaient à grands flots du chemin de Sauve et des collines qui sont au nord-ouest de Nîmes, démolit les murailles en divers endroits. Le moulin situé dans les fossés, à l'entrée de la porte de la Madeleine, fut abattu, ainsi que la tour attenant à cette porte et le pont sur lequel on passe le fossé pour y entrer. Les eaux montèrent jusqu'à 6 pieds au-dessus du rez-de-chaussée dans la cour du collège. Les champs du territoire de Nîmes furent couverts de pierres et de ruines d'édifices abattus par la pluie, que les torrents entraînèrent. »*

Et encore, il y a un peu plus de cent ans, en 1868 : *« Le samedi 12 septembre, un épouvantable orage se déchaînait sur la ville, transformant nos torrents en rivières furieuses ; les cadereaux d'Uzès et d'Alès subirent une crue formidable. Ces derniers grossirent encore par l'avesne, par où s'échappe le trop-plein de réservoir souterrain. La source devint d'une violence extrême. Trois enfants tentèrent de la traverser après le cimetière protestant ; l'aîné tenta l'aventure en portant le plus jeune sur son dos, mais ayant trébuché, il fut entraîné avec son fardeau et les deux enfants périrent noyés. »*

Comme le dit un historien : c'est alors que l'on se rappelle les prédictions de Nostradamus.

CHRISTIAN LIGER (*).

(*) Auteur de *Nîmes sans visa*, éd. Ramsay, 376 p., 165 F.

ÉTOILE FIDÈLE

LE monde des étoiles est d'une infinie diversité. A côté d'objets *« moyens sous tous rapports »* – le Soleil a le bon goût d'en être et c'est sans doute heureux pour nous, – il exhibe toutes les pathologies imaginables. Le travail d'une équipe française vient de jeter quelques lueurs sur d'assez mystérieuses étoiles que les astronomes classent dans la catégorie « Be », mais qu'ils pourraient nommer « étoiles-geysers ». Chacune de ces étoiles expulse de temps à autre un nuage de gaz qui flotte autour d'elle puis se disperse. Le phénomène est lent : les phases nuageuses peuvent durer plusieurs années et sont séparées par des périodes encore plus longues de calme.

En étudiant à l'observatoire de Haute-Provence l'étoile Pléione, une des étoiles visibles à l'œil nu de l'amas des Pléiades, puis en réanalysant des observations anciennes, trois astrophysiciens (1) ont montré que la phase d'activité qui vient de s'achever est étrangement semblable à celle que l'étoile a connue trente ans plus tôt. La coïncidence n'est pas que dans l'apparence. Certaines mesures redonnent exactement la même valeur. Ainsi le nuage a des fluctuations régulières de vitesse, dont la période est de cent trente-six jours. Cette période se retrouve identique au cours des deux phases actives, alors que rien d'observable ne lui correspond dans l'intervalle. Cette régularité inexplicable – non que les astrophysiciens manquent d'imagination, au contraire, en raison d'un trop-plein de causes potentielles – accentue la ressemblance de Pléione avec certains geysers dont les jaillissements sont mystérieusement rythmés.

Cela fait exactement un siècle que l'étoile Pléione a commencé d'être étudiée. L'analyse spectroscopique de sa lumière a montré l'existence autour d'elle d'une couche de gaz relativement froid (10 000 degrés contre 15 000 ou 20 000 à la surface de l'étoile). Ce nuage a disparu vers 1908. Une nouvelle éjection de gaz a commencé en 1939 et a pris fin en 1954. Un troisième nuage s'est formé en 1973. Il s'est atténué depuis deux ans et sa disparition est proche. La masse de gaz éjecté par l'étoile a pu être évaluée. En 1975, au maximum du phénomène, l'étoile « crachait » à chaque seconde 6 milliards de tonnes de matière, et l'on a mesuré des vitesses de 330 kilomètres par seconde.

Le mécanisme de ce jaillissement n'est pas connu. La force centrifuge y contribue certainement, car Pléione, comme les autres étoiles-geysers, tourne très rapidement sur elle-même, sans doute en moins d'un jour. La température élevée de la surface engendre une pression de radiation importante qui peut aussi intervenir dans l'éjection. En tout cas, cette pression empêche le nuage de retomber sur l'étoile et cause peu à peu sa dispersion dans le vide interstellaire. Des phénomènes magnétiques pourraient également jouer un rôle. Aucune de ces causes ne peut rendre compte du mystérieux rythme de cent trente-six jours. Une hypothèse serait que Pléione fasse partie d'un système double et soit associée à un compagnon invisible qui créerait des marées dans le nuage de gaz. Divers arguments militent contre l'existence de ce compagnon. Une explication plus plausible serait la présence d'ondes de surface, sortes de gigantesques vagues dont le nuage éjecté ne serait que les embruns. De telles vagues ont été mises en évidence sur d'autres étoiles. Les cent trente-six jours mesureraient le rythme de cette houle stellaire.

On ne peut actuellement en dire plus. Pléione est redevenue calme et ne dévoile plus son activité secrète. Peut-être un nouveau nuage se reformera-t-il vers la fin du siècle. Peut-être d'autres étoiles montreront-elles des régularités analogues. Peut-être la lumière viendra-t-elle d'une tout autre direction. En astronomie, il convient de laisser le temps au temps.

MAURICE ARVONNY.

(1) MM. Ballereau, Chauville et Mekkas, unité Evolution stellaire et galactique, CNRS et Observatoire de Paris-Meudon.



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

MÉDECINE

Dopage : l'opium du sport

Peut-on désormais envisager des Jeux olympiques sans dopage ? Les spécialistes français de la médecine sportive commentent l'intention du CIO de mener une lutte sans merci contre ce fléau.

Il y a les optimistes qui, tel le docteur Jean-Pierre de Mondenard (1), pensent que, en y mettant le prix, le CIO parviendra à ses fins ; les prudents qui, comme le docteur Jean-Pierre Costeau, médecin des équipes de France de tennis, estiment qu'il faudra du temps pour qu'athlètes et dirigeants admettent la nocivité réelle du dopage ; les sceptiques qui, comme le docteur Bruno de Lignières, endocrinologue attaché à l'hôpital Necker, pensent qu'il est illusoire d'arriver un jour à détecter tous les produits dopants dans l'organisme des athlètes et que, plutôt que de vouloir réprimer, mieux vaudrait peut-être informer plus complètement les athlètes sur les risques d'une préparation trop intensive.

Si tous les médecins ne sont d'accord, ni sur les effets du sport de haute compétition sur l'organisme ni sur la définition qu'il convient de donner au mot dopage, tous en revanche admettent que le recours à des produits dopants est une pratique *aujourd'hui très répandue. Pour* un Ben Johnson convaincu de dopage à Séoul, combien d'autres athlètes ont échappé aux contrôles de la commission médicale du *CIO !*
C'est Edwin Moses lui-même, double champion olympique du 400 mètres haies, qui dans un article publié par *Newsweek* affirme *que 50 % des sportifs* de *haute* compétition auraient dû, si les tests de contrôle étaient suffisamment performants, être déclarés positifs.

Dans certains sports, on le sait, le recours à des produits dopants est quasi officiellement institutionnalisé. C'est le cas en particulier aux Etats-Unis des grands sports professionnels comme le hockey, le basket, le football ou le baseball. Dans d'autres disciplines, c'est l'hypocrisie qui prévaut : le dopage est officiellement *interdit, mais tout le monde sait* que nombreux sont les coureurs qui se dopent. Le cyclisme fait à n'en pas douter partie de cette catégorie. Concernant les « grands » sports olympiques, comme l'athlétisme ou la natation, la situation est un peu plus complexe. Il est souvent difficile de faire la part entre préparation sportive intensive et recours à des produits dopants. Néanmoins le dopage, par exemple des lanceurs de poids, est un secret de polichinelle. « *Simplement,* explique le docteur Cousteau, *ils ne se font pas prendre. Il s'agit essentiellement d'athlètes des pays de l'Est. Or là-bas il faut savoir que la médecine du sport est considérée comme une spécialité médicale à part entière. Il faut cinq ans d'études supplémentaires pour acquérir le diplôme. A charge ensuite pour ces hyperspécialistes de permettre aux sportifs qu'ils suivent d'échapper à tous les contrôles.* »

Sportifs ou professionnels

D'une manière générale, tout est affaire de timing. Les sportifs de haute compétition, sachant qu'ils riquent en cas de victoire d'être contrôlés aux Jeux Olympiques, arrêtent suffisamment tôt la prise de produits dopants — anabolisants en particulier — pour avoir le temps de les éliminer. « *Ben Johnson n'avait pas dû suffisamment respecter ces délais* », explique le docteur Cousteau.

D'autres athlètes préfèrent avoir recours à des produits ne figurant pas sur la liste du CIO. Ces substances, comme par exemple l'hormone de croissance ou l'érythropoïétine, figureront certainement sur la liste des produits interdits par le CIO en vue des Jeux de Barcelone, mais à Séoul on pouvait en prendre en toute impunité. « *Cela dit,* ajoute le docteur Cousteau, *rien ne prouve que ces produits puissent avoir un quelconque effet sur le niveau de performances des athlètes. En revanche, on peut être certain de leurs effets nocifs pour l'organisme.* »

Dès lors, on peut se demander s'il ne serait pas préférable d'autoriser le dopage pour les seuls athlètes de haute compétition, à condition qu'ils bénéficient d'un entourage médical très compétent. Certains médecins, comme le docteur François Bellocq, sont partisans d'une telle formule. Selon eux, un apport hormonal artificiel est indispensable à l'athlète et, à condition d'être administré sous surveillance médicale, il n'est pas dangereux de prescrire des anabolisants, des corticoïdes ou de la testostérone. Leur philosophie : faire de ces athlètes des professionnels dont la fonction première est de battre des records du monde. Et non pas, comme le déclarait récemment le docteur Bellocq à *l'Express,* « *des champions qui marchent au steak purée* ».

Cette position extrémiste, mais qui a su séduire de nombreux athlètes, est, on s'en doute, vivement dénoncée par de nombreux médecins. « *Imaginons que l'on autorise le dopage pour les seuls sportifs de haut niveau,* explique le docteur Cousteau. *Leur environnement médical hypersophistiqué leur permettra peut-être de n'avoir pas trop à souffrir par la suite des effets néfastes de ces produits. Mais que se passera-t-il après, immanquablement ? Les sportifs moins cotés, les plus jeunes, désireux d'accéder à ce club très fermé auront recours à des formes de dopage « sauvages », moins bien contrôlées. Et ce sera une véritable catastrophe.* »

Que veut le CIO ?

Interdire le dopage, donc. D'abord et avant tout parce qu'il nuit à la santé des sportifs, qu'il est la négation même du sport. Mais est-ce seulement possible ? « *Tout le monde serait très certainement soulagé si on était capable d'épingler tous les tricheurs,* explique le docteur de Lignières. *Le problème est que dans les faits cela n'est pas possible. Le recours, par exemple, à des hormones naturelles rend illusoire un tel dépistage systématique. Et puis, enfin, j'aimerais qu'une bonne fois pour toutes on se mette d'accord sur ce qu'est le dopage. Le sport de haut niveau est responsable chez certains athlètes de l'apparition d'anomalies hormonales.* »

Dès lors, poursuit le docteur de Lignières, pourquoi aurait-on le droit de compenser chez les sportifs des pertes hydriques ou vitaminiques, mais pas le droit de compenser des déficits hormonaux ? « *Je connais,* dit-il *des athlètes qui sont morts faute de ne pas avoir comblé ces déficits. En quelque sorte, morts de ne pas s'être dopés.* » Selon le docteur de Lignières, on ne devrait parler de dopage qu'à partir du moment où le produit absorbé par l'athlète peut l'aider à améliorer ses performances et est nuisible pour sa santé. Selon lui, la répression n'apportera pas les bienfaits escomptés. « *Cette attitude a beau se révéler inefficace depuis des années, rien n'y fait : l'espoir officiel repose entièrement sur des contrôles plus nombreux, plus coûteux et des sanctions plus lourdes.* » Et, pendant ce temps, on en profite pour ne pas s'interroger sur les risques potentiels du surentraînement et des cadences infernales de la préparation intensive.

Pour sa part, le docteur Cousteau, d'accord en cela avec Edwin Moses, estime qu'il faudrait avant tout multiplier les contrôles, non pas tant au moment des grandes compétitions que dans l'intervalle, à l'entraînement. Les contrôles inopinés devraient, selon lui, dissuader de nombreux athlètes d'avoir recours à des produits dopants. En Norvège, cela se pratique depuis 1977. On remarquera d'ailleurs que depuis cette date le nombre de grands champions norvégiens est en forte diminution...

Et finalement tout le problème n'est-il pas là ? Tant que l'on continuera à faire des sportifs des héros nationaux, tant que les pays s'affronteront à coups de classements et de tableaux de médailles, peut-on espérer voir disparaître le dopage ? Au terme de la première semaine des Jeux de Séoul, le faible nombre de médailles obtenues par les athlètes français était vécu comme une honte, un véritable drame national. Mais chauvinisme et nationalisme ne sont pas tout. Les énormes enjeux financiers véhiculés dorénavant par le sport font le reste. La sponsorisation encourage le dopage. Et rien n'indique que ce phénomène doive s'arrêter. Le CIO peut-il lutter contre cela, et d'ailleurs le veut-il ? Les téléspectateurs sont-ils prêts dans quatre ans à Barcelone à suivre une finale du 100 mètres dont le temps du vainqueur serait supérieur à 10 sec ? Un concours du lancer du poids à moins de 20 mètres trouverait-il des spectateurs ?

Il y a quelques années, le docteur de Lignières écrivait : « *Finalement, les responsables médicaux paraissent surtout préoccupés de préserver aux yeux du public l'image saine et joyeuse du sport. Ce spectacle sportif est le tranquillisant numéro un de la majorité silencieuse, celui qui permet de supporter les plus mauvaises nouvelles et, comme tel, il est surabondamment diffusé* (2). » Même si le sport n'est pas qu'un opium du peuple, c'est d'abord parce qu'il est une drogue collective que ses champions en arrivent à se doper.

FRANCK NOUCHI.

(1) On pourra lire avec intérêt l'ouvrage *Drogue et dopage* auquel a participé le docteur de Mondenard, édité par la revue *Quel Corps* (Chiron Diffusion, 128 F).

(2) *Sur ce thème, on ne saurait trop* conseiller la lecture du livre décapant *Homo sportivus* de Philippe Simonnot (Ed. Gallimard, 82 F).

SECTEURS DE POINTE

Le cœur artificiel

(Suite de la page 19.)

Les études physiologiques plus affinées d'aujourd'hui ont bien mis en évidence qu'une partie importante du travail du ventricule droit est effectuée par le ventricule gauche et que celui-ci, inversement, ne peut fonctionner correctement que si la fonction droite est bien conservée... L'expérience clinique confirme cette étroite interdépendance : sur les malades appareillés avec le seul ventricule auxiliaire, le maintien de la fonction droite est le point le plus délicat et conditionne son bon fonctionnement.

Les promoteurs de l'assistance *gauche ont fait valoir que son champ* d'application pourrait être plus étendu si la décision d'appareillage était posée moins tardivement. Il faudra cependant attendre longtemps avant que le clinicien se décide à utiliser d'emblée ce procédé radical. Il préférera au préalable épuiser tous les moyens médicamenteux actuellement à sa disposition, d'autant que ceux-ci permettent des sursis confortables pendant une durée qu'il est toujours impossible de prévoir avec certitude. Dans le meilleur des cas, chez le malade porteur du seul ventricule auxiliaire, le fonctionnement du ventricule droit restera toujours un facteur aléatoire et cette incertitude pèse lourdement sur l'intérêt du concept.

Après plus de vingt ans de recherche et d'expérimentation, et déjà plusieurs *centaines d'observations cliniques* assez décevantes, le chirurgien cardiaque reste prudent sur l'avenir de cette méthode. Le ventricule auxiliaire apparaît comme une solution trop lourde pour la plupart des malades qui ne souffrent que d'une insuffisance gauche isolée. Il est à l'évidence insuffisant pour les défaillances cardiaques globales terminales aiguës ou chroniques, qui sont en pratique la grande majorité.

La nécessité d'un cœur artificiel permanent, totalement implantable, n'est donc pas contestable. L'inquiétude qu'il a suscitée dans certains esprits ne peut se justifier que par la crainte d'avoir à subir un jour une technologie insuffisamment performante et asservissante, qui retarderait la mort plutôt qu'elle n'améliorerait la vie. Fort heureusement il n'y a pas de place dans l'arsenal thérapeutique pour une machine de ce genre. En pratique, un tel procédé ne peut s'imposer en chirurgie que s'il peut offrir au malade une réelle chance de réhabilitation.

La réalisation d'un cœur artificiel acceptable en clinique humaine constitue donc un défi : il doit se présenter comme une alternative mécanique à la *transplantation cardiaque,* alternative compétitive à la fois au niveau de ses performances, de sa fiabilité, de sa durée de vie, de sa sécurité, de son remplacement éventuel, des soins que requièrent son alimentation en énergie et sa maintenance et enfin de son coût.

Est-ce un rêve de visionnaires ? Est-ce une réalisation qui dépasse les capacités technologiques de notre temps ?

Les experts de l'Institut national de la santé ont répondu à cette question dans leur motion au Sénat américain le 19 mai dernier. Le cœur artificiel est « *techniquement faisable, cliniquement nécessaire et, aujourd'hui, opportun* ».

En réalité les vraies difficultés sont surtout liées à la nature complexe particulière de cette réalisation qui fait appel à des compétences fort éloignées les unes des autres : il s'agit d'un développement transdisciplinaire, dans lequel chaque spécialiste doit prendre en compte les contraintes des autres. C'est ainsi qu'il a été difficile, jusqu'à une époque récente, de réunir les acquis de ces disciplines diverses dans un plan de développement cohérent qui fasse la synthèse des besoins fondamentaux et établisse un degré de priorité pour des impératifs différents qui souvent interfèrent les uns sur les autres et parfois s'opposent.

Néanmoins, malgré ces vicissitudes, ici comme ailleurs les erreurs ont été plus fécondes que les succès. La technologie du cœur artificiel émergeant dans le domaine industriel, le problème de l'organisation des développements techniques est devenu une question fondamentale. Quatre nouveaux programmes se mettent en place aux Etats-Unis. Les premiers essais cliniques sur l'homme sont prévus en 1995.

Le cœur artificiel prend donc un nouveau départ. L'implantation chronique sur l'homme du ventricule auxiliaire est imminente. Cette solution, *bien qu'insuffisante sur le plan* clinique, ouvre néanmoins la voie sur le plan technologique. Il est maintenant possible d'apercevoir le but. « *Dans les grands voyages,* comme le dit Confucius, *le premier pas est toujours le plus long.* » Bien que le travail qui reste à faire soit à l'évidence considérable, il est aujourd'hui certain que le défi sera relevé et que nous pourrons voir dans un avenir assez proche des malades appareillés avec un cœur artificiel dans des conditions de confort et de sécurité aussi bonnes, sinon meilleures, que celles de la transplantation cardiaque.

DIDIER LAPEYRE,
O. H. FRAZIER
et P. MARION.

هكذا من الأصل



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

NOS SUCCES

1987 : - ADOPTION DU SYSTEME AXE 10 EN FRANCE
(commutation Publique)
- MET, CHEF DE FILE D'UN CONSORTIUM RACE
(Commutation Large Bande)

1988 : - CHOIX DU RADIOTELEPHONE NUMERIQUE PAN EUROPEEN
(MATRA - MET - ERICSSON)

Avec l'AXE, **MET** dispose aujourd'hui d'une technologie présente dans 72 pays (1.500 centraux en service, 23 millions de lignes installées ou en commande).

En coopération étroite avec **MATRA** et **ERICSSON**, spécialistes de technologies de pointe, **MET** élargit son programme de **DEVELOPPEMENTS TECHNIQUES** portant sur le système de commutation AXE 10, en particulier pour son application à la radiotéléphonie numérique, l'un des secteurs promis à la plus forte expansion dans les années 1990.

Dans le cadre de ces projets, nous offrons à des

INGENIEURS GRANDES ECOLES

- l'opportunité d'acquérir des compétences dans des technologies avancées et évolutives,
- la participation à la réalisation de **LOGICIELS** concernant notre système de commutation.

Pratique de l'anglais souhaitée.

Pour un premier contact, nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature avec C.V. + photo à Mr Jean-Paul DURAND, Direction du Personnel - 19, avenue Carnot 91348 MASSY cedex



MATRA ERICSSON TELECOMMUNICATIONS

La carte MODEM
vous connaissez...

Nous en sommes l'un des leaders et nous doublons chaque année notre chiffre en France et à l'étranger. Pour toujours maintenir notre avancée technologique, nous associons à notre équipe très performante, un nouvel

INGENIEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Il bénéficiera d'une large autonomie et d'un équipement LABO de pointe (20% de notre chiffre en R & D) pour concevoir, mettre en œuvre et réaliser les produits de demain.
Vous allierez de solides connaissances de base en ELECTRONIQUE et MICRO-INFORMATIQUE à une expérience minimum de 3 ans dans une spécialité voisine de la nôtre.
Imaginatif et passionné, vous vous impliquerez à fond dans les missions qui vous seront confiées.
Poste basé en toute proche banlieue Ouest.
Merci d'écrire avec C.V. + prétentions + enveloppe à votre adresse sous réf. PI/MO1 à

michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard, 75015 PARIS
PARIS-LILLE

MEDIA PA



Société Novespace
Filiale du Centre National d'Etudes Spatiales

recherche

JEUNE INGÉNIEUR

(2-3 ans d'expérience ou débutant)
Grande école + formation complémentaire
en Médecine, Biologie ou Pharmacie.

Pour prendre en charge le développement de l'activité de promotion de la microgravité industrielle dans ce secteur au sein d'une petite structure.

Anglais courant impératif.

Envoyer C.V. et prétentions à NOVESPACE
Direction Technique - 15, rue des Halles, 75001 PARIS.

Jeunes Electroniciens votre stratégie : nos grands programmes !

Nous sommes régulièrement sollicités par la Défense des Etats modernes, concevons et réalisons pour eux des sytèmes très sophistiqués de radiocommunication (réseaux stratégiques et tactiques, émetteurs récepteurs protégés, systèmes aéroportés, terminaux tactiques, ...).Notre compétence, associée à d'évidentes perspectives de développement de marché nous amènent à étoffer nos équipes projets.

Vous êtes Ingénieur Electronicien, votre première expérience vous a familiarisé aux activités d'études dans un environnement système. Nous souhaitons vous confier la responsabilité de projets en rapport direct avec nos grands programmes.

Votre réussite dans l'un de ces postes sera le garant de votre évolution ultérieure vers d'autres domaines : techniques, affaires, marketing, commerciales.

Notre Conseil établira les premiers contacts. Adressez-lui votre dossier de candidature et votre niveau de rémunération en précisant la référence 772 M.

ALPHA CDI. 181 AV. CH. DE GAULLE  92200 NEUILLY SUR SEINE

ALPHA CDI

MEMBRE DE SYNTEC

Ingénieurs logiciel de base

Les talents de nos collaborateurs, les qualités de nos matériels et le dynamisme de notre croissance nous ont imposé au sein du club des grands constructeurs de systèmes informatiques. Nous recherchons aujourd'hui des **Ingénieurs Logiciel de Base.**

Dans l'une des équipes chargées de concevoir nos nouvelles machines, vous aurez à développer et mettre en oeuvre des logiciels systèmes sur nos produits à base de microprocesseurs 32 bits 80386.

Nul doute que votre formation supérieure - Grande Ecole d'Ingénieurs ou Universitaire - de solides notions d'organisation des systèmes d'exploitation, une expérience du système UNIX probantes seront bien investies dans nos structures.

Nous y accueillerons en priorité des candidats jeunes, justifiant d'une première pratique d'au moins 2 ans dans nos domaines, dotés de l'enthousiasme nécessaire pour une intégration réussie dans notre entreprise.

Notre Conseil établira les premiers contacts. Adressez-lui votre dossier de candidature et votre niveau de rémunération en précisant la référence 808/M.

ALPHA CDI. 181 AV. CH. DE GAULLE  92200 NEUILLY SUR SEINE

ALPHA CDI

MEMBRE DE SYNTEC

Nos succès, nos talents nous valent d'être présents dans le club des grands constructeurs de systèmes informatiques.

Pour faire face à notre remarquable progression, nous recherchons un :

Ingénieur Développement Télécommunications Réseaux

Vous prenez en charge l'étude et le développement de produits de transmission de données ou de réseaux locaux pour nos nouvelles gammes mini-ordinateurs.

Etude des technologies nouvelles, du logiciel de base sur différents systèmes d'exploitation, développement d'applications, élaboration d'un produit fini... vous êtes encore très présent ! Au sein d'une équipe, vous êtes responsable de projets et vous disposez d'une logistique technique et administrative.

Avec une formation supérieure informatique, débutant ou doté d'une première expérience dans le domaine des télécommunications (développement de protocoles X25, SNA LU6-2, DSA, émulation VIP, QUESTAR, 32 70, ETHERNET, STARLAN), vous nous intéressez. D'autant que vous êtes plein d'enthousiasme et d'autonomie..., qualités indispensables pour intégrer une équipe très motivée, avec laquelle vous concevrez nos produits de demain. Réf. 810 M.

Ingénieurs Electroniciens Architecture Systèmes

Vous participez à la conception et au développement des produits nouveaux pour notre gamme de mini-ordinateurs.

Vous étudiez tous les aspects de l'utilisation des composants dans l'élaboration d'un produit : prospective, standardisation, approvisionnement et prix. Vous connaissez bien sûr les méthodologies et techniques nouvelles (CAO), circuits personnalisés...). Au sein d'une équipe, vous êtes responsable de projets dans leur ensemble, vous disposez vous aussi d'une logistique technique et administrative.

De formation supérieure électronique, doté d'une première expérience en conception de micro ou mini-ordinateurs, en architecture de système, vous êtes aussi un excellent praticien des nouvelles technologies : unité centrale à base de microprocesseurs, coupleurs de périphériques, coupleurs disques et télécommunications, mémoires dynamiques, affichage graphique. Réf. 809 M.

Notre Conseil établira les premiers contacts. Adressez-lui votre dossier de candidature et votre niveau de rémunération en précisant la référence du poste choisi.

ALPHA CDI. 181 AV. CH. DE GAULLE  92200 NEUILLY SUR SEINE

ALPHA CDI

MEMBRE DE SYNTEC

DESSEIN



***Le Monde*, point de rencontre des grandes ambitions.**



SNR INGENIEURS

Groupe international + 1er producteur de roulements en France vous offre, dans le cadre de sa logistique commerciale centralisée
LA PERSPECTIVE STIMULANTE

RESPONSABLE LOGISTIQUE +
basé sur Paris (banlieue Sud)

VOUS RECHERCHEZ :
- le management autonome d'une équipe de 30 collaborateurs,
- la rigueur de gestion et la souplesse commerciale,
- une évolution passionnante dans un contexte de performance.

VOUS ETES :
- Ingénieur grande école (Arts et Métiers ...),
- homme de dialogue et pragmatique,
- manager confirmé,
- professionnel de la logistique (expérience approfondie dans les domaines de :
  - la gestion de stocks,
  - la gestion des transports internationaux,
  - l'informatique,
  - la comptabilité clients et fournisseurs.
  une expérience achat/vente à l'export sera un atout).
- à l'aise dans les contacts internationaux (maîtrise de l'anglais comme 2ème langue impérative)
- âgé de 30 à 40 ans.



Merci d'adresser rapidement votre dossier de candidature à
PROFIL TRAINING S.A.
22, rue du Pont-Neuf
75001 PARIS
Pour en savoir plus :
MINITEL : Tél. 16 (1) 45.08.41.48

ORS - Pierre Lichau

Les pros du progiciel

SEMA GROUP, issu de la fusion de SEMA•METRA (France) et de CAP GROUP (Grande-Bretagne), est aujourd'hui le premier groupe de Services Informatiques véritablement européen.
METRAPACK, filiale de SEMA GROUP, a pour vocation de distribuer des progiciels de gestion et poursuit une politique active de développement. Nous proposons aux meilleurs d'entre vous, après une formation à nos activités et à nos méthodes, d'exprimer tout leur potentiel dans les postes suivants :

Ingénieurs commerciaux
Responsables du développement des ventes de votre secteur, votre action s'appuie sur une base installée existante et sur un support technique efficace. Réf. MM.04

Ingénieurs progiciels
Vous intervenez en appui de la force commerciale. Vous assurez la formation des utilisateurs et vous êtes responsables du suivi des clients qui vous sont attribués. Réf. MM.05.

Ingénieurs de réalisation
Vous renforcez notre équipe de développement et de support technique. Vous êtes en contact permanent avec la clientèle. L'utilisation de nos outils valorisera votre expérience. Réf. MM.06

Notre appartenance à SEMA GROUP et notre propre expansion ainsi que vos qualités relationnelles et vos ambitions vous offriront des opportunités de carrière à la mesure de vos résultats.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en mentionnant la référence du poste souhaité à Sylvianne NICOLAS – METRAPACK, 16-18, rue Barbès – 92126 MONTROUGE CEDEX

SEMA GROUP

diese

INGENIEUR - CHEF DE PROJET

Sofrecom

Avec la maîtrise de plus de 600 projets techniques dans 80 pays, notre société (rattachée au Groupe France Cables et Radio) réalise 97 % de son CA à l'export. Elle intervient dans le domaine de l'ingenierie et du conseil en Télécommunications.
De formation Ingénieur ou équivalent, vous avez une expérience certifiée du développement et de la mise en place de produits, et des connaissances UNIX, XENIX, LANGAGE C, SGBD, INFORMIX, ORACLE, PROGRESS.
Au sein d'une équipe de réalisation de produits informatiques, vous élaborerez les spécifications et formerez les utilisateurs (informaticiens et exploitants). Vous participerez aux missions d'implantation à l'étranger. Anglais courant exigé, espagnol souhaité.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) sous la réf. SF 1 à notre Conseil Léon LAGOUGE, STERIA SELECTION, 147, rue de Courcelles, 75017 PARIS.

steria sélection

Doter la FILIERE HORTICOLE d'une BANQUE DE DONNEES
Un CHALLENGE à ne pas manquer !

Vous voulez être

L'INGENIEUR BANQUE DE DONNEES

(Poste basé à RUNGIS M.I.N.)

qui aura en charge le lancement et le développement de cette banque, vous êtes diplômé(e) MIAGE ou DESS Banque de Données ou de formation équivalente, vous avez une première expérience de projets télématiques, vous voulez mettre en œuvre vos qualités d'animation, de communication et de coordination.

Alors écrivez (CV, lettre manuscrite, photo) sous la réf. 01/28.185/23 à notre consultante : Monique BERTOLA, APEC - 51, bd Brune - 75689 PARIS cedex 14

PLURIAL



ECP, ENSEEITH, ENSERG, ENSIMAG, IEG, MINES, SUPELEC...

Ingénieurs commerciaux, c'est en bougeant qu'on devient managers !

Pour 21 000 personnes (2 500 ingénieurs et cadres), travaillant à l'échelle mondiale a débuté l'ère de l'électricité intelligente. Le groupe réalise 10 milliards de C.A. dont 50 % à l'international.

Ingénieurs commerciaux, les défis de nos marchés (matériels et équipements pour la maîtrise de l'énergie électrique) sont les challenges de votre métier depuis 5 ans au moins et vous souhaitez aller plus loin sur un secteur que vous connaissez bien : la distribution publique, les installateurs ou la clientèle directe.
Vos atouts : accélération des innovations, technologies de pointe, stratégie commerciale ambitieuse... : une agence MG implantée au cœur d'une région (postes à pourvoir à Orléans, Paris, Dijon et Mulhouse notamment) bénéficie de la puissance d'un groupe international et performant.
Vos défis : concurrence accrue, clientèle de professionnels industriels, installateurs, EDF... : MG prend le "parti du client".
Votre évolution professionnelle : vos compétences, votre dynamisme ainsi que vos capacités managériales feront la différence pour vous permettre d'accéder à des postes de responsables en agence ou en région.

Manager d'aujourd'hui et de demain, découvrez ce que sera votre avenir, sous le signe de la compétence et du dialogue.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 1 FLA 126, au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Merlin Gerin - 38050 Grenoble Cedex.

la maîtrise de l'énergie électrique



Conception & Devis

Automatiquement un n°1

Nous vous proposons de prendre la direction du Département Conception-Devis de notre Entreprise située en Rhône-Alpes, filiale d'un Groupe International. Vous collaborez avec nos ingénieurs des ventes lors de l'établissement des propositions et produisez des devis techniques et financiers pour des systèmes automatisés.

Concevoir des machines spéciales qui intègrent des robots tels IBM, ADEPT, ASEA... des techniques de pointe telles vision, soudure laser, etc... voilà le savoir-faire de notre Société. Nos clients sont des industriels de l'automobile, de la mécanique, de l'électronique et de la construction de matériel électrique et électromécanique.

Ingénieur mécanicien, à l'aise avec les automatismes, vous êtes un homme d'études qui allez à l'essentiel, capable de prendre des risques... bien calculés, dosant solutions techniques innovantes et bon sens. Votre équipe "marche avec vous" car vous êtes convaincant et dynamique. Ecrivez vite aux consultants de SIRCA Rhône-Alpes, Le Britannia C, 20 boulevard Eugène Deruelle - 69432 LYON Cedex 03, sous référence 103 451 M, en envoyant votre CV et une photographie.

Sirca Rhône-Alpes
Paris-Lyon-Madrid

Membre de Syntec



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Tél. 49 11 73 32

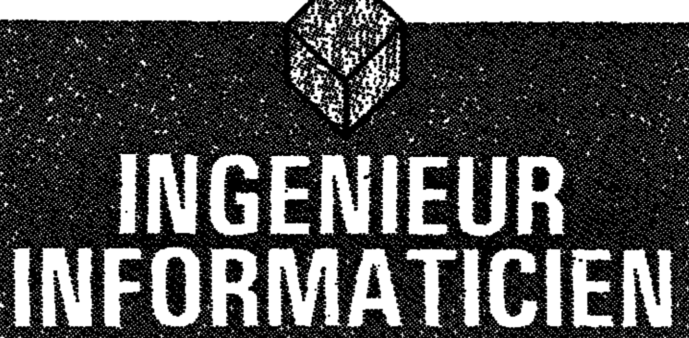
Plein essor... pour INGENIEURS COMMERCIAUX

Société de service et d'ingénierie en informatique (1 200 collaborateurs, dont 85 % d'ingénieurs), nous progressons, depuis 20 ans, dans un univers de technologie de pointe et de compétition.

Dynamique et créatif, vous développerez de façon optimale des activités dont vous aurez l'entière responsabilité.
Nous souhaitons confier à des ingénieurs commerciaux confirmés, des grands comptes et d'importants secteurs de clientèle qu'ils développeront dans les domaines des SYSTEMES DE COMMUNICATION et du GENIE LOGICIEL.
Nos références vous intéressent. Communiquez-nous les vôtres. Vous nous apporterez votre expérience du service informatique d'au moins 4 à 5 ans. Nous saurons vous associer et vous intéresser à notre réussite.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 396
315, Bureaux de la Colline - 92213 SAINT CLOUD CEDEX.





INGENIEUR INFORMATICIEN

QUAND LA CROISSANCE EST AU MENU
ON NE S'ENNUIE PAS

Au GROUPE SEGIN nous sommes déjà 800 à réaliser de grands projets. Avec une forte volonté de croissance (+ 35 % par an) et de développement européen nous confortons auprès des grands comptes du secteur *tertiaire notre leadership dans la gestion et l'ingénierie des grands flux de* données (Monétique, Télématique).
Parmi les toutes premières SSII françaises nous conquérons de nouvelles parts de marché en ingénierie et progiciels et multiplions nos succès sur les grands projets.
Ingénieur Grande Ecole, débutant à fort potentiel ou expérimenté (+ de 5 ans) dans l'animation d'une équipe de développement logiciel, vous mettez en avant votre compétence technique comme base de votre réussite.
Vous pourrez exprimer votre potentiel dans les domaines suivants :

- Développement sous Unix
- Réseaux et Télématique
- Systèmes d'Information
- Ingénierie Monétique
- Systèmes Experts.

Pour un premier contact, adressez votre candidature sous réf. MO/837 à Guy MACAREZ - Direction des Ressources Humaines - GROUPE SEGIN - 3, Rue Bellini - PARIS LA DEFENSE 11 - 92806 PUTEAUX ou rencontrez-nous au prochain salon PROSEARCH les 21 et 22 Octobre (Stand K5).

GROUPE SEGIN
MONETIQUE - TELEMATIQUE - INGENIERIE INFORMATIQUE

MEDIA BA

VOUS ÊTES PASSIONNÉS DE PÉDAGOGIE L'ENSEIGNEMENT ASSISTÉ PAR ORDINATEUR VOUS INTÉRESSE ALORS VENEZ REJOINDRE NOTRE ÉQUIPE

Nous recherchons **URGENT**

2 INFORMATICIENS
niveau MIAGE ou équivalent, même débutants (réf. 101).

2 DIPLOMÉS MAITRISE DE GESTION
connaissant l'informatique, un an d'expérience (réf. 102).

2 D.U.T. INFORMATIQUE
même débutants (réf. 103).

Env. c.v., lettre manuscrite, photo et prétent. s/nº 8 809,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue Montessuy, 75007 PARIS.



sep Les nouveaux espaces

Motoristes de l'espace, nous assurons en particulier la maîtrise d'œuvre des ensembles propulsifs des trois étages du lanceur Ariane.
Notre société est filiale du groupe SNECMA, 26900 personnes dont 3500 cadres.



INGENIEURS EXPERIMENTES

VOTRE VOCATION EST AERONAUTIQUE ET SPATIALE.

Participez à nos réalisations d'aujourd'hui et à nos projets d'avenir aux dimensions *internationales (Ariane, Hermès...).*

Nous vous confierons à **Vernon** (Eure, 1 heure de Paris) ou **Villaroche** (banlieue sud de Paris) des responsabilités dans les fonctions suivantes :

- **ETUDES ET DEVELOPPEMENTS :**
  - études d'ensembles de systèmes propulsifs • conception, préparation et exploitation d'essais • conception fonctionnelle de sous-systèmes moteurs.
- **SPECIALISTES :**
  - dynamique de systèmes • hydraulique-hydrodynamique • combustion • mécanique des fluides • POGO • aérothermochimie • thermique...
- **QUALITE :**
  - assurance qualité systèmes propulsifs et sous-systèmes • études de sécurité-fiabilité
  - assurance qualité exécution d'essais.

Ces postes sont à pourvoir très rapidement, la pratique de l'anglais est nécessaire.

La taille de la Société et du Groupe SNECMA permet une réelle évolution de carrière.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous référence JNB/B à
SNECMA, département Encadrement, 2, boulevard Victor, 75724 PARIS CEDEX 15

CONTESSE

Offre forte IBM : conseillez les décideurs.

Votre motivation pour le Conseil et la Vente est forte ; aptitude à communiquer, ambition, sens de la méthode, esprit de synthèse, talent pour négocier et convaincre sont vos qualités. Ce sont aussi celles qui sont nécessaires pour représenter notre Compagnie à un haut niveau, dans les domaines les plus variés : Administrations, Industries, Commerces, Services...

JEUNES DIPLOME(E)S D'UNE GRANDE ECOLE D'INGENIEURS OU DE COMMERCE
(Bac + 4 minimum)

après une formation réputée et rémunérée, nous choisirons avec vous l'activité la plus adaptée à votre projet professionnel. Vous deviendrez

INGENIEUR COMMERCIAL ou INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL.

Ces postes sont à pourvoir à PARIS et en PROVINCE, avant la fin de 1988.

Que vous soyez débutants ou forts d'une première expérience professionnelle, nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature, CV détaillé et photo sous référence S 11 à :
IBM FRANCE – Département Recrutement – 5, Place Vendôme 75001 PARIS.

Nous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.



CONSENSUS

IBM



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Un groupe industriel de notoriété internationale qui conçoit et fabrique des biens d'équipements mécaniques évolués, commercialisés dans le monde entier, renforce ses équipes d'études et de mise en œuvre de nouveaux équipements :

DIPLOMES GRANDES ÉCOLES OU UNIVERSITÉS

Vous débutez ou avez acquis une première expérience.

De formation généraliste, vous vous passionnez pour les calculs scientifiques et les technologies les plus avancés : architecture mécanique, analyses vibratoires, mesures-essais, développement de logiciels.

Vous avez le sens des contacts et le goût de l'innovation.

Vous prendrez une part active à l'évolution de nos performances industrielles en intégrant des développements en mécanique, informatique et automatismes.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et numéro de téléphone à :
E.F. 5303, 136, avenue Charles-de-Gaulle,
92522 NEUILLY CEDEX.

Florian Mantione Institut

LITTORAL MEDITERRANEEN

Spécialisés dans l'ETUDE et la REALISATION de SYSTEMES à base de MICROPROCESSEURS 16-32 Bits intéressant :
L'ESPACE, L'ARMEMENT (TERRESTRE, NAVAL, AERIEN) et L'INDUSTRIE DE POINTE.
Nous recherchons :

INGENIEUR HIGH TECH

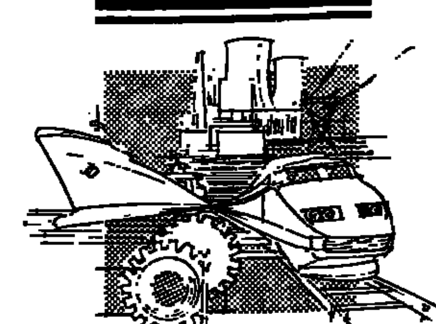
ENSEEIGH - ENSEA - ENSP - ESE - ESIM - ISEP - ISEN etc.

25/35 ans environ, vous êtes passionné par votre métier et vous souhaitez avoir les moyens de vous impliquer dans notre entreprise par votre tempérament, votre talent et vos connaisances pour mener de A à Z les missions dont vous aurez la responsabilité.
Une définition de fonction sera adressée aux candidats présélectionnés qui auront adressé leurs : lettre manuscrite, CV, photo à notre conseil François DURAND, sous réf. PA1088.
FLORIAN MANTIONE INSTITUT, 30 rue E. Marcel. 75001 PARIS.
Confidentialité garantie.

AIX/MARSEILLE - BORDEAUX - CLERMONT-Fd - GRENOBLE - LA REUNION - LA ROCHELLE - LYON - MONTPELLIER - PARIS - TOULOUSE

MEDIA-SYSTEM

ALSTHOM



INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Vous êtes Ingénieur de Grandes Ecoles Electrotechnicien et/ou Electronicien et une expérience de quelques années constitue un avantage certain.
Au sein de notre division robotique et matériaux, et dans le cadre de l'extension de notre activité, vous serez chargé de la VENTE des produits de l'Etablissement PARVEX.
Votre activité se développera dans les applications des SERVOMOTEURS et leur COMMANDE, pour les domaines de la ROBOTIQUE, des MACHINES et INSTALLATIONS AUTOMATISÉES.
Après formation aux produits, le budget de vente qui vous sera confié sera de l'ordre de 10MF.

Les postes à pourvoir sont situés en France , mais une bonne connaissance : de l'anglais et/ou allemand vous permettra d'évoluer dans notre implantation internationale.

Merci d'adresser curriculum vitae, photo et lettre manuscrite au Service du Personnel, s/réf. 50223 à l'attention de M. Galmiche, B.P. 249 - 21007 Dijon Cedex.



CONTESSE

Mobil pour son CENTRE DE RECHERCHE de Notre Dame-de-Gravenchon (Seine-Maritine)

INGENIEUR CHIMISTE

Débutant ou première expérience industrielle avec, si possible, formation complémentaire ENSPM ou thèse de Docteur-Ingénieur.

Cet **ingénieur** participera aux programmes de Recherche et de Développement de nouveaux produits de haute technologie (en particulier des lubrifiants) dans le cadre de projets internationaux.

Il aura, rapidement, à prendre des responsabilités importantes dans les essais et dans les applications auprès des industriels et chez les constructeurs.

Ce poste lui permettra d'acquérir une compétence diversifiée et de haut niveau qu'il pourra, alors, valoriser par une **carrière évolutive** dans les différentes activités de notre Société (en France ou à l'étranger).

Bien naturellement, ceci entraine la pratique de l'anglais courant et la mobilité géographique.

Prière d'adresser dossier complet (lettre manuscrite, C.V., etc.) sous réf. 41672 à MOBIL OIL FRANCAISE Service Recrutement - Tour septention.
92081 PARIS-LA DEFENSE CEDEX 09.

Mobil
Avancez avec nous.

INGENIEUR D'AFFAIRES

A LA POINTE DES TECHNIQUES

SUPELEC, CENTRALE, LES MINES

Homme de contact, bon négociateur, vous saurez nous apporter votre expérience commerciale, et vos connaissances techniques dans une mission riche où vous participerez à la promotion, et à la commercialisation de Systèmes de Sécurité. Les besoins spécifiques de cette clientèle de haut niveau nécessite des compétences techniques, une disponibilité, une implication permettant d'aller à la source des prescripteurs et de prendre avec succès le parti pris du client.
Une fonction qui tant en France qu'à l'Etranger vous permettra de valoriser vos compétences et de réussir avec nous.
Nous étudierons avec attention et discrétion votre candidature (lettre, CV, photo, et prétentions) sous référence IAS à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

CONTESSE

NICE - COTE D'AZUR

COMPOSANTS ELECTROMECANIQUES
600 PERSONNES

Notre société fait partie d'un groupe leader ayant une forte image de marque dans la conception et la fabrication de composants électromécaniques. Elle recrute :

2 Chefs de projets

Nouveaux produits

En prise directe avec le Directeur Général, vous aurez à coordonner tout le processus de mise en fabrication de nouveaux produits (cahier des charges, études, moyens, délais, essais, prix de revient).
C'est sur vous que reposera l'industrialisation de produits technologiquement fiables et surtout rentables.
Vous êtes Ingénieur de Grande Ecole (AM de préférence ou équivalent), vous avez déjà une expérience industrielle de 4 à 5 ans acquise dans un service technique et/ou de production si possible dans une unité de moyennes séries.
Vous connaissez évidemment la faisabilité d'un produit industriel nouveau. réf. 145.

Mécanisation

Vous aussi en prise directe avec le Directeur Général, vous aurez un rôle majeur avec le développement des nouveaux produits. Mais c'est sur la mécanisation que portera l'essentiel de votre action.
Dialoguant avec tous les services de l'usine dont vous aurez besoin pour orienter le choix des investissements techniques et des moyens de fabrication, vous aurez une influence déterminante sur la rentabilité des produits fabriqués.

Cette fonction-clé ne peut être confiée qu'à un ingénieur de grande école (A.M), très bon mécanicien, très au fait des réalités concrètes liées à l'organisation industrielle des moyens de production. Vous avez une expérience diversifiée (bureau d'études, méthodes, fabrication) de 5 ans minima acquise dans des industries électromécaniques. réf. 146.

Ces 2 postes offrent des conditions attractives dès le départ ainsi que des perspectives de développement de carrière, soit dans notre société, soit dans notre groupe.



Adresser votre CV, photo, en précisant vos prétentions, la référence du poste choisi, ainsi qu'un numéro de téléphone à, GUY POSTEL CONSEIL, BP 19, 06480 LA COLLE SUR LOUP, qui vous contactera rapidement et confidentiellement.

Guy Postel

MEDIA-SYSTEM



QUAND UN JEUNE PROFESSIONNEL DE L'INFORMATIQUE A ENVIE DE BOUGER NOUS LUI OFFRONS UN RÔLE DE PREMIER PLAN...

INGÉNIEURS D'ÉTUDES

SG2 génie informatique

Filiale d'un important groupe informatique, spécialisée dans le Conseil et l'Ingénierie Informatique, nous recherchons les Ingénieurs d'Etudes avec lesquels nous allons réaliser un objectif ambitieux : doubler notre chiffre d'affaires sur les trois prochaines années.
De formation supérieure, vous possédez une première expérience sur grands systèmes temps réel.

Rencontrons-nous, nous vous donnerons les moyens d'enrichir vos compétences techniques et les responsabilités que vous attendez...
Vous êtes convaincus que nous avons ensemble un grand rôle à jouer ?

Alors merci d'écrire sous référence M/1210 à Michelle ZIGLIARA 55, Quai de Grenelle 75015 PARIS.

GROUPE SG2

LE SAVOIR PARTAGÉ





Notre groupe en expansion (1,7 milliard de C.A.) recrute un

Chef de projet
—Recherche et développement—

rattaché au Responsable "RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT" du groupe.
Nous lui confierons la réalisation des essais, l'analyse des résultats, l'approche du prix de revient, la rédaction de rapports d'essais et de dossiers techniques.

De formation Ingénieur ENITIA, UTC, ENSBANA..., complétée par deux années d'expérience professionnelle dans le domaine des céréales de préférence, vous saurez démontrer les qualités de rigueur, créativité et motivation nécessaires pour prendre en charge à terme la mise au point d'une ligne de produits nouveaux.
Poste basé temporairement (9 mois) à GRENOBLE puis à MARSEILLE définitivement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 91063 à MEDIA-SYSTEM, 44 Bd Longchamp, 13001 MARSEILLE, qui transmettra.

MEDIA-SYSTEM



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Jeunes ingénieurs

Sud-ouest



AVIONS MARCEL DASSAULT - Cet important constructeur aéronautique recherche, pour son usine de Biarritz (1.600 personnes) dont les activités très diversifiées sont principalement orientées vers la mise en œuvre de matériaux composites, deux jeunes ingénieurs débutants, de formation grande école: ECP, SUP AERO, ENSAM, ou équivalent. Ils débuteront par une mission en bureau d'études de deux ans à l'usine de Bordeaux pour ensuite s'orienter vers une fonction de production à l'usine de Biarritz. Ces postes sont évolutifs pour des candidats de valeur. Ecrire à Arlette BIEBUYCK, qui transmettra directement les réponses à notre client, en précisant la référence B/T2048M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

2 bis, avenue Frizac - 31400 TOULOUSE - Tél. 61.52.34.18

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune ingénieur

Chef de projet

Rhône-Alpes - Un groupe de 1000 salariés, leader européen dans la construction d'équipements industriels, lance avec une ambition mondiale, en partenariat avec une société agro-alimentaire de forte notoriété, un nouveau concept de matériel. Après une phase de découverte et de formation au savoir-faire agro-alimentaire, le chef de projet se verra confier la définition et la mise au point de la machine, de la réalisation d'un prototype à la faisabilité industrielle en petites/moyennes séries et à la phase d'industrialisation. Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur débutant ou ayant acquis une première expérience, de formation généraliste (Centrale, Arts et Métiers, ENSIA...) à forte dominante mécanique et/ou agro-alimentaire, désireux de s'investir totalement, avec une grande autonomie d'action, dans la conduite d'un projet ambitieux. La société présente de très larges possibilités d'évolution pour un candidat de valeur. Ecrire à F. PHILIBERT en précisant la référence A/3098M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC

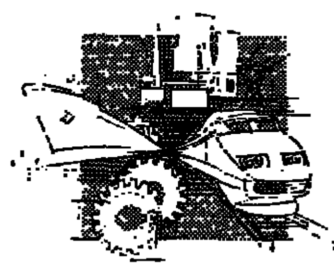


PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.90.63

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

ALSTHOM





INGENIEUR D'AFFAIRES

De formation ECP, ETP, AM ou équivalent, vous avez entre 30 et 40 ans, vous avez acquis une expérience d'environ 5 ans dans la gestion de projet clé en mains incluant une part importante de travaux de génie civil.

Vous avez le sens des rapports humains et du commandement.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Courts déplacements en France et à l'etranger à prévoir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) à ALSTHOM Etablissement SCAM - M. GOLFIER 40, rue Jean Jaurès, 93176 BAGNOLET Cedex.

CONTESSE

Cet important ensemble industriel français occupe une place de leader dans son secteur d'activité. Grâce aux investissements importants engagés ces dernières années, il s'est doté des outils les plus modernes à l'échelle mondiale. Le développement de ses activités l'amène à rechercher deux ingénieurs qui débuteront leur carrière à l'usine de Dunkerque:

Ingénieur projets automatismes

Sous la responsabilité du chef des études et au sein d'une petite équipe, il se verra confier la conduite de projets d'automatismes et d'informatique industrielle. Par ailleurs, il aura la mission de sensibiliser les différentes directions aux grandes lignes de développement de l'informatique de process. Ce poste s'adresse à un ingénieur (AM, IDN, HEI, UTC...) possédant si possible une spécialisation en informatique industrielle, et pouvant justifier d'une première expérience de la conduite de projets acquise dans l'industrie de process ou dans une société de services. La candidature d'un débutant particulièrement motivé peut éventuellement être envisagée. La connaissance de l'anglais est un atout. Réf. A/4959M.

Ingénieur entretien

Rattaché au chef des services techniques et animant une équipe d'environ 30 personnes (techniciens et ouvriers), il sera chargé d'assurer la maintenance d'un atelier de production, de veiller à l'amélioration du matériel et au renouvellement des équipements. Ce poste intéresse un ingénieur (AM, IDN, HEI, ENSEEG...) possédant des compétences en électrotechnique, automatismes, *mécanique, thermique ou spécialiste de l'un des domaines précités. Il possédera une première expérience industrielle ou pourra être* débutant. Réf. A/4960M.

Pour ces postes, la rémunération proposée sera fonction de l'expérience et des compétences offertes. La gestion de carrière des cadres de ce groupe permet d'envisager de réelles perspectives d'évolution pour des candidats de valeur. Ecrire à Françoise ORANGE en précisant la référence du poste choisi. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. 20.72.52.25

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

conseil général

LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE
RECRUTE
POUR LA DIRECTION DES SERVICES DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

UN ATTACHÉ ANALYSTE

PAR MUTATION

CONDITION : ● appartenir au cadre d'emploi d'Attaché Territorial.

DES INGÉNIEURS

● dans les spécialités suivantes : informaticien/analyste, cartographe, hydraulicien, génie sanitaire.

PAR DÉTACHEMENT

CONDITION : ● être titulaire du grade d'Ingénieur dans la fonction publique.

PAR CONCOURS SUR TITRES

CONDITIONS : ● être âgé de moins de 40 ans au 1er janvier 1988, être de nationalité française, être titulaire de l'un des diplômes ou titres figurant à l'annexe I du statut particulier des Ingénieurs du Cadre départemental.

PAR CONCOURS SUR ÉPREUVES

CONDITIONS : être âgé de moins de 40 ans au 1er janvier 1988, être de nationalité française.

SALAIRE NET MENSUEL DE DÉBUT DE CARRIÈRE : 7 832,48 F.

PRIME ANNUELLE : 28.000 F. CLOTURE DES INSCRIPTIONS :

● **VENDREDI 21 OCTOBRE 1988**, le cachet de la poste faisant foi.

ADRESSER LE DOSSIER DE CANDIDATURE COMPRENANT :

● Un curriculum vitae, la photocopie du diplôme, une photographie d'identité, deux enveloppes timbrées portant nom et adresse à :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL, HOTEL DU DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE, Direction du Personnel Départemental - Recrutement, avenue du Général-de-Gaulle, 94000 CRÉTEIL.

POUR LE CONCOURS SUR ÉPREUVES RETIRER LE DOSSIER D'INSCRIPTION A LA DIRECTION DU PERSONNEL DÉPARTEMENTAL, Pièce 002, 2, r. Tirard, 94000 CRÉTEIL (Mo : Créteil-Université). Tél. 43-99-84-00, p. 84.12 ou 64.12.

Compagnie Générale d'Informatique

DIPLÔMÉS D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SCIENTIFIQUES

Nouvelles technologies et gestion d'entreprise.
Les deux domaines vous passionnent. Vous souhaitez qu'ensemble, ils constituent les axes de votre évolution de carrière.

Le Groupe CGI propose à 300 jeunes comme vous un avenir dans l'informatique appliquée au management des grandes entreprises

Après une formation de quelques semaines aux activités, aux méthodes et aux outils spécifiques de CGI (MERISE, PACBASE, SIGAG-P), vous rejoindrez une de nos équipes opérationnelles.

Vous participerez à ses activités de mise en œuvre de systèmes et d'applications informatiques liés à la gestion, l'organisation ou au développement des grandes sociétés qui constituent notre clientèle.

Vos missions successives, d'importance croissante, vous permettront d'acquérir de solides compétences dans plusieurs métiers de l'informatique et de renforcer votre sens des responsabilités.

Vous pourrez ainsi bénéficier des nombreuses opportunités de carrière offertes par le développement du Groupe CGI, l'un des premiers de son secteur (2000 personnes, progression régulière de 30 % par an, importante implantation internationale, leader européen du Progiciel).

Adressez rapidement lettre, CV et photo, sous la référence 04/M-1088 à
Madame D. JAMET
CGI 30 rue du Chateau-des-Rentiers
75640 PARIS Cedex 13
PACBASE et SIGAG/P sont des marques déposées de CGI

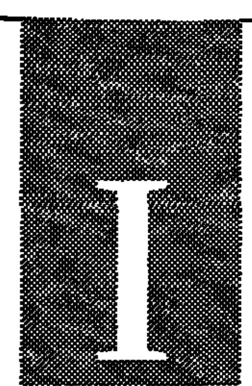
ADCOM

Compagnie Générale d'Informatique

L'énergie créative



***Le Monde*, point de rencontre des grandes ambitions.**



IMPORTANTE SOCIETE AGRO-ALIMENTAIRE, filiale d'un des premiers groupes internationaux recherche pour ses unités de production des

INGENIEURS

CHARGES D'ORGANISATION INDUSTRIELLE

(Centrale, Mines, Ponts et Chaussées, Arts et Métiers, Insa)

Débutants (ou avec un an d'expérience) venez tester vos capacités en choisissant d'intégrer une équipe d'organisateurs.

Analyse, diagnostic, conception de schéma directeur, mise en œuvre des solutions proposées et suivi des applications : telle est la mission que nous vous proposons.

A court terme, elle représente le tremplin idéal pour évoluer au sein du Groupe, notamment à l'étranger si votre parfaite maîtrise de plusieurs langues (de préférence Anglais et Espagnol) vous le permet.

Si vous possédez comme atout supplémentaire le goût du génie mécanique, alors n'hésitez plus !

Envoyez votre lettre de candidature avec C.V., photo et prétentions, sous référence 12311/LM, à HYPERBOLE – 104, rue Réaumur – 75002 PARIS, qui nous transmettra votre dossier.

INGENIEUR D'AFFAIRES LIGNES THT



CGEE ALSTHOM c'est l'entreprise électrique, le contrôle industriel et l'assistance technique, soit 22 000 personnes dans le monde dont 8 000 ingénieurs et techniciens.

Notre Direction Régionale Sud-Ouest située à **TOULOUSE** recherche un **INGENIEUR DEBUTANT** diplômé d'une Grande Ecole, ENSAM, INSA, ESTP, ENSM...

Votre mission :
- contacts commerciaux,
- devis et négociations,
- organisation, suivi des études et des chantiers,
- gestion des affaires.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la réf. 1210, à T. de Beaurepaire - **CGEE ALSTHOM**
13, rue Antonin-Raynaud - 92309 LEVALLOIS PERRET Cedex.



CGEE ALSTHOM
Les moyens pour gagner

CIGIE

MEDIA PA



GROUPE DECISION INTERNATIONAL

UNE ACCELERATION CONTROLEE :

EN 3 ANS :

Nous avons gagné 100 places par an au classement par C.A. des 500 Sociétés Françaises d'informatique les plus performantes.
Nous sommes hautement profitables depuis notre création.
Nous sommes près de 200 ingénieurs implantés en France, en Europe, aux U.S.A.
Et pourtant, nous investissons et restons indépendants.

Nous recherchons des **INGENIEURS GRANDES ECOLES,** performants et efficaces, que cette dynamique motive.

Pour aller ensemble, plus loin, plus vite,...

Si vous êtes X, Centralien, Sup aéro, Sup Télécom, Sup Elec, INSA... et si vous avez de 2 à 15 ans d'expérience en Informatique, nous vous invitons à nous rejoindre comme :

CHEF DE PROJET OU CONSULTANT - (Ref. 91)
INGENIEUR DE CONCEPTION - (Ref. 92)
INGENIEUR DE REALISATION - (Réf. 93)
INGENIEUR METHODE - (Réf. 94)

Pour tous ces postes, il est souhaitable d'avoir la connaissance d'un domaine technologique de pointe (aéronautique, espace, télécommunications, défense, nucléaire, marine, productique, recherche).

Les compétences techniques nécessaires sont parmi les suivantes :
Langages : ADA, C, LTR,
Système d'exploitation : UNIX, VMS
Matériels : VAX, SUN, HP, MICROPROCESSEURS
SGBD : ORACLE, INGRES...
Techniques de communication et réseaux.
La maîtrise de l'anglais parlé est un atout supplémentaire.

Les postes sont à pourvoir principalement à Paris, mais aussi à Bordeaux, Toulouse, Aix, Grenoble et Brest.

Si aller plus loin, plus vite ensemble vous motive, alors adressez votre lettre manuscrite et votre CV en précisant la réf. choisie à DECISION INTERNATIONAL - Service du Personnel - 112, rue de Paris 92100 BOULOGNE.

L'INTELLIGENCE INFORMATIQUE !

CONTESSE



Telemecanique
les solutions de progrès

14.000 personnes - C.A. consolidé : 6.7 milliards de F.
LEADER EUROPÉEN DES CONSTITUANTS POUR AUTOMATISMES INDUSTRIELS

Pour étoffer son équipe Marketing, sa division Pneumatique crée à l'établissement d'Evreux (27) un nouveau poste de

INGÉNIEUR CHEF DE PRODUITS

Placé sous l'autorité du Directeur du Marketing Produits et Projets en liaison permanente avec les opérationnels et la Direction Technique.
– Il assistera techniquement le réseau Commercial.
– A l'écoute du marché, il analysera la concurrence et définira le cahier des charges des produits nouveaux.
– Il établira les flux économiques et gèrera les projets en phase de développement.

INDISPENSABLE

28-30 ans - **INGÉNIEUR** diplômé type INSA, ENSI ou similaire. Première expérience souhaitée de pneumaticien ou automaticien avec mise en application sur le terrain.
Anglais pratiqué apprécié - **Mobilité**

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manusc., C.V. dét., rémunér. et photo ss réf. 8897 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

---

ecopol

Société Française de pointe en : fiabilité et sécurité des systèmes industriels

se développe et recrute

plusieurs ingénieurs grandes écoles

DEBUTANTS OU PREMIERE EXPERIENCE

Options, stages ou première expérience en automatismes, contrôles de procédés et informatique industrielle constituent un atout important.

La mission proposée implique la prise en charge rapide d'affaires dans le domaine des **techniques avancées** (armement, spatial) et des **systèmes de production.**

Des responsabilités en matière de développement technique et commercial pourront être rapidement offertes.

Merci d'envoyer C.V., sous référence PHL IO-M à ECOPOL 26, rue du Château des Rentiers, 75013 Paris.

OFFICE D'ÉQUIPEMENT HYDRAULIQUE de la Corse

RECRUTE

INGÉNIEUR HYDRAULICIEN

Profil : formation supérieure hydraulique, informatique industrielle et électromécanique (ENSEEIH Toulouse ou ENSHM de Grenoble).

Mission : étude et réalisation, rénovation, amélioration sur ouvrages d'exploitation et stations de pompage existantes. Etude et mise en place réseau de télésurveillance. Maintenance générale des ouvrages et optimisation. Encadrement personnel électro-mécaniciens.

Poste à pourvoir : à BASTIA (Haute-Corse) au plus tôt.

Rémunération : 130 à 160 KF/an.

Adresser curriculum vitae + photo à :
O.E.H.C. - Service du personnel,
Avenue Paul-Giacobbi, 20601 BASTIA.



CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

LA DIRECTION DE L'IMMOBILIER ET DU TOURISME
recherche pour ses filiales

INGENIEUR INFORMATICIEN

D E B U T A N T

Il(elle) sera chargé(e) de participer à l'étude et à la réalisation de logiciels et devra dialoguer avec aisance avec les divers utilisateurs. Sa formation devra être impérativement la MIAGE et deux années d'expérience en informatique de gestion seraient appréciées.

Adressez votre lettre avec CV détaillé, photo et rémunération à UNIGER (IMO/FT), 31, Quai de Grenelle 75738 Paris Cedex 15.

هكذا من الأصل



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

chef de projet produits nouveaux

OPTRONIQUE PARIS

Nous sommes filiale d'un des plus importants groupes industriels français.
Nous développons et produisons des matériels **optomécaniques et optroniques** laser.
Vous êtes chargé de **conduire un important projet** en développement laser pour une **application industrielle.**
Vous êtes aidé d'une équipe d'une vingtaine de personnes et de nos différentes Directions «Etudes, Commerciale, Marketing». Vous serez par ailleurs en relation permanente avec nos clients dans toutes les phases d'avancement du projet.
Ingénieur Grandes Ecoles, ESE ou équivalent, vous avez une dizaine d'années d'expérience et des compétences en **laser et électrotechnique** *que vous avez pu mettre au service d'une expérience où les* **impératifs liés à l'industrialisation** étaient prépondérants.
Au-delà de vos compétences techniques, nous recherchons avant tout, une **personnalité apte à superviser un tel projet.** Créatif, vous êtes également excellent **animateur. Votre ascendant** et vos **talents relationnels** vous permettront avec votre equipe de faire aboutir votre projet depuis la realisation de prototypes jusqu'à l'industrialisation.

Merci d'adresser C.V. et prétentions à notre Conseil qui vous garantit la plus stricte confidentialité, sous référence DP 100.

2, rue Louis David - 75782 PARIS CEDEX 16
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

COGEPLAN

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

FORCE ◆ 5 ◆

CPOAC

Groupe BOSCH

Haute Savoie

(Composants Hydrauliques et Pneumatiques)

Recherche

Pour son service Méthode

INGENIEUR ELECTROMECANICIEN

Il sera l'animateur d'une section industrialisation dont le souci primordial sera d'améliorer constamment le process de fabrication, ce qui impliquera analyse et suivi du circuit de production, contrôle et amélioration *de la productivité, proposition de solutions d'automatisation, participation* aux choix des investissements.
Profil : Jeune ingénieur type AM-INSA, etc. 3 à 5 ans d'expérience.
Un poste identique est à pourvoir à notre usine de RUMILLY (Haute Savoie).

Pour son service Logistique

CHEF DE GROUPE

Il assurera, avec une équipe de 9 personnes, la gestion de production d'une gamme de *Vérins Pneumatiques et Hydrauliques.*
Profil : Ingénieur débutant (AM, INSA, ENI, etc.) ou DUT, BTS ayant 3 à 5 ans d'expérience en gestion de production de type MRP.

Pour ces deux postes, Allemand indispensable, un stage de 6 mois à 1 an en Allemagne dans les Usines du Groupe est à prévoir.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions à :
CPOAC - Direction du Personnel, BP 37, 74131 BONNEVILLE CEDEX.

PARFRANCE ANNONCES

TELIC

ALCATEL

Etudes et Développement à Strasbourg

Dans son nouvel ensemble industriel, la Direction Etudes et Développement de Strasbourg s'est donnée les moyens de répondre à tous les défis techniques de la communication d'entreprise. 300 ingénieurs et techniciens y développent actuellement des systèmes de communication multiservices RNIS et une large gamme de terminaux associés. Ils mettent en oeuvre des technologies avancées: commutation et transmission numériques, vidéo, micro-informatique, systèmes à architecture répartie, logiciel temps réel, logiciel de base, langages de haut niveau, environnement de génie logiciel, technologie VLSI. Ils disposent d'outils et de moyens d'aide à la conception très performants, constitués de stations de travail (Sun, Appolo) et d'un réseau de conception intégré (CAE, CAO et VLSI). Conscients de l'enjeu, ils sont ainsi armés face à une concurrence internationale vive, mais stimulante.
Faites connaissance !

INGENIEURS D'ETUDE ELECTRONICIENS

Rejoignez le N°1 de la communication d'entreprise
Filiale CGE - 15.000 personnes
9 milliards de francs de Chiffre d'Affaires

Débutants

Vous êtes diplômé d'une grande école avec une spécialité en électronique. Vous approfondirez vos connaissances dans des techniques de pointe, en participant avec nos équipes à l'étude de projets importants. Ces études s'appuient sur des outils et des méthodes d'aide à la conception particulièrement performants.

Confirmés

Diplômé d'une Grande Ecole, vous avez acquis une première expérience dans la conception de systèmes ou produits électroniques et vous avez de bonnes connaissances en logique et/ou en analogique. Vous pourrez enrichir votre expérience en prenant la responsabilité d'animer une équipe d'ingénieurs et de techniciens ou en participant à la conception de nos produits en tant qu'ingénieur système.

Créatif, vous êtes intéressé par le développement de nos projets. Pour miser sur l'enjeu Télic, adressez votre candidature sous Réf. JB/M à M. Camille LEJEUNE, Direction des Ressources Humaines, TELIC ALCATEL, 1 route du Docteur Albert Schweitzer, 67408 Illkirch Cedex.

VOCATION MEDIA

Vos talents de manager pour une électronique de qualité

Filiale d'un grand groupe international, présente dans 110 pays, notre société, leader mondial en électronique professionnelle réalise 50 % de son CA à l'exportation.
Nous recherchons pour notre Direction Industrielle le RESPONSABLE DU SERVICE CONTROLE/REGLAGE SOUS-ENSEMBLES.
Vos compétences techniques, vos qualités de manager et votre expérience de l'encadrement sont indispensables pour animer, coordonner et contrôler l'activité d'une équipe de 15 personnes. Rattaché au Directeur de Production, vous aurez également à développer les méthodes et moyens de contrôle réglage et assurer la gestion des sous-ensembles contrôlés *par votre service.*

Vous assurerez cette mission dans le cadre d'une politique croissante de qualité totale.
A environ 30 ans, ingénieur diplômé électronicien (Supelec, Suptélécom...) avec connaissance HF vous bénéficiez de quelques années d'expérience dans un environnement similaire.
L'Anglais est nécessaire.
Nous comptons sur votre sens de l'adaptation et votre réel dynamisme et saurons vous proposer une évolution enrichissante au sein de notre société.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 39257 à MEDIA SYSTEM, 6/8, Impasse des Deux Cousins, 75017 Paris qui transmettra.

MEDIA-SYSTEM

CHARGÉ D'ÉTUDES

Organisme financier régional d'un réseau d'établissements de crédit (200 agences), lié à un groupe financier national de premier plan, recrute un chargé d'Etudes.

MODÉLISATION ET SYSTEMES D'INFORMATION

A environ 25-30 ans, de formation économique et scientifique (ISUP, IESEG, ENSAE), vous avez de préférence une expérience de quelques années de la modélisation et de l'analyse de données.
Vous serez chargé, à l'aide d'un Infocentre, de consolider les données nécessaires à la mise au point des outils de gestion et de prévision des différents départements de notre société (financier, marketing...).
La pratique d'un L4G (SAS ou autre) sera appréciée.
Ce poste requiert une capacité réelle à concevoir et mener à terme un projet dans le cadre d'un environnement bancaire plurifonctionnel.
Pour en savoir plus, contactez les collaboratrices d'ALLO-CARRIERES au 45.02.15.74, du lundi au vendredi de 9h à 17h (précisez la réf. 841/LM), où envoyez votre candidature en indiquant la réf.841/LM à MEDIA P.A. - 53, av. Victor Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

45.02.15.74

MEDIA PA

TEXAS INSTRUMENTS

Pour renforcer notre centre européen d'ingénierie, la DIVISION SYSTEMES INDUSTRIELS de TEXAS INSTRUMENTS souhaite intégrer un

INGENIEUR AUTOMATICIEN

SUPPORT TECHNIQUE EUROPEEN

Ingénieur électronicien ou automaticien, vous avez acquis une solide connaissance des automates programmables et des applications industrielles dans la fabrication et le contrôle de processus.
Votre sens de la coordination vous permettra d'assurer efficacement l'assistance technique auprès des différentes opérations européennes de TEXAS INSTRUMENTS, ainsi qu'une liaison permanente avec les centres de conception et de fabrication implantés aux Etats-Unis. Une pratique professionnelle de l'anglais est donc indispensable pour ce poste.
Basé à Villeneuve-Loubet, près de Nice, vous êtes disponible pour des déplacements de courte durée à l'étranger.

Bernard TISON vous prie de lui adresser votre candidature (photo jointe) sous réf. EISD/1088/1M, à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE, 8/10 avenue Morane Saulnier, 78141 Velizy-Villacoublay cedex.

TEXAS INSTRUMENTS

LIVE

INGÉNIEURS DÉBUTANTS
GRANDES ÉCOLES ET UNIVERSITAIRES

Lorsque plusieurs établissements bancaires s'associent autour d'un GIE pour faire naître une société d'informatique, il y a toutes chances pour que ses moyens, ses dimensions et ses perspectives soient à la mesure de l'importance des Banques concernées.

PRENEZ LE DÉPART D'UNE CARRIÈRE OUVERTE SUR TOUS LES MÉTIERS DE L'INFORMATIQUE ET DE LA BANQUE

Très vite, après quelques semaines de formation à nos techniques et aux outils informatiques utilisés (grands systèmes IBM et important parc de terminaux), vous prendrez en charge des missions opérationnelles de réalisation de projets.
La diversité et l'importance croissante de ces missions, les contacts nombreux qu'elles entraineront, vous permettront de renforcer en permanence vos compétences et votre sens des responsabilités.
Notre développement rapide vous ouvrira, à chaque étape, les opportunités correspondantes.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous la référence LIVE/754, à notre Conseil.



Conseil en Recrutement
9 rue Alfred de Vigny - 75008 Paris
Membre de SYNTEC Informatique

AD'COM



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Paris Ouest - Nous sommes un groupe de sociétés de haute renommée(400 personnes - 300 Millions de C.A.), spécialisées dans la création et la fabrication de tissus et de papiers peints pour la décoration.

Notre informatique est actuellement sous-traitée sur le DPS 7 d'une autre entreprise du groupe SA DECROIX. Prévoyant la refonte de notre système d'information, nous avons décidé de nous doter de notre propre structure informatique. Ceci nous amène à recruter un

■ Concepteur - Futur Responsable informatique

Après l'étude de l'existant, vous vous impliquererez dans la conception puis la mise en oeuvre de notre système d'information : choix du matériel et des sous traitants, pilotage de la réalisation, aide à la mise en place auprès des utilisateurs.
Ce poste s'adresse à un chef de projet, de formation supérieure, souhaitant valoriser une expérience d'environ 5 ans dans un contexte où ses capacités d'initiatives comme ses qualités de dialogue et d'adaptation seront essentielles.

Nicole LE MEUR vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MNL/DT/CO à



MEDIA PA

manager un service logiciel

Grand Groupe industriel, nous créons le poste de

RESPONSABLE SERVICE LOGICIEL

Vous serez le manager d'une entité de 70 à 80 ingénieurs logiciel qui apportent leurs compétences à la réalisation de grands projets.
Dans un environnement de techniques avancées, électronique et informatique, vous pilotez votre service comme une SSII interne dont vous êtes le patron. Vous gérez les coûts et délais, planifiez la charge de travail, veillez au respect des spécifications. Attentif aux hommes, ingénieurs et chefs de projets, vous vous souciez de leur formation et de leur promotion. Vous planifiez et structurez votre activité à moyen terme. Ingénieur de Grande Ecole, vous présentez un parcours professionnel de 10 ans ou plus en SSII ou chez un systémier.

Saisissez l'occasion d'évoluer...

Merci d'adresser votre candidature sous réf. B 825 à notre Conseil
315, Bureaux de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.



CAP GEMINI SOGETI

L'Expertise Informatique

Votre talent commercial au service de votre région

CAP SOGETI SYSTEMES est le partenaire des grandes entreprises dans les secteurs du Tertiaire, de l'Industrie et de l'Administration et intervient dans tous les domaines d'expertise informatique:Schéma Directeur, Conseil, Etudes et Réalisation.

Ingénieurs commerciaux

Grande Ecole d'Ingénieur ou de Commerce vous avez une solide expérience professionnelle dans le domaine commercial (acquise en SSII ou chez un constructeur). Vous êtes un passionné d'informatique et votre maturité commerciale vous permettra de prendre en charge le développement d'une clientèle de haut niveau.
Les postes sont à pourvoir dans nos agences de :
NANTES, RENNES : secteurs Banques, Assurances, Grandes Administrations.
NANCY - METZ : secteurs Industriel et Tertiaire.
LILLE : **secteur Industriel.** Pour ce poste une bonne connaissance de l'informatique industrielle est indispensable
Appui d'un grand groupe informatique, agences à taille humaine, formation adaptée, projets d'avenir : à vous de jouer maintenant la carte de votre évolution.
Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la ville choisie à Françoise Doutriaux, CAP SOGETI SYSTEMES, 14-20, rue Lenche, 75015 Paris.

CAP SOGETI SYSTEMES

MEDIA-SYSTEM

Chez Digital, leader mondial des réseaux informatiques et des systèmes intégrés d'information, la Formation n'est pas un vain mot. En y consacrant 21 % de notre masse salariale, nous poursuivons deux objectifs : développer le potentiel de notre personnel et satisfaire nos clients en leur fournissant le savoir-faire nécessaire à l'utilisation de nos produits.

Ingénieurs formation logiciel

Réseaux - Systèmes - Bureautique - Bases de Données

Au delà de votre maîtrise de la technique, vous souhaitez transmettre un savoir en perpétuelle évolution et révéler vos qualités d'animateur.
La conception, l'organisation et l'animation de cours techniques, à une population internationale - clients ou personnel Digital, répondent à vos aspirations et vous maintiennent au «top niveau» de cette technologie.
De formation écoles d'ingénieurs ou universitaires, vous avez une expérience de 2 à 5 ans dans des services études, développement, support... Votre maîtrise de l'anglais est indispensable. Les postes proposés ne sont pas statiques : en fonction de votre évolution personnelle et professionnelle, vous pourrez envisager d'autres opportunités au sein de Digital.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence MON 577, en précisant la spécialité de votre choix à M.C. SAN QUIRCE - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - 2, rue Gaston Crémieux - BP 136 - 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

Responsable Industrialisation

Usinage

AM - INSA - ENI — ***en Bourgogne***

Nous sommes la filiale de deux Groupes internationaux et produisons des Biens d'Equipement Grand Public de très haute technicité aux marques réputées. Le jeune ingénieur généraliste ou mécanicien que nous recherchons a une première expérience d'encadrement d'une équipe au sein d'un Service Méthodes Industrialisation ou Production si possible dans une Entreprise pratiquant l'usinage de très grande précision (armement, spatial, automobile, horlogerie, aéronautique...). Il fera évoluer les moyens techniques de production, méthodes et process et assurera les relations avec l'ensemble des Services de Production, Achats, Logistique, etc.... Les contacts fréquents avec les fournisseurs machines (Japon, Suisse, etc...), la participation aux salons et autres manifestations techniques nécessitent une parfaite connaissance de l'anglais. Le candidat retenu ne rencontrera aucun problème d'intégration au sein d'une équipe jeune, ouverte, dynamique et soudée. Le poste est situé à proximité d'Auxerre.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et pretentions) s/réf. 810639/M

ORION 35, rue du Rocher 75008 Paris.

ORION
l'homme et l'entreprise

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

CTBA
CENTRE TECHNIQUE DU BOIS et de l'AMEUBLEMENT

Centre de recherche et d'appuis techniques recrute un

INGENIEUR AUTOMATICIEN

Dans un environnement technologique de haut niveau, vous êtes chargé des développements en automatismes (automates et microprocesseurs).
Vous développez des technologies nouvelles spécifiques et vous participez à la réalisation des contrats européens en matière de transitique.
Agé d'environ 30 ans, vous possédez une première expérience acquise dans le domaine de l'industrie.
Votre sens des responsabilités, votre dynamisme et vos qualités relationnelles vous permettant de travailler en équipe seront autant d'atouts pour envisager une rapide évolution de carrière.
Ce poste est basé à PONT A MOUSSON et de fréquents déplacements de courte durée sont à prévoir.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à l'attention de Jean-Paul LEGO - Pôle Productique, rue Bienod, 54700 MAIDIERES.

CONTESSE

CEP SYSTEMES

(120 personnes, 35 % de croissance annuelle)

Nous sommes une société de services spécialisée dans la qualité et la maîtrise des risques dans les domaines de la Haute Technologie et de l'Informatique (nucléaire, spatial, aéronautique, défense,...). Nous recherchons :

CONSULTANTS EXPÉRIMENTÉS en :

• ASSURANCE QUALITÉ - QUALITÉ TOTALE
Profil : Ingénieurs généralistes diplômés.
Lieu : Paris et Marseille. — *(Réf. 1.GM)*

• QUALITÉ LOGICIEL - GÉNIE LOGICIEL
Profil : Ingénieur informaticien diplômé avec une expérience de développement : niveau chef de projet.
Lieu : Paris. — *(Réf. 2.GM)*

• SURETÉ DE FONCTIONNEMENT SYSTEMES PROGRAMMÉS
Profil : Ingénieur électronicien diplômé Grande Ecole avec une expérience de développement logiciel temps réel.
Lieu : Paris. — *(Réf. 3.FB)*

• SURETÉ DE FONCTIONNEMENT SYSTEMES ELECTRONIQUES
Profil : Ingénieur électronicien (ENSERG, ENSEEIHT...). Débutant accepté.
Lieu : Toulouse. — *(Réf. 4.FB)*



Merci d'adresser votre candidature sous référence choisie à CEP SYSTEMES - Madame E. LANGLOIS - 34, rue Rennequin - 75017 PARIS.

Deb's

Schlumberger Industries



■ **SCHLUMBERGER INDUSTRIES est le premier fabricant mondial dans les domaines des cartes à mémoire, des systèmes de paiement électronique, des compteurs d'électricité, d'eau et de gaz, des systèmes de défense...**

Notre Unité industrielle de Pont Audemer (Eure), chargée de fabriquer pour SCHLUMBERGER des équipements électroniques de haute technologie, renforce son équipe d'industrialisation par un

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

Électronicien

Débutant ou ayant une première expérience industrielle, vous prendrez une part active au lancement de nouvelles fabrications (choix des technologies et des composants, architecture des produits, développement des outils de test, mise en fabrication, suivi technique...).

Ces premières fonctions vous prépareront à d'intéressantes évolutions au sein de SCHLUMBERGER.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous référence MT/1310, au Service du Personnel

SCHLUMBERGER INDUSTRIES
Division Techniques et Productions
125, rue de Paris
91300 Massy

AD'COM

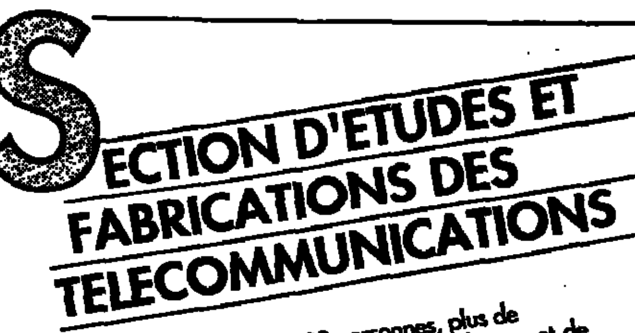
هكذا من الأصل

r un service logiciel

GENIEUR



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



SECTION D'ETUDES ET FABRICATIONS DES TELECOMMUNICATIONS

La **SEFT**, c'est 600 personnes, plus de 120 ingénieurs, dont la mission est de lancer et de mener toutes les actions permettant de satisfaire les besoins de l'Armée de Terre en équipements et systèmes d'armements complexes dans les domaines suivants :

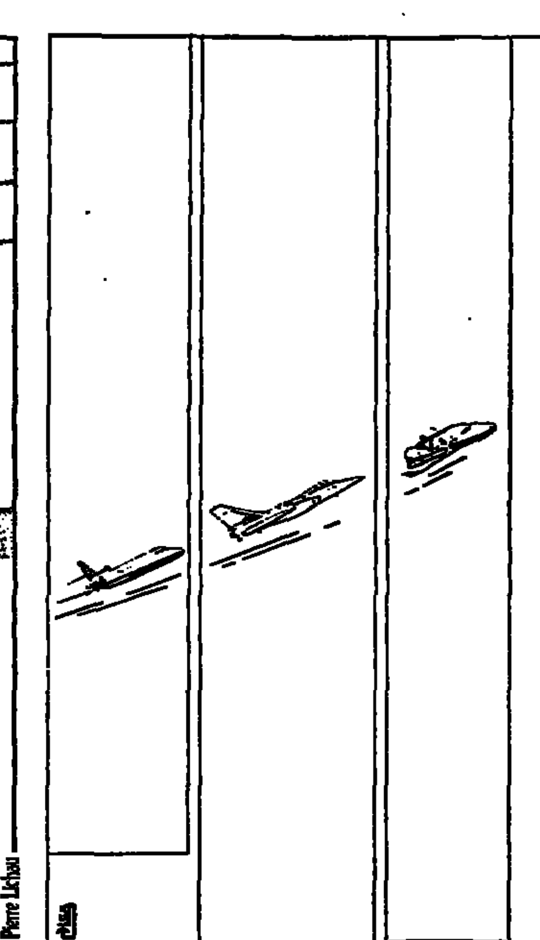
INFORMATIQUE
ELECTRONIQUE
TELECOMMUNICATIONS.

Faisant partie de la branche Armements Terrestres du Ministère de la Défense (soit 15 unités représentant un potentiel humain de plus de 20 000 personnes), notre vocation est de piloter les études et la réalisation de projets que nous confions à de grands industriels sous-traitants.

Parmi les récents projets que nous avons menés à bien... le réseau de télécommunication **RITA** (adopté Outre-Atlantique).

Pour faire face au développement constant de nos activités, nous recherchons de jeunes ingénieurs appelés à s'intégrer dans plusieurs de nos départements.

ORS - Pierre Lichau



L'aéronautique fait appel aux technologies les plus évoluées et nous nous devons d'être en avant-garde.

Notre Centre Informatique Scientifique situé à SAINT CLOUD a en charge de puissants moyens de calcul allant de l'IBM 3090 à l'ordinateur individuel. Ces moyens sont utilisés par l'ensemble de nos bureaux d'études.

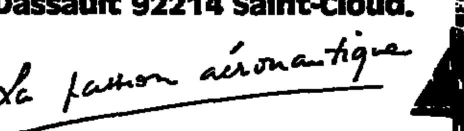
Pour aider les utilisateurs, nous recherchons

deux jeunes ingénieurs informaticiens

DEBUTANTS, OU POSSEDANT UNE COURTE EXPERIENCE

Leurs missions :
- pour l'un, participer au développement d'un projet d'outil général de création de sorties graphiques (connaissance de **FORTRAN** appréciée). **(Réf. 37.49/II/946)**
- pour l'autre, travailler sur des stations autonomes sous **UNIX** et devenir un spécialiste de ces systèmes. **(Réf. 37.50/II/947)**

Adresser C.V. + photo + salaire actuel sous réf. respective à **A.M.D.-B.A., Service du Personnel, 78, Quai Marcel Dassault 92214 Saint-Cloud.**



AVIONS MARCEL DASSAULT – BREGUET AVIATION

SAINT-GOBAIN

SAVOIE. Au sein du groupe, nous sommes le leader européen de la *fibre de verre pour les matériaux composites avec 5 000 personnes, 6* divisions dans le monde et 2,7 Milliards de francs de CA.

Nos ateliers pilotes assistent nos clients pour l'étude et le développement de leurs futurs produits et procédés. Ils recherchent un

INGENIEUR DEVELOPPEMENT PLASTURGIE

Au sein d'une petite équipe vous étudiez l'existant (produits, procédés, méthodes de caractérisation et de qualification) et le faites évoluer. L'acquisition de ce savoir-faire dans la transformation des thermo-plastiques vous permettra d'initier (voire de diriger) la mise au point de nouveaux produits et procédés.

Ingénieur plasturgiste, Grande Ecole option matériaux ou universitaire (MST Sciences des Matériaux), vous souhaitez développer vos compétences dans le domaine des composites et vos qualités personnelles d'animateur d'équipe dans un groupe qui offre de réelles perspectives de carrière.

Notre conseil Joël BERNARD traitera en toute confidentialité votre dossier adressé sous référence *403 L 120 M.*

EMPLOI centor 17, rue Louis Guérin 69626 VILLEURBANNE CEDEX

JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS (ESME, INSA, ESIGELEC, ISEP, TELECOMM...)

Débutants, vous cherchez malgré tout à ne pas vous enfermer dans la technique car par tempérament vous êtes généralistes...

Dans cette perspective, nous vous proposons d'assurer la conduite d'une ou de plusieurs de nos affaires dont vous aurez la charge complète.

A ce titre nous vous confierons :
- l'étude des caractéristiques techniques de matériels et systèmes d'armement en fonction des besoins exprimés,
- le suivi des consultations que vous lancerez auprès des industriels chargés des études et de la fabrication,
- l'organisation et l'analyse des essais effectués en laboratoires et sur le terrain,
- l'animation et la coordination à tous les niveaux (technique, financier, juridique) de ces projets.

SEFT UN TREMPLIN POUR VOTRE CARRIERE

Jeune diplômé d'une Ecole d'ingénieur...

VOUS SOUHAITEZ NE PAS VOUS ENFERMER DANS LA TECHNIQUE...

Vous êtes de par votre formation **un généraliste** mais vous restez malgré tout **orienté electronique, informatique ou télécommunications...**

Vous appréciez la diversité dans le travail, les contacts à tous niveaux...

Vous cherchez à exprimer votre sens de l'initiative et votre goût pour l'autonomie...

Nous souhaitons vous rencontrer.

Merci d'adresser votre dossier complet (C.V. et prétentions), à Thierry HURET - Responsable du Recrutement **SEFT** 18, rue du Docteur-Zamenhoff 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX

ORS - Pierre Lichau

GESTION DES APPROS : L'AFFAIRE D'UN JEUNE INGENIEUR...



FRIGIKING, filiale du n°1 mondial de la climatisation - CARRIER - s'est spécialisée dans la réfrigération et la climatisation de transports. Elle est soutenue par un rythme d'expansion très *rapide, réalise aujourd'hui un* CA de 600 MF, *s'est dotée de moyens* importants, notamment dans l'informatique.

La mission proposée s'articule autour de deux axes. Elle est très bien représentée par la fonction des appros et stocks (70%). Quant à l'aspect *achats, il exige des qualités de négociateur, en français et en anglais.*

Les exigences du poste : une Ecole d'Ingénieur, si possible électronicien, une première expérience réussie de la gestion, des appros et des stocks, pour le compte, idéalement, d'un constructeur auto, ou au moins d'un *grand fournisseur mondial. Un tel contexte vous a forcément familiarisé à* la GPAO.

Manifestez l'intérêt que vos avez pour ce poste, basé tout près de Rouen, dans un courrier que vous adresserez à notre Conseil sous réf. 642 LM.

SODERHU
36 rue de Lisbonne
75008 PARIS.



DESSIN

Dans les domaines des Communications et de l'Informatique, de la Défense et des Transports, la CSEE fait de la SECURITE un métier. Elle emploie 2500 personnes dont 550 ingénieurs et cadres. Aujourd'hui, elle *développe son Département **RESEAUX ET SYSTEMES INFORMATIQUES** implanté à **ORSAY (91)**. Ce* département répond aux besoins de communication de données à grande échelle en proposant des solutions indépendantes des constructeurs. Il recherche des

PROFESSIONNELS RÉSEAUX

TECHNIQUE : • ***LOGICIEL** de communication* • ***LOGICIEL** Centre de Gestion* • ***MARKETING** réseaux* • **CHEF DE PROJET** déploiement d'un grand réseau

COMMERCIAL : • **PROSPECTION** Grands Comptes • **APPEL D'OFFRE** grands systèmes • **VENTE** solutions réseaux • **SUPPORT** technico-commercial produits

Si vous avez de solides connaissances de l'environnement **TELECOMS** (protocole OSI, messagerie X400, RVA, RNIS...) *et/ou* une forte culture **X25**, vous saurez avec nous construire votre réussite. Votre évolution sera assurée dans le cadre d'une politique volontariste de responsabilisation et de gestion prévisionnelle des carrières, s'appuyant sur la formation et la mobilité. La Lecture courante de l'anglais est le niveau minimum requis pour tous les postes.

Merci de nous adresser votre candidature (lettre, CV, poste envisagé, goûts et motivations, salaire actuel et/ou souhaité, à CSEE, Direction des Relations Humaines et de la Communication, 99, avenue Aristide Briand 92542 Montrouge Cedex.



Ensemble créons un avenir plus sûr



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

هكذا من الأصل



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

La Compagnie Générale Maritime, premier transporteur français, à la tête d'une flotte moderne et d'un parc de 60.000 containers, implantée sur les 5 continents, recherche pour sa Direction de l'Organisation et des Systèmes d'Information

UN ANALYSTE DÉBUTANT

Dans le cadre du schéma Directeur des Systèmes d'Information, au sein de l'*équipe chargée des Systèmes Commerciaux, le candidat* retenu aura pour missions :

- analyser les demandes des utilisateurs.
- participer aux spécifications fonctionnelles,
- développer, tester et mettre au point les outils dont la réalisation lui est confiée.
- maintenir à niveau la documentation applicative dans le respect *des normes et outils de la CGM.*

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur en informatique de gestion (MIAGE, etc...), aimant travailler en équipe et souhaitant acquérir la pratique d'outils modernes de conception et de développement (MERISE-MEGA, etc...)

Lieu de travail : LE HAVRE



Prière d'adresser dossier de candidature à CGM Tour Winthertur Cédex 18 92085 PARIS LA DÉFENSE

Bleu

BEECHAM PHARMACEUTIQUE

SOBIO

Nous sommes la filiale française performante d'un important groupe international aux activités diversifiées (36 000 personnes). Notre effectif en France atteint 800 personnes pour un C.A. voisin du milliard de francs. Pour faire face à un très important programme d'investissements (dont une nouvelle usine à construire), nous souhaitons intégrer au sein de notre Direction Industrielle (300 personnes) un :

JEUNE INGENIEUR PROJETS

- Rattaché au Responsable Ingénierie et l'assistant dans ses diverses missions (investissements, gros entretien, réparations et travaux neufs), vous aurez pour missions principales :
  - La préparation des projets d'investissements relatifs aux équipements de production, tant sur le plan technique qu'économique (études de rentabilité, choix de matériel, implantations, recherches fournisseurs...) ;
  - La rationalisation et l'optimisation de notre outil industriel en conseillant et en assistant les Responsables de Production et Maintenance de nos 3 unités (avec notamment la mise en place d'un système de gestion de maintenance informatisé).
- Vous êtes Ingénieur Généraliste, type AM, INSA ou équivalent, avez une bonne connaissance de l'anglais et disposez d'une 1ère expérience industrielle (2 à 3 ans).
- Ce poste est à pourvoir dans une société à forte croissance (20 % par an en moyenne), dans un contexte de travail dynamique et une ville agréable des Pays de Loire (Mayenne).
- Si vous souhaitez saisir une opportunité de carrière, merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 2/1783 H à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE · BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM BRASIL

MUTUELLE ASSURANCE ARTISANALE DE FRANCE

maaf

Venez rejoindre notre Entreprise (4000 personnes), l'une des *plus performantes dans son domaine.*

Equipée de 3000 PS2 connectés via réseau X25 privé à IBM 3090 sous MVS/XA/IMS/DB2 et BULL DPS90 sous GCOS8 TP8, nous recherchons dans le cadre d'un plan de rénovation globale des applications, pour renforcer les compétences de son DEPARTEMENT INFORMATIQUE à NIORT (60 km de l'océan !)

INGENIEUR SYSTEME IBM

- qui participera à la définition de l'architecture des systèmes et aura de larges possibilités d'évolution.
- Ce poste nécessite une expérience de 4 ans minimum en MVS et connaissance d'au moins un des sous-systèmes VTAM, CICS, IMS.

(Réf. 1002 IS)

ANALYSTE D'EXPLOITATION IBM

- qui prendra en charge la gestion des supports magnétiques et l'automatisation de l'exploitation.
- *La pratique du JCL et utilitaires MVS est indispensable.*
- La connaissance HSM et/ou OPC est souhaitée.
- Ce poste s'adresse à un candidat niveau DUT ou équivalent avec, si possible, trois ans d'expérience.

(Réf. 1002 AE)

Merci d'adresser votre lettre manuscrite de candidature + CV + photo et prétentions (en précisant la référence choisie) à Evelyne PENALBA - SERVICE RECRUTEMENT MAAF - CHABAN DE CHAURAY 79036 NIORT CEDEX.

Organisation et Publicité

INFORMATICIEN DE GESTION HF

Nous sommes une banque jeune et dynamique, créée en osmose avec la Société Générale. Nous intervenons sur un marché porteur qui nous assure d'intéressantes perspectives de développement : la Fonction Publique. Nous recherchons aujourd'hui notre Informaticien de Gestion

BFM
BANQUE FEDERALE MUTUALISTE

Véritable bras droit de notre Directeur de la Division "Organisation informatique", vous aurez en charge la gestion de nos systèmes *d'informations et l'informatisation de notre banque sur mini-ordinateurs*. Vous participerez à la gestion de certains de nos produits et à la mise en place de notre gestion propre sur micro-ordinateurs. Vous assurerez également les relations avec nos différents partenaires (circuits d'informations et informatiques).

Nous confierons ce poste très formateur à un candidat âgé d'environ 28 ans, ayant une formation universitaire informatique (DUT, MIAGE...). Une expérience de 3 ans minimum en SSII et une connaissance des gros systèmes sont indispensables.

Cette offre est de nature à intéresser un candidat de valeur : • un poste évolutif car lié à une informatisation de pointe • une rémunération selon votre expérience.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. IDG à Jean-Michel PIADÉ - Service du Recrutement - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS, qui transmettra.

MEDIA PA

EPSON
ENGINEERING S.A.

L'expansion de notre usine d'assemblage de machines électroniques (imprimantes) filiale du groupe japonais SEIKO-EPSON nous amène à rechercher un

Ingénieur Electronicien Débutant

A fort potentiel mécanique, futur Responsable du service technique

Il sera chargé :

- de l'élaboration des spécifications techniques des composants, des produits et des outils de fabrication,
- de la recherche et de l'homologation des fournisseurs,
- de la gestion des dossiers de fabrication, des données techniques de base et des nomenclatures.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur diplômé d'une Ecole *supérieure d'électronique* ou électrotechnique, débutant excellent et motivé, ayant effectué des stages significatifs en secteur industriel. Il pourra prétendre, grâce à ses qualités de rigueur, de précision et de détermination, à une nomination rapide à ce poste-clé au sein de la Direction de la production.

L'anglais écrit et parlé est notre langue de travail quotidienne en environnement très international.

Lieu de travail : Bonneuil-s/Marne (94) - RER.

Notre Conseil vous remercie de lui adresser votre candidature sous référence 58 17203 M qu'il traite confidentiellement.

EQUIPES ET CARRIERES
4, rue de la Bienfaisance 75008 PARIS

Responsable marketing produit

■ *Filiale d'un grand groupe international, présente dans 110 pays, notre société, leader mondial en électronique professionnelle, réalise 50 % de son CA à l'exportation.*

■ *L'évolution constante de notre domaine d'activité nous incite aujourd'hui à créer ce poste. Vous aurez en charge : l'analyse marché du domaine, la définition des nouveaux produits à développer et la justification économique de ces développements.*

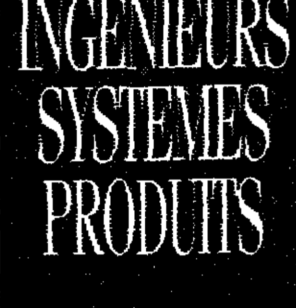
■ *Nous souhaitons confier cette mission stratégique à un ingénieur électronicien diplômé (supelec, Supélécom...) d'environ 30 ans, ayant acquis une formation marketing et/ou une expérience de trois ans dans le marketing produit industriel.*

■ *Véritable homme de communication, passionné de marketing, votre esprit de synthèse, la taille de notre entreprise et son secteur d'activité vous permettront une évolution de carrière intéressante. Merci d'adresser votre candidature sous référence 39352 à Média-System, 6/8 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17.*

MEDIA-SYSTEM

SFENA GROUPE AEROSPATIALE

Des programmes prestigieux Airbus, Ariane, Rafale, Diadème...



SFENA, leader en équipements aéronautiques a acquis une compétence mondialement reconnue dans le domaine des systèmes de pilotage, de visualisation et de tests automatiques.
Vous êtes Ingénieur, issu d'une grande école, débutant ou première expérience.
Devenez Responsable au sein de votre activité Systèmes/Produits.
Vous coordonnerez le développement de tout ou partie d'un système avionique (guidage, pilotage, conduite de vol, gestion de vol, visualisation), en étroite collaboration avec les avionneurs pour analyser, définir les spécifications, suivre leurs développements et leurs validations.
Votre connaissance de l'anglais sera un atout supplémentaire.
Prenez dès maintenant des responsabilités !
Adressez votre candidature (*lettre, CV, photo*) en précisant la réf. 100 à SFENA, Gestion des Cadres, Aérodrome de Villacoublay, BP 59, 78141 Vélizy-Villacoublay.



NOUS SOMMES LE CERVEAU DES TÊTES BIEN FAITES

MEDIA-SYSTEM

Promouvoir et intégrer notre chaîne CFAO en France et à l'étranger.

N°1 FRANÇAIS DE LA PRODUCTIQUE, RENAULT AUTOMATION (1 800 personnes dont 600 Ingénieurs et Cadres) dispose du savoir-faire et de l'expérience que nécessite la maîtrise de la productivité et de la compétitivité et renforce le potentiel de son service CFAO.

INGENIEUR COMMERCIAL

Vous développez les ventes de nos logiciels de modélisation surfacique (Unisurf), volumique (Euclid) et d'usinage (Surfapt) constituant une chaîne de CFAO intégrée.

De formation ingénieur, votre réussite dans la vente de logiciels de CFAO ou de produits de haute technologie similaires fonde votre crédibilité technique et commerciale.

INGENIEUR SUPPORT LOGICIEL

Vous jouez un rôle d'expert technique auprès des ingénieurs commerciaux et des clients. Vous participez à l'installation des logiciels sur les sites, formez et assistez les utilisateurs.

Ingénieur mécanicien de formation, vous avez de solides compétences en informatique et une première expérience d'un système CFAO en tant qu'utilisateur.

Ces deux postes, basés en banlieue Ouest de Paris, impliquent de nombreux déplacements en France et à l'étranger et donc, la maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et rémunération sous référence 88.16 à la Direction du Personnel - RENAULT AUTOMATION - Centre Parly 2 - BP 70 - 78152 LE CHESNAY CEDEX.

Renault Automation



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Ingénieurs, vendez l'hyperfréquence

Division du leader français de la distribution électronique et informatique, nous concevons, produisons et commercialisons des diodes et dispositifs à ferrites. Responsables de l'ensemble de la démarche commerciale, nos ingénieurs des ventes interviennent aussi dans la phase d'analyse des besoins des clients et le suivi de la réalisation et de l'implantation des produits. Nos clients, équipementiers militaires et professionnels, sont exigeants, nous choisirons les meilleurs d'entre vous !

Ingénieur en électronique qui possédez une première expérience technique ou technico-commerciale, donnez une impulsion à votre carrière en rejoignant un battant de l'électronique.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. B.162.88 à notre Conseil Critère - 12, rue Pergolèse 75116 PARIS.



LEVI-TOURNAY/ASSCOM

ANALYSER, GÉRER, CONTRÔLER LES COÛTS CHEZ RENAULT : UNE PRIORITÉ.



JEUNES INGÉNIEURS ÉCONOMISTES

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de 3e cycle universitaire, possédant, si possible, une formation complémentaire à la gestion, vous avez la responsabilité d'élaborer et de synthétiser les informations nécessaires à l'établissement des prix de revient de nos futurs produits.

En relation avec les bureaux d'études, les fabricants et les fournisseurs, vous menez les études d'optimisation des coûts et développez des moyens d'analyse qui donnent à notre direction générale la possibilité de décisions plus rapides et plus fiables.

Hommes et femmes de communication et de rigueur, votre exigence professionnelle vous permet d'être rapidement reconnu et vous ouvre de larges possibilités d'évolution dans les filières de management organisationnel et technique au sein du groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre CV et une lettre manuscrite, sous réf. DPR, à Marc Nassif, RENAULT, Direction Ingénieurs et Cadres, 12, place Bir-Hakeim 92109 Boulogne-Billancourt.

Carré Turenne

RENAULT. LA RAGE DE GAGNER.





JEUNE CHEF DE GROUPE DE PROJETS IBM 38

DANS UN CONTEXTE INTERNATIONAL

Numéro un mondial et national des techniques de fixation, nous confirmons encore cette position par une forte progression de nos résultats.

Notre filiale française qui comprend près de 600 personnes, dispose d'un IBM 38, bientôt remplacé par un AS/400, avec un réseau de plus d'une centaine d'IBM-PC. Rattaché au Responsable Informatique, à notre siège social situé dans la banlieue Sud de Paris, vous assumez la responsabilité d'une partie importante de nos développements. Avec la petite équipe que vous animez, vous concevez et réalisez, en particulier, les applications de comptabilité et de logistique. Votre habitude des échanges internationaux, compte tenu des relations permanentes que vous assurez avec notre maison mère, favorise votre évolution dans notre groupe.

Vous êtes âgé(e) de 28 ans minimum et titulaire d'un diplôme d'Ingénieur, de préférence. Vous avez également, au cours d'au moins quatre ans d'expérience en informatique de gestion, conçu et réalisé des projets dans l'environnement d'un IBM 38 (COBOL). La connaissance de MERISE est souhaitable, la maîtrise de l'anglais indispensable.

Nous vous remercions d'écrire, sous réf. M/4144, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION 66, rue de Ponthieu – 75008 PARIS



UNANIME

INTER G

Société d'ingénierie à vocation internationale **INTER G** *renforce l'équipe de son Département ECONOMIE-AMENAGEMENT et offre deux postes de haut niveau.*

INGENIEUR CHEF DE PROJET CONFIRME

De formation supérieure (Grande Ecole + formation économie, Université) ce responsable a l'expérience des contrats avec les institutions internationales. Il prend en charge des études économiques et d'aménagement d'envergure.

JEUNE INGENIEUR D'ETUDES

(X, Mines, Ponts, E.C.P.,... + formation en économie).

Cet ingénieur devra pouvoir concevoir et réaliser des modèles économétriques complexes.

Ces deux postes sont basés en proche banlieue parisienne et comportent de courts déplacements à l'étranger. La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'espagnol sera appréciée.

Adresser C.V. à
INTER G - Direction du Personnel
133, Rue Salvador Allende
92000 NANTERRE

CONTESSE

ISOVER SAINT-GOBAIN

N°1 EUROPEEN DE L'ISOLATION

Nous recherchons pour notre Centre Recherches et Développement situé dans l'Oise (60) un

Ingénieur produits nouveaux H/F

Votre mission sera le développement de nouveaux produits dans le cadre de la diversification recherchée par la branche Isolation.

De formation Mines, Centrale, P.C., Chimie Paris, vous avez 3 à 4 ans d'expérience en matière de développement de nouveaux produits.

En plus de vos compétences techniques, vous avez un sens inné des relations humaines, de l'autonomie : vous parlez anglais couramment.

Des déplacements de courte durée sont à prévoir.

Si vous vous sentez concerné et attiré par les perspectives d'évolution de notre Groupe, merci d'adresser sous référence 88109 lettre de candidature, C.V., photo et prétentions à notre Conseil qui vous garantit réponse et confidentialité.

Madame Claude FAVEREAU - 56, avenue de Suffren - 75015 PARIS

Organisation et Publicité



EI

L'Entreprise Industrielle

Dans le cadre de l'expansion de ses activités, L'EI (11000 personnes, 5 milliards de CA, 5 Directions Régionales et 100 Centres de travaux en France). Domaines d'intervention très diversifiés : **Travaux Electriques (3ème groupe en France) Génie Civil, Bâtiment, Génie Climatique.**

INGENIEURS DEBUTANTS

Nous vous offrons une carrière d'**Ingénieur d'Affaires** avec la responsabilité **technique, commerciale, financière** et **humaine** des marchés qui vous seront confiés.

Formation à dominante électrotechnique et automatismes
ETP/ME, ENSI, INSA/Génie Electrique, HEI, ESME, ESIGELEC... ou généraliste ENSAM, IDN, ECAM...
Pour nos services : Installations Electriques Industrielles, Automatismes.
Formation à dominante BTP :
ETP/TP/B/TOPO, INSA ou ENSI / GC
Pour nos services : Génie Civil, Bâtiment, Assainissement, Electrification Rurale, Génie Climatique, Epuration, Tuyauteries Industrielles.

Une trentaine de postes à pourvoir sur toute la France.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à
L'ENTREPRISE INDUSTRIELLE
Madame JEUNOT - 29, rue de Rome - 75008 PARIS.

Un ingénieur pour commercialiser des systèmes de péage et de régulation de trafic urbain pour le n° 1 de la profession

Filiale (effectif : 2.000 - CA : 1,2 milliard de Francs) de l'un des tout premiers groupes industriels français, nous recherchons pour notre "Division Transports" un **Ingénieur Commercial** qui viendra renforcer une structure légère et autonome.

Celui-ci sera chargé de commercialiser auprès d'importantes municipalités, de Sociétés d'Economie Mixte et de grandes Entreprises publiques et privées des systèmes de régulation du trafic urbain, de péage d'autoroutes, d'aide à l'exploitation de transports urbains et au péage de transports publics.

Agé d'environ 32 ans, il a une formation supérieure (Ecole d'ingénieurs ou université) plutôt orientée électronique et/ou informatique et a une bonne expérience des collectivités locales acquise si possible dans la vente. Il devra être à même de négocier des contrats importants auprès d'interlocuteurs de haut niveau.

Le poste est basé en banlieue sud de Paris.

Votre dossier de candidature (CV + prétentions) parviendra à notre Conseil sous la réf. 9248/LM



LEVI-TOURNAY/ASSCOM



هكذا من الأصل



Le Monde, **point de rencontre des grandes ambitions.**

Jeune INGENIEUR EN ORGANISATION

Pfizer, filiale française d'une des premières multinationales américaines de l'industrie pharmaceutique, réalise un C.A. de 1000 MF avec 1000 collaborateurs.

Reportant au Directeur de la Division Technique, vous avez un rôle de conseil et réalisez des études dans les différents domaines de la gestion industrielle.

Votre mission principale est de concevoir et de définir les sources et les systèmes d'informations de la Division.
Dans ce cadre, vous contribuez aux choix des moyens informatiques qui sont mis en place. Vous assistez également les utilisateurs dans l'élaboration des cahiers des charges inhérents aux lancements des applications informatiques, et dans la définition des procédures.
Par ailleurs, vous contribuez par des études appropriées à la mise en œuvre des projets visant à réduire les coûts de production.

Les responsabilités de ce poste impliquent de nombreuses relations fonctionnelles avec les deux usines du groupe et les autres divisions de l'établissement, en particulier avec le département informatique.
Jeune Ingénieur généraliste (1 à 3 ans d'expérience), vous êtes motivé par les problèmes de gestion et d'organisation en milieu de production.

Vous êtes autonome et vous possédez à la fois de grandes qualités relationnelles et des aptitudes pédagogiques.

Anglais indispensable.

Si cette offre vous intéresse, veuillez adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous/réf. 8394 aux Laboratoires PFIZER, Service du Personnel, 86 rue de Paris, 91401 Orsay Cedex.



SCIENCE ET PASSION DE LA VIE

AXIAL



recherche pour l'implantation en **banlieue lyonnaise** d'une nouvelle unité de production

INGENIEUR DE FABRICATION

Responsable d'une équipe de 40 personnes, vous serez chargé d'optimiser les performances de l'outil de production, tout en étant vigilant à la qualité et au respect des Bonnes Pratiques de Fabrication.

Diplômé d'une école d'ingénieur (*génie chimique, biochimique, agro-alimentaire ou même généraliste*), vous possédez au moins 5 ans d'expérience dans une fonction similaire, dans le domaine de la fabrication de produits biologiques, pharmaceutiques, *agro-alimentaires.*

Merci d'envoyer lettre manuscrite + C.V., photo et prétentions à J.C. ALERINI - **bioMérieux** 69280 MARCY L'ETOILE

ORA - Pierre Lichau

HOBART

La référence mondiale - qualité, technologie, gamme - pour l'équipement professionnel de collectivité

LA PUISSANCE ET L'IMAGINATION

INGENIEUR HARD SOFT MICRO

Jeune Ingénieur électronicien vous allez développer et adapter une nouvelle génération de systèmes de pesage-emballage-étiquetage automatique destinée au secteur de la grande distribution.

C'est une équipe à constituer autour d'un projet européen dirigé par la France et vous permettant d'exploiter toutes vos compétences en 8088, langages C et Forth et softs de communication.

Un bon départ dans un groupe mondial nº 1 en Europe.

Envoyer votre dossier à :
Cie HOBART - DRT
BP 68 - 77312 MARNE-LA-VALLEE
Cedex 2.

ORA - Pierre Lichau

Pour assurer son expansion et accompagner son développement, importante société aéronautique filiale d'un groupe de réputation internationale recherche :

1 INGÉNIEUR SYSTÈMES

- Bonnes connaissances équipements embarqués (VHF, HF, UHF, L. PA instruments de bord électromécanique et EFIS), pour intégration de systèmes sur aréonefs.
- **Anglais courant indispensable.**

Envoyer candidature manuscrite, c.v., photo et prétentions s/nº 8 794, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

S'unir, c'est gagner

ALLIEZ HIGH TECH ET MANAGEMENT !

THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS MARINES, filiale du groupe THOMSON, conçoit et développe des systèmes de détection sous-marine répondant aux exigences technologiques les plus avancées. Leader européen dans ce domaine, première société exportatrice au monde en matière de lutte sous-marine, nous remportons les contrats les plus ambitieux sur un marché où la concurrence est vive. Ce succès, nous le devons à une optimisation de notre process de fabrication. Dans ce contexte, nous renforçons le département PRODUCTION de notre établissement d'ARCUEIL, et nous recherchons des

INGENIEURS DE PRODUCTION

En liaison directe avec les services techniques et les services de production, vous interviendrez pour chaque affaire dans les domaines électronique, mécanique, câblage, pour :
- Conseiller et orienter les bureaux d'études vers de nouveaux modes opératoires en respectant les impératifs de coût/qualité/délais, pour des productions de petites séries.
- Réaliser les dossiers de définition des processus de fabrication.
- Et participer à la mise en oeuvre d'une GPAO ainsi qu'à l'optimisation des systèmes de CAO.

Ingénieur de formation A & M ou équivalent, vous avez acquis une première expérience industrielle d'au moins 2 ans. Dans un contexte d'ateliers intégrés fonctionnant d'une manière autonome, vous accéderez très rapidement à des fonctions de management.

Cette perspective vous intéresse ?

Alors, adressez votre CV avec photo et rémunération sous la référence 3298 à notre Conseil Danielle Jalbert CORT - 65, avenue Kléber - 75116 PARIS.



HCA

"du design à la réalisation de pré-séries"



la performance comme état d'esprit

Chef du service études

Centrale, ENSAM, INSA...

Concevoir le packaging des ordinateurs, développer des circuits imprimes et réaliser les pre-séries de validation...; c'est la triple activité du service Etudes que vous animerez. Votre mission : assurer l'industrialisation des produits plasturgie, électronique et mécanique.

Vous prendrez en charge la réalisation des outillages, la définition des gammes de fabrication/process, la recherche et la supervision des sous-traitants européens. Vous coordonnerez ainsi l'activité de vos nombreux interlocuteurs : agence de design, équipes de développement, service méthodes, production, sous-traitants.

Un diplômé grande école confirmé par 3 à 5 ans d'expérience industrielle (ou design) vous ont permis de mettre en pratique vos connaissances en mécanique et plasturgie. Vous possédez un anglais courant et êtes à même d'encadrer une petite équipe.

Si cette opportunité vous intéresse, veuillez adresser CV, photo et prétentions, sous référence 49M, à Annick Hellegouarc'h, SMT GOUPIL, 3, rue des Archives 94000 Créteil.

CSEE
DIVISION TRANSPORT

La Division Transport, basée à Chilly-Mazarin (91), recherche pour son département **SYSTEMES DE COMMANDE CENTRALISEE**

INGÉNIEUR

maîtrisant depuis 4 à 5 ans le domaine des SYSTEMES INFORMATIQUES TEMPS REEL ET TELECOMMUNICATIONS.

Sa mission, dans le cadre de grands projets, consistera, en liaison avec les services techniques de la Division, à **définir** et à **évaluer** les solutions techniques et à coordonner leur réalisation. Une bonne aisance dans les relations commerciales (clients, partenaires, fournisseurs) ainsi que le goût du challenge seront les garants de son intégration dans une équipe autonome et de haut niveau. Le poste évolutif offre, à terme, la responsabilité de Chef de Projet pour laquelle la maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Les candidats intéressés sont invités à adresser leur candidature (CV, photo, prétentions) à CSEE - M. Pétain - Chef du Personnel - ZI de la Vigne-aux-Loups - rue Denis Papin 91380 Chilly-Mazarin.

CSEE
Ensemble créons un avenir plus sûr

DECOUVREZ LA DIMENSION CREDIT LYONNAIS

INGENIEUR TELECOM
X, SUP TELECOM...

Nous disposons d'un groupe de télécommunications que nous souhaitons adapter à l'évolution technologique et à l'arrivée du RNIS.

Votre expérience confirmée dans un poste similaire vous permettra de définir notre stratégie de télécommunications et d'en assurer la mise en œuvre.

Votre parfaite maîtrise des techniques récentes, votre habitude à animer une équipe d'ingénieurs alliée à votre facilité relationnelle feront de vous notre collaborateur privilégié.

Poste basé à Paris - La Défense.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence Distag 2 M au CREDIT LYONNAIS - Recrutement Cadres - 25, rue du 4 Septembre 75002 PARIS.

CL CREDIT LYONNAIS
LE POUVOIR DE DIRE OUI

Deb's

Nous sommes un groupement d'entreprises régionales.
Notre secteur d'activité : le cablage et raccordement d'abonnés pour France Télécom.
Nous recherchons notre

DIRECTEUR D'EXPLOITATION

pour prendre en charge nos différents portefeuilles de l'ile de France au Languedoc-Roussillon.

Vous avez valorisé votre formation d'Ingénieur par une expérience constructive d'environ 5 ans.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à

CMB Conseils 9, rue J.B. Lallemand 21000 DIJON

CONTERSE

Débutants, et si vous pensiez carrière informatique ?

Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique, nous avons su depuis près de vingt cinq ans conquérir une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé et sur des marchés très vastes et diversifiés, tout en demeurant des entreprises à dimension humaine.
Aujourd'hui, nous recherchons de jeunes collaborateurs • possédant plusieurs années d'études supérieures scientifiques ou en gestion • dégagés des obligations militaires • libres rapidement.
Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, nous vous formerons intégralement à la technique et à nos méthodes et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de notre groupe.
Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite avec CV détaillé + photo, sous réf. M 1110, à Carré Turenne, 129, rue de Turenne 75003 Paris, qui transmettra.

Carré Turenne



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Responsable télécommunications

PROVINCE

Réf. RFR 10

IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE D'ORIGINE FRANCAISE

Implantée en Province et dans de nombreux pays,
notre croissance s'appuie sur les techniques informatiques et télécommunications les plus avancées.

VOTRE MISSION : Responsable de la conception et du développement de nos réseaux Télécom, vous devrez mettre en œuvre l'interrelation permanente entre plus de 100 sites informatiques hétérogènes et ouvrir nos capacités de communication vers le monde entier.

Vous assurerez la gestion de nos moyens techniques et humains.

VOTRE PROFIL : Formation supérieure (Ingénieur Grande Ecole ou équivalent).
Expérience réussie d'au moins 5 ans dans le domaine des télécommunications (SNA, X25, Decnet, Ethernet, Intégration voix-données, etc...).

Parfaitement bilingue anglais, vous faites preuve d'une bonne mobilité géographique. Capacités d'animation d'équipe et de dialogue avec les utilisateurs.

Merci d'envoyer CV + photo + prétentions à Reine-Marie Halbout en précisant la référence.



Tour Maine, 207 rue de Bercy, 75012 Paris



La direction des constructions et armes navales de CHERBOURG

Etablissement Industriel de l'Etat (5000 personnes) recherche

Un INGENIEUR EN HYDRODYNAMIQUE ET ACOUSTIQUE

Fonctions :
Au sein du Bureau d'Etudes de la D.C.A.N. de CHERBOURG, chargé du développement des sous-marins à propulsion nucléaire, cet ingénieur aura la charge de conduire les études et expérimentations et d'édicter les règles visant à la réduction des bruits générés par la circulation des fluides dans les différents réseaux hydrauliques et de ventilation. Ces travaux le conduiront à travailler en liaison étroite avec les autres groupes du Bureau d'Etudes mais également avec les différents centres d'études et sociétés compétents en la matière.

Profil :
- Diplôme d'Ingénieur en Génie Mécanique de l'U.T.C. de COMPIEGNE,
- D.E.A. en acoustique,
- une expérience professionnelle dans la spécialité serait bien appréciée.

La rémunération sera déterminée en fonction des diplômes détenus et de l'expérience acquise.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, rémunération actuelle) à :
DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES - Chef de Section Personnel - BP. 10 - 50115 CHERBOURG NAVAL

«Le temps, c'est de l'argent»



GSI TECSI, Paris, 15 h 11.
Prendre le temps pour gagner en efficacité : un privilège.

INGENIEURS en Informatique Industrielle

GSI : une des toutes premières sociétés de service en Europe.
GSI TECSI : 250 ingénieurs et consultants représentant l'axe technologies avancées de GSI. Les terrains d'action quotidiens de la division industrie sont :
- **SYSTEMES TEMPS REEL**
- **TELECOMS ET RESEAUX**
- **GENIE LOGICIEL ET I.A.**

Si vous souhaitez participer à notre forte croissance, adressez votre dossier de candidature sous la référence JMA/50 à :
M. AMORE, GSI TECSI, 6, cours Michelet, 92064 PARIS LA DEFENSE cedex 52, téléphone : 47 78 15 30.

gsi tecsi
Le privilège des Technologies Avancées

Darjeeling

FILIALE FRANCAISE DE L'UN DES PLUS IMPORTANTS GROUPES CHIMIQUES MONDIAUX NOUS RECHERCHONS UN

INGENIEUR
CHIMISTE OU TEXTILE
ESTIT, ENSAIT,...

Après une période de formation approfondie à nos produits et méthodes de travail en France et dans les Centres Techniques de notre maison-mère en Europe, ce nouveau collaborateur prendra la responsabilité des relations techniques et commerciales avec notre clientèle du secteur textile.

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs débutants, très disponibles et désireux de s'investir pleinement dans un métier passionnant au sein d'une entreprise dynamique et ouverte.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, c.v. et prétentions) à AXIAL (sous/réf. 8484), 27 rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

Un journaliste télécoms ?
Cela n'existe pas !

Aussi nous sommes prêts à en former un, pourvu qu'il possède déjà (de préférence) une première expérience professionnelle, à la suite d'une formation supérieure Télécoms ou Informatique.
S'il nous convainc, en plus, de sa passion pour l'écriture, de sa curiosité intellectuelle et de son goût pour les contacts, il est le candidat idéal que nous souhaitons rencontrer : autonome et parfaitement bilingue en anglais technique.

Venez écrire avec nous l'aventure des télécommunications en adressant votre dossier à Télécoms International, Gérard Bidal, 185, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine.

TÉLÉCOMS INTERNATIONAL

POINTS CADRES 73-35-01-85
recherche pour entreprises importantes d'AUVERGNE
- 1 DIRECTEUR D'USINE 400 kF + (ingénieur + expérience similaire).
- 1 RESPONSABLE MÉTHODES 180 kF (ingénieur mécanicien).
- 1 RESPONSABLE INFORMATIQUE 190 kF + (MIAGE + sans expérience.
- 1 INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN 200 kF + (anglais courant).
- 2 INGÉNIEURS ÉLECTRICIENS 165 KF (INSA/SUPÉLEC).

Merci d'env. c.v., lettre, photo à ANPE CADRES, 4, r. du 8-Mai, 63000 Clermont-Ferrand.

Société Multinationale - 99.000 personnes dans le monde dont 4800 en France. Dans le cadre de sa diversification en

MAINTENANCE MICRO MULTIMARQUES
MICRO-INFORMATIQUE • PERIPHERIQUES • RESEAUX MULTIPOSTES

nous recherchons pour être présent au lancement et participer au développement de cette filiale

INGENIEURS COMMERCIAUX

2 à 3 ans d'expérience de la vente de maintenance auprès de Grands Comptes.

Pour en savoir plus, consultez le dossier d'information sur MINITEL (1) 48 75 10 10 code TCM.

FOR.SE Consultants - Michel TAPPERT - 33, av. de Ségur 75007 PARIS.

Quartier Porte Champerret
TRES IMPORTANTE SOCIETE DE CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX
cherche

INFORMATICIEN CONFIRME HF

Il devra personnellement :
- prendre en charge la responsabilité de projets d'organisation interne sur micro-ordinateurs en liaison avec les différents cadres de la Société,
- assurer la formation des utilisateurs (déplacements en province),
- réaliser l'évolution des programmes déjà existants (analyse, programmation et mise au point).

Il lui faut :
- formation supérieure (BAC + 4) orientée comptabilité et gestion,
- expérience informatique minimum 5 ans en comptabilité et gestion,
- habitude des relations humaines (hiérarchiques et commerciales),
- expérience d'organisation en contexte informatique.

Ecrire avec CV et prétentions à : **FIDUCIAIRE DE FRANCE**, A l'attention de Monsieur DARNAUT - 2 bis, rue de Villiers 92309 LEVALLOIS PERRET.

RESPONSABLE PRODUITS H/F
à la direction export

Sté industrielle du **secteur thermique proche ORLEANS**, nous faisons partie d'un groupe français implanté dans le monde, dont la progression du C.A. est constante (40% du C.A. à l'export).

Homme produit de marketing, **vous devrez assurer le développement de notre gamme de produits à l'international.**

Proche de nos filiales et de notre réseau export, vous synthétiserez auprès de la direction générale toutes informations sur les marchés. Vous soutiendrez notre réseau de distribution par des actions promotionnelles. Vous travaillerez en liaison avec les achats, et les services techniques des usines.

Poste évolutif, ouvert à un **homme de formation technique**, ou technico-commerciale, alliant ouverture à la technique et **sens marketing.**

Expérience en thermique souhaitable.

Langues : Français-Allemand ou Anglais-Allemand. La langue française devra être rapidement maîtrisée.

Merci d'adresser C.V., et lettre manuscrite à notre Conseil J. LANCIAL sous la réf. M/10

J.L. Consultant
Conseil en Ressources Humaines
125-127, rue du Faubourg Bannier 45000 Orleans

GROUPE INTERNATIONAL
COMPOSANTS ELECTRONIQUES PROFESSIONNELS
recherche
POUR SA DIRECTION MARKETING

CHEFS DE PRODUITS

La fonction placée en interface entre la production et le commercial implique une formation technique de haut niveau (**INGENIEUR**) et une bonne connaissance du marché de l'électronique professionnelle et des circuits commerciaux. **INGENIEUR** diplômé (spécialité électronique - électrotechnique), votre vie professionnelle vous a déjà permis de compléter vos acquis techniques par une expérience réussie dans une activité commerciale.

Maîtrise de la langue anglaise exigée.
Postes basés dans le **SUD/EST Méditerranéen.**

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 11105 à **ORC-Pierre Lichau** 10, rue de Louvois 75002 PARIS qui transmettra.

Groupe Quantum

Dans le cadre du développement de son département
INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

- ☐ **INGENIEURS INFORMATICIENS**
  GRANDE ECOLE OU EQUIVALENT.
  PDP - VAX - M 68000 - I 8086 - RSX - VMS - RTX - UNIX
  Langages : PASCAL - C - ASSEMBLEUR.
- ☐ **INGENIEURS SYSTEME**
  GRANDE ECOLE OU EQUIVALENT.
  VAX et IBM.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) à *QUANTUM* 17, rue Victor Duruy 75015 PARIS - Tél. 42.50.61.29.

هكذا من الأصل



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



DIRECTEUR DE MAGASIN HF

700 personnes, 600 MF CA, 38 magasins.

Filiale d'un groupe international, en moins de 10 ans nous avons imposé un nouveau mode de distribution des produits de beauté, d'hygiène et de soins. Vous êtes responsable d'un département ou d'un magasin appartenant à une chaîne spécialisée. Véritable manager, vous savez motiver et dynamiser une équipe. Gestionnaire, vous développerez votre centre de profit en grande autonomie.
Postes à pourvoir : Brest - Avignon - Région Parisienne.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle à SEPHORA - Service Recrutement, sous réf. 8814 - 64, avenue P. Grenier - 92100 BOULOGNE.

SEPHORA

GROUPE EUROPEEN DE CONSEIL

Notre métier est l'amélioration de la productivité administrative, industrielle et commerciale dans de grandes entreprises européennes.

Nous recherchons des

CONSULTANTS CONFIRMES (H/F)

décidés, suite à une expérience valorisante de notre métier, à s'investir personnellement et aptes :
— soit à évoluer rapidement dans la direction d'une équipe d'intervention,
— soit à assurer un rôle de FORMATEUR (cadres et maîtrise).

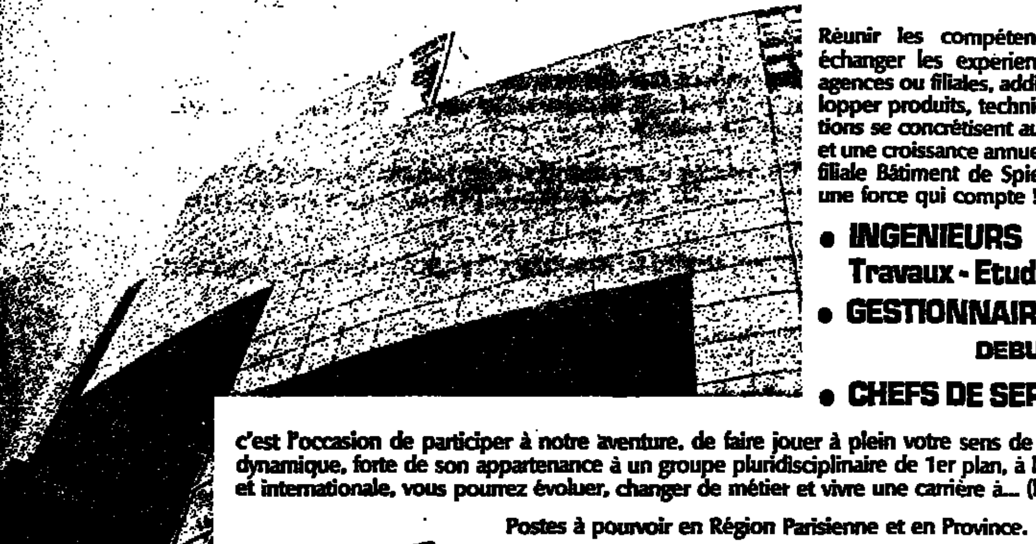
Nous demandons :
— une formation universitaire,
— une mobilité géographique au minimum sur toute la France,
— une aptitude à la communication,
— une excellente présentation.

Rémunération motivante.

Les candidatures (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) seront adressées sous la Réf. EM/10 à :
Nathalie Pellerin - Concertation — 63 bis, rue Jouffroy - 75017 PARIS

CONCERTATION

Spie Construction
UNE FORCE QUI COMPTE



Réunir les compétences de 4500 collaborateurs, échanger les expériences et les savoir-faire de 39 agences ou filiales, additionner leurs forces pour développer produits, techniques et méthodes : nos ambitions se concrétisent *aujourd'hui par un CA de 4 MdF* et une croissance annuelle de 20 %. Spie Construction, filiale Bâtiment de Spie Batignolles, c'est aujourd'hui une force qui compte ! Pour vous

- **INGENIEURS**
  Travaux - Etudes de prix - Méthodes
- **GESTIONNAIRES**
  DEBUTANTS OU CONFIRMES
- **CHEFS DE SERVICES COMPTABLES**

c'est l'occasion de participer à notre aventure, de faire jouer à plein votre sens de l'initiative. Dans une structure dynamique, forte de son appartenance à un groupe pluridisciplinaire de 1er plan, à la vocation régionale, nationale et internationale, vous pourrez évoluer, changer de métier et vivre une carrière à... (bonnes) surprises !

Postes à pourvoir en Région Parisienne et en Province.

CONTACT-TELEPHONE 16 (1) 42 61 82 81

Prenez contact avec nous - par téléphone (1) 42 61 82 81 de 8 h 30 à 18 h 30 (samedi de 10 h à 13 h) - par minitel 3616 CVCOM ou adressez votre candidature à :

René VALLAT, Direction des Ressources Humaines de Spie Construction
Parc de Saint Christophe - 10 Avenue de l'Entreprise - 95863 CERGY-PONTOISE

Spie Construction
Groupe Spie Batignolles



40 000 professionnels, 500 bureaux, 100 pays

Consultants
en Organisation Industrielle

Ingénieur Grande Ecole, vous avez une expérience réussie de 5 à 10 ans en Entreprise Industrielle et/ou Cabinet de Conseil.

Vous maîtrisez les techniques de base :
• GPAO • Juste à temps • Qualité Totale

Mais vous êtes convaincu que votre réussite reposera avant tout sur :
– votre capacité à appréhender globalement des situations complexes,
– votre engagement total au service de nos clients.

Nos bureaux sont à Paris et à Lyon. Ecrivez à Philippe HAMEAU

PARIS
27, RUE MARBEUF - 75008 PARIS

LYON
177, RUE GARIBALDI - 69003 LYON

SECTEURS DE POINTE

FININFO
LE PILOTE INFORMATIF

FININFO SOCIETE D'INFORMATIQUE FINANCIERE EN PLEINE EXPANSION RECHERCHE POUR COMPLETER SON EQUIPE COMMERCIALE :

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

LEURS PROFILS :
- Etudes Supérieures (BAC + 5) ou Ecole Commerciale
- Débutants ou première expérience
- Dynamiques, motivés, créatifs.

LEURS MISSIONS :
- Recherche de nouveaux clients
- Démonstration des produits
- Formation des utilisateurs
- Suivi clientèle.

Merci d'envoyer votre dossier complet (lettre manuscrite + CV + photo) à Laurence LOCATELLI - FININFO - 4, rue Ventadour 75001 PARIS.

PME performante
de renommée internationale, leader dans son secteur recherche pour proche banlieue Sud

INGENIEUR ETUDE ELECTRONIQUE

(Domaine traitement numérique du signal)

pour étude et développement d'une nouvelle génération de matériels embarqués sur avion. Connaissances DSP exigées, de préférence TMS 320. Expérience 68000, Langage C et Temps Réel appréciée.

Ecrire sous référence 4806 à Lévi Tournay Asscom
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra.

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

SSCI en pleine expansion
BUREAUX PORTE D'ORLÉANS
équipe dynamique cherche
pour réaliser, maintenir et diffuser la nouvelle génération de ses progiciels distribués à plusieurs centaines d'exemplaires

- **1 INGÉNIEUR CHEF DE PROJET**
  système d'exploitation UNIX, SGBD, INFORMIX.
- **2 ANALYSTES PROGRAMMEURS**
  expérimentés SGBD INFORMIX.
- **2 ANALYSTES PROGRAMMEURS**
  expérimentés MSDOS et COBOL.

Env. c.v., photo et prét. à SINCIR, BP 90, 92123 Montrouge Cedex.

JEUNES INGENIEURS GENERALISTES

Devenez aujourd'hui opérationnels en usine !

Cette société (1 800 personnes, 2 Milliards de F de CA, 30 % à l'export) fait partie de l'un des tous premiers groupes industriels français. Elle est spécialisée dans l'étude et la réalisation de produits techniques (en moyenne et grande série) à base métallurgique, destinés à des marchés industriels et professionnels (*engineering, transformation mécanique, construction et T.P.*). Ses perspectives de croissance, ses résultats économiques en forte expansion, la conduisent à développer ses structures industrielles, en créant plusieurs postes opérationnels sur site.

Rattaché au Directeur d'Usine, et dans le cadre d'une très large délégation, vous prenez en charge une fonction d'exploitation complète : responsabilité totale d'une équipe de production (80 à 100 personnes), de méthodes et de process ; responsabilité technique sur le plan des procédés, des investissements, et participation aux études produit ; responsabilité de la gestion (abaissement des coûts de fabrication, des prix de revient usine, etc.). Ces fonctions nécessitent une réelle motivation pour l'ANIMATION, la FORMATION et le DEVELOPPEMENT des hommes. Elles évolueront à moyen terme vers des Directions d'Usine.

Pour ces postes de haut niveau, nous souhaitons rencontrer des jeunes INGENIEURS GENERALISTES CONFIRMES (2 ans d'expérience) qui ont déjà une première expérience industrielle. Opérationnels de tempérament, modernes et ouverts sur le plan du management, ils seront fortement motivés par une mission évolutive sur le terrain.

Les postes sont basés dans des villes moyennes de l'Est de la France. Les conditions offertes sont attractives.

Nous vous remercions d'adresser lettre de candidature et CV complet sous Réf. M 131 C à notre Conseil NEMESIS, 10 rue de Richelieu 75001 Paris, qui traitera votre dossier dans la plus stricte confidentialité.

NEMESIS



Le Monde, **point de rencontre des grandes ambitions.**

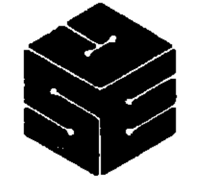
FAIRE DU CONSEIL SANS « DONNER DE CONSEIL »

Les CONSULTANTS de SMC Internationale sont tout sauf des « conseilleurs ». Lorsqu'une entreprise les appelle, ils commencent par écouter et observer. Pour cela, ils doivent aller sur le terrain et savoir dialoguer à tous les niveaux. Avec les directeurs et avec les ouvriers.

Deuxième étape : la préconisation. Fouillée, précise et argumentée, c'est la moindre des choses. Mais assortie, c'est l'essentiel, de propositions concrètes. De propositions d'ACTION susceptibles de concrétiser les possibilités de progrès.

Troisième phase : celle où le consultant se trouve au pied du mur, puisqu'il s'agit de transformer l'approche théorique en résultats tangibles.

On l'a compris, les consultants de SMC s'engagent dans des missions de longue durée. Et ils ne quittent pas le terrain avant d'avoir prouvé l'efficacité des solutions retenues et mises en œuvre en commun.



Qualités essentielles de ces hommes et de ces femmes : dons de conviction, tenacité, mobilité, humilité. Leur profil : INGENIEURS dotés d'une première expérience.

Pour le reste, il ne faut succomber à aucun stéréotype. Vous êtes peut-être un futur consultant de premier ordre (si votre modestie vous en faisait douter, n'oubliez pas qu'il s'agit là d'une qualité importante pour un consultant).

SMC Internationale

Prenez contact avec nous :

- par téléphone (1) 42 61 82 81 de 8 h 30 à 18 h 30 (le samedi de 10 h à 13 h)
- par minitel 3616 CVCOM ou adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous réf. 6258 à SMC Internationale - 1 bis, rue du Petit Clamart 78140 VELIZY



CHEF DE PRODUCTION

PARIS

Cette unité de plus de 400 personnes fait partie d'un réseau national et d'un groupe important.
Pour seconder le Directeur du Département, participer aux études et développements (mécanisation/logistique), superviser l'organisation de l'exploitation, de même qu'assurer les relations avec les partenaires sociaux, nous recherchons un Ingénieur (AM - CNAM - ENSI ou similaire) âgé de 35 ans environ.
Nous lui voulons une expérience de la production impliquant de la logistique très mécanisée tout en conservant une main d'œuvre de manutention.
Nous exigerons un sens poussé de l'initiative et une forte expérience des relations sociales. Nous assurerons sa formation à nos spécificités, sa capacité de compréhension et d'assimilation devra le rendre opérationnel dans les meilleurs délais. Ce poste, évolutif à moyen terme, requiert patience, adaptabilité, souplesse, rigueur et esprit novateur.
Cette opportunité devrait répondre à vos motivations. Pour en savoir plus, notre Conseil Michel BARBEY, attend votre dossier sous référence 703 PA 067 M. Il vous documentera avant de vous rencontrer.



26, rue Henri Monnier
75009 PARIS

Banque de dépôts, Paris-9e

recherche

CADRE COMPTABLE

numéro 3 dans un service de 25 personnes.
Niveau souhaité, DECS ou école de gestion.
Une première expérience bancaire est demandée.

Ecrire Directeur comptabilité et contrôle de gestion B.P. 242.09, 75427 Paris Cedex 09.

LE SAVOIR-FAIRE EN ACTION

WESTFALIA SEPARATOR

Nous sommes un groupe multinational d'origine Ouest Allemande présent sur les cinq continents. Notre vocation est la fabrication et la commercialisation de systèmes de centrifugation et de séparation.

Notre développement dans le monde (1,8 milliard de Francs de C.A, 4000 personnes) et en France (220 millions de C.A, 300 personnes) nous conduit à renforcer notre équipe commerciale.

Ingénieur technico-commercial
Export Afrique

Vous avez une excellente connaissance de l'Afrique acquise par votre expérience commerciale d'une dizaine d'années sur ce continent.
Votre anglais est courant.
Vous êtes disponible pour des déplacements représentant 40 % de votre temps.
Réf. 52.1869 LM

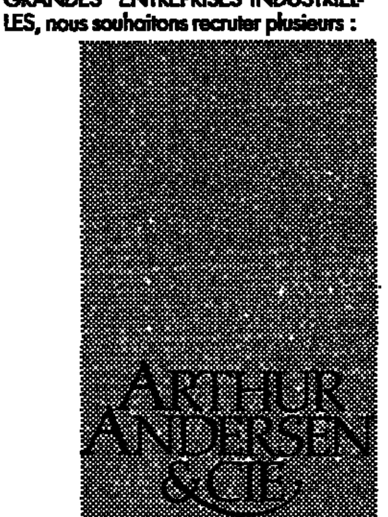
Ingénieur technico-commercial
France

Agé d'environ 35 ans, diplômé d'études supérieures (niveau bac + 4), vous avez une expérience réussie de la vente de biens d'équipements industriels et si possible aux industries alimentaires (amidonneries, féculeries et sucreries).
Bonnes connaissances de l'Allemand.
Réf. 52.1870 LM

Pour ces deux postes, nous vous proposons une formation en France et en R.F.A., l'appui de nos ingénieurs à la fois en avant vente et en S.A.V., un large éventail d'applications de très haut de gamme, une structure à taille humaine et une ambiance de travail valorisante.

Intéressés par ces postes, adressez CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75008 PARIS en précisant la référence choisie sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval



Afin d'assurer notre important développement dans le domaine du conseil auprès des GRANDES ENTREPRISES INDUSTRIELLES, nous souhaitons recruter plusieurs :

Ingénieurs - 2 à 5 ans d'expérience

(X - ECP - MINES - PONTS - ENST - ESE - ENSTA)

Vous désirez valoriser une première expérience de 2 à 5 ans, acquise au sein d'entreprises industrielles, en tant qu'ingénieurs (B.E., méthodes, fabrication, achats).

Nous vous proposons :
- de pratiquer un métier passionnant, au service d'entreprises de secteurs très variés : automobile, aéronautique, défense, électronique, construction électrique...
- de développer l'ensemble de vos compétences grâce à une formation continue, en France et aux Etats-Unis,
- de maîtriser les techniques modernes de gestion des entreprises industrielles,
- de bénéficier d'opportunités d'évolution de carrières motivantes : les candidats performants auront comme perspective d'accéder à des postes d'ingénieurs en Chef, puis d'Associés du Cabinet.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence GUC/IND à :
Paule BOURY - ARTHUR ANDERSEN & CIE
Tour GAN - Cédex 13 - 92082 PARIS LA DEFENSE 2



Le Département Recrutement d'une des toutes premières SSII connaît une forte croissance qui l'amène, pour répondre aux exigences de la clientèle interne, à renforcer l'équipe de CONSULTANTS.

Consultant
Recrutement Informatique

Paris
Réf. : JP 720

Cette équipe, composée de véritables Conseils en ressources humaines, agit et s'organise de manière autonome vis-à-vis des directions et départements du groupe.

Nous recherchons un consultant qui maîtrise ou souhaite acquérir les techniques de recherches et de sélections d'ingénieurs et cadres, en facilitant leur mobilité interne.

Doté d'une solide expérience des métiers de l'informatique et ouvert aux techniques nouvelles, vous possédez des qualités relationnelles et humaines acquises en SSII ou dans une activité de Conseil en Recrutement.

Agé d'au moins 30 ans et de formation supérieure, si vous avez le goût pour exercer un métier de qualité, en agissant de façon solidaire et concertée avec votre assistance et les autres CONSULTANTS, écrivez-nous. Discrétion assurée.

Merci d'envoyer lettre manuscrite + CV + photo + prétentions, en indiquant la référence du poste à :



103, RUE LA BOETIE 75008 PARIS

SAFT **Du Titane... a l'Inconel !..**

Leader Européen incontesté des générateurs électrochimiques pour les applications spatiales, nous souhaitons renforcer notre service Etudes-Développement en accueillant un ingénieur spécialiste de

Métallurgie soudage

au sein de l'équipe (16 personnes) et avec la responsabilité de trois agents techniques très qualifiés. Il assurera le développement mécanique de nos produits. C'est dire que la « **Protection** » sera votre champ d'études (cf. fuites, tenue au vieillissement, criques de ruptures). Pour cela vous serez appelé à « manier » tout type d'alliage performant ainsi que les procédés de soudage afférents.

Après un début d'expérience dans l'Aéronautique par exemple, vous souhaitez à présent tendre vers l'Expertise que confère le **Spatial**, où tout « droit à l'erreur » est banni ! Vous acquiescez ? Alors, à bientôt en proche banlieue Nord de Paris !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence N/META/LM.

CIGIE



74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Hasard ou fatalité ?

Après PARIS et LILLE, **ARGOS LYON** grandit et change de locaux.

Jacques VUARIER, Michel PERRIN et les 20 autres consultants d'ARGOS attendent impatiemment ceux qui vont les rejoindre prochainement...

ARGOS LYON, Immeuble "Le Highway", 41 quai Fulchiron, 69005 LYON-PERRACHE - Tél. 78.38.31.77

ARGOS PARIS (1) 42.27.96.49
ARGOS LILLE 20.98.83.83

argos DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

FRI COMMUNICATION
un des premiers groupes de communication corporate et financière en France

recherche

CONTROLEUR DE GESTION

— Diplômé école de commerce.
— 25-30 ans environ, bilingue anglais.
— 2 à 3 ans d'expérience, société de services (agence de publicité serait un plus).

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à :
FRI COMMUNICATION
31, rue de Miromesnil, 75008 Paris, réf. DAS-PER 0801.

Banque d'affaires rech. pour sa filiale lyonnaise

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

FONCTIONS : assurer la gestion administrative d'un établissement financier d'une vingtaine de personnes. Superviser la comptabilité. Assurer le contrôle de gestion.

PROFIL : 32-35 ans, solide formation comptable. Connaissances juridiques. Expérience manuscrite, c.v., photo et prétentions.

Sous n° 8 784, LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Montessuy, 75007 Paris.



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

MARKETING
HEC, ESSEC, ESCP
débutant ou première expérience

Un grand groupe international particulièrement performant dont les activités s'étendent du Japon aux U.S.A. et dont l'ambition est de devenir le premier mondial, recherche

des jeunes talents en marketing

pour participer à son développement.

Ils auront rapidement des responsabilités complètes et opérationnelles sur des produits et des marchés internationaux.

Larges perspectives de développement de carrière dans le groupe.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 7200 à PUBLIPANEL, 1, rue Falguière, 75015 PARIS, qui transmettra.

FUTUR ADJOINT A LA D.A.F.I HF

PME 110 personnes (Meudon) Spécialiste de la Technique du Vide élevé et du Traitement anti-usure (2 Etablissements : Marne-la-Vallée - l'Isle-d'Abeau), filiale d'un groupe industriel Suisse.

Pour faire face à un développement important, le D.A.F. recherche un futur Adjoint capable de le seconder efficacement.

Dans un premier temps il prendra en charge la Comptabilité Analytique et les Statistiques commerciales et sera associé étroitement au Reporting.
Par la suite, il devra s'impliquer dans la gestion administrative, financière et juridique.

30-40 ans environ - Sup de Co, Sciences Eco orientation comptabilité, DECS, expertise comptable, toutes formations répondant au profil, complétées par l'expérience voulue y compris en informatique.

La pratique de l'allemand est indispensable pour répondre à l'évolution envisagée pour ce poste.

Merci de faire parvenir lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 203 PA 104 M à notre conseil Michel BARBEY qui, après examen, vous documentera avant de vous rencontrer.

EMPLOI centor 26, rue Henri Monnier 75009 PARIS

PARIS 42 65 15 53 ■ LYON 78 39 37 18 ■ MULHOUSE 89 32 05 28

Direction d'usine : la rigueur de l'ingénieur
la personnalité du manager

Filiale française d'un groupe américain, nous recherchons un

Jeune ingénieur généraliste

Vous serez d'abord chargé du développement du procédé, de l'outil de production ainsi que de l'informatique industrielle.

Avec les services de Production et des Relations Humaines, vous contribuerez à la mise en place de la qualité totale.

30 ans environ, Ingénieur Grande Ecole, vos qualités personnelles et votre implication vous permettront d'évoluer vers la Direction de cette usine (230 personnes) : 180 km à l'Ouest de Paris.

Laurence LENOIR vous remercie de faire parvenir votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo), sous réf. IG/LM.

Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS / 6, rue Monteil - 44000 NANTES - Tél. : 40.35.50.26

IMPTE ORGANISATION PROFESSIONNELLE
recherche
JURISTE
(H./F.) (Droit social)

Intégré dans une petite équipe
- il conseille les adhérents dans le domaine de compétence du service auquel il est rattaché (sécurité et conditions de travail) ;
- il rédige des commentaires sur les textes législatifs et réglementaires et sur la jurisprudence ;
- il assure la représentation des entreprises de la profession dans les instances spécialisées.

Le candidat sera titulaire d'un diplôme de troisième cycle et pourra justifier d'une expérience professionnelle de trois ans au minimum en entreprise ou dans un cabinet de conseil.

Il devra être disponible rapidement.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions sous nº 8810 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

MENSUEL PROFESSIONNEL DE LA DISTRIBUTION EN AMEUBLEMENT PARIS
recherche
RÉDACTEUR EN CHEF
Disponible rapidement

Ecrire sous le nº 8 811 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

PROFESSEUR FRANÇAIS-ESPAGNOL POUR ÉCOLE PRIVÉE hors contrat, 14 h hebdo, possibilité GROUPER SUR 3 JOURS (1) 40-09-65-13.

TRÈS URGENT

LABORATOIRE CNRS DE RECHERCHE SPATIALE situé à Toulouse propose BOURSE DE 8 500 F brut, cofinancée par le CNES pour la préparation d'une thèse de doctorat axée sur l'étude et le développement d'expériences spatiales à

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN PHYSICIEN

Titulaire d'un DEA

Envoyer c.v. détaillé AVANT LE 17/10/88 à J.-M. BOSQUED, Directeur de Recherche CESR, BP 4346, 31029 Toulouse Cedex. Télécopie : 61-55-67-01. Tél. : 61-55-66-73.

ASSOCIATION SPORTIVE
cherche
MONITEUR OU MONITRICE
pour une section de gymnast. enfants de 3 a. à 10 a. Le mercredi matin de 9 h à 13 h. Tél. : 43-22-88-95.

Sté C.L.A.M. à Paris CONSEILS FINANCIERS existant depuis 1972 rech. : HOMMES ou FEMMES
- 30-35 ans min.
- Avec expér. bancaire, 5 ans minimum.
- Véhicule indispensable.
- Secteurs à pourvoir : 60, 77, 78, 91, 93 et 94.

Téléphonez pour R.V. au : 48-94-17-17.

Société de commercialisation, recherche représentant (H/F), même débutant, voiture indispensable, pour visiter grandes surfaces et collectivités sur la région parisienne et limitrophe. Envoyer C.V. à la Sté SECOTUB, 2, quai de la Jonelière, 44300 NANTES.

VILLE DE SEINE-ST-DENIS + DE 40 000 HABITANTS
recrute pour son secteur culturel et sportif
1 SECRÉTAIRE
GÉNÉRAL ADJOINT

par recrutement direct. Diplôme 3ᵉ cycle souhaité.

Adr. candid. sous nº 8 813 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

MINEO S.A. recherche
CONDUCTEURS TRVX NEUFS
plomberie-chauffage. Tél. : 69-38-01-09.

AGENCE DE PRESSE spécialisée (cadre de vie, collectivités locales, etc.) cherche JEUNES JOURNALISTES. Adresser C.V. chez Hugo, 1, rue Clovis, 75005 PARIS.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES
recherche
INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES
SUP-AERO

ENST, ESE, ENSIMAG, INSA, ENSI, DEA, MIAGE

Pour assurer des développements en :
- LOGICIELS DE BASE
- LOGICIELS SYSTEMES
- LOGICIELS D'APPLICATION TEMPS RÉEL
- TELECOM, RÉSEAUX
- CA, CFAO, IA
- GESTION.

C.V. + prétentions à : S et DI Tour Gallieni 1, 78-80, avenue Gallieni, 93174 BAGNOLET CEDEX.

Urgent recherchons hôtesse-standardiste. Bonne présentation. Tél. : Sté INNOCOM, Mme Labourg, 47-47-82-00. Poste à pourvoir à Puteaux.

DEMANDES D'EMPLOIS

DIRIGEANT D'ENTREPRISE

PROFIL : resp. évolutives dans des direct. finances, ventes & marketing des sociétés de premier plan. Crée et supervise filiales à l'étranger. Trilingue français, anglais, allemand.

CHERCHE : direction générale d'une société internationale (filiale française d'un groupe étranger ou société française avec filiales à l'étranger).

Ecrire sous nº 8 771, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

Sciences Po, spécialiste du développement économique des collectivités territoriales, 15 ans d'expérience, cherche patron, un vrai, capable de décider, d'agir, de foncer. Velléitaire, indécis, mous, pantouflards s'abstenir.

J.H., école commerce, ch. empl. de service person. Étudie ttes prop. Deurveilher Hydes, 254, rue Lecourbe, 75015 (45-58-59-62).

J. Homme, 32 ans, Niveau bac, 10 ans d'expérience prof. dans service achat, 5 ans de pratique informatique, cherche poste de responsabilité dans le domaine administratif et financier. Tél. : 39-68-35-25.

PME, PMI dynamique, vous avez besoin d'un DIRECTEUR ADMINIST. ET FINANCIER possédant
- solides compétences en gestion d'entreprise (Administ. et financ.) ;
- manager en ressources humaines ;
- capable exercer secrétariat général.

Vous pouvez le joindre au 48-94-55-38.

Petite quarantaine mais
GRANDE EXPÉRIENCE
Je suis immédiatement disponible. Vous qui dirigez une PME, je peux vous être utile. En 20 ans, j'ai acquis une expérience variée d'
ASSISTANTE DE DIRECTION
dans des PME où il faut savoir tout faire : relation avec les banques, gestion financière et trésorerie, organisation de congrès et séminaires, publicité et gérance de magasin. Je souhaite travailler dans une PME dynamique. Aussi, n'hésitez pas à me téléphoner au : 42-82-02-66.

Anglais, 43 ans, (chauff.) désire améliorer son français rech. empl + logement, hôtel ou similaire mais tt consid. ttes régions. S'adresser à M. A. Arnold, 32, Mutley Road, Plymouth, Devon PL3 4SB, Angleterre.

CHEF COMPTABLE
35 ans, administration, finances, comptabilité OCAM. Informatique micro et système, 10 ans à l'étranger, rech. emploi en Afrique francophone. Réelles facilités d'adapt., disponib. immédiate, étudie ttes prop. 92-34-44-80 (Province).

J. F. 39 ans, excel. réf., secteurs bancaire et financ., angl. lu et parlé, rech. poste chargée d'aff., dir. du développ., communic., attaché de presse au serv. d'un grpe industr. Etud. ttes propos. Ecrire sous le nº 8 803 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

Hme E.T.A.M. pendant 28 a. ds PMI. Divers postes : entretien, fabric., ordo., contrôle et récept.-expéd., étudie toutes propositions Paris et proche banlieue. Ecrire sous le nº 8 800 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

Politiste bilingue anglais-français étudie propositions. Ecrire sous le nº 8 799 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

J.F., 27 ans, formation complète Droit privé, Droit public (DEA), 2 ans d'exp., rech. emploi nécessitant rigueur et esprit de synthèse. Tél. : 42-36-47-97.

41 ans, D.E.S. Droit. Directeur Hôpital, connaissance des Antilles, étudie ttes propositions sur les Antilles, Amérique latine, Canada. Ecrire sous le nº 8 796 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

ENSEIGNANT ÉLECTRON. MICROPROCESSEURS ch. emploi mi-temps de préf., formation en électron. Tél. : 45-57-82-21.

J.F. 34 ANS
CÉLIB., EXP. GESTION CCIALE ET ADMINIST. et fonctions assistante direction cherche à s'investir dans poste de
COLLABORATRICE
à haut niveau.

Ecrire sous le nº 8 812 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

J.H. 22 a., intéressé market BTS : fab. méca. Libéré O.M. Exp. d'intérim, angl. cour., ch. sit. d'avenir (Yvelines). 34-61-12-72, N. Renault.

Journaliste expérimenté cherche poste responsabilité dans publication d'entreprises ou collectivités locales, susceptible création du produit. Ecrire sous le nº 399 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

J.F., 30 ans, 6 ans exp. USA, rech. travaux d'interpr. free-lance, Fra.-Ang.-Ital. Tél. : 43-58-77-73.

Petite quarantaine mais grande expérience. Vous qui dirigez une PME, je peux vous être utile. En 20 ans, j'ai acquis une expérience variée comme
ASSISTANTE DE DIRECTION
dans des PME où il faut savoir tout faire : gestion financière et trésorerie, organisation séminaires, publicité, gérance de magasin, etc. Je suis immédiatement disponible, aussi n'hésitez pas à m'appeler au 42-82-06-66.

Chef de publicité confirmé. Expérience : média-agence. Compétences : commerciales, gestion de budgets, techniques. Etudierait ttes propositions support, agence, annonceur. Libre rapidement. Tél. : 48-75-58-53.

J. Femme, 34 ans, DESS
GESTION du PERSONNEL
7 ans resp. Agence de trav. temporaire province, expér. commerc., prospection des entrepr. et suivi des clients, gestion du personn., paie infor., recrut. et sélect. (cadres/agents de maîtrise), relat. av. les organ. rég., associat. prof. et scolaires, rech. situat. à Paris ou rég. paris. de le domaine Recrutem. gestion des carrières (Conseil ou entreprises). Ecrire sous nº 1 235/M à PARFRANCE, 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS qui transmettra.

TRADUCTRICE DE RUSSE tit. Maîtrise de russe + exp. Etud. ttes prop. d'emploi (Recherche, documentation, média, etc.), 57-25-02-04.

J.H. 27 ans, disponible, tril. (angl., espagnol), ch. CEE et/ou étranger poste pour ttes relations particulièrement celles reconnues très délicates et/ou difficiles. 46-22-72-09 de 14 h 30 à 19 h et le mercredi de 7 h à 9 h 30 et de 14 h 30 à 19 h.

Ingénieur logiciel 30 ans, 3 ans exp. système télécom, 2 ans prof. en Afrique, ch. poste Afrique ou Asie. Tél. (16) 31-88-15-53.

L'AGENDA

Animaux

CLUB VACANCES DES ANIMAUX
NAILLY par Sens 89100 (16) 86-97-01-96.

PENSION CHIENS CHATS
sur Paris 2 adresses : CVA, 44, rue Garibaldi, 94100 Saint-Maur. Tél. : 42-83-44-40. CVA, 11, av. J.-B.-Clément, 92100 Boulogne. Tél. : 46-05-09-74.

Antiquités

A vdre armoire fin XVIIIᵉ s., style Louis XV, portes en ronce de noyer, tr. b. ét., haut. 2,30 m, larg. 1,30 m, prof. 0,60 m, 15 000 F. + malle en chêne, style Louis XV, fin XVIIIᵉ s., larg. 1,30 m, haut. 0,70 m, prof. 0,60 m, 4 500 F. Tél. : 64-02-36-46 après 19 heures.

Artisan

Cherche sous-traitance
CONFECTION SACS
en nylon et skaï : voyages, publicitaires cabas... Tél. : (16) 38-33-25-66

Bijoux

ACHAT BIJOUX
Or ancien et moderne brillants, pierres précieuses PERRONO, bd des Italiens OPÉRA. 4, Ch.-d'Antin. ÉTOILE, 37, av. V.-Hugo.

Mode

CHAUSSURES FRANÇAISES de qualité, pointures 24/40 VENTE DIRECTE CATALOGUE GRATUIT PZAZ (16) 56-57-15-53. B.P. 41, 33110 LE BOUSCAT.

Divers

Courses urgentes occasionnelles ou régulières. Livraison rapide de tous colis Paris et province. Spécialiste matériel fragile (informatique, médical, etc.). SOCABET. Tél. : (1) 40-26-69-56 ou (1) 48-66-16-79.

Livre limousines, marques BMW et MERCEDES, tout type et millésime à des conditions intéressantes. Se renseigner auprès de Société GOLOMBECK, Legesche Strasse 258, 4930 Detmold, République fédérale d'Allemagne.

Pensions de familles

Etudiant architecture recherche chambre dans propriété Versailles, Paris, Nanterre, contre services. Tél. : (16) 35-48-37-11.

Traiteur

G. COUSIN
Buffets campagnards Lunchs - Réceptions sur mesure à domicile ou dans l'une de nos salles (jusqu'à 200 personnes) Buffets à thèmes (entreprises, collectivités) Restaurat. à domicile à partir de 8 convives Un service exceptionnel Organisation familiale Livraison chaud ou froid à votre heure LES VIVIERS (après le stade) 95810 GRISY-LES-PLATRES (près de Pontoise)
(1) 34-66-68-93
Palme d'or du Meill. jambon de Paris

Vacances Tourisme

Home d'enfants à la montagne (Ht-Doubs, 900 m prox. front. suisse). TOUSSAINT, NOËL, PAQUES. Yves et Liliane accueillent vos enfants dans ancienne ferme XVIIᵉ siècle, confortable, rénovée, chbres 2 ou 4 avec s. de bains. Située au milieu des pâturages et forêts. Accueil volont. limité à 15 enfts, idéal en cas 1ʳᵉ séparation. Ambiance familiale et chaleureuse. Activités : tennis, ski de fond, jeux collectifs, fabrication pain, peinture sur bois. 1 450 F Toussaint (tennis); 1 690 F Noël, Pâques (ski de fond). T. (16) 81-38-12-51.

automobiles ventes

moins de 5 C.V.

R5, 5 portes TR, 4 CV, menthe, p. métal., boîte 5 vit., ass.-gl. arr., ordinat. de bord, rétro ext. dr., 14.000 km, millés. 88. 45.000 F. Tél. H.B. : 69-96-91-40, p. 411, après 18 h : 69-24-18-67.

de 5 à 7 C.V.

A vendre Ford Orion 1600 Ghia, 6 CV, année 1986, modèle 1987, 2ᵉ main, 30.100 km. Toit ouvrant, rétro droit, pré-équipement radio, pneus neufs, révision faite, freins AB. Très bon état. Prix demandé : 53.000 F. Tél. : 43-31-70-63 (perm.).

de 8 à 11 C.V.

LAND ROVER 109
Diesel 9 cv, février 80, 1ʳᵉ main, 89 000 km, embrayage 5 000 km, nombreuses options et équipements, 55 000 F. Rens. 45-56-12-66 h. de bureau ou 47-28-43-60 ap. 18 heures.

Le Monde IMMOBILIER

appartements ventes

9ᵉ arrdt

LE PELETIER
2 p., cuis., bains. Imm. pierres. Prix : 750 000 F. Tél. : 45-26-10-44.

11ᵉ arrdt

ALEXANDRE DUMAS
Bel imm. réc., 3 p., 75 m², balc., ét. élevé, asc., park., vue dégagée. 1.400.000. MICOT. 43-44-43-87.

13ᵉ arrdt

QUARTIER LES PEUPLIERS, maison s/2 niveaux, 110 m² hab., grand garage, terrasse + dépendances. LIBÉRAL ou MÉDICAL POSSIB., 5 200 000 F. Cab. RAIMON 45-88-77-96.

14ᵉ arrdt

ALÉSIA, gd liv. + 2 chbres, sud, tt cft, refait neuf. 1.670.000 F. 43-22-61-35.

16ᵉ arrdt

KLÉBER
5 p., 136 m², tt conft. 3ᵉ ét., asc. 4.400.000 F. Tél. : COMADIM : 42-96-15-63, poste 249.

17ᵉ arrdt

HESPERIDES WAGRAM
2 p. de résidence de serv., excell. état, 50 m² env. 1 880 000 F. COMADIM 42-96-15-63 poste 249.

18ᵉ arrdt

MONTMARTRE studio, coin cuisine, douche, 230 000 F. Beau 2 p., cuis., s. de bns, w.-c., 45 m², 700 000 F. MAIRIE-18ᵉ 2 p., tt cft, 250 000 F. Immo Marcadet 42-52-01-82.

92 Hauts-de-Seine

MEUDON, AV. DU CHATEAU gd stand., récent 3 p., duplex 120 m², tt cft, jard. privatif. 3.000.000 F. COMADIM : 42-96-15-63, poste 249.

NEUILLY/BARRES
Lux. 70 m² + jardin, raffiné, décor moderne. Michel Bernard : 46-02-13-43.

Province

DINARD (35)
200 m plage de petit imm., p. de pays, dble liv., 4 ch., 2 bns, gar., 1ᵉʳ ét., urgent. A SAISIR (1) 46-34-22-78.

PALAVAS-LES-FLOTS (34). Appt F4, r.d.c., 70 m² habitable + 60 m², terrasse face à la mer. 650 000 F. Tél. : (16) 67-63-02-19 ou 67-63-48-74.

appartements achats

Recherche 2 à 4 p. PARIS, préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-48-07 même le soir.

IMMO MARCADET
rech. urgent ttes surfaces même à rénover. Paris ou portes. Tél. : 42-52-01-82.

locations meublées offres

Paris

Appt stdg except. PASSY, 16ᵉ, 330 m², 8 pces, meublé. Disp. oct. 88/avril 89 en sous-location, suite dépl. Urgent. 40 000 F/mois c.c. Après 20 h : 42-62-83-69.

locations meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pr BANQUES, STÉS MULTIN. et DIPLOMATES, GDS APPTS de stdg, 5, 6, 7 p. Tél. : 42-80-20-42.

propriétés

S/GOLF SAINT-NOM
LUXUEUSE VILLA 390 m² réception, 6 chbres, 6 bains, terr. 3 200 m², 45-02-13-43.

A 4 KM D'UZÈS (GARD) 75 000 F, part. vend maison 1 000 m² de TERRAIN, séj. avec cheminée, 2 chbres, cuis., s. de bains, w.-c. 1) Garage, buanderie. 2) Gar. pour 2 voit. et atelier, gde terrasse couv., jdin clos, appenti à bois, cabanon pour l'outillage de jdin. Ecrire sous le nº 6 009 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

viagers

Votre viager personnalisé par
F. CRUZ 42-66-19-00
8, R. LA BOÉTIE, PARIS-8ᵉ Gar. financ. 5.000.000 F. 49 a. expér. Estimation grat.

immobilier information

FONCIAL 45-55-86-18
47 AV. BOSQUET 7ᵉ Spécialiste, 49 ans, expérience, étude gratuite personnalisée, avantage fiscal. Rente indexée.

pavillons

VILLEJUIF 5 MN PARIS
Pr placem. bon rapport, très beau pav. occupé, liv. + 3 chbres, 2 bns, terrasse, gar., 700 m² terrain env. A saisir. 46-34-13-18.

terrains

Particulier achète terrains, maison, immeuble au Maroc. Ecrire Havas Cannes, Media Régions nº 9768, B.P. 271, 06400 CANNES.

(VAR) LE PRADET-PLAGE.
Au calme 1 420 m², bord de mer, plein sud COS 400 m². Prix : 904 000 F. Tél. : 94-36-79-99 h. bur.

bureaux

Locations

DOMICILIATION DEPUIS 80 F Av. Ch.-Élysées ou rue Saint-Honoré ou bd des Italiens ou Paris 9ᵉ, 12ᵉ et 15ᵉ. INTER DOM 43-40-68-50.

DOMICILIATION
Forum des Halles, Bureaux Constitution de sociétés Télex, secrétariat. ACCESS 40-26-15-12.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL – RC – RM Constitutions de Sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
43-55-17-50.

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compét. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

DOMICILIATION 8ᵉ
bureaux, télex, télécopie
AGECO 42-94-95-28.

fonds de commerce

Ventes

GENÈVE A REMETTRE BOUTIQUE DANS PASSAGE CENTRE-VILLE Surface d'environ 130 m² sur deux étages. Conviendrait à commerce de luxe. Conditions de reprise à discuter. Pour ts renseign. prendre contact avec la Fiduciaire Générale SA, 6, rue d'Italie, 1211 GENÈVE 3. Tél. : 22/21 35 27.

Le Carnet du Monde

Naissances

– Didier et Marie-Paule GIROGUY, née Meurillon,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Adrien,

le 28 septembre 1988.

5, avenue de Saint-Ouen,
75017 Paris.

– M. et Mme Jean-Paul GIRARDOT,
sont très heureux d'annoncer la naissance de leurs deux petites-filles

Ana et Julie,

– M. Jean A. ARNÉODO et Mme, née Christiane Frangville,
ont la joie de faire part de la naissance de leur petit-fils

Daniel,

le 4 octobre 1988, au foyer de
M. Ronald SULTANA
Ph D,
professeur à l'université de Malte,
et de Mme, née Roseline Arnéodo.

65, *bis*, route de Gençay,
86000 Poitiers.

Mariages

– Marie-Caroline MALROUX,
et
Bernard KRIEF

ont le plaisir d'annoncer qu'ils se sont mariés le samedi 1er octobre 1988.

195, boulevard Saint-Germain,
75007 Paris.

Décès

– M. Gilbert Bal
et ses enfants,
M. et Mme René Charmont,
M. et Mme Jean Charmont
et leurs enfants,
Mme Roger Eskenazi,
M. et Mme Gérard Eskenazi
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Claude BAL,
née Charmont,
officier des Palmes académiques,

survenu le 9 octobre 1988.

Les obsèques religieuses auront lieu le mercredi 12 octobre, à 15 heures, en l'église de Sandillon (Loiret).

36, avenue de l'Ecole-Normale,
26000 Valence.
318, route d'Orléans,
45640 Sandillon.

– Mme Françoise Frolet-Boccara,
M. Claude Arnold Boccara,
Mlle Audrey Boccara,
M. et Mme Ezio Boccara,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Elio Boccara,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Marie-Henriette Frolet,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles Ghozi, Boccara, Ortona, Savy
Et tous ses amis de Paris et de La Marsa,
ont la triste douleur de faire part de la disparition accidentelle, le 5 octobre 1988, de

Cyril,

leur fils, frère, petit-fils, neveu, cousin et ami.

Cet avis tient lieu de faire-part.

52, boulevard Saint-Jacques,
75014 Paris.
27, boulevard Berthier,
75017 Paris.

– Mme Raymond Boutboul
et ses enfants Philippe et Valérie,
M. et Mme André Boutboul
et leurs enfants,
M. et Mme Gilbert Boutboul
et leurs enfants,
Les familles Boutboul, Jojot, Cohen, Ankry, Lévy, Atthar, Rosenberg, Chikly, Merzoug, Boccara, Sitbon, Arriche, Prainito, Lelouche, Ganem, Ferra, parentes, alliées et amies,
ont l'immense douleur de faire part du décès de leur cher et regretté

Raymond BOUTBOUL,

survenu le 9 octobre 1988, à Paris, en son domicile 74, avenue des Champs-Elysées.

La levée du corps aura lieu le mercredi 12 octobre, à 14 heures, en son domicile 74, avenue des Champs-Elysées.

Les obsèques se dérouleront au cimetière parisien de Pantin, à 14 h 30.

– M. Jean-Luc Solal,
son fils,
M. René Bruhat,
son époux,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Françoise BRUHAT,

57, rue Custine,
75018 Paris.
256, rue Sainte-Catherine,
33000 Bordeaux.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– Dieu a rappelé à Lui, le 27 septembre 1988

Mme François COURBE,
née Henriette Rivière.

L'inhumation religieuse a eu lieu dans l'intimité à Villers-sur-Mer (Calvados).

Une messe sera dite le dimanche 16 octobre, à 9 h 30, en la chapelle de la Maison suisse de retraite, 14, rue Minard, 92130 Issy-les-Moulineaux (métro Mairie-d'Issy).

De la part de
M. et Mme François Lagandré,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Claude Courbe,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jean Veillon,
leurs enfants et petits-enfants,
Mlle Bernadette Courbe,
Mme Jean Courtemanche
et ses enfants,
Et de toute la famille.

– M. et Mme Jean-Jacques Raffel,
ses enfants,
Mme Simone Garrouste,
Le docteur et Mme Michel Dubois,
M. François Dubois,
Mme Simone Lévy,
sa belle-sœur,
Le docteur et Mme Claude Lévy
et leurs enfants,
Sa famille
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Armand C. DUBOIS,

survenu le 6 octobre 1988.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, rue du Général-Bertrand,
75007 Paris.

– Mme Janine Lataillade,
née Gaillot,
son épouse,
Et M. Jean Lataillade,
son fils,
ont la douleur de faire part du décès, le 6 octobre 1988, à Nice, de

Louis LATAILLADE,
médecin inspecteur régional honoraire de la santé,
ancien directeur du bureau de l'Europe de l'Organisation mondiale de la santé à Copenhague.

12, avenue de Flirey,
06000 Nice.
18 *bis*, rue Pasteur,
85000 La Roche-sur-Yon.

– Mme Stéphane Lupasco,
née Bosc,
Mme Alde Lupasco-Massot,
M. François Massot
et leurs filles Carite et Soline,
Mlle Eva Bosc,
Mme André Bosc
et ses enfants,
M. et Mme Raymond Bosc
et leurs enfants,
Les familles Bosc, Meyer, Roth et Ghica,
Et ses amis,
ont la tristesse de faire part de la mort de

Stéphane LUPASCO,

survenue le 7 octobre 1988, à Paris.

La levée du corps, suivie de l'inhumation, aura lieu jeudi 13 octobre, à 10 h 15, 12, rue Méchain, 75014 Paris.

Un service religieux à sa mémoire sera célébré vendredi 14 octobre, à 17 heures, au temple réformé de Port-Royal, 18, boulevard Arago, 75013 Paris.

(Voir ci-contre.)

– Mme Etienne Mennesson,
son épouse,
Mme Enguerran Mennesson,
Stéphane, Fabrice et Héloïse,
Patrice et Marie-France Mennesson,
Virginie et Aude,
Mme Blandine Gillette-Mennesson
Anne et Muriel,
Franck et Michèle Mennesson,
Indrani,
Arnaud et Betsy Mennesson,
Margaux et William,
André Mennesson,
Pascaline Mennesson,
Renaud et Virginie Bentegeat,
Quentin, Ivanhoë et Philippine,
Jean-Dominique et Sylvie Dallet,
Damien,
Thierry et Marie-Agnès Mennesson,
Aurélien, Romain et Chloë,
Jean-Marie Mennesson et Françoise Gourdin,
Baptiste,
Flore Mennesson,
ses enfants et petits-enfants,
ont le chagrin de faire part du décès de

Etienne MENNESSON,

survenu le 29 septembre 1988.

Un service religieux a eu lieu le 3 octobre 1988, en l'église Saint-François-d'Assise, à Rabat (Maroc).

Une messe sera célébrée à son intention, le samedi 15 octobre 1988, à 18 h 10, en l'église des Carmes, 70, rue de Vaugirard, Paris-6e.

18, Zenkat Descartes,
Rabat (Maroc).

– L'Association Montessori Internationale
a le regret d'annoncer le décès, le 1er octobre 1988, de

Mme Ada
MONTESSORI-PIERSON,
veuve de Mario Montessori.

Les obsèques ont eu lieu à Lelystad (Hollande), devant une assistance nombreuse et recueillie d'amis venus du monde entier.

AMI,
161 Koninginneweg
Amsterdam.

– Solange Sarcelet,
née Bodard,
Patrice et Marie-Christine Vareine,
Charles-Edouard,
Jean-Dominique et Catherine Sarcelet,
Sylvain, Emmanuel, Marianne,
Chantal Sarcelet,
Commander (RN) Simon et Catherine Moore,
Fabienne, Alice, Chloé,
Bertrand Sarcelet (†),
Alain et Virginie Walbron,
Mlle Madeleine Sarcelet,
sa sœur,
ont la tristesse de faire part du décès du

lieutenant-colonel (ER)
Jean-Marie-Paul SARCELET,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
ancien de la France libre,
médaille de la Résistance,
croix de guerre 1939-1945,
croix de la valeur militaire,
chevalier de l'ordre
de Saint-Grégoire-le-Grand,

survenu le 8 octobre 1988.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 14 octobre, à 8 h 30, en l'église du Val-de-Grâce, suivie à 15 heures d'une messe en l'église de Louvergny (Ardennes).

– Le cardinal Lustiger,
archevêque de Paris,
Mgr Daniel Pezeril,
Et les évêques auxiliaires,

Mme Pierre Baffrey,
M. et Mme André Starcky,
leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Mme Georges Starcky,
sa fille et son petit-fils,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. l'abbé Jean STARCKY,
prêtre du diocèse de Paris,
officier de la Légion d'honneur,
compagnon de la Libération,
directeur de recherche honoraire au CNRS,

décédé le 9 octobre 1988, dans sa *quatre-vingtième année*.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 13 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, Paris-5e.

2, place du Louvre,
75001 Paris.

[Né à Mulhouse en 1909, ordonné prêtre en 1935, après des études bibliques à Rome et à Jérusalem, l'abbé Jean Starcky enseigna à l'université Saint-Joseph de Beyrouth, tout en étant curé de Palmyre. Engagé sur place dans les Forces françaises libres en août 1941, comme aumônier militaire, il participa aux campagnes d'Egypte-Libye (1942-1943) et de Tunisie (1943-1944). Aumônier du BIMP de la 1re DFL, il prit part à la campagne d'Italie (1944) avant de débarquer en France en août 1944. De 1946 à 1952, il enseigna le Nouveau Testament et *l'araméen à l'Institut catholique de Paris et* poursuivit parallèlement ses recherches comme pensionnaire de l'Institut français d'archéologie de Beyrouth, alors dirigé par Henri Seyrig. Jean Starcky est notamment l'auteur de nombreux déchiffrements de manuscrits de la mer Morte et de publications sur Palmyre et Pétra qui font autorité.]

Anniversaires

– Il y a cinq ans disparaissait

Abraham dit Albert DAHAN,

son âme, tout en s'éloignant sur le fleuve de l'éternité, reste parmi ceux qui l'ont aimé.

Avis de messes

– Une messe à la mémoire du

Père Joseph MASSELOT

sera célébrée autour de Mgr Coloni, samedi 15 octobre 1988, à 16 h 30, en l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, Paris-5e.

Tous ceux qui l'ont connu sont invités à s'y retrouver.

Rectificatif

– Mme Hassine
et ses enfants,
Ainsi que les familles Haggiage et Dahan,
ont la douleur de faire part du décès de

M. David HASSINE,
ingénieur chez Sciaky,

survenu le 7 octobre 1988, à l'âge de cinquante-cinq ans.

On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Pantin, le 11 octobre, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Communications diverses

– Cercle Bernard-Lazare. Isabelle Vichniac, correspondante du *Monde*, présentera son ouvrage Croix Rouge, les stratagèmes de la bonne conscience, *jeudi 13 octobre, à 20 h 30, 10, rue* Saint-Claude, Paris-3e.

– L'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique, M. Joe M. Rodgers, fera une conférence en anglais sur le thème : « The election of a president », le 13 octobre, à 18 heures, à l'Académie diplomatique internationale, 4 *bis*, avenue Hoche.

Soutenances de thèses

– Université Paris-I, le mercredi 12 octobre à 10 heures, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.-B. Dumas, escalier L, M. Nicolas Karapidakis : « Civis Fidelis : l'Avènement et l'affirmation de la citoyenneté corfiote *(XVIe-XVIIe siècle)* ».

– Université Paris-II, le mercredi 12 octobre à 9 h 30, salle des Conseils, M. Pierre-Henri Prelot : « L'enseignement supérieur d'initiative privée ».

– Université Paris-III, le jeudi 13 octobre à 14 heures, salle Bourjac, 17, rue de la Sorbonne, Mme Mireille Ruppli : « La coordination en français moderne. Théorie à l'épreuve d'un corpus ».

– Université Paris-I, le lundi 17 octobre à 10 heures, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.-B. Dumas, escalier L, M. Jacques Soulillou : « Normes et fonctions du décoratif dans l'art moderne et contemporain ».

– *Université Paris-I, le lundi* 17 octobre à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Jac Fol : « La vraisemblance chronique. Critique d'une mise en publicité de l'art actuel ».

– Université Paris-IV, le samedi 22 octobre à 14 heures, amphithéâtre Milne-Edwards, escalier B, 3e étage, 17, rue de la Sorbonne, M. Vincent Lamarche : « Constance et temporalité selon Platon ».

– Université Paris-I, le vendredi 28 octobre à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Georges Freım : « La population de Zahle (Liban) ».

La mort du philosophe Stéphane Lupasco

Nous apprenons la mort du philosophe des sciences Stephane Lupasco, survenue vendredi 7 octobre, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

[Français d'origine roumaine, Stéphane Lupasco, né à Bucarest en 1900, est l'auteur d'une œuvre abondante dans le domaine de la philosophie des sciences. Il utilisait les principes de la logique ternaire de Lukasiewicz. Il niait le principe du tiers exclu (une chose est soit vraie soit fausse) et s'opposait à la dialectique classique issue de l'aristotélisme et de Hegel, qui fonctionne sur l'antagonisme de deux termes contradictoires. Après des études universitaires scientifiques et philosophiques menées à la Sorbonne (Paris), il fut longtemps chargé de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), avant de reprendre, en 1952, son indépendance. Actuellement rééditée aux éditions du Rocher, son œuvre comporte une vingtaine de titres, parmi lesquels *le Principe d'antagonisme et la logique de l'énergie, Science et art abstrait, l'Homme et ses trois éthiques* et *les Trois Matières*, que Claude Mauriac saluait, lors de sa parution en 1960, comme un *« nouveau* Discours de la méthode *de notre temps »*.]

SOLIDARITÉ

● SOUSCRIPTIONS. – L'Automobile-Club de l'Ile-de-France lance une souscription jusqu'au 31 octobre auprès du public pour aider financièrement la fondation Garches. Cette association, créée en 1986, par l'ensemble du personnel de l'hôpital Raymond-Poincaré, spécialisé dans le traitement des polytraumatisés, notamment de la route, prolonge l'action médicale au-delà de la sortie de l'hôpital et se soucie des problèmes de la vie quotidienne des handicapés. L'Automobile-Club émet donc des billets de souscription d'une valeur de 10 F.

★ Automobile-Club de l'Ile-de-France, 14, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris. Tél. (numéro vert) : 05-30-00-05.

● ENTRAIDE. – La Fondation de France rappelle qu'elle dispose d'un compte d'urgence pour recueillir les dons des particuliers et des entreprises qui voudraient venir en aide aux sinistrés des inondations de Nîmes. Les dons peuvent être adressés au crédit du compte CCP 369 G, ou par chèques bancaires à l'ordre de la Fondation de France, opération Nîmes, 40, avenue Hoche, 75008 Paris.

★ Tél. : (1) 42-25-76-55.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du lundi 10 et mardi 11 octobre 1988 :

UN ARRÊTÉ

● Du 4 octobre 1988 relatif à l'obtention du diplôme d'Etat de docteur en pharmacie par les titulaires d'un diplôme étranger de pharmacien ou d'un diplôme d'université de pharmacien.

UNE CIRCULAIRE

● Du 7 octobre 1988 relative aux candidatures aux élections consulaires du 21 novembre 1988 et à l'interprétation de certaines dispositions applicables aux chambres de commerce et d'industrie.

Education

Dans le « Monde de l'éducation » d'octobre

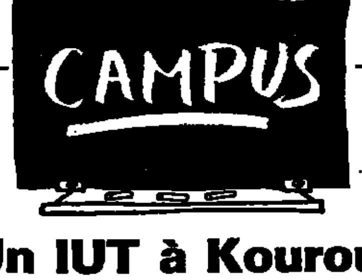
● Le rapprochement patrons-enseignants
● La rentrée universitaire

« Les patrons et l'école : premiers tangos » : le titre que *le Monde de l'éducation* donne à l'enquête de son numéro d'octobre est suggestif. C'est que le rapprochement qui s'est effectué à la base, localement, entre les chefs d'entreprise et l'éducation nationale n'est pas exempt de dimensions affectives. Surprise : cette dernière, qu'on disait si figée, si monolithique a étonné les patrons par sa faculté d'adaptation ; et aussi par la capacité professionnelle des enseignants.

Juste retour des choses, là où ils travaillaient avec les enseignants, les hommes d'entreprise – patrons et encadrement – ont su montrer aussi un visage que ne connaissaient pas les maîtres. Ouverts, préoccupés, comme ces derniers, par le chômage des jeunes, ils le sont aussi par la capacité de leurs entreprises à affronter les prochaines échéances économiques.

François Périgot, le président du CNPF, dans un entetien se réjouit de ce rapprochement et, pour la première fois, livre son diagnostic sur le système éducatif français. Sévère.

Aussi, au sommaire du numéro d'octobre du *Monde de l'éducation*, ce qu'il faut savoir sur la rentrée universitaire et notamment sur le malaise des enseignants du supérieur. Ainsi qu'un bilan des centres de documentation et d'information (CDI) des établissements scolaires.



Un IUT à Kourou

Vingt-quatre étudiants originaires des trois régions Martinique, Guadeloupe, Guyane, choisis après examen de cent huit dossiers de candidature, ont été accueillis, lundi 10 octobre, dans les locaux provisoires du nouvel Institut universitaire de technologie (IUT) de Kourou, installés non loin de la nouvelle mairie de la cité spatiale et du vieux bourg.

« Créé par un décret du 21 mars 1988, cet IUT illustre « l'esprit de Cayenne » né lors des premiers états généraux de l'université, en décembre 1987, basé sur l'inter-régionalité, sur la complémentarité, sur la solidarité », a rappelé le président de l'université des Antilles et de la Guyane, M. Philippe Saint-Cyr, lors de l'inauguration officielle, le 8 octobre.

Sept Martiniquais, sept Guadeloupéens, dix Guyanais – dont un originaire de la République du Guyana, habitant Cayenne – vont suivre les cours de l'unique département *génie électrique et informatique industrielle, option électronique*. Les trente-deux heures hebdomadaires de cours auront lieu dans des salles et laboratoires bien *équipés, dans les anciens bureaux du Centre spatial guyanais* des années 60-70, restaurés aux frais du CNES.

Des logement individuels neufs, construits par le CSG, accueillent les étudiants. En 1989, de nouveaux bâtiments construits sur un terrain de 5 hectares offert par la ville de Kourou permettront de recevoir cent étudiants en deux ans, vingt enseignants et un personnel administratif. Un cours *automatisme et systèmes* est prévu ultérieurement.

E. F.

● Théâtre allemand

L'UFR lettres et sciences humaines de Reims organise les 20 et 21 octobre, un colloque international sur le thème *« Théâtre, Nation et société en Allemagne au dix-huitième siècle »*.

– UFR lettres et sciences humaines, 57, rue Pierre-Taittinger, 51096 Reims Cedex. Tél. : 26-08-23-23.

● Œcuménisme

Les cours de la chaire d'œcuménisme de Lyon auront lieu les 23, 24, 25 novembre et les 22, 23 et 24 février 1989 à la faculté catholique de théologie. Thème proposé cette année : *« Les dialogues interconfessionnels »*.

– Unité chrétienne, 2, rue Jean-Carries, 69005 Lyon. Tél. : 78-42-11-67.

● Ressources humaines

« Les journées sociales du sup de co Lille » auront lieu les 19, 20 et 21 octobre à Marcq-en-Barœul (Nord). Thème : *« Le management stratégique des ressources humaines »*.

– Ecole supérieure de commerce, avenue Gaston-Berger, 59045 Lille Cedex.

هكذا من الأصل

Économie

SOMMAIRE

Profitant de la mauvaise image de marque des banques

La Poste veut faire bouger ses services financiers

Pas folle la Poste : profitant de l'image déplorable des banques, la Poste lance une nouvelle offensive pour faire reconnaître sa vocation financière. La question est vitale pour elle puisque ce sont précisément ces services bancaires qui lui permettent d'être bénéficiaire.

Ce n'est pas la première fois que les PTT lancent une offensive. Mais à chaque fois, ils se sont vu opposer un refus ferme de la Rue de Rivoli, autorité de tutelle des banques.

Aujourd'hui, leur nouvelle attaque se déroule sur deux fronts : en direction des usagers d'abord, avec le lancement d'un nouveau produit attractif, Postépargne (*le Monde* du 28 septembre 1988). *Sur le terrain* gouvernemental, ensuite : le directeur général de la Poste, M. Marcel Delage, a été chargé par son ministre de tutelle, M. Paul Quilès, d'une réflexion sur la *« dynamisation des services financiers »* de son administration. Un rapport doit être remis à la fin de l'année.

Débouchera-t-il cette fois sur quelque chose ? Tous les ministres des PTT ont successivement enfourché ce cheval de bataille... Il y a un an, encore, un groupe de travail tripartite (Poste, Trésor, budget) a réfléchi sur ce sujet. Sans résultat.

Pourtant, la question est vitale pour la Poste, tant d'un point de vue social que financier. Socialement d'abord : 80 000 de ses 300 000 agents travaillent pour les services bancaires. Financièrement, ensuite : la Poste ne gagne sa vie que grâce à eux. Les résultats de sa branche courrier sont lourdement grevés par l'acheminement de la presse (coût 3,5 milliards de francs).

Seuls les 5 milliards de bénéfices nets tirés des activités financières permettent d'effacer ce trou... encore ce chiffre doit-il être décomposé entre les comptes chèques postaux (CCP, en perte de 3,5 milliards de francs), les mandats (déficit de 1,5 milliard de francs) et la Caisse nationale d'épargne (en excédent de 10 milliards).

Cette situation, loin d'être mirobolante, s'explique par un certain nombre de déséquilibres que la Poste souhaite voir corriger. Elle se plaint d'abord de la rémunération trop basse (3 %) versée par le Trésor sur les fonds drainés par les CCP (125 milliards de francs). Ce taux, inférieur à celui du marché monétaire (7 3/16e) auquel les banques ont accès, entraîne un manque à gagner de plus de 3 milliards de francs, selon M. Delage.

La Poste souhaite en outre élargir la gamme des produits offerts à la clientèle : actuellement, par exemple, elle ne peut pas octroyer de prêts aux particuliers, en dehors de l'épargne-logement. Les lacunes dans l'éventail de ses services la rendent peu attractive pour les usagers ayant entre vingt-cinq et cinquante-cinq ans, c'est-à-dire l'âge privilégié pour consommer, épargner et emprunter...

Comme une peau de chagrin

La clientèle de la Poste est composée pour moitié de retraités ou d'inactifs et ne cesse de vieillir : les moins de vingt-cinq ans n'en représentent que 11 % et les plus de cinquante-cinq ans, 45 %.

Devant l'agressivité commerciale des banques, les parts de marché de la Poste se réduisent comme une peau de chagrin : les CCP, fondés au lendemain de la première guerre mondiale, sont passés de 30 % des comptes à vue en 1970 à 14,3 % en 1986 et 12 % aujourd'hui. La Caisse nationale de prévoyance, plus que centenaire (elle a été fondée en 1881), ne représente plus que 25,3 % du marché (27 % en 1986)...

Il est urgent d'agir si on ne veut pas voir se refermer un à un les bureaux de poste ruraux : dans certains d'entre eux, les services financiers aussurent 80 % de l'activité (pour une moyenne nationale de 52 %). Et, souvent, dans des campagnes en plein dépeuplement, la Poste reste la dernière administration présente.

Mais elle a des adversaires acharnés face à elle : inquiètes du formidable réseau dont elle dispose (17 000 guichets), les banques assurent que le monopole du courrier sur lequel sont adossés ses services financiers fausse la concurrence.

De plus, plaident-elles, les PTT ne sont pas soumis à des ratios financiers aussi contraignants que les autres établissements bancaires... Des *critiques* auxquelles la Poste oppose ses propres contraintes – auxquells les banques ne sont soumises – et le coût d'entretien du réseau.

Un beau débat, dramatisé encore par l'arrivée de 1993 et de la concurrence bancaire et postale qui l'accompagnera.

FRANÇOISE VAYSSE.

Prouvost confirme son intérêt pour le rachat de Lanvin

Prouvost s'intéresse au luxe. Le groupe de M. Christian Derveloy confirme son intérêt pour la maison Lanvin (haute couture et parfums) à la recherche d'un acquéreur. *« Nous sommes intéressés par le développement de la marque, notamment pour la création d'une ligne de prêt-à-porter féminin et des produits masculins »*, explique M. Rivière, directeur financier de Prouvost.

Cependant les dirigeants des Lainières de Roubaix, qui possèdent déjà Rodier, ne sont pas disposés à payer n'importe quel prix une nouvelle acquisition en aval de leur activité textile.

Après étude du dossier, la proposition qu'ils ont communiquée à la banque Hottinger, chargée de la négociation pour la famille Lanvin, s'élève à environ 350 millions de francs, alors que le chiffre d'affaires de la maison de couture était de 250 millions de francs pour 1987 et que les pertes s'élèveraient à 24 millions de francs pour les neuf premiers mois de 1988.

Il n'empêche que des groupes étrangers, notamment les licenciés asiatiques de Lanvin, seraient prêts à surenchérir pour l'acquisition de cette entreprise de luxe. Un bel arbitrage en perspective pour le gouvernement français.

Un conglomérat américain en Europe

Bich cède Dim à Sara Lee

Les collants Dim seront en fin de compte américains. Après neuf mois de tergiversations et de recherche d'une autre solution, le gouvernement français vient d'autoriser la vente du célèbre fabricant de sous-vêtements à l'américain Sara Lee, un gigantesque conglomérat connu en France par les sauces Bénédicta, les cirages Kiwi ou les insecticides Catch.

Ainsi le roi français du collant, qu'une publicité bien orchestrée a rendu célèbre, va rejoindre les marques Hanes et Leggs déjà dans l'escarcelle de Sara Lee, premier distributeur de collants aux Etats-Unis.

En réalité, c'est l'incapacité de Dim à pénétrer ce marché d'outre-*Atlantique qui a provoqué sa* revente. Car, en dépit de ses 1,7 milliard de francs de chiffre d'affaires et de ses 55,2 millions de francs de bénéfices en 1987, Dim n'était pas considéré comme une des réussites du groupe Bic. Et le demi-succès des Dim-up, les bas qui étaient censés tenir tout seuls, lancés au printemps 1986, avait contribué à ternir l'image de cette entreprise.

L'aventure des Bas Dimanche a commencé en 1958, dans une petite société de bonneterie installée à Troyes (Aube). Très vite commence la collaboration avec Publicis : le slogan *« Tout file »*, sur une musique de Francis Lopez, fait entrer la marque dans la tête des consommatrices. En 1973, Dim rachète Rosy, mais le tandem a du mal à faire face à la crise du textile et, en 1975, la société est rachetée par le baron Bich.

Pendant quinze années, le groupe Bic impulse une politique de diversification. Rosy se lance dans les sous-vêtements féminins en soie bon marché et Dim continue à décliner ses gammes de bas et de collants sous toutes les tailles et toutes les cou*leurs et essaie de conquérir le mar*ché des sous-vêtements masculins.

Mais, parallèlement à ce développement des produits, le groupe Bic commence à se désengager financièrement. En mai 1987, il cède 23,9 % *du capital de Dim au géant améri*cain Sara Lee, avec lequel il avait tenté, dans les années 80, une percée sur le marché américain du collant. Et c'est en janvier 1988 que le groupe Bic annonce son intention de céder pour 300 millions de francs un nouveau bloc d'actions, correspondant à 31 % du capital. Ce qui donne alors la majorité au groupe américain. Du coup, l'autorisation de l'administration française devient obligatoire.

Avant de s'y résoudre, le gouvernement français a recherché un repreneur français. Le groupe Devanlay, leader européen de la maille, a notamment étudié le dossier. Mais la proie était un peu grosse. Et en réalité aucun groupe français ne disposait des 800 millions à 1 milliard de francs nécessaires à ce rachat.

Faute d'une solution hexagonale, le gouvernement a donné son accord pour *la reprise par Sara Lee, qui* avait manifesté des intentions de s'implanter et de se développer en Europe. Un espoir *donc* que Dim devienne sa base d'opérations et que les quatre mille sept cents salariés *trouvent là une quasi-certitude de* conserver leur emploi.

M. Le Floch-Prigent chargé de mission dans la chimie

M. Loïk Le Floch-Prigent, ancien PDG du groupe chimique Rhône-Poulenc, a été chargé d'une mission d'étude, de réflexion et de proposition sur l'industrie chimique et pétrolière par M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire.

M. Le Floch-Prigent aura à dresser un constant précis sur l'évaluation des diversifications engagées par les entreprises pétrolières, à faire un état des spécialisations des entreprises chimiques, ainsi que des structures les plus aptes à renforcer le potentiel pharmaceutique de la France, en liaison *notamment avec le directeur de la* pharmacie au ministère de la santé.

M. Le Floch-prigent devra déposer ses recommandations vers le 15 avril 1989.

En chargeant M. Le Floch-Prigent *de cette mission, le ministre de l'indus*trie accrédite la rumeur qui circule depuis début septembre sur l'éventualité d'une nouvelle re-structuration de l'industrie chimique en France.

Économie

AFFAIRES

Mouvements autour du groupe Bouygues

L'offensive sur les titres du numéro un du BTP se poursuit

Le conseil d'administration de TF1 devait se réunir, le 11 octobre, dans l'après-midi, pour approuver la nomination de M. Francis Le Lay, actuellement vice-président-directeur général, au poste de président. M. Francis Bouygues, dont l'état de santé a alimenté depuis plusieurs semaines une vague de rumeurs, pour la plupart invérifiables, pourrait occuper un poste de président d'honneur dans la chaîne de télévision. Son groupe possède 25% du capital.

L'autre actionnaire principal est le groupe de l'homme de presse britannique M. Robert Maxwell, mais il était impossible, le 10 octobre, d'obtenir, dans l'entourage de l'intéressé, des informations sur la part exacte qu'il détenait. Un autre actionnaire, très minoritaire, de TF1, M. Bernard Tapie (il en possède 1,66%), a pour sa part indiqué dans une interview au *Figaro* du 11 octobre qu'il était intervenu ces derniers jours pour acheter à la Bourse une certaine quantité de titres de la chaîne privée.

Le cours de l'action de TF1 a monté, lundi, de 3,6%, atteignant 289 F, proche de son plus haut cours (297 F). La fièvre qui touche le cours de TF1 s'inscrit dans l'important mouvement d'achats et de ventes que les boursiers observent au palais Brongniart depuis trois semaines sur les cours du groupe Bouygues lui-même. Depuis la mi-septembre, au moins 15% du capital ont changé de mains.

Le mouvement d'échanges qui s'était ralenti à la fin de la semaine dernière a repris le 10 octobre, le cours de l'action progressant de 6%. Deux cent soixante-cinq mille titres (2,2% du capital) ont circulé lundi, dont cent trente et un mille pour un seul acheteur en début de journée. Le conseil d'administration du groupe Bouygues devait se réunir le 13 octobre, mais on démentait que Francis Bouygues en abandonnerait la présidence.

Une nébuleuse et une confrérie

Arche de la Défense, tunnel sous la Manche, grande mosquée de Casablanca demain ; pont de l'île de Ré, université de Ryad hier ; hôpital en Côte-d'Ivoire dont la livraison est prévue dans quelques jours... L'empire Bouygues couvre le monde. Un empire qui, partant à l'origine du « noyau dur » du bâtiment et des travaux publics, a progressivement, depuis dix ans, étendu ses ramifications à une myriade de secteurs qui, *a priori*, n'ont rien à voir avec le ciment, le béton et les calculs de résistance des matériaux — tels l'audiovisuel, les piles électriques, les parcs de loisirs, la distribution et les grands magasins — mais qui sont aujourd'hui les éléments constitutifs de tout groupe qui se veut à la fois multinational et soucieux de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier, c'est-à-dire, selon l'expression préférée des économistes, *« diversifié afin de se préparer à toute mutation éventuelle »*.

Une diversification qui ne cesse de prendre de l'ampleur dans l'ensemble du chiffre d'affaires du groupe (53,7 milliards de francs prévus en 1988), puisque de 19 % en 1984 elle est passée cette année à 27 %, tandis que la construction proprement dite et les travaux publics régressaient de 60,2 % à 55 %.

Empire, la nébuleuse Bouygues l'est surtout devenue en 1986-1987, lorsque le fondateur du groupe, disposant de moyens financiers considérables, a racheté dans son domaine de prédilection (les travaux routiers) quelques-uns de ses anciens concurrents, puis s'est porté candidat à l'acquisition de TF 1. Si bien qu'aujourd'hui les automobilistes doivent savoir que SCREG (avec douze filiales), c'est... Bouygues, que Colas (quinze filiales), c'est... Bouygues, que SACER... aussi.

Bref, plus de soixante mille personnes (qui n'étaient que vingt-cinq mille six cents en 1985) travaillent pour Francis Bouygues dans un état d'esprit qu'on hésite à qualifier de « maison », étant donné la dimension du conglomérat, mais qui est en tout cas très spécifique, fait à la fois de « déférence » pour le patron, d'élan « conquérant » et de solidarité, si l'on en juge du moins par la petite barrette orange qu'arborent à leur boutonnière les principaux cadres du groupe, signe de reconnaissance, marque d'honneur et clin d'œil d'un confrérie tout à la fois, comme d'autres montrent ostensiblement qu'ils sont chevaliers ou officiers de la Légion d'honneur.

« Partager les mêmes convictions : être toujours plus modernes, car ce qui empêche les hommes de se surpasser, c'est leur manque d'audace, de dynamisme, de créativité ; être prêts pour les grands combats de l'avenir », aime dire Francis Bouygues. De fait, l'entreprise fourbit ses armes pour aborder en position solide les défis des années 90. Aujourd'hui — alors que paradoxalement ce sont les convoitises venues de l'extérieur qui attirent les projecteurs de l'actualité — le groupe dispose d'un potentiel de ressources considérables — à savoir 13,7 milliards de francs qui de décomposent comme suit : 3,7 milliards de trésorerie disponibles — 1 milliard sous forme de crédit à options multiples confirmé par sept banques françaises pour une durée de cinq ans renouvelable deux ans; une augmentation de capital de 1 milliard de francs en nominal autorisée par l'assemblée générale du 15 juin dernier, ce qui revient à lever éventuellement 9 milliards, sur la base des cours de la Bourse à cette date. Et, bien que les responsables du groupe prennent soin à chaque occasion de préciser que cette masse de capitaux ne sera utilisée *« que si des opportunités d'investissements rentables le justifient »*, le sens des affaires qu'a démontré Francis Bouygyes depuis dix ans autorise à penser qu'il étudie — sinon qu'il prépare — quelques initiatives, voire quelques offensives, ici ou là.

Depuis six mois, en effet, le paysage politique français a changé, des reclassements financiers s'opèrent, l'économie fait preuve d'une bonne santé, les grands contrats à l'étranger se révèlent à la fois longs, aléatoires et souvent infructueux (comme la construction de la ligne de chemin de fer Djamel-Ramdane en Algérie), alors que le secteur du BTP repart en France et promet quelques développements en Europe. Francis Bouygues a suffisamment démontré qu'il savait sentir le vent et tenté de « saisir la balle » des bonnes occasions au bond.

Même si parfois l'empereur Bouygues rate ses coups... Il lui arrive de trouver en face de lui un autre prince de la finance tout aussi puissant et habile. Dans son majestueux et étincelant siège social de Saint-Quentin-en-Yvelines, dénommé Challenger et proche, au sens propre et figuré, du château de Versailles, Francis Bouygues songe encore avec amertume à la bataille qu'il avait déclenchée contre le groupe Schneider en 1987 pour prendre le contrôle de Spie-Batignolles, l'un de ses plus redoutables concurrents, et qu'il avait perdue. Cette année-là, en la personne de Didier Pineau-Valencienne, patron de Schneider, il s'était heurté à plus fort que lui.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

Chiffres-clés

Chiffre d'affaires :
1987 : 53,4 milliards de francs ;
1988 : 53,7 milliards de francs (prévision) dont 55 % dans la construction ; 15 % dans l'immobilier ; 3 % dans les maisons sur catalogue ; 27 % « divers » (grands magasins, piles, audiovisuel...).

Bénéfices :
1987 : 495 millions de francs.

Investissement :
1987 : 1,7 milliards de francs.

Effectifs :
1987 : 60 500.

BTP
- 100% 22 filiales construction France
- 16% Dragages et Travaux Publics — 100% SCREG US
- 76% SCREG (Travaux publics) — 78% Dragages et Travaux Publics ; 94% SMAC Acieroïd (étanchéité) ; 65% SITP ; 100% SCREG routes et Travaux Publics ; 67% COLAS (routes) ; 87% SACER (routes)
- 99% BOUYGUES US — 100% Centerra corp — 100% HDR (ingénierie)
- 100% BOUYGUES IMMOBILIER (promotion) — 100% FRANCE CONSTRUCTION (92% Immobilière et Ciale de BANVILLE) ; 100% STIM ; 100% BATIR ; 100% BOUYGUES - LOISIRS ; 100% BOUYGUES IMMOBILIER conseil et gestion ; 50% Latitudes (hôtels loisirs)

Divers
- 95% TROIS QUARTIERS — 84% MADELIOS
- 48% MAISON BOUYGUES (sur catalogue) — 51%
- 45% SAUR (traitement des eaux)
- 66% BOUYGUES OFFSHORE
- 100% ETDE (transport d'énergie)
- 50% COFINEA — 75% CIPEL (piles)

Audio-visuel
- 25% TF1

Idé

ETRANGER

M. Iglesias à Paris et à Madrid

L'Europe confirme son soutien à la Banque interaméricaine de développement

La visite à Paris puis à Madrid du président de la Banque interaméricaine de développement (BID), M. Enrique Iglesias, a permis de lancer deux opérations de soutien à une banque impliquée dans l'aide au développement d'une région paralysée par le problème de la dette et du désinvestissement.

Dans la capitale française, M. Iglesias a signé, lundi 10 octobre, un mémorandum visant à encourager les investissements privés des pays de la CEE en Amérique latine. Le lendemain, il devait lancer solennellement un accord « pionnier » avec l'Espagne, la création d'un fonds spécial de 500 millions de dollars. Alimenté par les Espagnols et géré par la BID, ce fonds doit permettre de promouvoir des projets dans des secteurs aussi divers que l'agriculture, les télécommunications ou le tourisme.

Deux accords de portée différente. Pour Madrid, il s'agit de conforter son image de leader dans une région à laquelle l'Espagne est liée par une très longue tradition, les festivités du cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique, en 1492, seront là pour le rappeler. Pour la Communauté européenne, il convenait surtout d'amorcer un mouvement. Le commissaire aux relations Nord-Sud, M. Claude Cheysson, s'est gardé de préciser le montant des interventions financières de la Communauté dans le cadre de ce mémorandum.

Plus que l'enveloppe — *« un nombre respectable de millions d'écus »* pourront être tirés, — c'est le rôle de *« catalyseur »* de la CEE qui, selon lui, doit retenir l'attention. Ayant pris conscience du fait que *« ce ne sont pas les gouvernements mais les entreprises qui connaissent le marché »*, la Communauté cherchera à canaliser des capitaux à risque en Amérique latine, en passant notamment par la Société internationale d'investissements que la BID vient de créer pour promouvoir la petite et la moyenne entreprise.

Ces opérations pourront se faire, a précisé M. Iglesias, en tirant parti des systèmes de conversion de dette en prises de participation mises en place par nombre de pays latino-américains. Mais c'est à une réflexion plus large sur le problème de l'endettement que la BID entend se consacrer avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

Les dernières propositions françaises sur l'allégement de la dette des pays à revenu intermédiaire, en majorité latino-américains, entrent dans le cadre de cette réflexion. Mais, pour la BID elle-même, la difficulté la plus urgente à surmonter est celle des négocaitions sur l'augmentation de son capital, suspendues depuis octobre 1987 par les Etats-Unis.

En l'absence d'un compromis sur le système de vote qui, actuellement, permet à la Banque d'être le seul organisme multilatéral où les emprunteurs disposent de la majorité des voix, cette augmentation de 25 milliards de dollars sur quatre ans sera bloquée. M. Iglesias ne désespère pas trouver une issue avant l'assemblée générale de l'institution, en mars prochain, à Amsterdam.

Le soutien de l'Europe est en ce domaine aussi jugé des plus nécessaires : en attendant de connaître l'attitude de l'administration issue des élections présidentielles américaines, la BID a été contrainte de réduire d'un tiers ses prêts en 1987 et 1988.

F. Cr.

REPÈRES

Banques allemandes

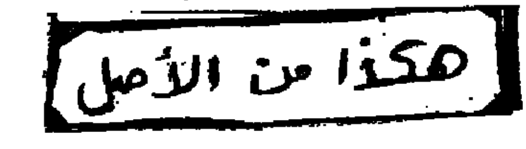
Crédit à l'URSS

Un consortium de banques ouest allemandes s'apprête à accorder à l'Union soviétique un crédit de 3 milliards de deutschemarks (plus de 10 milliards de francs). Ce sera le prêt le plus important jamais accordé à l'URSS par les banques occidentales. La Deustche bank, principale banque allemande et chef de file de l'opération, a indiqué que l'accord de crédit sera signé lundi 17 octobre à Francfort, quelques jours avant la visite de M. Helmut Kohl, le chancelier allemand, à Moscou prévue le 24 octobre. Si le prêt est original par son montant, il ne l'est pas par ses modalités : il s'agit d'une ligne de crédit avec une échéance de huit ans et demi et à taux fixe. Les fonds ainsi disponibles devraient faciliter le financement du plan de modernisation industrielle engagé par M. Gorbatchev, notamment dans les secteurs agro-alimentaires et des biens de consommation.

Conjoncture

Les Américains plus inquiets

La confiance des Américains dans leur économie a très nettement reculé en septembre, a indiqué lundi 10 octobre à New-York le Conference Board, le principal organisme d'études du patronat américain. Selon cet institut, qui interroge chaque mois 5 000 ménages américains, l'indice de confiance des consommateurs (100 en 1985) est tombé à 109 en septembre contre 119,7 en août. *« Il est encore trop tôt pour savoir ce qui a ébranlé la confiance des consommateurs en septembre »*, a commenté M. Fabien Linden, responsable du Conference Board. D'après l'enquête, 28 % des ménages jugent *« bonne »* la situation économique actuelle (contre 32 % en août). Le nombre des Américains affirmant qu'un emploi est difficile à trouver serait en augmentation sensible (24 % au lieu de 22 %). — *(AFP.)*



هكذا من الأصل



Économie

SOCIAL

Les tensions dans la fonction publique

Six fédérations brandissent la menace d'une grève le 20 octobre

Alors que le climat social demeure tendu, le gouvernement a fait un geste dans la fonction publique. Lors de la réunion du 4 octobre pour l'ouverture des négociations salariales dans la fonction publique, six fédérations de fonctionnaires (FEN, FO, CFDT, Fédération générale autonome des fonctionnaires FGAF, CFTC, CGC) avaient adressé un ultimatum au ministre de la fonction publique, M. Durafour, lui enjoignant de fixer une nouvelle rencontre dans un délai de quinze jours afin de préciser ses intentions salariales pour 1988.

Le lundi 10 octobre, juste avant une réunion de ces six fédérations, M. Durafour a fait savoir qu'une nouvelle séance de négociations aurait lieu le vendredi 14 octobre. Aussitôt, lors de leur réunion, les six fédérations ont *« pris acte »* du fait que cette nouvelle rencontre se tenait *« dans les délais qu'elles avaient exigés »*. Mais, en même temps, elles lançaient un ferme avertissement au pouvoir politique : *« Elles attendent du gouvernement des propositions qui permettent de renouer avec la politique de négociations dans la fonction publique. Si ces propositions s'avéraient inacceptables, les six fédérations appelleraient l'ensemble des fonctionnaires à la grève le 20 octobre. »*

Le 10 octobre, aux Charbonnages de France, la direction générale a décidé de porter l'augmentation générale des salaires en niveau de 1 % au 1er avril 1988, à 2,1 % au 1er mai et 2,2 % au 1er novembre. CdF se met au même niveau que la SNCF, la RATP et Air Inter. Mais un peu au-dessus de la fonction publique...

Pour les fonctionnaires, le gouvernement semble toujours décidé à camper sur la fermeté. Les pouvoirs publics ont déjà indiqué qu'ils étaient prêts à augmenter, pour 1989, les traitements des fonctionnaires de 2,2 % en niveau (ce qui est conforme au glissement des prix). Mais, pour 1988 – où on est pour l'heure à 2 % en niveau, – il ne semble être actuellement question que de mesures en faveur des bas salaires, selon un scénario déjà arrêté il y a quelques jours (*le Monde* du 4 octobre). Même si, *in fine*, le gouvernement lâche une nouvelle rallonge à l'augmentation générale, on restera loin du total de 2,8 % demandé par les syndicats.

Les prochains jours risquent donc d'être bien agités. Le 18 octobre, la CGT organise une journée nationale interprofessionnelle d'action, avec des arrêts de travail dans la fonction publique. Le même jour, la CFDT de Paris appelle à des grèves dans les postes, et des syndicats des impôts et des douanes appellent aussi à la grève. Le 20, la CFDT a lancé un mot d'ordre pour une journée *« d'action et de grève »* dans les PTT. Frémissements...

MICHEL NOBLECOURT.

Une recherche de formule de stage pour les chômeurs de longue durée

Le ministère du travail tente actuellement d'élaborer une nouvelle formule d'insertion des chômeurs de longue durée dans les entreprises. Encore à l'état d'ébauche, le projet a été évoqué par M. Jean-Pierre Soisson, lors de l'entretien que le ministre du travail a eu, le 6 octobre, avec une délégation de la CGC, dans le cadre des consultations prévues pour améliorer les stages SIVP (stages d'initiation à la vie professionnelle).

Tel qu'il est imaginé, le dispositif, s'appuierait sur le futur revenu minimum d'insertion (RMI) en discussion à l'Assemblée nationale. Un chômeur de longue durée pourrait bénéficier du RMI, toucher une indemnité de 1 500 F versée par l'Etat, et recevoir un salaire de l'entreprise qui l'emploierait pendant une période de six mois. L'ensemble des rémunérations pourrait alors correspondre au SMIC et l'employeur serait exonéré de toutes les charges sociales.

Selon les milieux syndicalistes l'augmentation de la masse salariale des contrôleurs aériens serait de 10 %

L'augmentation de la masse salariale des contrôleurs aériens, décidée à la suite d'un accord entre le ministère des transports et les syndicats, fait l'objet d'une polémique (*le Monde* du 5 octobre et du 7 octobre). Elle avait été estimée à 15 %. M. Jacques Fournier, délégué national du Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien (SNCTA), souligne que *« ce n'est pas la masse salariale relative aux seuls contrôleurs du trafic aérien qui augmente de 15 % mais celle de l'ensemble des personnels de la navigation aérienne (...), c'est-à-dire 5 600 agents techniciens, électroniciens, ingénieurs et contrôleurs »*.

Si l'on additionne l'ensemble des mesures prises en faveur de la navigation aérienne, pour les trois années 1989, 1990 et 1991, on arrive à un total de 153 millions de francs. Par rapport aux 963 millions de francs consacrés aux frais de personnel dans le budget annexe de la navigation aérienne (BANA) de 1987, la hausse est bien de plus de 15 %. Mais seuls les contrôleurs et les électroniciens, qui participent à 100 % à la navigation aérienne, sont entièrement pris en charge par le BANA. Les techniciens et les ingénieurs qui ne participent, comme le rappelle le ministère, que partiellement à la navigation aérienne sont pris en charge en partie par le budget de l'Etat.

Ainsi, selon le ministère, les 153 millions de francs doivent être rapportés à un total de 1 400 millions environ, représenté par les frais de personnel dans le BANA et dans le budget de l'Etat. Dès lors, l'augmentation n'est plus de 15 % mais d'un peu plus de 10 % (répartis sur trois ans : + 6 % en 1989, + 2 % en 1990 et + 2 % en 1991).

Réconcilier l'économique et le social

(Suite de la première page.)

Cette évidence commence peu à peu à être admise. Dans la plupart des grandes entreprises, les directions du personnel se sont transformées en directions des ressources humaines. (...)

Parallèlement, la négociation collective dans l'entreprise a connu un essor sans précédent. Il est vrai que l'on venait de loin ! Limitée à quelques centaines d'entreprises dans les années 70, elle se pratique désormais régulièrement dans une dizaine de milliers d'entreprises et se conclut chaque année par la signature de cinq mille à six mille accords.

Il reste pourtant beaucoup à faire.

Et le développement récent de la négociation collective ne doit pas faire oublier qu'elle ne concerne encore qu'une minorité d'entreprises et de salariés de notre pays. (...)

Tous les éléments favorables à une profonde rénovation des rapports sociaux dans l'entreprise paraissent ainsi réunis.

Trois conditions

Cette rénovation ne prendra cependant tout son sens qu'à trois conditions. (...)

1. – Les politiques de gestion du personnel doivent être étroitement reliées aux orientations stratégiques des entreprises.

Traditionnellement, les entreprises considèrent les données sociales comme de simples variables d'ajustement.

Et l'on laisse ainsi les directions du personnel se débrouiller pour adapter le mieux possible (...) le nombre et la qualité des effectifs salariés aux besoins induits par les décisions industrielles prises en fonction de critères purement techniques ou financiers.

Cette attitude est une double erreur. Elle suscite fréquemment des déboires industriels, car l'absence de réflexion, en temps voulu, sur les modifications à apporter à l'organisation et au contenu du travail, sur les formations nouvelles à mettre en œuvre, se traduit en définitive par des dysfonctionnements coûteux qui affectent la rentabilité même de l'investissement.

Elle entraîne un coût social élevé, car elle conduit les entreprises à privilégier les solutions d'ajustement externe, à préférer, par exemple, la pratique des licenciements de substitution à celle des formations qualifiantes. (...)

Une politique de formation n'a de véritable efficacité qui si elle permet d'anticiper sur des évolutions techniques ou de nouvelles formes d'organisation du travail. C'est à cette condition qu'elle pourra être conçue comme un investissement. (...)

2. – La négociation collective doit être l'instrument privilégié de la confrontation entre les aspirations des salariés et le besoin des entreprises.

La négociation collective a tardé à s'affirmer dans notre pays comme l'instrument privilégié de gestion des relations entre employeurs et salariés. Mais, depuis une vingtaine d'années, elle a accompli de grands progrès. La négociation interprofessionnelle a été à l'origine d'avancées sociales majeures, la négociation de branche s'est généralisée à tous les secteurs d'activité et la négociation d'entreprise a cessé d'être une réalité marginale.

(...) La négociation collective, chacun le sait, est un instrument de progrès social, mais on réalise sans doute moins qu'elle est un instrument de progrès économique. Encore faut-il, pour que toutes ses potentialités soient exploitées, que l'ensemble des partenaires jouent le jeu et qu'en particulier le fait syndical ne soit pas remis en cause.

A cet égard, des tentations existent, favorisées par les difficultés que connaît actuellement le syndicalisme.

Certains mouvements préconisent la suppression ou l'aménagement des prérogatives des organisations syndicales en matière de négociation collective, en faisant valoir notamment que la plupart des PME sont dépourvues de toute représentation syndicale.

Des entreprises utilisent les techniques du management participatif pour contourner ou marginaliser les organisations syndicales, en prétextant leur inaptitude à exprimer les aspirations individuelles des salariés.

Je tiens à affirmer clairement (...) mon attachement au syndicalisme et ma conviction, nourrie par l'histoire, qu'il n'y a pas de dialogue social vivant et, par voie de conséquence, de progrès économique durable, sans des organisations syndicales – ouvrières et patronales – fortes et respectées.

L'absence fréquente de représentation syndicale dans les PME est un problème dont je ne sous-estime pas la gravité. Mais la solution est à rechercher dans une plus grande vitalité de la négociation de branche et dans l'utilisation, par les partenaires sociaux, des facultés que leur a données le législateur de créer des instances de représentation du personnel, spécifique aux petites et moyennes entreprises. (...)

Les partenaires sociaux ont engagé en mai dernier une négociation interprofessionnelle sur différents aspects de la modernisation.

Un premier accord est intervenu sur les nouvelles technologies. Je m'en félicite et forme des vœux pour que la négociation se poursuive avec succès.

Mais cette négociation doit être relayée dans les branches professionnelles et les entreprises.

Dans les branches professionnelles, les partenaires sociaux pourraient utilement négocier, comme la loi leur en fait obligation, l'actualisation des classifications et des grilles salariales, aujourd'hui souvent inadaptées, voire totalement dépassées.

Dans les entreprises, les modalités concrètes de la modernisation doivent être discutées, et en particulier les conditions et le contenu du travail, la durée et l'aménagement du temps de travail, la formation.

Valorisation des ressources humaines et mauvaises conditions de travail sont clairement incompatibles.

Valorisation des ressources humaines et réduction de la durée du travail ne sont en revanche pas antinomiques, pour peu que l'on distingue clairement deux problèmes trop souvent confondus : celui de la durée de l'utilisation des équipements et celui de la durée de travail des salariés. La modernisation doit être l'occasion de rechercher, par la négociation, une adéquation satisfaisante entre ces deux durées, c'est-à-dire une organisation du temps de travail qui favorise la compétitivité des entreprises, tout en répondant aux aspirations des salariés.

Valorisation des ressources humaines et formation vont enfin de pair. Concertation et négociation doivent permettre d'assurer la convergence des intérêts des entreprises et de leurs salariés en privilégiant notamment des formations qualifiantes dont les acquis, j'y insiste, soient transférables.

3. – Les politiques de valorisation des ressources humaines et de rénovation des rapports sociaux définies par les entreprises et les partenaires sociaux doivent avoir leur prolongement au niveau européen.

Le grand marché intérieur permettra la libre circulation des capitaux, des produits et des hommes.

Les problèmes de compétitivité et de valorisation des ressources humaines se poseront donc, demain encore plus qu'aujourd'hui, à l'échelle de l'ensemble de la Communauté. (...)

Un espace social européen

Je n'ignore pas que les salariés et les organisations syndicales nourrissent des craintes et des interrogations sur les effets sociaux de la création du marché intérieur.

Ces difficultés et ces appréhensions trouveront leur réponse dans la construction d'une Europe sociale.

L'édification d'un espace social européen doit poursuivre à mon sens un trible objectif :

● Susciter l'adhésion des citoyens à la construction européenne. (...)

● Eviter toute forme de « dumping social », qui serait néfaste à terme pour tous les pays membres. (...)

● Affirmer l'identité de l'Europe : cette identité ne repose pas en effet seulement sur l'histoire ou la culture, mais aussi sur la spécificité d'un modèle de développement, commun à tous les pays européens, fondé sur une étroite complémentarité entre progrès économique et progrès social. (...)

La construction de l'Europe sociale est très largement à faire. Une première étape importante est cependant intervenue avec l'Acte unique de 1985, qui a introduit dans le traité de Rome un article fixant le principe d'une harmonisation des législations des Etats membres en matière d'hygiène et de sécurité. Cette harmonisation est en cours et devrait être effective d'ici à 1992. Mais une nouvelle impulsion est manifestement nécessaire.

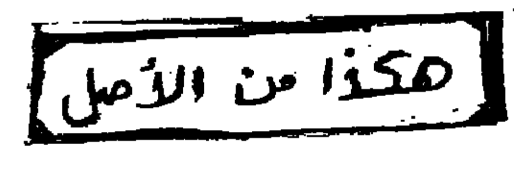
Il serait à ce stade illusoire, voire absurde, de chercher à uniformiser les statuts sociaux au sein de l'Europe. En revanche, il sera indispensable de définir les garanties et droits fondamentaux applicables à tous les salariés européens. (...)

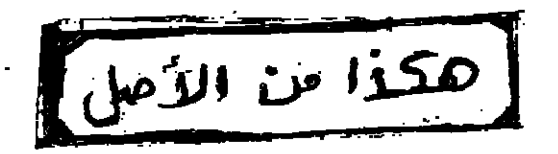
Le même souci devrait à mon sens conduire les partenaires sociaux à envisager l'ouverture de négociations à l'échelle européenne. (...)

Certes, il n'existe pas, aujourd'hui, un droit de la négociation collective au niveau européen. Mais l'Acte unique donne compétence à la Commission pour favoriser *« le développement du dialogue entre partenaires sociaux au niveau européen pouvant déboucher, si ces derniers l'estiment souhaitable, sur des relations conventionnelles »*. (...)

La négociation collective joue un rôle essentiel dans la régulation économique et sociale de chacun des pays de la Communauté. Je trouverais aussi paradoxal que regrettable qu'elle ne joue pas le même rôle au niveau de l'Europe dans son ensemble. C'est pourquoi je souhaite ardemment que la réponse des partenaires sociaux soit positive. (...) »

MICHEL ROCARD.





AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FOUGEROLLE

Le chiffre d'affaires du groupe pour le premier semestre de 1988 a atteint 4,6 milliards de francs HT, marquant une progression de l'ordre de 14 % par rapport au chiffre d'affaires comparable de la même période de l'exercice 1987.

L'activité a été particulièrement soutenue en France, et notamment dans les branches bâtiment, électricité et travaux routiers, qui ont bénéficié d'un marché bien orienté et de conditions météorologiques favorables en début d'année.

A l'étranger, la *contraction* du chiffre d'affaires s'est poursuivie comme il était prévu, la part de l'activité réalisée hors métropole ne représentant plus que 13 % du total du groupe au premier semestre de 1988.

Le carnet de commandes du groupe s'est renouvelé dans de bonnes conditions, et atteint 7 milliards de francs HT, avec *une moindre* part de chantiers de longue durée, notamment à l'étranger.

Les résultats du semestre (avant participation des salariés et provisions pour impôts) font apparaître pour Fougerolle SA un bénéfice de 19,8 millions de francs (contre 13,3 millions pour le premier semestre de 1987) et pour le groupe un bénéfice de 97 millions de francs.

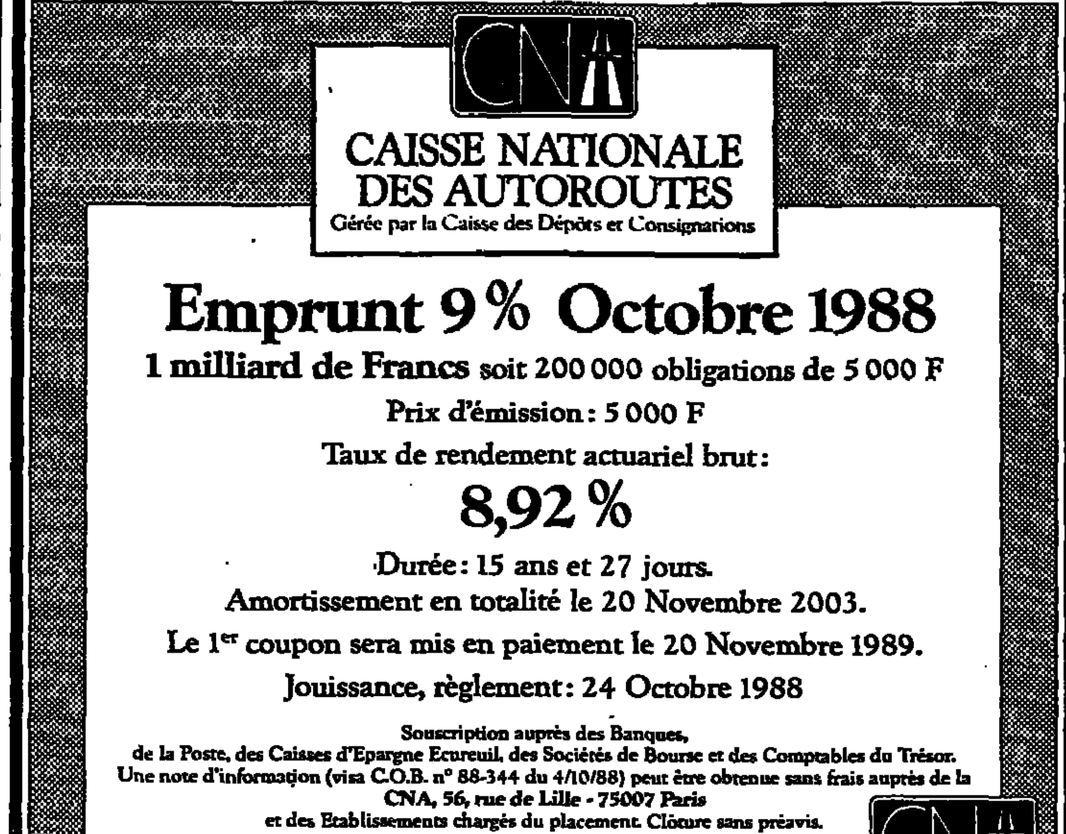
Les prévisions pour l'ensemble de l'année 1988 confirment les tendances du premier *semestre : au total*, le chiffre d'affaires du groupe devrait être voisin de 10 milliards de francs HT, contre 8,86 milliards en 1987, le résultat net consolidé devant enregistrer une progression du même ordre de grandeur que celle du chiffre d'affaires.



RADIATION DE LA COTE DU MARCHÉ A RÈGLEMENT MENSUEL DES ACTIONS ORDINAIRES

La Société des Bourses françaises a fait connaître le 30 septembre 1988 que le conseil des Bourses de valeurs « *a décidé de faire cesser à l'issue de la journée du 20 octobre 1988 la négociation sur le marché à règlement mensuel de la Bourse de Paris des actions ordinaires Darty* ».

A partir du 21 octobre 1988 les actions ordinaires Darty ne seront plus négociables que sur le marché au comptant, où elles seront cotées en continu.



LES CABLES DE LYON

CHIFFRE D'AFFAIRES ET RÉSULTATS SEMESTRIELS DE LA SOCIÉTÉ ET DU GROUPE CABLES DE LYON

Le Conseil d'Administration du 5 Octobre 1988, réuni sous la Présidence de M. Claude BOVIS, a examiné l'activité et les résultats du premier semestre.

Pour la Société LES CABLES DE LYON, le chiffre d'affaires du premier semestre s'établit à 1.568 millions de francs contre 1.852 millions de francs en 1987. La croissance en volume sur le marché intérieur ne compense pas une moindre facturation des affaires à l'exportation. En conséquence, le résultat d'exploitation à fin Juin 1988 ressort à 91,5 millions de *francs contre 122,1 millions de* francs en 1987.

Le résultat net ressort à 120,8 millions de francs au lieu de 87,7 millions de francs pour le premier semestre 1987, en raison d'un accroissement des dividendes en provenance des filiales ainsi que de moindres dotations aux provisions exceptionnelles et aux provisions pour impôt sur les sociétés.

Les perspectives du second semestre sont bonnes pour l'ensemble de l'activité. Cependant, il est possible que, pour des raisons techniques et administratives, la facturation de certains contrats importants destinés à l'exportation soit reportée. Dans cette hypothèse, le résultat de l'exercice 1988 se situerait à un niveau inférieur à celui de l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe CABLES DE LYON pour le premier semestre s'établit à 8.475 millions de francs en 1988 contre 7.280 millions de francs en 1987.

La progression de 16,4 % des ventes consolidées du semestre provient pour 6,3% de la croissance externe (Groupe MANULI CAVI, activités câbles d'ERICCSON aux États-Unis, SOCIÉTÉ NOUVELLE DE CÂBLERIE, BARELEC *et CGTI en France) et pour 10,1 % d'un accroissement à périmètre constant* correspondant à la hausse des cours du cuivre, les réalisations des filiales ayant compensé la réduction de chiffre d'affaires de la Société-Mère.

Le résultat net consolidé total s'établit à 237,9 millions de francs dont 204,7 millions pour la part du Groupe et 33,2 millions pour la part des tiers.

Les informations disponibles concernant l'ensemble des filiales du Groupe CABLES DE LYON permettent d'estimer que le résultat net consolidé part *Groupe de l'exercice devrait se situer à un niveau au moins égal à celui de* l'exercice précédent.





EUROCOM

Le conseil d'administration d'Eurocom qui s'est réuni le 6 octobre 1988 a examiné les *résultats* du premier semestre ainsi *que la marche des affaires* au cours des huit premiers mois de l'exercice.

La marge brute globale réalisée pendant cette période dans les secteurs communication et consulting est en augmentation de 17 %. Pour cette même *période, Eurocom Entreprises (emballage personnalisé et distribution)* a réalisé un chiffre d'affaires en augmentation de 15 %.

Le bénéfice net consolidé du premier semestre 1988 (part du groupe et hors plus-values exceptionnelles) s'établit à 62,1 millions de francs au lieu de *37,6 millions de francs pour la même période de 1987.* Par ailleurs, les plus-values exceptionnelles, après impôt et pour la part du groupe, réalisées au cours du premier semestre 1988 se montent à 50 millions de francs.

Ces résultats du premier semestre 1988 sont en ligne avec la prévision d'un résultat net (part du groupe et hors plus-values exceptionnelles) de 125 millions de francs pour l'exercice 1988 (+ 35 % par rapport à 1987), auxquels s'ajoutent les plus-values exceptionnelles déjà mentionnées.

Eurocom est désormais structuré en trois pôles d'activités : Eurocom Communication (activités publicitaires), Eurocom Consulting, autour du groupe Bernard Julhiet, et Eurocom Entreprises (emballage avec Techpack International TPI et distribution).

La stratégie d'Eurocom demeure fondée sur la valorisation de l'ensemble des marques du groupe ainsi que sur l'internationalisation, par développement des deux réseaux d'agences : *HDM et Bélier WCRS.* De plus, le groupe continue à renforcer ses positions en France et à l'étranger, dans tous les domaines de la communication et du consulting et dans l'emballage.

Moulinex

GROUPE MOULINEX

RESULTATS AU 30 JUIN 1988
(en millions de francs)

	30.6.1988	30.6.1987	31.12.1987
Chiffre d'affaires	1 740	1 416	3 371
Autres prod. et charges d'exploit.	(1 671)	(1 293)	(3 000)
Résultat d'exploitation (1)	69	123	371
Résultat financier	(24)	(54)	(94)
Résultat courant	45	69	277
Résultat exceptionnel (2)	1	(132)	(234)
Résultat net avant impôt	46	(63)	43
Impôt société	(11)	(8)	(24)
Résultat net	35	(71)	19
Résultat consolidé du groupe	33	(73)	12
Marge brute d'autofinancement	118	25	184

(1) Sans tenir compte de la sous-activité, valorisée au 30.6.1987 à 130 millions, le résultat d'exploitation aurait été de – 8 millions au 30.6.1987. Il est de 69 millions au 30.6.88.

(2) Le résultat exceptionnel au 30.6.1987 aurait été de – 1 million au 30.6.1988.

Le chiffre d'affaires du groupe Moulinex pour les six premiers mois de l'année est de 1 740 millions de francs, soit une progression de 22,9 % sur le premier semestre 1987.

*Le chiffre d'affaires de Moulinex SA au 30 juin 1988 est de 1 584 mil*lions de francs contre 1 258 millions pour la même période de l'année précédente.

L'activité commerciale du groupe au cours du premier semestre s'est *développée à un rythme soutenu tant sur* le *marché français (+ 32,3 %) que* sur l'ensemble des marchés extérieurs (+ 19,1 %).

Les frais financiers ne représentent plus que 1,4 % du chiffre d'affaires, contre 3,8 % au 30 juin 1987. Ceci est la conséquence du redressement *financier entamé dès la fin du deuxième semestre 1987.*

Le résultat net consolidé est un profit de 35 millions de francs à fin juin 1988 contre une perte de 71 millions pour la même période de 1987.

Les ressources dégagées sont en nette amélioration. La marge brute *d'autofinancement est de 118 millions* de francs *(25 millions au 30 juin* 1987).

BILAN CONSOLIDÉ
(en millions de francs)

ACTIF	30.6.1988	30.6.1987	31.12.1987
Actif immobilisé	560	591	555
Stocks	981	964	714
Clients et autres créances	936	739	1 083
Disponibilités et valeurs mobilières	177	148	191
Comptes de régularisation	24	17	30
TOTAL ACTIF	2 678	2 459	2 573

PASSIF	30.6.1988	30.6.1987	31.12.1987
Capital et réserves consolidées	739	623	696
Intérêts minoritaires	27	10	26
Total	766	633	722
Provisions pour risques et charges	41	59	54
Dettes financières	994	1 088	983
Fournisseurs	503	326	438
Autres dettes	361	349	362
Comptes de régularisation	13	4	14
TOTAL PASSIF	2 678	2 459	2 573

Les capitaux propres ont augmenté de 6,1 % au cours du premier semestre 1988, passant de 722 à 766 millions de francs.

Les dettes financières, qui avaient fortement diminué au cours des six derniers mois 1987 (– 9,6 %), restent stables au 30 juin 1988.

La structure financière est équilibrée.

CHIFFRE D'AFFAIRES AU 30 SEPTEMBRE 1988

Les perspectives pour le second semestre, traditionnellement le plus fort de l'année, sont bonnes comme le confirme le chiffre d'affaires au 30 *septembre* 1988.

(en millions de francs)

	30.9.1988	30.9.1987	%
Chiffre d'affaires France	763	586	+ 30
Chiffre d'affaires exportation	1 492	1 244	+ 19,9
Chiffre d'affaires société mère	2 255	1 830	+ 23,2
Chiffre d'affaires consolidé	2 643	2 158	+ 22,5

INTRODUCTION A LA BOURSE DE LA FILIALE ESPAGNOLE

L'introduction à la Bourse d'une partie du capital de la filiale espagnole de Moulinex SA avait été ajournée en octobre 1987 en raison du krach boursier. Le placement des actions a débuté le 5 septembre 1988.

La cotation de Moulinex Espagne est prévue au mois de novembre 1988.

Sur 1 075 000 actions, 320 000 actions détenues par la société mère sont proposées aux investisseurs, soit environ 30 % du capital.



COMPAGNIE BTP FINANCES

SIGNATURE DU TRAITÉ DE FUSION DE LA BTP ET DE LA COMPAGNIE BTP FINANCES

Après l'avis favorable donné par leurs conseils de surveillance, le projet de *rapprochement entre* les deux principales institutions financières des professions du bâtiment et des travaux publics, la BTP et le groupe CCME-BTP Finances, a été concrétisé le 5 octobre par la signature du traité de fusion entre la BTP et la Compagnie BTP Finances, avec effet rétroactif au 1er janvier 1988.

Cette fusion et les diverses autres opérations juridiques, destinées à aménager les structures du nouveau groupe et à permettre des apports extérieurs, seront soumises pour approbation aux actionnaires des deux groupes réunis en assemblée générale extraordinaire le 21 novembre prochain.

La réalisation de ce dispositif nécessitant l'agrément des autorités de tutelles comprend trois opérations principales effectuées de façon concomitante :

– Fusion absorption de la BTP et de la Compagnie BTP Finances. La société issue de cette fusion « la Compagnie du BTP » sera cotée en Bourse, succédant ainsi à la BTP. Les parités d'échanges retenues seront publiées dès l'obtention de l'accord de la COB sur la notice d'information.

– Apports d'actifs à la nouvelle compagnie sous forme de titres de participations et de créances par des *établissements* et organismes déjà actionnaires des deux groupes ou entrant dans le capital à cette occasion.

– Filialisation par apport-scission des activités *actuelles de la BTP à une société inactive Boëtie Inter* SA ; filiale à 100 % de la BTP. Cette société devrait donc bénéficier du statut de banque et reprendra la dénomination « la BTP ».

Les actifs des deux entités *réunis sont de valeur* comparable, leur total est de l'ordre de 930 millions de francs. Ils seront complétés par les apports extérieurs à hauteur de 290 millions de francs.

Le nouveau groupe s'articulera donc autour de « la Compagnie du BTP ». Cette compagnie financière, dont le capital sera de 423 millions de francs et les fonds propres de l'ordre d'un milliard de francs, aura comme principales filiales :

– « La BTP », Banque du bâtiment et des travaux publics ;

– le « CCME », l'organisme de caution mutuelle *du bâtiment et des travaux publics* ;

– la « BFE », Banque de financement des équipements ;

– le « GOBTP », Groupement pour le financement des ouvrages de bâtiment, travaux publics et activités annexes.

A ces établissements s'ajoutent diverses sociétés financières et commerciales spécialisées dans des domaines aussi variés que le crédit bail et la location, le capital risque et l'ingénierie financière, la gestion d'épargne mobilière et immobilière, l'estimation et le *négoce de matériel.*

La Compagnie du BTP bénéficiera d'un actionnariat professionnel et financier.

D'une part, les organisations professionnelles du bâtiment associées à leurs mutuelles d'assurance détiendront près de 20 % du capital et celles des travaux publics plus de 10 %.

D'autre part, les établissements de crédit, déjà présents dans les deux groupes : Crédit foncier, Crédit lyonnais, Comptoir des entrepreneurs, CCF et Banque Hervet, seront rejoints à cette occasion par le groupe de la Caisse des dépôts et consignations et le Crédit national pour détenir au total 19 % du capital.

Le reste du capital se répartira entre plus de 5 000 entreprises de BTP formant l'actionnariat historique du groupe CCME-BTP Finances, 500 000 particuliers devenus actionnaires de la BTP, lors de sa pri*vatisation, les salariés du groupe et l'Etat.*

Les engagements cumulés des sociétés du groupe de la Compagnie du BTP atteindront à la fin de l'année 28 milliards de francs et les capitaux gérés approcheront 17 milliards de francs. Leurs effectifs seront de l'ordre de 800 personnes, dont une partie significative répartie dans 17 grandes villes de province et 6 implantations en région parisienne.

La capacité bénéficiaire consolidée de la nouvelle Compagnie du BTP devrait être de l'ordre de 100 millions de francs par an.

Marchés financiers

Un investisseur arabe entre dans le capital de la nouvelle holding Crédit suisse-First Boston

Après six mois de négociations, un accord est intervenu entre le Crédit suisse, le troisième groupe bancaire helvétique, et la First Boston, une importante banque d'affaires américaine. Le compromis, annoncé en ce début de semaine à Londres, débouche sur la constitution d'un groupe bancaire international dans lequel un homme d'affaires d'Arabie saoudite, M. Olayan, joue un rôle important.

Une holding CS-First Boston va être créée à New-York. Elle absorbera la First Boston Inc. et sa filiale londonienne Crédit suisse- First Boston. Cette holding chapeautera trois filiales indépendantes : l'ex-First Boston à New-York pour les Etats-Unis, le CSFB à Londres pour l'Europe et une société à venir qui sera mise en place à Tokyo pour couvrir la zone pacifique. La maison mère sera détenue à hauteur de 44,5 % par le Crédit suisse et de 25 % par le management. Le reste du capital (30,5 %) est provisoirement acquis par le milliardaire d'Arabie saoudite, M. Olayan. Celui-ci dirige un conglomérat qui a déjà d'importants intérêts dans l'industrie et la finance internationales. Il possède notamment 7 % de la First Chicago Corp., 5,3 % de Transamerica, 5 % d'Occidental et 1 % de la Chase Manhattan Corp.

M. Olayan a obtenu d'un groupe de banques internationales un prêt de 600 millions de dollars pour l'acquisition de ces 30,5 % du capital de la holding CS-First Boston. Normalement, son groupe intervient uniquement comme intermédiaire, une partie des titres qu'il a achetés devant être revendus à terme à d'autres investisseurs. John M. Hennessy, le vice-président de CS-First Boston, a indiqué à Londres qu'il souhaitait l'arrivée de partenaires japonais.

Avec une émission de titres subordonnés à durée indéterminée

Le Crédit lyonnais augmente ses fonds propres

Après la Société générale, le Crédit lyonnais va augmenter ses fonds propres. Mais la banque dirigée désormais par M. Jean-Yves Haberer, toujours nationalisée, ne pouvant émettre des actions ni des certificats d'investissement supplémentaires, a décidé l'émission de *capital notes*. Il s'agit de titres subordonnés à durée indéterminée. Ils sont assimilables à *« des titres perpétuels qui se caractérisent par une subordination de tout dernier rang et par la possibilité pour l'émetteur de s'exonérer du paiement des intérêts sans les reporter sur les échéances suivantes »*, selon le communiqué publié par la banque lundi 10 octobre à Paris.

L'émission annoncée de *capital notes* porte sur un montant de 350 millions de dollars (environ 2,2 milliards de francs). Entièrement souscrite par la maison de titres américaine Merryll Lynch, cette émission sera replacée par cette dernière sur le marché international. Les titres émis par le Crédit lyonnais sont assortis d'un taux d'intérêt référencé sur le Libor augmenté d'une marge de 1,05 % pendant quinze ans.

Dans le bilan du Crédit lyonnais, ces *capital notes* viendront s'inscrire entre « le capital et les réserves » (21 milliards de francs) et « les titres participatifs et subordonnés » (7,75 milliards de francs). Au total, l'opération devrait permettre une augmentation des fonds propres et quasi-fonds propres de la banque de 7,7 %, ceux-ci étant portés à 31 milliards de francs. Cette augmentation de capital doit permettre à la seconde banque française de poursuivre son expansion tout en respectant les ratios prudentiels qui s'imposent aux établissements de crédit, notamment, dans le futur, le ratio Cooke, établi par la Banque des règlements internationaux. Le ratio obligera les banques internationales à disposer de fonds propres suffisants face à leurs engagements.

La Société des Bourses françaises porte plainte contre un de ses anciens collaborateurs

La Société des Bourses françaises (SBF) a déposé plainte, le 10 octobre, contre M. Jean-François Roisné, ancien collaborateur de la chambre syndicale des agents de change, chargé entre juin et décembre 1987 de sa trésorerie, notamment sur le MATIF. La SBF a indiqué que, selon son enquête, *« M. J.-F. Roisné a réalisé pour son propre compte une série d'opérations bénéficiaires sur le MATIF au moment où les opérations qu'il effectuait pour le compte de l'ancienne chambre syndicale des agents de change enrainaient des pertes importantes »*.

La SBF a avoué une perte de 613,7 millions de francs sur le MATIF. De son côté, M. Roisné a déjà assigné en justice la SBF en refusant d'endosser la totalité des pertes subies (*le Monde* du 22 septembre). Devant cette accusation d'abus de confiance, M. Roisné s'est déclaré surpris, nous précisant que personne à la chambre syndicale ne lui avait interdit de travailler sur le MATIF et qu'il avait toujours fait attention de ne pas se mettre en face de la chambre syndicale pour ses propres opérations. Ses gains ont été inférieurs à 1 million de francs en 1987. *« J'ai déjà été interrogé par la COB au mois de juillet. Elle sait tout ce qui s'est passé »*, nous a-t-il précisé.

NEW-YORK, 10 octobre ⬆

Au plus haut depuis un an

Bon début de semaine à Wall Street. Malgré la fermeture de nombreux établissements pour la célébration du Columbus Day, le marché américain s'est bien tenu. Mieux ! sur sa lancée du vendredi précédent, il a poursuivi modérément son avance. A la clôture, l'indice des industrielles s'établissait à 2 158,96 avec un gain de 8,71 points, atteignant ainsi son plus haut niveau depuis l'immédiat « avant krach » (2 246,73 points le 16 octobre 1987).

Le bilan de la journée a été balancé. Sur 1 896 valeurs traitées, 681 ont monté, 712 ont baissé et 503 n'ont pas varié.

Si la Bourse new-yorkaise, et pour cause, ne s'est pas « défoncée », elle a néanmoins fait preuve de vitalité. C'est l'avis de la plupart des professionnels. En dépit de la fête nationale, l'activité a porté sur 124,66 millions de titres (contre 216,39 millions vendredi). Or, cette semaine, trois événements d'importance vont se produire : la publication du résultat de la balance commerciale pour août le jeudi 13 octobre et de l'indice des prix à la production pour septembre, enfin, le deuxième débat télévisé Bush-Dukakis. Visiblement, les opérateurs sont optimistes.

VALEURS	Cours du 7 oct.	Cours du 10 oct.
Alcoa	55 7/8	55 3/4
A.T.T.	26 1/2	27 1/8
Boeing	65 3/4	66 1/8
Chase Manhattan Bank	29 1/2	29 3/4
Du Pont de Nemours	81 5/8	82 1/4
Eastman Kodak	47 5/8	47 5/8
Exxon	45 5/8	45 1/2
Ford	53 1/8	53 1/2
General Electric	44	44
General Motors	75 5/8	75 5/8
Goodyear	54 3/4	54 3/4
I.B.M.	115 7/8	116 1/4
I.T.T.	50 7/8	52
Mobil Oil	44	44 3/4
Pfizer	55 5/8	55 7/8
Schlumberger	33 1/8	33 3/8
Texaco	44 5/8	46 1/8
UAL Corp. ex-Allegis	100 1/8	99 1/4
Union Carbide	25 7/8	26
U.S.X.	27 5/8	27 3/4
Westinghouse	53 3/4	54 5/8
Xerox Corp.	59 3/4	59 3/8

PARIS, 10 octobre

Bien orientée ⬆

La Bourse de Paris était encore bien orientée lundi mais dans un marché plus calme qu'au cours des séances précédentes. En hausse de 0,57 % au cours des premiers échanges, l'indicateur instantané enregistrait une progression de 0,14 % à la clôture.

Après une semaine de calme relatif, l'action Bouygues est revenue sur le devant de la scène lundi dès le début de la matinée. En effet, les achats ont repris avec force alors que l'on apprenait que M. Francis Bouygues pourrait abandonner la présidence de TF1 au profit de M. Le Lay, actuellement directeur de la chaîne de télévision. Cette perspective a immédiatement relancé les spéculations sur l'état de santé de M. Bouygues, déclarait un boursier. Sur le parquet, on est de plus en plus intrigué par cette « affaire Bouygues » qui depuis plus de quinze jours défraie la chronique. M. Robert Maxwell, le magnat de la presse britannique, qui détient 13 % de TF1, avait annoncé, il y a quelques jours, avoir pris une participation de 5 % dans le capital de Bouygues pour porter secours au numéro un mondial des BTP.

La forte hausse de Wall Street vendredi, qui saluait notamment la diminution du nombre des créations d'emplois aux Etats-Unis en septembre, n'a pas suscité de réaction identique à Paris. Pour certains boursiers, le fait que le marché américain redevienne attrayant pourrait détourner quelque peu les capitaux de la place française. Les opérateurs restent néanmoins optimistes dans ce domaine, constatant notamment que les Japonais s'intéressent aux valeurs françaises. Pour preuve, la prise de participation de 5 % d'une compagnie d'assurances nippone dans le CCF, soulignait un gestionnaire. Les titres des sociétés « opéables » étaient plus calmes à l'exception de Bouygues et de Via Banque, filiale de la Navigation mixte.

Le MATIF était « étonnamment ferme ». Selon la réflexion d'un opérateur qui attend sereinement la publication des chiffres du commerce extérieur américain à la fin de la semaine.

Borax, filiale du groupe britannique RT 2, se propose d'acquérir la totalité du capital des Talcs de Luzenac au prix de 1 200 F l'action, a annoncé la Société des Bourses françaises.

LONDRES, 10 octobre ⬇

Renversement de tendance

Après s'être plutôt raffermie, la tendance s'est renversée lundi 10 octobre au London Stock Exchange et le marché a reperdu tout le terrain gagné initialement.

A la clôture, l'indice Footsie des cent valeurs s'inscrivait à 1 844,1 (– 0,6 point). Manifestement, en dépit d'un certain optimisme motivé par la fermeté de Wall Street, les investisseurs ont préféré jouer la prudence dans l'attente de la publication des résultats commerciaux américains.

A l'alimentation, Allied Lyons s'est détaché avec 9 points de hausse.

Les valeurs bancaires et industrielles on été généralement fermes.

Engagé dans une bataille boursière pour l'acquisition de Travis and Arnold (bois, matériaux de construction), Meyer International (importateur et distributeur de bois) annonce avoir acquis 29 % du capital de sa proie. De son côté, Pergamon Professional and Financial Service (groupe Maxwell) a réussi son OPA amicale sur AGB Research.

TOKYO, 11 oct. ⬆

Reprise en séance

Plutôt faible en début de journée, le marché financier tokyote s'est ensuite raffermi, pour terminer en hausse.

Il n'a toutefois pas réussi à finir sa course au plus haut de la séance. A la clôture, l'indice Nikkeï s'établissait à 27 469,60, avec un gain appréciable néanmoins de 211,33 points (+ 0,78 %).

Après trois jours de clôture – la Bourse avait chômé lundi pour le Physical Education Day Observance – les observateurs ont jugé ce redémarrage satisfaisant.

D'après les professionnels, tous les investisseurs n'étaient pas là.

La preuve en est. L'activité est restée relativement faible avec 650 millions de titres échangés contre 500 millions vendredi. On est loin des 2 à 3 milliards enregistrés en début d'été.

VALEURS	Cours du 7 oct.	Cours du 11 oct.
Akaï	565	554
Bridgestone	1 220	1 240
Canon	1 360	1 400
Fuji Bank	3 100	3 080
Honda Motors	2 010	2 020
Matsushita Electric	2 390	2 370
Mitsubishi Heavy	975	975
Sony Corp.	6 240	6 250
Toyota Motors	2 500	2 500

FAITS ET RÉSULTATS

● **Tenneco vend ses actifs énergétiques par appartement.** – Le groupe américain Tenneco a annoncé le 10 octobre les premiers résultats des enchères lancées pour la cession de son activité énergétique qui, n'ayant pu trouver un repreneur unique, sera vendue par appartement. C'est la compagnie pétrolière Chevron qui récupère le plus gros morceau, pour 2,6 milliards de dollars (plus de 16 milliards de francs) avec le rachat des intérêts pétroliers et gaziers de Tenneco dans le golfe du Mexique. La filiale américaine du belge Petrofina et Mesa, la société du « raider » texan T. Boone Pickens, payeront respectivement 600 millions et 715 millions de dollars pour acquérir d'autres sites de Tenneco.

Avec les autres actifs énergétiques qui lui restent à vendre, Tenneco espère recueillir 7,3 milliards de dollars qui lui serviront à se désendetter et à restructurer les activités industrielles qui lui restent. Celles-ci, essentiellement fondées sur le machinisme agricole et les matériels de travaux publics de Case IH, sont à l'origine des difficultés qu'a connues Tenneco au cours des dernières années. En 1987, il avait enregistré une perte de 218 millions de dollars pour un chiffre d'affaires de 14,8 milliards de dollars.

● **Borax propose 1 200 F par action Talcs de Luzenac.** – La société Borax, filiale à 100 % du groupe britannique RTZ, vient de proposer aux actionnaires de la société des Talcs de Luzenac le rachat de leur entreprise sur la base de 1 200 F par titre. Borax, qui détient déjà 18,2 % du capital des Talcs de Luzenac, souhaite en acquérir la totalité. Son offre publique d'achat est valable du 10 octobre au 10 novembre. Si le nombre de titres présentés devait totaliser moins de 48,8 % du capital, Borax se réserve la faculté de renoncer à son opération. Par ailleurs, la société des Talcs de Luzenac fait l'objet d'une OPA de la firme Cidem.

● **Première société mixte financière soviéto-occidentale.** – La banque ouest-allemande, la Landesbank de Rhénanie-Palatinat, a annoncé, lundi 10 octobre, sa participation à la première société mixte financière réunissant des capitaux venant de l'Est et de l'Ouest, la société Eurasco Zurich AG. Les autres actionnaires de cette société sont la Banque du Danube (Vienne), une filiale commune de la Banque d'Etat d'URSS et la Banque pour le commerce extérieur de l'URSS et le Kredit Industriel IK (Zurich).

Par ailleurs, le premier ministre soviétique, M. Nikolaï Ryjkov, a annoncé que « plus de cent » accords sur la création d'entreprises conjointes avaient déjà été conclus entre l'URSS et des firmes occidentales. Intervenant à l'occasion de la visite du chancelier autrichien, M. Franz Vranitzky, M. Ryjkov a indiqué que ces sociétés mixtes avaient été créées, pour 10 %, avec des partenaires autrichiens.

● **Hausse de 34 % du bénéfice net de la Compagnie financière Michelin.** – La Compagnie financière Michelin (CFM), dont le siège est à Bâle, a réalisé un bénéfice net de 150,1 millions de francs suisses (1 FS = 4 FF) au cours de l'exercice 1987-1988, contre 12,4 millions de francs suisses pour l'exercice précédent. Le groupe proposera une augmentation du dividende brut à 10 FS par action nominative de 100 FS nominal. La Compagnie financière Michelin envisage en outre une augmentation de capital de 197,1 millions de francs suisses s'adressant en priorité aux actionnaires.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.S.A.	291	....
Amault & Associés	....	510
Asystel	255	257
B.A.C.	430	436
B. Demachy & Assoc.	484	465
B.I.C.M.	540	548
B.I.P.	....	646
Boiron	388	388
Bolloré Technologies	883	859
Buitoni	1050	1050
Câbles de Lyon	1579	1547
Calberson	718	719
Cardif	850	851
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	....	285
C.A.T.C.	137 50	138
C.D.M.E.	1144	1140
C. Equip. Elect.	315	315
C.E.G.I.D.	759	760
C.E.G.E.P.	....	....
C.E.P.-Communication	1550	1536
C.G.I. Informatique	848	849
Ciments d'Origny	585	581
C.N.I.M.	....	390
Concept	220	218
Conforama	....	924
Creeks	485	482
Dafsa	186	....
Dauphin	1206	1241
Devanlay	1100	1100
Deville	600	602
Duménil-Leblé	1060	1050
Editions Belfond	118	114
Elysées Investiss.	28	28
Finacor	226	225
Gr. Foncier Fr. (G.F.F.)	245	245
Guintoli	540	540
I.C.C.	....	231 50
IDIA	230	222
I.G.F.	105	107 80
IM2	165	170
Int. Metal Service	....	416

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
La Commande Electro.	325	328
Le gd livre du mois	280 80	289
Loca Investissement	278	280
Locamic	....	186
Marin Immobilier	....	250
Metallurg. Minière	129 90	130
Métrologie Internat.	493	493
Métroservice	144	142
M.M.B.M.	562	558
Molex	230	230
Navale-Delmas	....	770
Olivetti-Logabax	....	180
Om. Gest.Fin.	....	335
P.F.A.S.A.	439	438
Poulbourg (C. In. & Fin.)	....	95
Présence Assurance	405	411
Publicat. Filipacchi	....	435
Razel	886	840
St-Gobain Emballage	....	1560
St-Honoré Matignon	225 70	234 80
S.C.G.P.M.	....	296 10
Segin	398	398
Sema-Metra	540	518
S.E.P.	....	1435
S.E.P.R.	....	1290
S.M.T.Goupil	....	329
Sodinfong	905	905
Supra	....	318
TF 1	280	289
Unilog	165	171 50
Union Financ. de Fr.	400	400
Valeurs de France	333	335

Marché des options négociables le 10 octobre 1988

Nombre de contrats : 11 934

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Décembre dernier	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	OPTIONS DE VENTE Décembre dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier
Accor	520	36	–	20	–
CGE	360	14	30	20	–
Elf-Aquitaine	320	25	–	8,50	–
Lafarge-Coppée	1 300	130	174	19	38
Michelin	180	13,10	21	9,50	–
Midi	1 355	315	–	17	39
Paribas	480	26	38	21	26
Peugeot	1 200	70	108	63	82
Saint-Gobain	560	20	37	30	–
Société générale	480	30,50	50	26,90	–
Thomson-CSF	180	18,50	26	8	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 10 oct. 1988

Nombre de contrats : 59 204.

COURS	ÉCHÉANCES Déc. 88	ÉCHÉANCES Mars 89	ÉCHÉANCES Juin 89
Dernier	106,95	106,55	106
Précédent	106,55	106,20	105,55

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Déc. 88	OPTIONS D'ACHAT Mars 89	OPTIONS DE VENTE Déc. 88	OPTIONS DE VENTE Mars 89
104	3,14	3,10	0,12	0,55

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,3050 F ⬇

Le dollar a clôturé en baisse à Tokyo face aux principales devises après un long week-end, la place japonaise étant fermée lundi. Il revenait à 131 yens contre 133,50 yens le vendredi 7 octobre. A Paris, il revenait à 6,3050 F contre 6,3250 F, dans un marché animé.

FRANCFORT	10 oct.	11 oct.
Dollar (en DM)	1,8540	1,8495

TOKYO	10 oct.	11 oct.
Dollar (en yens)	Fermé	131

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (11 oct.) ...... 7 1/16-7 3/16 %

New-York (10 oct.) ..

BOURSES

PARIS (*INSEE, base 100 : 31-12-87*)

	7 oct.	10 oct.
Valeurs françaises	134,6	134,4
Valeurs étrangères	119,3	119,8
(*Sbf, base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	382,6	384,9
(*Sbf, base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	1 439,31	1 438,98

NEW-YORK (*Indice Dow Jones*)

	7 oct.	10 oct.
Industrielles	2 150,25	2 158,96

LONDRES (*Indice « Financial Times »*)

	7 oct.	10 oct.
Industrielles	1 490,4	1 490,3
Mines d'or	175,9	177,3
Fonds d'Etat	88,74	89,02

TOKYO

	7 oct.	11 oct.
Nikkeï Dow Jones	27 258,27	27 469,60
Indice général	2 101,95	2 113,97

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –	UN MOIS	DEUX MOIS Rep. + ou dép. –	DEUX MOIS	SIX MOIS Rep. + ou dép. –	SIX MOIS
$ E-U.	6,3530	6,3550	– 47	– 32	– 75	– 50	– 220	– 140
$ can.	4	4	–	–	–	–	–	–
Yen (100)	4	4	+	+	+	+	+	+
DM	3,4055	3,4084	+ 78	+ 87	+ 145	+ 168	+ 437	+ 500
Florin	3,0203	3,0227	+ 50	+ 61	+ 101	+ 121	+ 337	+ 388
FB (100)	16,2518	16,2574	+ 25	+ 105	+ 58	+ 195	+ 322	+ 675
FS	4,0145	4,0183	+ 136	+ 158	+ 267	+ 299	+ 766	+ 845
L (1 000)	4,5672	4,5719	– 140	– 105	– 250	– 200	– 708	– 612
£	10,7569	10,7635	– 416	– 378	– 755	– 694	– 1987	– 1810

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U.	8 3/16	8 5/16	8 3/16	8 5/16	8 3/16	8 5/16	8 7/16	8 9/16
DM	4 5/8	4 7/8	4 3/4	4 7/8	4 3/4	4 7/8	5 1/8	5 1/4
Florin	5	5 1/2	5 3/8	5 1/2	5 7/16	5 9/16	5 7/16	5 9/16
F.B. (100)	7 1/4	7 3/4	7 1/16	7 3/8	7 1/8	7 7/16	7 1/4	7 9/16
F.S.	3 1/8	3 5/8	3 5/16	3 7/16	3 3/8	3 1/2	3 3/4	3 7/8
L (1 000)	10	10 1/2	10 3/8	10 7/8	10 1/2	11	10 7/8	11 1/4
£	11 5/8	11 7/8	11 13/16	11 7/8	11 13/16	11 15/16	11 11/16	11 13/16
F. franç.	7 1/8	7 3/8	7 3/8	7 5/8	7 5/8	7 3/4	7 13/16	8 1/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DU 10 OCTOBRE

Cours relevés à 17 h 32

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
....	C.N.E. 3% ★	3660	3650	3630	– 0 82
1025	B.N.P. T.P.	1046	1050	1055	+ 0 86
1110	C.C.F. T.P.	1129	1129	1129	....
1123	Créd. Lyon. T.P.	1150	1150	1150	....
1370	Renault T.P.	1397	1390	1390	– 0 50
1728	Rhône-Poul. T.P.	1660	1655	1655	– 0 30
1249	St-Gobain T.P.	1245	1246	1246	+ 0 08
1231	Thomson T.P.	1245	1245	1245	....
490	Accor	534	531	525	– 1 69
540	Air Liquide	533	531	537	+ 0 75
2100	Alcatel ★	2370	2418	2370	....
1390	Als. Superm.	1438	1440	1440	+ 0 14
300	A.L.S.P.I.	316 10	325	332	+ 5 03
340	Alsthom ★	376 80	375	375 50	– 0 35
1950	Arjom. Prioux ★	2180	2200	2155	– 1 15
520	Aussedat-Rey ★	580	576	572	– 1 38
990	Aux. Entrepr. ★	1090	1096	1112	+ 2 02
665	Av. Dassault ★	653	660	660	+ 1 07
370	BAFIP ★	430	440	425	– 1 16
290	Bail-Equipem. ★	300	302	298	– 0 67
805	Bail Investiss.	835	839	825	– 1 20
290	B.N.P. C.I. ★	334	330 60	332 50	– 0 45
470	Cie Bancaire ★	507	500	500	– 1 38
440	Bazar H.-V.	472	469	487	+ 3 18
480	Béghin-Say ★	536	543	538	+ 0 37
1050	Berger (Ma)	1110	1119	1119	+ 0 81
820	Bic ★	830	829	840	+ 1 20
1730	B.I.S.	1869	1865	1879	+ 0 54
2570	Bongrain S.A. ★	2759	2765	2757	– 0 07
470	Bouygues ★	590	620	620	+ 5 08
58	B.P. France ★	67 90	68	67 10	– 1 18
5500	B.S.N.★	5430	5470	5480	+ 0 92
645	Canal Plus	599	609	604	+ 0 83
2400	Cap Gem. S.★	2350	2351	2350	....
475	Carnaud ★	456	462	462	+ 1 32
2620	Carrefour★	2786	2785	2787	+ 0 04
152	Casino	160 10	160	161	+ 0 56
108	Casino A.D.P.	113	113 90	113	....
1240	C.C.M.C.	1150	1155	1155	+ 0 43
670	Cetelem	675	680	666	– 1 33
415	Cerus ★	407	410	404	– 0 74
1600	C.F.A.O.★	1663	1675	1663	....
340	C.G.E.	353	353	344 50	– 2 41
1250	C.G.I.P.★	1241	1242	1249	+ 0 64
1170	Chargeurs S.A★	1249	1260	1244	– 0 40
1030	Ciments franç.★	1070	1080	1087	+ 1 59
420	Club Méditerr.★	485	490	481	– 0 82
155	Codetel★	162 10	162 10	165	+ 1 79
290	Cofimeg	295	295	295	....
570	Coles ★	630	636	626	– 0 63
220	Compt. Entrepr.	223	223	223	....
765	Compt. Mod. ★	742	741	760	+ 2 43
765	Créd. Foncier ★	788	790	790	+ 0 25
400	C. F. Internat. ★	426	432	444 50	+ 4 34
136	C.C.F.	147 80	148	145	– 1 89
500	Cr. Lyon. (CI) ★	519	526	529	+ 1 93
900	Crédit Nat.★	927	936	942	+ 1 62

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
565	CSEE (exSign.)★	578	584	560	– 3 11
395	Crouzet ★	403 90	402	403 50	– 0 10
2750	Damart S.A. ★	2801	2880	2823	+ 0 79
....	Darty	....	....	....	....
1600	De Dietrich	1615	1635	1650	+ 2 17
190	Dév. R.d.C. (Li)	199 50	199 90	199 90	+ 0 20
430	D.M.C.	442	444	445	+ 0 68
355	Drouot Assur. ★	355 20	369 30	363	+ 2 20
2100	Docks France ★	2120	2136	2165	+ 2 12
700	Dumez ★	743	743	730	– 1 75
1480	Eaux (Gén.)	1521	1520	1518	– 0 20
1690	Ecco ★	1599	1623	1646	+ 2 94
785	Electrofinanc. ★	906	938	923	+ 1 89
460	El. S. Dassault	440	440	431	– 2 05
340	Elf-Aquitaine	332	331	330 50	– 0 45
290	– (certific.) ★	289 70	286	287	– 0 93
790	Epeda-B-Faure★	990	....	....	....
2680	Essilor	2751	2740	2780	+ 1 05
1710	Essilor Int. (DP)	1700	1744	1700	....
305	Esso S.A.F. ★	281 80	285	285	+ 1 14
1510	Eurafrance	1567	1560	1565	– 0 13
1190	Eurocom ★	1358	1369	1377	+ 1 40
2290	Euromarché	2290	2330	2290	....
580	Europe nº 1 ★	600	601	587	– 2 17
33	Eurotunnel ★	35 40	35 45	35 40	....
1180	Exor ★	1185	1189	1190	+ 0 42
865	Facom	975	980	980	+ 0 51
960	Fichet-bauche	1000	990	980	– 2
180	Financial★	192	192 60	196	+ 2 08
129	Fives-Lille★	153	160	157 90	+ 3 20
1400	Fromageries Bel	1382	1382	1380	– 0 14
1050	Gal. Lafayette★	1120	1130	1147	+ 2 41
340	Gascogne	359 90	367	367	+ 1 97
1510	Gaz et Eaux	1590	1600	1595	+ 0 31
410	Géophysique★	440	444 50	440	....
545	Gerland	573	575	574	+ 0 17
2850	Groupe Cité★	2975	2985	2990	+ 0 50
650	GTM-Entrepose	665	672	661	– 0 60
680	Guyenne-Gas.★	702	691	706	+ 0 57
230	Hachette ★	260 20	264	256 60	– 1 38
690	Havas ★	720	715	708	– 1 67
540	Hénin (La)	560	557	563	+ 0 54
1120	Hutchinson ★	1115	1115	1100	– 1 35
235	Iméral ★	267 20	270 10	271 50	+ 1 61
305	Imm. Plaine-M.	306	305	303	– 0 66
435	Ingénico ★	418 20	423	411 10	– 1 70
3870	Inst. Mérieux	4551	4600	4545	– 0 13
530	Interbail★	534	530	531	– 0 56
1130	Intertechnique	1149	1150	1144	– 0 44
940	J. Lefebvre	976	994	981	+ 1 54
880	Labinal ★	905	918	900	– 0 55
1380	Lab. Bellon	1490	1500	1500	+ 0 67
1400	Lafarge-Coppée	1380	1388	1385	+ 0 36
1180	Lebon ★	1199	1200	1200	+ 0 08

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
3120	Legrand ★	3123	3125	3129	+ 0 19
2500	Legrand (DP) ★	2521	2520	2505	– 0 63
845	Leroy-Somer★	936	938	940	+ 0 43
2100	Lesieur	2060	2060	2051	– 0 44
660	Locabail Immob.	675	675	670	– 0 74
400	Locafrance ★	415	419 90	415	....
820	Locindus	841	839	838	– 0 36
280	Luchaire	352	347	351	– 0 28
3060	L.V.M.H.★	3210	3252	3200	– 0 31
1460	Lyonn. Eaux ★	1460	1458	1451	– 0 62
87	Mais. Phénix	63	63	61 80	– 1 90
230	Majorette (Ly)	228 50	228	227 50	– 0 44
385	Mar. Wendel ★	371	369 90	366	– 1 35
185	Matra ★	197	198 90	195	– 1 02
2920	Merlin-Gerin ★	3020	2955	2996	– 0 79
189	Michelin	177 30	180 50	180 90	+ 2 03
1470	Midi (Cie)	1601	1612	1625	+ 1 50
189	Midland Bk SA★	178	181	181	+ 1 69
450	Min. Salsig. (Ma)	475	476	476	+ 0 21
88	M.M. Penarroya	79 20	80 20	79 20	....
115	Moulinex	115 90	117 90	116 10	+ 0 17
1110	Navig. Mixte ★	1255	1258	1225	– 2 39
113	Nord-Est ★	114 50	115	115	+ 0 44
375	Nordon (Ny)	370	375	375	+ 1 35
420	Nouvelles Gal.	464	480	486	+ 2 64
760	Occid. (Gén.)★	792	789	797	+ 0 63
1100	Omn.F.Paris	1320	1340	1332	+ 0 91
320	Oléa-Caby ★	357 90	358	354	– 1 09
3600	Oréal (L')	3651	3700	3652	+ 0 03
435	Paribas	480 10	480	475	– 1 06
416	Paris-Réesc.★	443	440	440 50	– 0 56
1120	Pechelbronn ★	1141	1150	1110	– 2 72
360	Penhoet	421	413	401	– 4 75
1040	Pernod-Ricard★	1169	1165	1165	– 0 34
1260	Peugeot S.A.	1185	1192	1186	....
580	Poliet ★	582	581	587	+ 0 86
1040	Préfabail Sic.	1077	1075	1070	– 0 65
600	Primagaz	700	715	719	+ 2 71
600	Printemps★	630	625	635	+ 0 79
2170	Promodès	2250	2200	2249	– 0 04
715	Radiotechn. ★	570	564	570	....
63	Raff. D. Total ★	69 80	69	69 20	– 0 86
2840	Redoute (La) ★	3100	3100	3100	....
335	Robur financière	340	341	341	+ 0 29
1230	Roussel-Uclaf ★	1380	1395	1371	– 0 65
860	R.-Uclaf-CNI ★	900	875	919	+ 2 11
3600	R. Impériale (Ly)	3560	3555	3555	– 0 14
164	Sade	165 20	167 50	167 50	+ 1 39
1630	Sagem ★	1630	1625	1634	+ 0 25
540	Saint-Gobain	545	543	546	+ 0 18
940	St-Louis ★	1040	1056	1040	....
1800	Salomon	1742	1750	1750	+ 0 46
695	Salvepar	670	670	670	....
775	Sanofi ★	815	819	812	– 0 37

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
750	S.A.T. ★	756	754	754	– 0 13
240	Saul.-Chât. (B)★	240	240	243	+ 1 25
1280	Saupiquet (Na)	1310	1320	1320	+ 0 76
480	Schneider ★	482	484	482	....
57	S.C.O.A.	54	55	54 50	+ 0 93
570	S.C.R.E.G. ★	682	680	680	– 0 29
820	Seb ★	848	850	841	– 0 83
390	Sefimeg ★	390	390	388 50	– 0 38
1400	S.F.I.M.	1420	1420	1430	+ 0 70
35	S.G.E.	37 90	38 90	37 75	– 0 40
710	Silic	695	707	698	+ 0 43
460	Simco-U.P.H. ★	485 10	470	485	– 0 02
1010	Skis Rossignol	1035	1075	1051	+ 1 55
920	Sligos ★	920	933	915	– 0 54
435	Société Générale	474	475	475	+ 0 21
146	Sodecco	144	143 50	143 50	– 0 35
169	Sodero (Na)	166	169	169	+ 1 81
2880	Sodexho ★	2825	2815	2820	– 0 18
105	Sogenal (Ny)	117	117 90	117 90	+ 0 77
240	Sogerap	292	291 10	291	– 0 34
2060	Somm-Allib. ★	2190	2220	2195	+ 0 23
1160	Source Perrier ★	1164	1160	1158	– 0 52
735	Sovac ★	710	729	711	+ 0 14
400	Spie-Batignol.★	418	415 10	416	– 0 48
575	Strafor ★	705	685	673	– 4 54
290	Suez	319 60	322	322	+ 0 75
375	Synthelabo ★	402	415	414 90	+ 3 21
820	Talcs Luzenac ★	819	....	....	....
4600	Tél. Elect.	4480	4405	4405	– 1 67
189	Thomson-C.S.F.	182 10	188 50	186	+ 2 14
330	Total (CFP) ★	315	316	317	+ 0 63
72	– (certific.)	72	72 40	73 75	+ 2 43
1050	T.R.T. ★	980	991	1035	+ 5 61
380	U.F.B.-Locab. ★	399	390 50	390 10	– 2 23
710	U.I.C. ★	751	809	801	+ 6 66
495	U.I.F. ★	508	508	501	– 1 38
790	U.I.S.	809	809	800	– 1 11
165	U.C.B. ★	170	171 50	169	– 0 59
640	Unibail	719	708	714	– 0 70
585	Valéo ★	585	591	580	– 0 85
142	Vallourec ★	171	179 80	177 40	+ 3 74
340	Via Banque	377	390	387	+ 2 65
720	Elf-Gabon ★	750	728	730	– 2 67
125	Amax Inc.	139 90	137 60	137 60	– 1 64
177	Amer. Express	177 30	181 10	181 10	+ 2 14
169	Amer. Teleph.	167	167 90	167 90	+ 0 54
83	Anglo Amer. C.	90 20	92	91	+ 0 89
380	Amgold	437 50	442	442	+ 1 03
925	BASF (Akt)	925	942	937	+ 1 30
1040	Bayer	1046	1060	1059	+ 1 24
80	Buffelsfont.	77 10	77 80	77 80	+ 0 91
190	Chase Manh.	185	185	185	....
105	Echo Bay Mines	111 50	109 50	110 50	– 0 90
63	De Beers	65 60	66 30	66 30	+ 1 07

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1740	Deutsche Bank	1804	1870	1870	+ 3 66
970	Dresdner Bank	992	1025	1026	+ 3 43
51	Driefontein Ctd	56	56 45	56 45	+ 0 80
520	Du Pont-Nem.	507	513	510	+ 0 59
285	Eastman Kodak	293	298	297 80	+ 1 64
28	East Rand	29 55	30	29 75	+ 0 68
240	Electrolux	259 30	261	261	+ 0 66
295	Ericsson	294 10	304	304	+ 3 37
285	Exxon Corp.	280 50	286 50	286 50	+ 2 14
320	Ford Motors	328	333 60	333 60	+ 1 71
41	Freegold	48 70	49 50	49	+ 0 62
81	Gencor	86 40	88 80	88 70	+ 2 66
275	Gén. Electr.	273	278 20	278 50	+ 2 01
680	Gén. Belgique	725	721	721	– 0 55
475	Gen. Motors	470	478	478	+ 1 70
144	Goldfields	142 10	142 10	142 10	....
53	Gd Metropolitain	49 40	49 40	49 80 *	+ 2 04
34	Harmony	41	41 20	41 30	+ 0 73
81	Hitachi	74 50	76 35	76 80	+ 3 09
1000	Hoechst Akt.	1031	1048	1046	+ 1 45
109	Imp. Chemical	110 50	111	111 10	+ 0 54
720	IBM	726	730	733	+ 0 96
310	ITT	312 80	319	319	+ 1 98
187	Ito-Yokado	178 10	178 40	178 50	+ 0 22
300	Mac Donald's	307 50	311 50	311 50	+ 1 30
120	Matsushita	113 80	116 60	115 80	+ 1 76
376	Merck	369 90	375	375	+ 1 38
405	Minnesota M.	390	395	395	+ 1 28
275	Mobil Corp.	266 10	276	276	+ 3 72
245	Morgan J.P.	229	235 50	235 50	+ 2 84
34780	Nestlé	34750	34790	34750	....
1500	Nixdorf	1369	1362	1362	– 0 51
185	Norsk Hydro	94	95 40	95 40	+ 1 49
110	Ofsil	125 90	126	126	+ 0 08
2370	Petrofina	2115	2114	2070	– 2 13
620	Philip Morris	622	634	634 c	+ 1 93
98	Philips	93 90	93	93	– 0 96
76	Placer Dome	81	83 30	84	+ 3 70
350	Quilmès	330	335	336	+ 1 82
360	Randfontein	402	409	409	+ 1 74
680	Royal Dutch	671	680	681	+ 1 49
47	Rio Tinto Zinc	47 20	46 60	46 60	– 1 27
36	Saat. & Saatchi	39	39 90	39 95	+ 2 44
42	St Helena Co	46	46 40	46 40	+ 0 87
215	Schlumberger	208	209	209	+ 0 48
105	Shell transp.	105 30	106 50	106 50	+ 1 14
1580	Siemens A.G.	1649	1680	1678	+ 1 76
320	Sony	293 50	302	301 50	+ 2 73
47	Telefonica	48 50	48 85	48 90	+ 0 82
215	T.D.K.	199 80	201	202	+ 1 10
53	Toshiba Corp.	50 60	51 10	51 10	+ 0 99
345	Unilever	344 20	353	351	+ 1 98
245	Unit. Techn.	261	262	262	+ 0 38
380	Vaal Reefs	425	425	426	....
355	Volvo	348	353	353	+ 1 44
150	West Deep	167 20	168	168 40	+ 0 72
350	Xerox Corp.	370	375	375	+ 1 35
191	Yamanouchi	181 50	181 90	184	+ 1 38
2 02	Zambia Corp.	2 11	2 14	2 20	+ 4 27

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 8,80 % 77	126 50	3 399
9,80 % 78/93	103 10	2 443
10,80 % 79/94	106 30	1 095
13,25 % 80/90	105 46	4 719
13,80 % 81/89	101 46	10 180
16,20 % 82/90	109 50	12 038
16 % juin 82	112	6 436
14,60 % févr. 83	113 40	9 296
13,40 % déc. 83	119 94	10 801
12,20 % oct. 84	113 05	0 100
11 % févr. 85	114 32	7 003
10,26 % mars 86	108 83	5 987
ORT 12,75 % 83	1960 30	..
OAT 10 % 2000	108	3 763
OAT 9,90 % 1997	108 75	8 196
OAT 9,80 % 1996	106 36	6 628
Ch. France 3 %	....	..
CNB Bques janv. 82	103 17	2 578
CNB Paribas	103 17	2 578
CNB Suez	103 18	2 578
CNI janv. 82	103 20	2 578
PTT 11,20% 85	111 70	8 841
CFF 10,30% 86	105 50	6 712
CNE 11,50% 86	108 30	3 686
CNT 9% 86	100	4 150
CRH 10,90% déc. 85	111 20	7 666
C.N.C.A. T.P.	1139 40	114
Drouot Ass. Obl. conv.	2340	234
Mérologie L 6% 6/7	82 80	8 260

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (Sté Fin.)	....	1900
A.G.F. (St Cent.)	....	601
Applic. Hydraul.	....	720
Arbel	495	490
Astorg	200	197
Avenir Publicité	722	725
Bain C. Monaco	322	335
Banque Hypoth. Eur.	346	348
Béghin-Say (C.I.)	397	381
B.G.I.	991	1024
Blanzy-Ouest	609	600
B.N.P. Intercontin.	230	236
Bénédictine	6120	....
Bon-Marché	....	991
B.T.P.	....	128 50
Caff	590	575
Cambodge	....	787
C.A.M.E.	155 20	156
Carbone-Lorraine	681	698
Cass-Poclain	27 80	28
C.E.G.Frig.	....	530
Centen. Blanzy	1360	1360
Centrest (Ny)	206	209 50
Cerabati	....	125

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Champex (Ny)	152	153
C.I.C. (Financ. de)	....	156
C.I. Maritime	699	700
Citram (B)	2200	2210
Clause	....	754 d
Cofradel (Ly)	1130	1131
Cogifi	340	328 40
Comiphos	342	339
Cie Industrielle	....	2520
Comp. Lyon-Alem.	....	492
Concorde (La)	....	720
C.M.P.	18 65	18 95
Créd. Gén. Ind.	608	490
Cr. Universel (Cie)	....	560
Créditel	....	150
Darblay S.A.	....	700
Degremont	268	269 d
Delalande S.A.	1350	1330
Delmas-Vielj. (Fin.)	....	1850
Didot-Bottin	....	876
Eaux Bass. Vichy	....	1000
Eaux Vittel	2400	....
E.C.I.A.	1360	1350
Electro-Banque	....	308
Elf-Antargaz	760	745
E.L.M. Leblanc	690	690
Ennali-Bretagne	....	249
Entrepôts Paris	476	....
Epargne (B)	3635	3635
Europ. Accumul.	....	68
Europe Soudure Indust.	124 80	128
Eternit	2375	2360
Finalens	225	227
FIPP	444	....
Frac	770	759
Foncière (Cie)	475	465
Fonc. Lyonnaise	448	428
Foncina	....	405
Forinter	1096	1096
Fougerolle	....	361
France I.A.R.D.	284	284
France (La)	5900	5920
From. Paul Renard	....	865
GAN	....	785
G.F.I.I.	295	296
Gaumont	595	600
Gévelot	746	750
Gr. Fin. Constr.	....	376
Gds Moul. Paris	....	582
Groupe Victoire	710	725
G. Transp. Ind.	524	503
Immindo S.A.	376 10	376 50
Immivest	257	....
Immobail	365	369
Immobanque	683	686
Immob. Marseille	....	6180
Immofice	450	453
Invest. (Sté Cent.)	768	798 d
Jaeger	200	201
Lafitte-Bail	430	429
Lambert Frères	....	350
Lille-Bonnières	....	762
Loca-Expansion	248	248
Locafinancière	....	340 10
Locatel	....	621

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Louis Vuitton	620	627
Louvre (Sté)	2040	2080
Lucia	1360	1360
Machines Bull	....	96 50
Magasins Uniprix	136	135
Magnant S.A.	120	120
Maritimes Part.	325	325
Métal Déployé	428	439
Mors	114 80	125 50
Navig. (Nat. de)	....	101 80
Nozal	234	243 30
Optorg	414	415
Oréal (L') C.I.	2598	2571
Origny-Desvroise	1329	1348
Palais Nouveauté	....	528
Paluel Marmont	567	576
Parfinance	198 50	202
Paribas-CIP	413	443 d
Paris France	251 50	236 50 c
Paris-Orléans	....	230
Partenia	....	312
Patern. Risq. Div.	1050	1040
Pathé-Cinéma	....	....
Pechiney (cert. inv.)	275	270
Files Wonder	1300	1250
Piper-Heidsieck	2600	2600
P.L.M.	....	148
Porcher	450	460
Promodès	....	1487
Providence S.A.	....	....
Publicis	....	3526
Rhône-Poul. (c. inv.)	440	435
Ricqlès-Zan	....	....
Rochefortaise S.A.	....	541
Rochette-Cenpa	73	74 90
Rosario (Fin.)	760	780
Roudière	241 30	251
Rougier et Fils	110	108 50
Secor	560	560
SAFAA	309	....
Safic-Alcan	850	850
SAFT	....	1743
Saga	....	247
Salins du Midi	470	480
Santa-Fé	141	144
Satam	....	96 40
Savoisienne (M)	205	205
SCAC	505	525
Seraille Maubeuge	....	426 d
S.E.P. (M)	157	157
Sicil	....	354
Sicotel	....	280
Simnor (Li)	....	....
Simvin	259 80	259 80
Siph (Plant. Hévéas)	330 10	328 20
Sofal financière	....	1990
Soficel	....	975
Soffo	600	600
Soficomi	....	686
S.O.F.I.P. (M)	136	136
Sofragi	835	973
Sopagri	172	173 50
Soudure Autog.	570	570
Sovabail	....	595
Suez (Fin. de)-CIP	256	280
Sterni	....	785
Taittinger	3000	3010

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Testut-Aequitas	186	186
Tour Eiffel	....	350
Ufiner S.M.D.	....	....
U.A.P.	334	335
U.T.A.	2070	2056
Vicat	....	1773
Vralprix	....	1150
Viseo	112	116 50 d
Waterman S.A.	....	894
Brass. du Maroc	127	120

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	690	710
Akzo	423	....
Alcan Alum	194 10	186
Algemene Bank	123	120 10
American Brands	325	330
Am. Petrofina	420	....
Arbed	560	540
Asturienne Mines	143	158
Banco de Santander	351	360
Bco Pop Español	426	425
Banque Ottomane	2100	2120
B. Régl. Internat.	41110	42600
Br. Lambert	575	585
Canadian-Pacific	109	105 20
Chrysler corporation	150	152
CIR	26	26 50
Commerzbank	750	....
Dart. and Kraft	370	....
De Beers (port.)	....	....
Dow Chemical	584	585
Gén. Belgique	725	721
Gevaert	1299	....
Glaxo	118	118 10
Goodyear	343	349
Grace and Co	155	161 50
GTE corporation	278	270
Honeywell Inc.	390	....
I. C. Industries	230	228
Johannesburg	725	725
Kubota	36	....
Latonia	....	....
Midland Bank Plc	44 50	44 50
Mineral-Ressourc.	74 10	71 10
Noranda	113	114 90
Olivetti	25 90	....
Pakhoed Holding	255	255
Pfizer Inc.	345	344
Procter Gamble	499	502
Ricoh Cy Ltd	55	54 50
Rolinco	267	268
Robeco	278	281 50
Rodamco	468	466
Saipem	9 50	9 40
Shell fr. (port.)	....	....
S.K.F. Aktiebolag	290	300
Steel Cy of Can.	110	116
Squibb	420	431
Tenneco	292	....
Thorn EMI	66	68 30
Toray indust. Inc	38	....
Vieille Montagne	1300	1350
Wagons-Lits	920	....
West Rand	8 90	8 75

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Banque Hydro-Energie	247	....
Calciphos	224	225
Chambourcy (M.)	978	....
Cockery	150 10	210
Cogenior	105	106
C. Occid. Forestière	180	180
Coparex	337	....
Dubois Inv. (Casto.)	865	870
Gechot	70	69
Guy Degrenne	840	710 o
Hoogovens	170	....
Métroservice (bons)	14 40	14
Nicolas	835	....
Particip. Percier	355	355
Rémy et Associés	280	259 80
Rorento N.V.	176 90	178 90
Serv. Equip. Veh.	55 30	....
S.P.R.	391	....
Sté Lecteurs du Monde	800	600
Ufinex	380	....
Union Brasseries	137 10	....

SICAV (sélection) 10/10

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	900 19	878 23
Actifon	213 96	208 23
Actions France	464 48	447 69
Actions sélectionnées	564 15	543 76
Audificandi	594 46	572 97
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1082 76	1058 35
A.G.F. 5000	572 06	558 11
A.G.F. ECU	1081 68	1070 97
A.G.F. Foncier	105 29	102 72
A.G.F. Interfonds	429 64	419 16
A.G.F. Invest	115 91	113 08
A.G.F. OBLIG.	1089 29	1083 87
A.G.F. Sécurité	10598 83	10598 83
Agfimo	586 78	581 23
Altafi	215 40	207 61
A.L.T.O.	185 44	178 74
Amsl-Gan	5639 02	5431 05
America-Valor	693 49	676 58
Amplitude	556 94	540 72
Arbitrages court terme	5552 27	5546 72
Associc	1185 11	1185 11
Atout Futur	312 29	302 02
Aurecic	1409 96	1388 69
Avenir C.I.C.	103 95	100 92
Axa Europe	117 60	112 27
Axa Investissements	114 65	109 45
Bred Associations	2642 92	2635 01
Capital Plus	1724 01	1724 01
Cardan-Pierre	28 61	27 38
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Comptavalor	5083 23	5075 62
Comptanstraite	111 52	108 27
Convertimmo	353 60	340
Creditar	488 76	474 52
Drouot-France	699 38	687 87
Drouot-Investiss.	1020 65	974 37
Drouot-Sécurité	254 57	243 03
Drouot-Sélection	140 60	134 22
Ecucic	1199 69	1181 96
Ecureuil Monétaire	30720 78	30720 78
Ecureuil Privatisations	359 67	349 19
Energie	231 46	220 96
Eparcic	2786 96	2786 96
Epargnecourt Sicav	4249 68	4239 08
Epargne Associations	25083 92	25026 38
Epargne-Capital	8267 06	8185 21
Epargne Court-Terme	502 63	502 63
Epargne Croissance	1535 35	1494 26
Epargne-Industr.	75 77	72 33
Epargne Inter	610 93	594 58
Epargne J	54405 97	54405 97
Epargne Long-Terme	178 42	173 64
Epargne Monde	1153 56	1122 69
Epargne Première	13011 10	12814 24
Epargne-Oblig.	198 47	198 16
Epargne-Ouest	1102 70	1073 19
Epargne-Unie	1228 34	1183 94
Epargne-Valeur	430 20	418 69
Eparoblig	1308 91	1306 90
Epsilon	1117 34	1106 28
Euricest Croissance	1208 35	1153 56
Eurowest Rendement	1147 76	1095 71 ◆
Eurocic	9308 24	9170 68
Eurodyn	1049 46	1014 94
Euro-Gan	5501 62	5252 14
Euro-Maif	26 28	25 69
Finord Placement	60997 84	60997 84
Finord Valorisation	13828 05	13656 91
Fonsicav (div. par 10)	11040 21	11040 21
Foncival	264 17	246 17
France-Gan	6961 18	6646 52
France-Garantie	278 07	277 51
France-Investiss.	394 47	378 58
France-Obligations	453 83	449 34
Francic	404 35	392 57
Francic Pierre	100 50	97 57

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Francic Régions	1047	1016 50
Fructi-Associations	27 84	27 84
Fructi-Epargne	27 96	27 28
Fructicapi	32 71	32 23
Fructicourt	110264 02	110264 02
Fructidor	247 38	243 72
Fructifrance	789 02	769 78
Fructimmo	27 15	26 49
Fructivar	4299 17	4266 45
Fructi ECU	577 01	568 48
Fructi-Première	11209 64	11043 98
Futuroblig	1120 07	1083 24
Gestilion	59133 78	58886 31
Gestion Associations	150 38	147 07
H.L.M. Monétaire	......	......
Horizon	1111 58	1079 18
Interoblig.	12187 87	11719 11
Intersélect France	456 63	443 33
Invest. net	15197 28	15166 95
Invest.Obligataire	18620 78	18583 62
Japacic	187 15	181 70
Jeune épargne	239 63	235 10
Laffitte-Amérique	246 73	235 54
Laffitte Europe	253 22	241 74
Laffitte-Expansion	278 43	265 80
Laffitte-France	317 44	303 05
Laffitte-Immobilier	238 11	227 31
Laffitte-Japon	385 20	367 73
Laffitte-Oblig.	147 95	141 24
Laffitte-Rend.	207 06	197 67
Laffitte-Tokyo	347 54	331 78
Latitude	5131 61	5123 92
Lion-Associations	11742 43	11742 43
Lion-Institutionnels	23772 74	23713 46
Lionplus	767 97	750 47
Lion Trésor	2091 17	2070 47
Livret Bourse Investis.	459 41	446 03
Livret portefeuille	656 07	636 96
Médiceranée	164 97	157 49
Mondiale Investissem.	422 23	403 08
Monacic	5611 32	5611 32
Monedan	52219 82	52219 82
Mond. J.	56007 04	56007 04 ◆
Morgan court terme	14393 20	14393 20 ◆
Mutuelle Unie SBL	150 91	144 07
Natio-Epargne	14046 11	13907 04
Natio-Epargne Trésor	6969 50	6955 79
Natio.-Court terme	216518	216518
Natio.-Inter.	1227 59	1194 73
Natio.-Obligations	559 62	544 64
Natio.-Patrimoine	1399 05	1361 61
Natio.-Placements	67090 53	67090 53
Natio.-Revenu	1089 32	1058 73
Natio.-Sécurité	11682 16	11682 16 ◆
Natio.-Valeurs	712 84	693 76
Nippon-Gan	5937 11	5667 88
Nord-Sud Développ.	1206 28	1203 87
Normatif	13418 68	13155 47
Obli Association	124 88	123 64
Oblicic Régions	1055 34	1049 60
Obligations Convert.	427 98	408 57
Oblig. toutes catég.	158 91	153 91
Oblifon	1119 44	1108 36
Optimavalor	204 73	199 74
Oraction	1223 86	1183 62
Orvalor	5825 77	5615 20
Paribas Croissance	590 82	568 73
Paribas Epargne	16139 91	16107 69
Paribas France	96 58	93 78
Paribas Oblimonde	1015 98	1000 97
Paribas Opportunités	113 39	110 09
Paribas Patrimoine	524 23	502 86
Paribas Revenu	95 63	94 68
Parnasse-Valor	1101 75	1100 65
Patrimoine Retraite	1737 32	1703 25

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Parvalor	616 76	597 83
Phenix Placements	253 57	252 31
Pierre Investiss.	683 67	652 67
Placement A	960 63	960 63
Placement crt-terme	72868 82	72868 82
Placement J	55697 89	55697 89
Placement Premier	54576 96	54576 96
Plénitude	112 87	109 86
Première Obligations	10841 59	10819 95
Prévoyance Ecureuil	111 75	108 76
Priv'Association	22866 35	22866 35
Quartz	113 13	110 34
Quatre-quarts Retraite	109	106
Rentacic	166 76	164 29
Revenus Trimestriels	5602 85	5547 18
Revenu Vert	1196 98	1178 19
St-Honoré Assoc.	14636 23	14463 91
St-Honoré Bio-aliment.	767 69	751 97
St-Honoré Pacifique	541 85	517 28
St-Honoré P.M.E.	494 81	482 83
St-Honoré Real	11737 60	11691 04
St-Honoré Rendement	11993 44	11933 77
St-Honoré Services	511 64	491 96
St-Honoré Technol.	753 64	719 47
St-Honoré Valor	12300 36	12300 36
Sécuricic	5509 39	5503 89
Sécuri Trax	10796 19	10796 19
Sélection Croissance	518 59	503 49
Sicavdon (Crédisn BP)	735 06	724 20
Sicav-Associations	1430 71	1428 57
S.F.I. fr. et étr.	638 94	620 33
Sicav 5000	358 90	349 29
S.I. Est	1356 72	1295 20
S.I.G.	788 51	762 41
Sivafrance	559 24	544 27
Sivam	415 42	404 30
Sivarente	211 63	208 53
Sivinter	424 91	413 54
S.N.I.	1167 01	1133 02
Sogeparge	347 09	334 54
Sogevar	1038 85	991 74
Sogister	1340 77	1279 97
Soleil Investissem.	495 23	472 87
Stratégie Actions	1089 24	1046 38
Stratégie Rendement	1134 86	1099 14 ◆
Technocic	1119 01	1086 42
Techno-Gan	6004 24	5731 97
Transcontinents	83 83	82 19
Trilion	5308 27	5255 71
U.A.P. Investiss.	416 02	400 98
U.A.P. moyen terme	106 50	102 75
Uni-Associations	116 34	116 34 ◆
Unifrance	489 10	471 42
Unifoncier	1215 90	1171 95
Uni-Garantie	1378 80	1351 74
Uni-Régions	2819 59	2718 06
Unirente	2345 70	2268 57
Univar	188 06	188 06 ◆
Univers-Actions	1093 21	1057 26
Univers-Obligations	1602 87	1550 26
Valorem	514 07	501 53
Valorg	1609 82	1607 31
Valrea	41161 42	41130 85
Vauban	23415 49	23392 07

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 10/10	COURS DES BILLETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 345	6 325	6 070	6 570
ECU	7 086	7 088	....	....
Allemagne (100 DM)	340 780	340 780	330 500	350 500
Belgique (100 F)	16 256	16 257	15 500	16 500
Pays-Bas (100 fl.)	302 260	302 280	292	312
Danemark (100 krd)	88 570	88 650	85	92
Norvège (100 k)	92 120	92 170	88 500	95 500
Grande-Bretagne (£ 1)	10 789	10 812	10 400	11 100
Grèce (100 drachmes)	4 193	4 194	....	....
Italie (1 000 lires)	4 571	4 574	4 300	4 800
Suisse (100 fr.)	401 150	401 500	389	411
Suède (100 krs)	99 470	99 445	96	102
Autriche (100 sch)	48 470	48 470	46 950	49 950
Espagne (100 pes.)	5 150	5 150	4 850	5 350
Portugal (100 esc.)	4 136	4 135	3 700	4 400
Canada ($ can 1)	5 245	5 235	5 050	5 460
Japon (100 yens)	4 760	4 776	4 630	4 850

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 10/10
Or fin (kilo en barre)	81900	82500
Or fin (en lingot)	82850	82700
Pièce française (20 fr)	481	483
Pièce française (10 fr)	385	.....
Pièce suisse (20 fr)	511	513
Pièce latine (20 fr)	473	474
Souverain	603	606
Pièce de 20 dollars	3000	3000
Pièce de 10 dollars	1550	1520
Pièce de 5 dollars	905	.....
Pièce de 50 pesos	3070	3095
Pièce de 10 florins	487	490
Or Londres	404 25	.....
Or Zurich	403 50	.....
Or Hongkong	403 85	.....
Argent Londres	.....	.....

c : coupon détaché – o : offert – * : droit détaché – d : demandé – ◆ : prix précédent – ★ : marché continu

Le Monde

L'embellie des relations franco-soviétiques

M. Mitterrand rencontrera deux fois M. Gorbatchev au cours des prochains mois

Voilà redoré le blason français aux yeux des dirigeants soviétiques. Le président de la République sera reçu à Moscou par le secrétaire général ; M. Gorbatchev ne se fait plus prier pour venir à Paris ; et la volonté de *« replacer les relations entre les deux pays à un niveau qualitativement plus élevé »* est clairement proclamée par les Soviétiques. Tout cela était dit, ou presque, par le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze, dès qu'il a posé le pied sur le sol français, lundi 10 octobre en fin de matinée.

L'idée d'un voyage de M. Mitterrand en URSS était dans l'air, même si, en principe, c'eût été « le tour » du secrétaire général de venir à Paris. Depuis plusieurs semaines déjà, la rumeur en courait : le président français n'avait-il pas depuis longtemps souhaité rencontrer Mickaïl Gorbatchev avant la fin de l'année ? Le lancement, fin novembre, du vol habité franco-soviétique à partir de la base spatiale de Baïkonour n'était-il pas une de ces occasions rêvées auxquelles aime se raccrocher la diplomatie ? Restait pour Paris à obtenir l'assurance que le président de la République, en plus des félicitations qu'il irait prodiguer au cosmonaute français Jean-Loup Chrétien, pourrait aussi avoir des conversations politiques avec le numéro un soviétique.

Voilà qui est fait, et plutôt deux fois qu'une. Le président de la République se rendra les 25 et 26 novembre à Baïkonour et à Moscou, où il est invité par le secrétaire général pour une visite de travail. De son côté, M. Gorbatchev, *répondant à l'invitation du président* de la République, fera une visite officielle en France au cours du premier semestre de 1989. Qui plus est, le président de la République et M. Chevardnadze sont convenus, lundi, qu'il fallait rétablir le principe des visites alternées, c'est-à-dire faire échapper à l'avenir les contacts franco-soviétiques au plus haut niveau à ces tergiversations dont le motif réel relève sans doute plus de la politique que de l'emploi du temps.

Qu'est-ce qui nous vaut cette détente, cette relance des relations franco-soviétiques, cette volonté d'*« élargir les sphères de l'interaction constructive sur la scène internationale »*, comme disait, lundi soir, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Perfiliev, cédant un instant par mégarde à une langue de bois archaïque, avant de se relancer devant la presse dans une démonstration appuyée du nouveau langage soviétique, version « glasnost » ?

La cote de la France est remontée progressivement ces derniers mois à Moscou. On a suivi avec grand intérêt l'évolution positive de l'image de l'URSS dans les milieux intellectuels et dans la presse française ; on a enregistré surtout avec une grande satisfaction la volonté nouvelle de la France de dynamiser sa politique à l'Est et ses changements de position à propos de *différents aspects du désarmement* exposés notamment le 29 septembre à l'ONU par M. Mitterrand.

C'est le désarmement qui fut le thème central de tous les entretiens qu'a eus, lundi à Paris, M. Chevardnadze. Et les encouragements prodigués par le chef de la diplomatie soviétique aux dirigeants français sont à la mesure du traitement qui lui a été réservé : au cours de sa première journée à Paris, il aura rencontré non seulement M. Roland Dumas, qui ne l'a quitté qu'à l'heure du dîner, mais aussi le premier ministre, M. Michel Rocard, qui offrait en son honneur un déjeuner au Quai d'Orsay, puis le président de la République pendant une heure un quart à l'Elysée en début d'après-midi, avant de nouvelles conversations au Quai d'Orsay et le dîner qui lui était offert à l'hôtel de Lassay par M. Laurent Fabius.

Le désarmement chimique

Il sera à nouveau question de désarmement mardi, dans l'un des quatre groupes de travail qui ont été constitués avec les membres de la délégation soviétique et leurs homologues français du ministère des affaires étrangères, *« pour plus d'efficacité »*. Les trois autres groupes portent sur les questions régionales (Moyen-Orient et Asie en particulier), sur les questions humanitaires et culturelles, et sur les questions bilatérales. Contrairement à ce qui était initialement prévu, M. Chevardnadze n'a pas souhaité se prêter mercredi à une conférence de presse conjointe avec M. Roland Dumas et on dressera donc séparément le bilan de ces rencontres.

M. Chevardnadze a fait pour ses interlocuteurs le point exact des négociations américano-soviétiques sur les armements nucléaires stratégiques. Ces négociations, même si la partie soviétique les présente avec optimisme, connaissent actuellement une période de stagnation dont elles ne pourront guère sortir avant plusieurs mois, une fois mise en place la nouvelle administration américaine. Le processus de désarmement se déplace ainsi pour les mois qui viennent sur des terrains où la France est présente et où elle a manifesté récemment sa volonté d'initiative.

Il s'agit en premier lieu du désarmement chimique. Le président de la République a rappelé à M. Chevardnadze les motifs de la proposition qu'il a faite aux Etats-Unis de convoquer sur ce sujet une conférence internationale qui se tiendra à Paris : sensibiliser l'opinion internationale, réaffirmer solennellement l'engagement pris par les pays signataires du protocole de 1925 de ne pas avoir recours à ces armes ; et surtout donner une impulsion, si possible décisive, à la conférence de Genève où l'on négocie une convention visant à interdire la production de ces armes et à détruire les stocks existants. Le président, en insistant sur ce dernier point – qui ne paraît pas recueillir à ce jour une adhésion franche et massive des dirigeants américains – ne pouvait qu'être applaudi par M. Chevardnadze. Le groupe de travail franco-soviétique sur le désarmement devait d'ailleurs réfléchir mardi à ce que pourrait être le schéma d'une résolution finale de la conférence de Paris.

Autre grand sujet qui intéresse les deux parties et sur lequel se dessinent des convergences : le désarmement conventionnel, c'est-à-dire les négociations qui devraient s'ouvrir dans le cadre de la CSCE, dès que sera conclue la conférence de Vienne dont l'une des tâches est d'en définir le mandat. Le principal obstacle sur lequel butte encore la conférence de Vienne est la proposition faite par les Soviétiques d'accueillir à Moscou, dans le cadre du suivi du processus d'Helsinki, une réunion sur les questions humanitaires. Le président de la République a fait savoir lundi à M. Chevardnadze que, sur ce point, ce n'est pas du côté de la France que viendraient les principales difficultés. Les Américains ayant manifesté une certaine souplesse sur le sujet, il restera à Vienne à fléchir les Britanniques, c'est-à-dire Mme Thatcher, que l'idée d'une conférence sur les droits de l'homme à Moscou fait encore frissonner d'horreur.

Profitant de cette idylle nouvelle, la partie soviétique cherche évidemment à en tirer la maximum. Ce fut particulièrement sensible dans la façon dont le porte-parole, M. Perfiliev, a présenté lundi l'idée de M. Gorbatchev de créer une agence spatiale internationale basée sur le site de Krasnoïarsk (contesté par les Américains) qui affirment que ce site abrite aujourd'hui du matériel radar antimissile violant le traité ABM). M. Perfiliev a laissé entendre lundi que cette idée soviétique était d'inspiration française, sans doute pour mieux la faire accepter à Paris. La réaction de M. Dumas a été des plus prudentes.

Les sourires de M. Chevardnadze, l'offensive de charme de son porte-parole, témoignent de l'importance nouvelle que s'est acquise la France dans la diplomatie soviétique. Mais, même si Paris devient aujourd'hui, sur bien des sujets, un partenaire plus coopératif pour l'URSS, la partie pour autant n'est pas totalement gagnée. *L'enjeu ultime tient au fait que la* France reste en Europe une puissance nucléaire retorse, et il sera bien difficile de la faire bouger sur ce point, y mettrait-on toute la séduction du monde.

CLAIRE TRÉAN.

Sur le vif

Jouez avec moâ

On s'est bien marrés, hier soir, avec les enfants. On a joué au Paf, un nouveau jeu de l'oie désopilant, imaginé par Pivot et illustré par Cabu. Soixante-trois cases du genre : Philippe Bouvard : si vous êtes le plus petit des joueurs, relancez le dé. Avertissement de la CNCL pour non-respect du cahier des charges : ne bougez pas, il ne se passera rien. Christine Ockrent : racontez une histoire beige ou retournez à la case d'où vous venez. Guy Lux : vous êtes en prison pour une nuit, passez votre tour.

Du coup, ça m'a donné une idée : demander à Plantu de dessiner le même jeu, mais sur votre quotidien favori, sur *le Monde*, oui. En voici un avant-goût. Si vous avez d'autres propositions, envoyez-les-nous.

André Fontaine : citez un seul de ses articles qui fasse moins d'une page du journal ou reculez à la case 22 et recevez la collection de ses œuvres complètes.

Bertrand Poirot-Delpech : dressez la liste des académiciens dont il a dit du bien avant qu'ils ne lui fassent une petite place. Nommez-en au moins douze, sinon passez votre tour.

Soutenance de thèse : analyse de production langagière d'apprenants arabophones et commentaires métalinguistiques relatifs aux... Complétez-la phrase ou tombez dans le puits... d'ignorance.

Michel Tatu : donnez les noms des membres du Politburo en 1936 ou allez à la Lubianka.

Rue des Italiens : rendez-vous rue Falguière.

Colombani-Lhomeau : ils roulent pour qui ? Rocard, Rocard ou Rocard ? Répondez en moins de vingt minutes, sinon traversez le désert en passant trois tours sur la case Chirac.

Le bulletin de l'étranger : combien de fois et en quelles circonstances a-t-il annoncé la chute prochaine de Pinochet ? En dessous de dix, retournez à la case départ.

Claude Sarraute : indiquez le nombre de capotes utilisées chaque semaine dans ses chroniques. Multipliez par le nombre de « moi, je ». Et divisez par sa note à la *dernière dictée de Pivot*. En cas de bonne réponse, vous aurez droit à un abonnement d'un mois. En cas de mauvaise réponse, à un abonnement de deux mois.

CLAUDE SARRAUTE.

Inculpation d'un ancien photographe pour un attentat contre « Minute » en 1982

M. Mathieu Polack, trente-trois ans, ancien photographe à l'agence Collectif Presse, a été inculpé, le lundi 10 octobre, de *« dégradation et détérioration d'objets mobiliers et de biens immobiliers appartenant à autrui par l'effet d'une substance explosive »* par M. Gilles Rivière, juge d'instruction à Paris, dans le cours de l'instruction concernant l'attentat commis contre les locaux du journal *Minute* le 19 août 1982 et qui avait été revendiqué par Action directe.

Actuellement détenu, M. Polack avait été interpellé le 5 août 1986 à Paris dans le cours de l'enquête sur la branche lyonnaise d'Action directe et avait été écroué à Lyon sous l'inculpation de *« vol avec arme »*, *« complicité de vol avec arme »* et *« recel de vol qualifié »* (*le Monde* du 9 août 1986). L'inculpation portait, alors, sur des faits commis en 1980 et faisait suite à la découverte des « archives » d'Action directe dans une cache de Saint-Etienne et notamment des carnets d'André Olivier dans lesquels les policiers avaient trouvé le nom du photographe. C'est notamment à partir de ces « archives » que M. Marcel Lemonde vient d'achever l'instruction du dossier de la branche lyonnaise d'Action directe (*le Monde* du 31 août).

Un sondage SOFRES-« le Figaro »

Les patrons plutôt satisfaits du gouvernement

S'ils portent un *« jugement global »* plutôt positif sur la politique du gouvernement, le chefs d'entreprise sont cependant beaucoup plus critiques lorsqu'ils sont interrogés sur les différentes mesures concrètes prises par le pouvoir socialiste.

D'après le sondage réalisé par la SOFRES pour *le Figaro* (11 octobre) auprès de quatre cents chefs d'entreprise entre le 27 septembre et le 3 octobre, 44 % des patrons français *« approuvent tout à fait ou plutôt »* la politique du gouvernement de Michel Rocard, alors qu'ils ne sont que 35 % à la désapprouver. Pour 58 % d'entre eux, les différences entre la politique de Michel Rocard et celle de Jacques Chirac sont *« assez faibles ou très faibles »*.

Dans le détail, 39 % des patrons interrogés jugent *« plutôt pas satisfaisant ou pas satisfaisant du tout »* le budget 1989, 74 % sont opposés à l'impôt de solidarité sur la fortune et 90 % affirment que le plan emploi de Michel Rocard ne *« modifiera rien à leur politique d'embauche »*.

Le numéro du « Monde » daté 11 octobre 1988 a été tiré à 559 190 exemplaires

La grève de l'usine Renault du Mans

La production a repris à Sandouville

La grève continuait, mardi 11 octobre au matin, à l'usine atelier 81 de l'usine Renault du Mans, qui fabrique les trains arrière des automobiles. Selon la direction, cette grève (80 % environ des ouvriers de l'atelier), qui bloque le montage des véhicules dans les usines de Billancourt, de Flins et de Maubeuge, pourrait par contrecoup entraîner le blocage de celle du Mans elle-même. Déjà, les deux cent vingt-cinq intérimaires ont été remis à la disposition de leurs entreprises.

En revanche, le montage des R 25 et R 21 a redémarré à l'usine de Sandouville (Seine-Maritime), mardi 11 au matin, avec des éléments fabriqués pendant le week-end par des non-grévistes du Mans. A Haren (Belgique), la chaîne de montage des R 21 est arrêtée : seule tourne celle de la R 5. Au total, dix sept mille ouvriers se trouvaient en chômage technique.

La CGT a réclamé, lundi après-midi au cours d'une conférence de presse, que les négociations salariales prévues le jeudi 13 octobre soient avancées. Elle s'en est pris à l'attitude *« provocatrice »* de la direction qui risque, selon la CGT, de faire éclater d'autres grèves chez Renault.

La CGT réclame une augmentation de 1 500 F par mois pour tous les salariés. Elle a chiffré à 14 % la perte du pouvoir d'achat depuis 1982 sur les salaires de base par rapport à l'évolution de l'indice INSEE des prix. Elle a rejeté les évaluations de la direction, qui ne tiennent pas compte de la diversité des situations : *« Les gens se sentent dupés par la politique d'individualisation des rémunérations »*, a affirmé M. Jean-Louis Fournier, délégué syndical central.

● **La grève du RER.** – Malgré le mot d'ordre de grève des conducteurs lancé par la CGT et le syndicat autonome des agents de traction, le trafic était redevenu quasi normal, le mardi 11 octobre en milieu de matinée, sur la ligne A du réseau express régional (RER).

● **Fin de la grève chez Kléber-Colombes.** – Le travail a repris lundi 10 octobre au matin à l'usine Kléber-Colombes de Nevers, en grève depuis le mardi 4 octobre à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT-FO (*le Monde* daté 9-10 octobre).

Rencontre Mitterrand-Kohl le 14 octobre à Vézelay

Le président François Mitterrand et le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl se rencontreront vendredi 14 octobre à Vézelay (Yonne), a-t-on annoncé lundi 10 octobre à l'Elysée. Cette rencontre, de caractère informel, constituera le septième contact entre les deux hommes depuis le début de l'année 1988. MM. Kohl et Mitterrand s'étaient entretenus pour la dernière fois le 28 juin en marge du Conseil européen de Hanovre.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 11 octobre

Calme

Début de séance calme durant laquelle l'indicateur instantané a perdu 0,27 %. L'effervescence autour de Bouygues atténuait, et le titre s'appréciait de 1,61 % avec 22 325 échanges. Parmi les hausses, on notait Canal Plus (+ 4,3 %), UIC (+ 4,1 %), le Club Méditerranée (+ 3,5 %) et Darty (+ 2,8 %). En baisse, figuraient Vallourec (– 4,1 %) et Ingénico (– 3,9 %).

A B C D E F G

M. Laurent Fabius en Allemagne fédérale

M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, effectuera, ès qualité, son premier voyage à l'étranger en se rendant en Allemagne fédérale et à Berlin. Arrivé à Bonn, mercredi 12 octobre, il y sera accueilli par M. Jenninger, président du Bundestag, qui offrira un dîner en son honneur. Le lendemain, M. Fabius assistera à une séance du Parlement allemand puis sera successivement reçu en audience par M. Richard von Weizsaecher, président de la République fédérale, puis par le chancelier Helmut Kohl, et il s'entretiendra avec M. Hans Joseph Vogel, président du groupe parlementaire du SPD.

Vendredi 14 octobre, M. Fabius sera successivement reçu par M. Rebsch, président de la Chambre des députés de Berlin, et par M. Diepgen, maire-gouverneur. Accompagné par M. Jenninger, son homologue, le président de l'Assemblée nationale visitera le Reichstag et le mur de Berlin avant de regagner Paris. M. Fabius sera accompagné par deux vice-présidents de l'Assemblée nationale, MM. André Billardon (PS) et Loïc Bouvard (UDC), ainsi que par M. Jean Oehler (PS, Bas-Rhin), président du groupe d'amitié France-RFA.

● **La SNECMA aidera la Chine à concevoir un réacteur militaire.** – Aux termes d'un accord de 2262 millions de francs sur trois ans, la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA) apportera son assistance technique à l'amélioration du processus de combustion du réacteur de l'avion de combat F-7 produit par la Chine populaire. Ce réacteur de 7 tonnes de poussée est comparable à celui du Mig-21 soviétique ou à l'Atar 9 K 50 du Mirage F-1 français.